

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

Le nouveau désordre mondial. De la guerre froide à la paix froide et, en perspective, vers la troisième guerre mondiale	1
<i>Histoire de la Gauche Communiste.</i> La naissance du Parti Communiste d'Italie (1)	19
La question de la reprise de la lutte de classe du prolétariat et les tâches des communistes (Réunion de San Donà - déc. 1992) (1)	29
Le capitalisme soviétique en crise (Fin)	39
C'est ainsi qu'est codifié le marxisme agraire	51
A la mémoire d'un camarade de la vieille garde: Riccardo Salvador	55
Sur le fil du temps: La batrachomyomachie	63

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI

la revendication de la ligne qu va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

PROGRAMME COMMUNISTE

**Revue théorique du Parti
Communiste International**

ISSN - 0033 -037 X

Administration et diffusion :

Editions Programme
3 rue Basse Combalot
69007 Lyon - F

Prix au numéro:

25 FF, 140 FB, 10 FS, £ 3, 450 Pts, 10 DM, 5000 Li, 1000 CFA, USA + Cdn US \$ 4, Amérique latine US \$ 1

Abonnement simple:

Le prix de 4 numéros

Abonnement de soutien:

Pour 4 numéros: 200 FF, 1100 FB, 80 FS, £25, 3500 Pts, 80 DM, 40000 Li, 8000 CFA, USA + Cdn US \$ 35, Amérique latine US \$ 8

Païement par mandat ou chèque:

A l'ordre de **DESSUS**,
Toute correspondance doit être
envoyée à l'adresse des Ed.
Programme

PROGRAMME COMMUNISTE

**Theoretical Review in french
of the International Communist Party**

Editorial office:

Editions Programme
3 Rue Basse Combalot
69007 Lyon - F

Payment by eurochek or international
money order to: DESSUS

All correspondance should be send to the
above address.

CORRESPONDANCE

France: Editions Programme, 3 Rue
Basse Combalot, 69007 Lyon

Suisse: Editions Programme, 12 Rue
du Pont, 1003 Lausanne

Italie: Il Comunista, C.P. 10835,
20110 Milano

« le prolétaire » Journal bimestriel

Le numéro: 5 FF, 30 FB, 3 FS, 3000 Li, 250 CFA

Abonnement annuel (5 numéros): 50 FF / 200 FB / 30 FS / 15000 Li / 2000 CFA

Abonnement de soutien: 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 Li / 4000 CFA

« il comunista » Journal bimestriel en italien

Le numéro: 2000 Li / 10 FF / 40 FB / 5 FS.
Abonnement: 18000 Li / 60 FF / 240 FB / 35 FS.

Abonnement de soutien: 30000 Li / 125 FF / 500 FB / 70 FS.

«el programa comunista» Revue théorique en espagnol

Le numéro: 400 Pts / 250 Esc. / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 Li / 8 DM / 20 Krs.
Prix de soutien, le numéro: 800 Pts / 500 Esc. / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 Li / 16 DM / 40 Krs.

Imprimé par nos soins.

A PARAITRE CETTE ANNEE

ELEMENTS DE L'ECONOMIE MARXISTE

**Les sections I à VIII du Livre
Premier du «Capital» de Marx**

**Appendice aux «Eléments de
l'économie marxiste»:**

- 1. Sur la méthode dialectique**
- 2. Le formulaire économique**

Le nouveau désordre mondial: De la guerre froide à la paix froide et, en perspective, vers la troisième guerre mondiale

Les années qui vont de 1989 à 1991, années qui correspondent à l'effondrement des empires et des Etats pluri-nationaux (avant tout l'URSS et la Yougoslavie), ont définitivement conclu une période de l'histoire mondiale: la période où deux super-puissances (le **condominium** russo-américain) dominaient le monde et déterminaient l'aggravation ou l'allègement des tensions entre tous les impérialismes et entre tous les pays.

L'équilibre entre les grandes puissances impérialistes a changé. A l'époque du condominium russo-américain il existait un équilibre des forces, même si cet équilibre n'empêchait pas que les contradictions inter-étatiques débouchent sur des guerres dans des pays à la périphérie des deux grands blocs impérialistes. Depuis la fin de la dernière guerre mondiale il ne s'est pas passé une année où n'ait pas éclaté de façon virulente dans telle ou telle région du globe de puissantes contradictions qui débouchaient sur des guerres locales ou régionales. Qu'il s'agisse de guerres de libération nationale ou de guerres de rapines, leur caractéristique a été que ces guerres n'ont jamais entraîné une confrontation directe des deux super-puissances. En plusieurs occasions (lors de la guerre de Corée, lors de la crise des missiles à Cuba ou lors des guerres entre l'Egypte et Israël) la menace d'un troisième conflit mondial se profila, mais les facteurs d'équilibre l'emportèrent en définitive sur les facteurs de rupture de l'équilibre mondial, «équilibre mondial» qui a toujours été en fait un statu-quo entre les grandes puissances impérialistes et non un impossible «équilibre» entre tous les pays du monde.

Mais l'écroulement de l'URSS a modifié fondamentalement les termes de l'équilibre entre les grands Etats impérialistes, et cette modification doit être vue dans la perspective d'un inévitable nouveau partage impérialiste du monde. Cette perspective était déjà présente dans les contradictions des rapports inter-impérialistes, au moins depuis la grande crise pétrolière débouchant sur la crise économique générale de 1974-75. Déjà à cette époque notre parti avait précisé clairement la trajectoire que les grandes puissances impérialistes étaient contraintes de suivre, surtout en raison de la montée en puissance du Japon et de l'Allemagne:

«Depuis le second conflit mondial - écrivions nous alors (1) - les parts de marché mondial des vieux impérialismes américain et anglais ont été régulièrement grignotées par les capitalismes allemand et japonais rajeunis par les destructions; cette modification progressive des rapports de force économiques est due à l'inégalité de développement des divers protagonistes en présence, qui s'exprime par des rythmes inégaux d'accumulation et d'augmentation

de la productivité, dont la cause première réside dans la différence d'âge des divers capitalismes nationaux. Tout repartage des marchés, négocié ou non, dépend de la puissance respective des divers capitalismes; il doit inévitablement être remis en cause dès que le dynamisme économique de certains d'entre eux a modifié leurs rapports. Les expédients protectionnistes peuvent éventuellement retarder les échéances du repartage, mais seulement pour la rendre plus brutale»

Il ne fait pas de doute que le dynamisme économique du Japon et de l'Allemagne en particulier a depuis longtemps posé objectivement le problème d'un partage du marché mondial différent de celui qui s'est mis en place après la fin de la guerre mondiale. Des expédients de type protectionniste, que ce soit sur le plan monétaire ou sur le plan militaire ont retardé l'échéance d'un nouveau partage du monde. Aujourd'hui ce n'est pas un conflit armé entre impérialismes qui est à la source de ce nouveau partage car l'effondrement de la deuxième puissance militaire mondiale - l'URSS - en a supprimé la

nécessité, mais cet effondrement lui-même montre toute la brutalité que nous avons annoncée et qui accompagne inévitablement tout repartage.

En 1954 le président américain d'alors, Eisenhower, annonça au monde la perspective de **quarante ans de guerre froide**. Les oppositions entre deux blocs apparaissaient justifier une telle perspective, qui était en fait celle du partage du monde entre les deux blocs, l'un dirigé par Washington et l'autre par Moscou. Dans notre journal, notre parti avait alors pris position par rapport à cette perspective-programme du capitalisme international (2) en démontrant le caractère artificiel des prétendus affrontements idéologiques et en avançant une prévision qui a trouvé confirmation aujourd'hui dans les faits.

Nous estimions que la perspective d'Eisenhower était «*la perspective classique d'un régime en putréfaction, incapable de rien offrir d'autre que la prolongation exténuante de sa crise, et cependant encore assez fort pour penser pouvoir s'accorder quarante ans de purulente agonie*». On ne peut que constater aujourd'hui que le régime bourgeois a fait la démonstration de sa capacité à résister à sa propre crise; et alors que les quarante ans de guerre froide se sont achevés par l'écroulement du mur de Berlin et la disparition de l'empire soviétique, de combien d'années de **paix froide** la bourgeoisie pense disposer avant le prochain cataclysme mondial? A écouter des spécialistes américains des relations internationales, des estimations basées sur une série de calculs de cycles économiques les conduiraient à fixer l'échéance d'un troisième conflit mondial à l'année 2020 (3). Cela signifierait que le capitalisme international s'accorde encore 25 ans de répit avant la catastrophe suprême. Mais revenons à notre article de 1954:

«La guerre froide qu'Eisenhower prévoit pendant quarante ans sera la guerre froide des marchands, non celle des maréchaux; elle se livrera à coups de marchandises et non à coups d'idéologies. Est-ce que c'est par hasard que le président des Etats Unis a lancé son slogan en même temps qu'il renonçait à intervenir en Asie, avec l'aspiration évidente à «négocier»? Derrière les fumées des guerres de Corée et d'Indochine et de celles qui pourront éclater entre-temps [de 1947 à 1994 il en a éclaté plus de trois cent - NDIR], derrière le paravent des furieuses déclarations de propagande à Genève, le choc présumé entre l'Orient et l'Occident se transforme chaque jour davantage en une course fébrile de marchands à la conquête de marchés; dans cette course les distinctions fictives entre les deux blocs disparaissent et il sera toujours plus difficile à établir, avec la grossièreté de l'époque du rideau de fer, quel est l'ennemi»

Où est l'ennemi aujourd'hui, où sont les distinctions entre les blocs? Ces distinctions ont complètement disparu au point que les armements «stratégiques» n'ont plus grand sens alors que pren-

nent de plus en plus d'importance les armements dits «tactiques», ceux qui sont effectivement utilisables pour faire des guerres sur le terrain et pas... dans les étoiles.

«La guerre froide entre marchands a donc toute possibilité de faire rage non plus entre les «ennemis idéologiques», mais entre les amis d'hier: entre les allemands, les premiers arrivés dans la course au marché chinois, les anglais arrivés seconds, les français arrivés troisième loin derrière, les italiens à la traîne, tandis que la presse bourgeoise notait que si les Etats Unis refusaient tout contact officiel avec la délégation chinoise, il en serait tout autrement pour les contacts, qui n'ont pas besoin d'être officiels, des industriels et des commerçants de la république au drapeau étoilé. Et puisque l'Allemagne devient la pupille des yeux américains dans la mesure où la France joue le rôle classique de l'épine dans ces mêmes yeux, la guerre froide entre marchands du dit bloc occidental risque de se muer en un affrontement entre Etats européens au moment même où les fédéralistes réunis en congrès célèbrent la prochaine unification européenne».

Ces lignes écrites il y a quarante ans sont on ne peut plus actuelles! L'assaut des marchands ne s'est pas limité à la seule Chine; il s'est aussi dirigé vers les pays de l'Est européen, rongé en tous sens le fameux rideau de fer, et contribuant à éliminer ces distinctions fictives entre blocs idéologiquement opposés. Et notre prévision que l'Europe deviendrait la future zone des tempêtes ne s'est pas évanouie; sur le plan des rivalités commerciales et des politiques monétaires elle n'a reçu que des confirmations.

«Où sera, ne disons pas dans quarante ans - parce que nos espérances sur la durée du régime capitaliste sont à l'opposé de celles du président Eisenhower - mais dans seulement quatre ans, le rideau de fer? Et parallèlement quels blocs nous attendent à l'intérieur des différents pays? Où finiront les «antithèses idéologiques» qui semblaient ranger le monde bourgeois en seulement deux parties?»

Nos espérances ne se sont pas réalisées; les quarante ans d'Eisenhower et de tous les présidents du monde bourgeois se sont écoulés et le capitalisme international s'attend encore à des décennies de paix froide. Mais le rideau de fer s'est désintégré sous la pression des crises économiques et sociales et les assauts économiques des capitalismes occidentaux; les deux blocs d'hier seront remplacés par un nombre variable de blocs et d'alliances entre marchands, entre trusts - et pas nécessairement entre Etats, moins souples et moins libres que les entreprises pour se lancer à l'assaut des divers marchés. En conséquence la concurrence internationale tend à devenir plus aiguë et moins contrôlée selon des règles réciproquement acceptées. Où cela débouchera-t-il? Notre article de 1954 répond:

«C'est précisément sur ce fond de compétition commerciale qui se superpose aux fausses oppositions idéologiques et donc militaires, que la crise du

capitalisme est destinée à s'approfondir. (...) Le monde capitaliste avait atteint une stabilité temporaire et artificielle; il se précipitera vers sa ruine fatale avec sa fragmentation en une myriade d'entreprises commerciales en concurrence acharnée, et avec la disparition des illusions dans une prétendue lutte titanesque entre le capitalisme occidental et le «socialisme» oriental. Laissons à Eisenhower le pronostic que cette agonie sauvage dure quarante ans. Ce qui nous importe c'est qu'il a reconnu qu'elle prendra fin, même s'il n'a pas indiqué - et il ne pouvait pas le faire - quelle chose, quel cataclysme y mettra fin. Pour nous, la prolongation de la crise interne du régime ne peut que faire mûrir les conditions de sa destruction violente et les forces révolutionnaires destinées à la mener à bien».

La guerre n'aura pas lieu pour des «raisons idéologiques», mais en raison d'affrontements économiques que les crises de surproduction de marchandises et de capital pousseront au dernier degré. C'est en cela que consiste la prévision marxiste de l'inévitabilité de la guerre sous le capitalisme, et en même temps de l'inévitabilité de la maturation des conditions objectives de la révolution prolétarienne anti-capitaliste.

La victoire des impérialismes les plus forts lors de la deuxième guerre mondiale et la soumission du prolétariat aux règles de la conservation sociale par les soins des forces de l'opportunisme et de la collaboration des classes, ont offert au capitalisme international un demi-siècle supplémentaire de vie; lorsqu'il entrera dans une période critique, que ce soit ou non dans un quart de siècle, il reviendra aux forces révolutionnaires de faire en sorte que cette crise de guerre se transforme en catastrophe définitive pour le capitalisme, et qu'elle ne soit pas un nouveau sanglant *bain de jouvence* dont il sorte revivifié pour de nouvelles décennies. Notre minuscule organisation politique travaille à constituer ces forces révolutionnaires, à constituer l'indispensable organe dirigeant de la future révolution prolétarienne, le **parti communiste international** compact et puissant de demain.

Aujourd'hui les conditions économiques politiques et militaires dans lesquelles se développent les tensions inter-impérialistes ont changé par rapport à l'époque de la guerre froide; et ces conditions ont changé parce que les rapports de force entre puissances impérialistes ont changé et que les cycles d'accumulation et de crise économique se sont modifiés. Il n'y a plus maintenant de possibilité d'une expansion économique consistante, dont bénéficierait tous les pays capitalistes, comme c'était le cas de celle d'il y a trente ou quarante ans. Et ceci change toutes les perspectives économiques pour tous les pays, du plus faible au plus puissant.

Les grands changements sont déterminés par des événements d'une grande portée; parmi ceux-ci la croissance en termes économiques et financiers de deux pays clés pour l'équilibre ou le déséquilibre

inter-impérialiste: le Japon et l'Allemagne. Leur croissance s'est moins faite au détriment de pays du type de la France ou de la Grande-Bretagne qu'avant tout et surtout au détriment de la super-puissance américaine.

Un autre événement de portée historique est bien sûr l'effondrement de l'empire soviétique, dont l'«implosion» (pour reprendre un terme à la mode, mais qui pour une fois correspond à la réalité) a non seulement fait perdre à la Russie son rang de super-puissance mondiale, mais a en outre «libéré» sur la scène mondiale une quantité de pays capitalistes en proie à une grave crise économique et de graves difficultés politiques. L'explosion de l'Etat yougoslave fédéral et la lutte acharnée entre les républiques autrefois fédérées pour se constituer des territoires économiquement et politiquement viables, lutte où toutes les puissances impérialistes ne cessent d'intervenir, est un des premiers résultats qui a suivi la disparition du condominium américano-soviétique.

Un autre «échiquier» où se joue le sort des grandes puissances est le Moyen-Orient, à cause de l'importance vitale des ressources pétrolières et gazières qu'il contient. La guerre du Golfe en 1990-91 en a donné une nouvelle preuve, en même temps qu'elle marquait la première réaction des grandes puissances impérialistes dans la nouvelle situation de fin du condominium, sous la forme d'une hégémonie américaine tendancielle pour remplir les tâches de police dans une zone décisive, à la fois pour défendre ses propres intérêts de capitalisme «national», et pour défendre les intérêts des monstrueux colosses étatiques qui se partagent le monde.

Il existe d'autres «zones de tempête» qui produisent en permanence des situations d'instabilité et de crises aux répercussions internationales: l'Afrique du Nord (de la Libye à l'Algérie), l'Afrique Orientale et la Corne de l'Afrique (Somalie, Rwanda, Soudan, Tchad), l'Afrique Australe, l'Amérique Centrale et les Caraïbes, l'Asie du Sud-Est et du Nord, le sous-continent Indien, etc. Mais d'autres régions peuvent s'ajouter à cette liste, y compris au coeur de l'Europe, suivant les combinaisons de facteurs à caractère «régional», mais qui peuvent intéresser directement diverses puissances impérialistes rivales. C'est ainsi que demain pourraient réapparaître une «question polonaise», ou une «question prussienne», voire même une nouvelle «question de l'Alsace-Lorraine». Entre-temps une autre puissance d'énorme dimension apparaît à l'horizon: la Chine, capitalisme qui souffre encore d'un manque de développement moderne, d'une industrie encore balbutiante, d'une agriculture arriérée, mais qui fait des pas en avant considérables. La Chine ne fait pas partie du club des sept grands pays auquel la Russie a été récemment conviée de se joindre. Mais elle est destinée à peser toujours davantage dans les relations internationales; son dynamisme économique et commercial, son poids démographique gigantesque (un milliard deux cent millions d'habitants) en font un pays qui donne-

ra du fil à retordre à ses alliés comme à ses ennemis. Déjà elle s'est servie de son siège permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU pour empêcher l'Allemagne et le Japon (surtout le Japon évidemment!) d'en devenir membres; ses velléités impérialistes et le développement de sa puissance militaire inquiètent ses voisins, y compris le Japon, et il n'est pas dit que demain une autre point de friction n'apparaisse pas avec la Russie, par exemple à propos de la Mongolie.

Au delà donc de situations et de zones historiquement de conflits, le vieil ordre mondial laisse à celui qui prendra sa place une quantité notable de tensions et d'affrontements inter-étatiques et inter-impérialistes qui ne peuvent trouver de solutions durables par des «accords de paix» d'autant plus spectaculaires qu'ils sont illusoire (voir les fameux accords Israël-OLP) ou par des interventions de l'ONU d'autant plus frénétiques qu'elles sont impuissantes.

Une seule force sociale a la possibilité historique de mettre fin au capitalisme, à son hypertrophie productive et à ses destructions forcenées en biens matériels et en vies humaines; cette force c'est le **prolétariat international**, la classe des travailleurs salariés, des sans-réserve. Cette classe a la tâche historique de révolutionner le monde, de renverser les lois économiques et les régimes imposés par le capitalisme et la classe bourgeoise qui le représente. Sous le capitalisme le prolétariat, dont le travail produit toute la richesse sociale, n'a rien à perdre que ses chaînes; c'est pourquoi seul il peut mener jusqu'au bout, jusqu'à son renversement complet, la lutte contre cette organisation sociale qui est synonyme pour lui d'esclavage salarié. C'est leur condition d'esclaves salariés qui donne à tous les prolétaires du monde la possibilité de se constituer en une **classe internationale** s'unifiant dans la lutte commune qui dépasse toutes les divisions de race, de religion, de nationalité, de catégories sur lesquelles s'appuient les bourgeois pour maintenir leur domination de classe.

Et, dialectiquement, c'est cette classe ouvrière internationale, dépossédée de tout dans la société actuelle, qui possède la perspective de l'avenir de l'espèce humaine, condensée dans la théorie marxiste et le programme communiste révolutionnaire représentés par le parti de classe, par le parti communiste indiqué par Marx.

L'ALLEMAGNE ET LE JAPON, PAYS-CLEFS DE L'IMPERIALISME MONDIAL ET DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE FUTURE

Quoiqu'ils aient passé entre eux des traités de collaboration internationale, les pays impérialistes les plus puissants ne purent éviter en 1974 que l'économie mondiale plonge dans une grave crise économique générale. Ce fut l'occasion pour le ministre japonais des finances de l'époque d'avouer de façon très claire que la collaboration internationale était impuissante à empêcher que le développement capitaliste

débouche sur des heurts d'intérêts entre Etats et ces heurts eux-mêmes sur la guerre:

«En un sens la situation économique mondiale ressemble aujourd'hui à celle d'avant la seconde guerre mondiale (...). Les efforts de coopération internationale échouèrent, l'égoïsme était généralisé, et l'économie mondiale allait rapidement vers la régionalisation et la formation de blocs économiques. Telle était, en gros, la situation d'avant la deuxième guerre mondiale, et je lui trouve une ressemblance avec la situation économique actuelle. (...) Je ne crois pas qu'il y aura une troisième guerre mondiale (...) car l'esprit de coopération est aujourd'hui beaucoup plus fort (...). Mais on ne peut exclure l'éventualité que des pays, pour défendre leurs intérêts nationaux, recourent à des mesures économiques plutôt qu'à des mesures militaires ou aux armes nucléaires» (4). La troisième guerre mondiale n'éclata pas parce que ni l'Allemagne ni le Japon n'étaient prêts politiquement et militairement à défendre leurs intérêts nationaux de cette manière, parce que ni l'URSS ni les Etats-Unis n'étaient prêts à lancer leurs alliances militaires l'une contre l'autre, parce que en définitive sur le plan économique les puissances impérialistes purent remettre en mouvement les appareils productifs. Mais il est significatif que, tout en discutant sur la coopération la bourgeoisie pense immédiatement à la perspective de la guerre mondiale. Nous commentions à l'époque:

*«Une telle perspective n'est évidemment pas pour un avenir proche, puisque les impérialismes jeunes qui jouent les trouble-fêtes dans l'équilibre économique mondial sont encore **politiquement et militairement** impuissants et soumis au super-impérialisme américain. Mais ce contraste entre leur puissance économique et leur impuissance politique et militaire n'est qu'une source supplémentaire d'antagonismes qui devront inéluctablement trouver leur solution à travers de nouveaux bouleversements au cours desquels, d'une manière ou d'une autre, ce fossé de plus en plus insupportable pour les Etats allemand et japonais devra être comblé»* (5).

Les nouveaux bouleversements n'ont pas manqué sur les plans économiques, comme sur les plans des rapports inter-étatiques. Ces bouleversements ont fait disparaître l'URSS et son alliance militaire, mais les Etats Unis eux-mêmes, s'ils maintiennent leur suprématie économique et militaire sur le monde se sont relativement affaiblis devant l'agressivité économique du Japon et de l'Allemagne. Examinons l'évolution du Produit National Brut des grands Etats de 1970 à 1993 (en milliards de dollars), qui est un bon indice de la puissance capitaliste, quelles que soient les critiques qui doivent être faites à cet étalon de mesure du point de vue marxiste:

Japon. 1970: 201,8; 1993: 3.869,6. En 23 ans la puissance économique de cet Etat s'est augmentée de plus de 19 fois, représentant en termes absolus plus de 60% du PNB américain, plus du double du PNB allemand, trois fois le PNB français, presque

quatre fois le PNB anglais et sept fois et demie le PNB chinois.

Allemagne. 1970: 173,5; 1993: 1.725,5, soit une croissance de presque dix fois, représentant 27% du PNB américain, 45% du PNB japonais, 135% du PNB français, 166% du PNB britannique.

Etats Unis. 1970: 1.015; 1993: 6.379, soit une croissance de 6,3 fois, avec une dynamique respectable mais nettement inférieure à celle des Etats précédents.

France. 1970: 151,8; 1993: 1.287,4, soit une croissance de 8,5 fois, supérieure à celle des Etats Unis.

Grande-Bretagne. 1970: 124,9; 1993: 1.038,6, soit une croissance de 8,3 fois, semblable à celle de la France.

Chine. 1970: 97,8; 1993: 517,1, soit une croissance de 5,3 fois, importante, mais encore inférieure à celle des grands impérialismes.

D'autres statistiques pourraient illustrer le dynamisme exceptionnel du Japon et de l'Allemagne, qui peuvent de plus en plus jouer de « locomotive » pour l'économie mondiale, mais qui en même temps remettent en cause les parts de marché des autres puissances et minent donc la stabilité des rapports inter-impérialistes. Penchons-nous d'abord sur le cas de l'Allemagne.

«Après la deuxième guerre mondiale les alliés de l'Est ou de l'Ouest étaient d'accord sur un point: ne pas abandonner l'Allemagne à elle-même, mais la maintenir sous l'occupation de puissantes garnisons militaires» écrivions-nous en 1961 à l'occasion de la crise de Berlin (6); et nous continuions: *«Ils la divisèrent donc en deux morceaux avec une relative autonomie, sans parler de zones plus à l'Est, attribuées à la Pologne et à la Russie, tout en renvoyant un règlement définitif à la signature d'un traité de paix. La capitale Berlin resta toute entière dans la zone orientale - étant donné que les armées russes s'étaient plus avancées vers l'Ouest que les armées occidentales vers l'Est - et l'on adopta une autre solution géniale. La cité fut divisée en deux morceaux, étant donné que les secteurs français, anglais et américains n'en faisaient qu'un, mais l'ensemble resta entièrement inclus dans l'Allemagne de l'Est, devenue République Démocratique Allemande fondée par les russes. Cette décision russo-américaine est fondamentalement une mesure contre le danger de révolution prolétarienne qui se niche au coeur des grandes métropoles»*

L'occupation et la division de l'Allemagne, y compris de la glorieuse métropole prolétarienne de Berlin, étaient des mesures de guerre que devaient prendre les vainqueurs pour assurer les fondements du nouvel ordre mondial. Des mesures moins drastiques car le danger prolétarien était moins fort, mais au fond semblables furent d'ailleurs prises vis-à-vis du Japon. En 1953 le prolétariat de Berlin-Est s'insurgea contre le pouvoir bourgeois défendu par les forces répressives de la R.D.A. et surtout par les

troupes soviétiques. Les tragiques événements de Berlin-Est démontrèrent que la lutte prolétarienne n'avait pas complètement disparu, mais ils démontrèrent aussi que le prolétariat international avait encore un long chemin à parcourir avant de pouvoir reprendre la voie de la lutte de classe. Aucune solidarité avec les prolétaires berlinois ne s'était manifestée, et les forces de l'opportunisme purent facilement faire passer ces événements pour des actions de fascistes ou de « provocateurs ». De leur côté les puissances impérialistes y virent la démonstration de la nécessité de continuer l'occupation militaire et la division de l'Allemagne pour se prémunir contre les réactions de masses ouvrières écrasées et surexploitées pour reconstruire l'appareil productif.

La répression des émeutes de Berlin-Est et la non-intervention américaine dans la guerre d'Indochine ouvrent la voie à la « détente » entre les deux blocs, même si subsiste la situation de guerre froide avec tout ce que cela signifiait sur le plan des armements, classiques et nucléaires. Et elles ouvrent la voie à un rôle international de l'Allemagne. En 1955 les thèses de Churchill sur la coexistence pacifique entre l'Est et l'Ouest sont adoptées par Eisenhower; à travers l'organisation de l'Union de l'Europe Occidentale l'Allemagne de l'Ouest reconquiert sa pleine souveraineté politique et dispose de sa propre armée. Nous commentons: *«Il est clair que la reconnaissance de la souveraineté de l'Allemagne, son inclusion dans le Pacte Atlantique, la constitution d'une armée nationale allemande, ne sont qu'un des résultats du renouveau de la sainte alliance de l'impérialisme occidental. L'objectif principal, le but essentiel, de la nouvelle coalition internationale est constituée par la mise au point d'un mécanisme économique-politique qui devra permettre aux impérialismes associés de serrer les rangs de la classe dominante, d'enfermer dans un cercle de fer les exploités du continent et d'imprimer un rythme plus rapide à l'accumulation du capital»* (8).

Le partage impérialiste du monde avait trouvé ainsi, dix ans après la fin de la guerre, une définition des rôles entre les deux blocs. Mais une fois que le bloc soviétique est entré dans une crise profonde, puis a commencé à se désintégrer, la division de l'Allemagne n'était plus tenable, face à une Allemagne de l'Ouest à la puissance sans commune mesure avec ce qu'elle était trente ans auparavant. La poussée vers la réunification qui s'exprimait depuis longtemps, n'aurait pu se conclure tôt ou tard que dans une situation de guerre ou de pré-guerre si l'URSS et son bloc étaient restés intacts. Mais le bloc soviétique n'a pu résister aux effets de la crise économique capitaliste internationale qui le minait depuis 1975 et en conséquence les anciens satellites de l'URSS se sont trouvés disponibles pour entrer dans la zone d'influence d'autres puissances. La Russie, qui représentait l'obstacle à la réunification, a été en fait la seule puissance à la favoriser, bien

moins pour s'opposer aux Etats Unis que pour jeter les bases d'une éventuelle alliance avec l'Allemagne. L'Allemagne de l'Ouest qui depuis des années tissait patiemment des liens avec la partie orientale, a pu ainsi l'acheter d'un coup avant que tout autre impérialisme puisse s'immiscer.

En 1979 nous écrivions à propos de l'éventualité d'une alliance entre l'URSS et l'Allemagne de l'Ouest:

*«La Russie et la R.F.A. [l'Allemagne de l'Ouest avant la réunification -NDLR] se complèteraient de façon vraiment idéale: d'un côté la technique la plus moderne liée à la nécessité absolue d'exporter; de l'autre un besoin énorme de surmonter les retards de l'industrialisation, uni à des ressources gigantesques de matières premières: Mais tant que d'un côté comme de l'autre on se regarde comme l'ennemi héréditaire, ces potentialités ne pourront être pleinement exploitées. Par dessus le marché vient se poser en outre l'épineuse et interminable question de la réunification. **Quelle que soit la forme concrète que celle-ci prendra un jour, il est sûr que sans la Russie rien n'est possible et que sans le poids de la R.D.A. [l'ancienne «Allemagne de l'Est» - NdlR] la R.F.A. ne pourra jamais se doter de la base économique nécessaire pour transformer sa supériorité relative en Europe en position de force absolue. Ayréfléchir froidement, le capitalisme allemand aurait un avantage clair à conclure un accord avec l'URSS. La menace d'anéantissement serait du coup atténuée et l'agressivité de la Russie serait détournée vers la Chine et le Japon»** (souligné par nous -NdlR).*

Les rapports entre l'Allemagne de l'Ouest et Moscou s'intensifièrent, surtout après la crise économique de 1975, y compris sur le plan politique; et jusqu'à la désintégration de l'URSS, toute une série de gestes soviétiques tendant à favoriser la RFA par rapport à la RDA démontrent que Moscou préparait le grand compromis avec l'Occident et surtout avec l'Allemagne: la RDA contre technologie et capitaux pour développer et revivifier un capitalisme qui n'avait plus guère de force propre et qui pouvait de moins en moins compter sur la spoliation des pays satellites (dont l'Allemagne de l'Est était, soit dit en passant, le plus développé). La crise du capitalisme soviétique et de ses structures politiques ont à leur tour provoqué une accélération de ce processus; elles ont donné à l'Allemagne de l'Ouest la possibilité de mettre la main sur la partie orientale sans en payer un prix très élevé ni à la Russie ni aux alliés occidentaux, tandis que de l'autre côté la Russie était contrainte de lâcher son emprise sur ses satellites sans pouvoir obtenir une contre-partie importante. Au contraire la crise à laquelle Moscou faisait face était telle que l'abandon des pays du glacis devenait, politiquement, économiquement et militairement, un moindre mal.

Si les deux Allemagnes faisaient partie du vieil ordre mondial reposant sur le condominium russo-américain, la nouvelle Allemagne réunifiée ne fait pas encore partie du nouvel ordre mondial. C'est pour-

quoi, étant donné la puissance économique et financière que l'Allemagne constitue aujourd'hui, sa réunification représente un élément de crise dans la perspective d'un nouveau partage impérialiste du monde, même si cette réunification s'est produite sans guerre (10). La crise yougoslave en a été la première démonstration.

Les alliés occidentaux, français, anglais et américains en tête, renâclent encore aujourd'hui à considérer l'Allemagne comme une puissance «normale»; et en un certain sens l'Allemagne actuelle ne se considère pas encore comme telle. En tout cas elle n'a pas encore élaboré une politique extérieure précise et les moyens pour la défendre face aux autres pays. Mais sa puissance économique la pousse inexorablement dans cette direction. En Yougoslavie, elle n'a eu guère d'hésitations à mettre ses alliés devant le fait accompli en reconnaissant, contre l'avis des autres européens, les nouvelles républiques et en soutenant sans complexe la Croatie, après qu'une puissante campagne d'opinion dans les médias allemands en faveur de la scission de la Fédération ait battu son plein dès l'hiver 90-91 (11).

Face aux Etats-Unis qui au début soutenaient la Yougoslavie «démocratique et unie» (12) puis étaient plutôt du côté de la Serbie comme la Grande-Bretagne, la France et la Russie, l'Allemagne soutint résolument les poussées sécessionnistes de la Slovénie et de la Croatie, deux pays qu'elle considérait comme partie de cette *Mitteleuropa* traditionnellement sous influence germanique. La fédération yougoslave en proie à une grave crise économique et sociale et déchirée depuis de nombreuses années par des rivalités «nationales» croissantes, surtout entre serbes et croates, avait de plus en plus de difficultés à résister à la désintégration. L'écroulement de l'empire soviétique a accéléré les processus séparatistes en Yougoslavie, et le seul pays européen prêt à profiter de cette rupture du statu-quo était l'Allemagne (13).

Cependant sur le plan de l'intervention militaire à l'étranger, y compris sous la bannière de l'ONU, l'Allemagne rencontre encore de nombreuses résistances, y compris en son propre sein, que ce soit dans le cas yougoslave ou dans le cas de la guerre du Golfe. Il y a bien sûr les questions proprement constitutionnelles, mais aussi le fait que le souvenir des méfaits de l'impérialisme allemand n'est pas si lointain dans les Balkans. Une présence de soldats allemands dans l'ex-Yougoslavie, même sous le déguisement des casques bleus alimenterait facilement une propagande anti-germanique. Mais la nouvelle Allemagne unifiée, qui possède déjà une puissante armée et une puissante industrie d'armements, devra inévitablement surmonter ces obstacles si elle ne veut pas que d'autres tirent chaque fois à sa place les marrons du feu dans les situations de crise.

Par rapport à ses concurrents l'Allemagne renforce sa position sur le plan économique en dépit de la situation actuelle de crise économique et de diffi-

cultés de tous ordres causés par l'absorption de la RDA. Si nous en croyons la nouvelle méthode de calcul de l'ONU (basée sur la «parité de pouvoir d'achat» du Produit Intérieur Brut par habitant et exprimée en dollars), nous avons le classement suivant des pays capitalistes les plus développés: Etats-Unis: 22.130; Suisse: 21.780; Luxembourg: 20.800; Allemagne: 19.770; Japon: 19.390; France: 18.430; Italie: 17.040; Grande-Bretagne: 16.340; Espagne: 12.670.

Plus intéressant que ces chiffres par habitant, la part respective du produit mondial témoigne du poids croissant de l'Allemagne et du Japon. Alors que les Etats-Unis restent très largement la première puissance mondiale avec 25,42%, le Japon arrive à 10,94% et l'Allemagne à 7,18%, devançant nettement les autres grandes puissances capitalistes: la France avec 4,78%, la Fédération Russe avec 4,68%, l'Italie (4,47%), la Grande-Bretagne (4,28%), le Canada (2,37%) et l'Espagne (2,25%) (14).

Ce classement montre l'apparition de nouveaux pays (avec lesquels d'ailleurs l'Allemagne entretient des liens économiques non négligeables ou s'efforce d'en créer): d'abord la Chine qui est créditée de 15,69% du produit mondial, l'Inde (4,51%), le Brésil (3,61%): 3 pays qui représentent en tout presque la moitié de l'humanité et qui pourraient constituer une soupape de sécurité non négligeable pour une économie mondiale toujours tenaillée par la surproduction, 3 pays qui à travers une course difficile et tourmentée à l'industrialisation et à la modernisation économique sont lentement en train de transformer des centaines et des centaines de millions de paysans en prolétaires, créant ainsi de véritables armées de la future vague révolutionnaire mondiale.

Dans la nouvelle situation de l'Allemagne unifiée il est un autre élément qui ne manquera pas de jouer à son rôle à l'avenir: le prolétariat allemand, unifié sous le même Etat, mais encore à unifier du point de vue **de classe**. S'il est vrai que le cours de l'impérialisme conduit inévitablement à concentrer dans quelques zones les facteurs de contradiction et de crise du système capitaliste mondial, l'Allemagne est assurément une de ces zones, sinon la zone principale. En 1946, peu après la fin de la guerre, notre parti affirmait ainsi:

«En Allemagne le heurt des impérialismes est direct et immédiat, et une solution n'est possible que sur le terrain des rapports de force (...); c'est là que se constitue la nouvelle poudrière mondiale».

Sept ans plus tard les émeutes de Berlin-Est confirmèrent que la poudrière était bien en train de se constituer. Mais c'est avec la réunification qui voit les rangs prolétariens croître en nombre, que va se reconstituer un potentiel révolutionnaire vraiment décisif.

Il appartiendra au prolétariat allemand de redécouvrir ses glorieuses traditions de classe pour faire en sorte que la poudrière ne serve pas de détonateur à un conflit mondial, mais au déchaînement de la lutte

révolutionnaire internationale, sous la direction du parti de classe encore à constituer mais qui vit dans la perspective de la subversion complète de la société actuelle. Le prolétariat allemand devra rompre avec le patriotisme et le nationalisme que la bourgeoisie a constamment utilisé pour faire barrage à la révolution. A ces conditions, si existe le parti de classe fermement ancré dans la théorie marxisme et fidèle aux leçons politiques tirées de l'histoire du mouvement communiste international, le prolétariat allemand pourra alors se mouvoir dans la perspective que dans les années soixante nous décrivions ainsi: *«Non une guerre nationale des allemands, de nouveau patriotiques et racistes, contre tous. Mais une guerre civile dans les deux Allemagnes contre les gouvernements complices de l'Amérique et de la Russie, c'est-à-dire une renaissance de classe du prolétariat allemand, le retour de la perspective de la dictature prolétarienne et de la grandiose tradition de Marx»* (15).

* * *

Le Japon, désormais seconde puissance économique mondiale, souffre pour des motifs différents de ceux de l'Allemagne, d'un poids politique international réduit par rapport à sa puissance économique. Comme l'Allemagne, l'Italie et d'autres pays ravagés par la guerre mondiale, le Japon a connu un développement impressionnant, si l'on songe qu'il a réussi à conquérir des positions économiques et financières de premier plan sur le marché mondial. Nous avons à plusieurs reprises dans des travaux du parti montré que le Japon allait devenir le concurrent le plus agressif des Etats Unis et des pays européens, le principal perturbateur du marché mondial. Le Pacifique n'est plus, depuis au moins deux décennies, un «lac américain», mais un lac nippon-américain; et il sera le théâtre de contradictions inter-impérialistes toujours plus aiguës, y compris avec l'apparition de pôles capitalistes d'importance régionale: Corée du Sud, Formose, Hong Kong, Singapour et la Chine.

Dans la réalité capitaliste, écrivions nous il y a plus de vingt ans dans un rapport à une réunion générale du parti: *«toutes les tentatives d'équilibre sont destinées à être bousculées par le dynamisme des puissances en ascension. En particulier, le capitalisme japonais est loin d'avoir fini de jouer le rôle de trouble-fête sur le marché mondial»* (16). Ce pays jouit d'une situation assez particulière: *«La situation géographique du Japon le met dans une position comparable à bien des égards à celle de la Grande-Bretagne; sa pauvreté en ressources naturelles, qui l'oblige à importer les neuf dixièmes des matières premières qu'il consomme, le contraint du même coup à exporter pour payer toutes ces importations. Le puissant aiguillon constitué par ces conditions naturelles, auquel s'ajoute une forte centralisation industrielle, financière et commerciale, de même que la «réserve de puissance» que constitue son importante population active (...) «condamnent» les exportations*

japonaises à croître plus rapidement que celles de leurs concurrents» (16).

La comparaison avec la Grande-Bretagne ne se limite pas au fait que le Japon est une île face à un continent à «coloniser» et avec lequel il entretient des relations commerciales déterminantes; elle s'étend aussi au fait que le Japon donne aussi sur un océan, au bout duquel se trouve les Etats Unis, et qui le condamne à devenir une grande puissance maritime pour écouler ses marchandises et importer ses matières premières. Le même rapport indiquait qu'une comparaison pouvait être faite aussi avec l'Allemagne en ce qui concerne la nécessité d'exporter afin de financer les importations indispensables à l'activité économique: *«Il en est de même, quoique de manière beaucoup plus atténuée, pour l'Allemagne dont la percée sur le marché mondial après la deuxième guerre impérialiste est plus ancienne, et s'effectue maintenant à un rythme plus lent. Ces deux pays doivent donc continuer à augmenter leur part de marché mondial, ce qui ruine toute possibilité de partage négocié et durable»* (souligné par nous - NdlR) (17).

Le Japon est donc destiné - ou mieux, condamné - comme l'Allemagne à être la cause de contradictions toujours plus aiguës avec les alliés-concurrents sur le marché mondial et d'empêcher tout partage stable du monde. Un conflit mondial débouchant sur la victoire des impérialismes les plus anciens et les plus solides est en réalité la seule possibilité pour que se rétablisse de façon durable (c'est-à-dire pour une période de temps se comptant en décennies) un partage impérialiste du monde, comme cela s'est produit après la deuxième guerre mondiale. Ce sont les lois économiques du capitalisme qui expliquent que la survie de ce régime est mieux assurée par la victoire des impérialismes les plus anciens (comme le sont maintenant les Etats-Unis), peut-être moins dynamiques, mais pour cette raison plus stables, plus experts dans la domination mondiale et dans la corruption démocratique et opportuniste du prolétariat. Si, lors de la dernière guerre, les forces de l'Axe, le Japon et l'Allemagne, avaient remporté la victoire elles n'auraient pu apporter qu'une stabilité précaire au monde capitaliste; il ne se serait passé sans doute que peu de temps avant que de nouvelles explosions économiques et sociales ne secouent la planète, tant auraient été fortes les contradictions provoquées par les appareils productifs et étatiques peu malléables de ces jeunes impérialismes sans aucune expérience de domination mondiale. C'est pourquoi nous avons écrit que cette alternative aurait dialectiquement été **la meilleure** pour la reprise de la lutte du prolétariat international, totalement paralysé par le collaborationnisme stalinien et la corruption démocratique.

Cette improbable alternative ne s'est pas produite. Les impérialismes les plus vieux, sous la houlette du géant américain et avec l'aide inestimable de la garde blanche russe, eurent raison en même temps de leurs adversaires japonais et allemand, et de leur

ennemi de classe, le prolétariat international. Et en 1953 les prolétaires de Berlin restèrent seuls, face à la coalition des impérialismes de l'Est et de l'Ouest.

Mais si devant le péril prolétarien les capitalistes serreront toujours les rangs et s'uniront pour le conjurer ou le réprimer, cela ne signifie aucunement que les rivalités commerciales, financières, monétaires et politiques entre les impérialismes diminuent. Tout au contraire, ces rivalités ne cessent pas, même quand se dresse le péril de la révolution, comme l'a montré l'expérience de la révolution russe. Tout en combattant le danger révolutionnaire un Etat capitaliste n'hésitera jamais à profiter des difficultés d'un autre, affaibli par les troubles sociaux ou politiques, jusqu'à même créer ou aiguïser ces troubles.

Si nous ne sommes pas encore face à la perspective immédiate de guerre et de révolution, les évolutions économiques provoquent sans arrêt des affrontements entre les colosses impérialistes. Nous décrivions ainsi ce phénomène en 1973:

«Bien loin de mener à une accalmie de la guerre économique, la pression commerciale sur le Japon signifie donc en fait l'intensification de la lutte sur un autre champ de bataille. En remportant apparemment une victoire commerciale sur ses concurrents [par la dévaluation du dollar -NdlR], l'impérialisme les a d'ailleurs aidés à se forger de nouvelles armes financières. En effet, si le dollar est dévalué par rapport au yen et au mark, ceux-ci sont... réévalués par rapport aux autres monnaies, ce qui signifie que leur pouvoir d'achat est augmenté. Les capitaux allemands et japonais peuvent donc acheter plus facilement des actifs à l'étranger, ce qui renforce d'autant leur puissance financière, et la domination impérialiste qu'ils recommencent à exercer au détriment de leurs concurrents plus faibles et des petites nations placées par vocation historico-géographique dans leur orbite économique.

Pas plus donc que le brigandage ne s'affaiblit lorsqu'augmente le nombre de brigands, les tribulations de l'impérialisme américain (et de son complice russe) ne signifient l'affaiblissement ou la régression de la domination impérialiste en général. Bien au contraire, la remise en cause du monopole de l'impérialisme américain dans le monde "libre" ne peut signifier, parallèlement au développement des antagonismes inter-impérialistes, que l'aggravation de la pression exercée sur les nations plus faibles par le despote cherchant à préserver ses positions d'une part, par ses jeunes concurrents cherchant à les conquérir de l'autre» (18).

Le développement des relations commerciales entre le Japon et les Etats-Unis a conduit à une imbrication étroite des deux économies. En 1992, vingt ans après ce que nous écrivions ci-dessus, 22,6% des importations japonaises venaient des Etats-Unis, et 28,4% des exportations japonaises se dirigeaient vers ce marché. Pour avoir une idée plus complète il faudrait pouvoir inclure le volume des marchandises produites par les entreprises à capi-

taux japonais présentes aux Etats-Unis (comme d'ailleurs en Europe ou dans d'autres régions du monde), qui dans les statistiques ne sont pas classées comme japonaises. Les rapports économiques sont donc devenus très importants entre ces deux pays, mais la **rivalité** a augmenté en proportion.

Personne n'ignore que les responsables américains comme européens ne cessent de faire pression sur leurs homologues japonais pour que «s'ouvre» le marché nippon à leurs marchandises; mais en dépit de toutes les pressions ce marché reste encore protégé, fermé aux concurrents étrangers. Depuis une vingtaine d'années l'économie japonaise a pu éviter les contre-coups les plus violents des crises internationales et a au contraire émergé plus forte de chacune des récessions, conservant des rythmes de croissance économique supérieurs à ceux de ses concurrents. Aujourd'hui encore elle semble sur le point de redémarrer à une allure soutenue bien que la crise actuelle soit la plus grave qu'elle ait connue depuis la fin de la guerre; ce redémarrage se fera au détriment du prolétariat qui, après la fin du mythe de «l'emploi à vie», va commencer à connaître une forte augmentation du chômage sur fond de faillites d'entreprises et de «restructurations» (19).

Le Japon tend aussi de plus en plus à apparaître sur la scène internationale comme une grande puissance impérialiste, capable d'intervenir là où ses intérêts le demandent. La chute de l'URSS et la montée en puissance de la Chine poussent en outre le Japon à se donner les moyens de la domination de l'extrême-orient.

Il serait possible de dresser un parallèle entre la situation des Etats-Unis et de l'URSS après la deuxième guerre mondiale, et la situation du Japon et de la Chine dans cette dernière décennie du siècle et la première du siècle prochain. Dans les années 50 et 60 à la surproduction américaine correspondant une sous-production soviétique; aujourd'hui à la surproduction japonaise répond la sous-production chinoise. La différence est qu'alors les Etats-Unis étaient le despote incontesté du marché mondial, alors qu'aujourd'hui le monde déborde de puissances économiques concurrentes à la recherche du moindre débouché pour leurs productions nationales. L'établissement de liens économiques stables (et donc de rapports politiques stables) entre la Chine et le Japon est empêchée par la lutte pour le marché chinois que livrent au Japon et se livrent entre eux, les Etats Unis et les impérialismes européens. Les concurrences inter-impérialistes en Extrême Orient sont grosses d'affrontements et cette région n'a pas fini d'être une «zone de tempêtes».

Le Japon, pour qui cette région est une zone naturelle d'expansion et de débouchés économiques, devra donc inévitablement y faire sentir sa force également sur le plan militaire. Comme dans le cas allemand la guerre du Golfe a été pour le Japon une *occasion manquée* de commencer à soutenir ses intérêts à l'étranger et une politique extérieure propre

par la puissance militaire. Ce n'est pas par hasard qu'après la guerre du Golfe, le Japon pour la première fois depuis la guerre mondiale s'est décidé à envoyer des soldats à l'étranger, dans le cadre d'une mission de l'ONU au Cambodge, qui fait partie d'une région où après la disparition de l'URSS, il entend rapidement établir une influence prépondérante, avant la Chine ou les Etats-Unis; de même que ce n'est pas un hasard si le Parti Socialiste Japonais, dans l'opposition depuis près de 50 ans, a renoncé à son pacifisme et à son neutralisme traditionnels dès qu'il a accepté de former avec les conservateurs qui ont dirigé sans interruption le Japon au cours de ce demi-siècle, un gouvernement qui rappelle les gouvernements d'Union Nationale d'après guerre.

Et ce n'est pas par hasard non plus, mais parce qu'il est la seule puissance capable de rivaliser avec les Etats-Unis dans la zone du Pacifique, que ces derniers semblent avoir mis le Japon dans leur viseur.

AVEC LA DISPARITION DE L'URSS, C'EST LE PREMIER PILIER DE L'EQUILIBRE IMPERIALISTE QUI S'EST EFFONDRE

L'URSS et tout le bloc des Etats est-européens a donc volé en éclat. Sur le territoire de l'ancienne Union Soviétique sont nés toute une série d'Etats désunis entre eux et formellement indépendants; la Fédération de Russie occupe les 17 millions de km² de l'ancienne RSFSR (République Socialiste Fédérative Soviétique de Russie) et comprend en son sein 17 Républiques autonomes avant 1990 ainsi que 7 autres qui le sont devenues depuis. La plupart de ces Républiques autonomes se trouvent le long des confins traditionnels du Caucase, du cercle polaire ou d'extrême orient. Sur les autres 5 millions de km² de l'ex-URSS se trouvent les autres Etats indépendants: l'Ukraine, la Biélorussie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, le Turkménistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, la Kazakhstan, le Kirghistan, la Moldavie, l'Estonie, la Lituanie et la Lettonie.

L'accession à l'indépendance de ces Etats s'est accompagnée de graves tensions internes et entre ces nouvelles nations. L'accession tant vantée à la «liberté» et à la «démocratie» s'est traduite en réalité par l'aggravation des rivalités nationales et par le déchaînement de guerres civiles ou de guerres inter-Etatiques: il suffit de rappeler la guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, la guerre civile en Géorgie, la guerre en Tchétchénie, les affrontements au Kirghistan, en Moldavie, etc.

Sur cet énorme territoire euro-asiatique le vieil ordre mondial a disparu et un «nouvel ordre» est encore à venir. Entre-temps la crise économique qui a été la véritable cause de la chute de l'empire soviétique (20) continue à produire ses effets sur tous les nouveaux Etats, tant du point de vue des possibilités d'un développement économique autonome, que du point de vue des rapports sociaux.

L'insécurité de l'emploi, la paupérisation accélérée et les difficultés de tous ordres dans la vie de tous les jours sont devenus le lot commun de millions et millions de prolétaires et de paysans pauvres. Le vieil ordre structuré autour de la bureaucratie du PCUS et de l'Etat «multinational» s'est misérablement effondré et a laissé en héritage au «nouveau désordre démocratique», les conséquences d'un développement économique et militaire tout entier tourné vers le soutien de la puissance militaire de l'impérialisme russe au détriment d'une modernisation capitaliste effective de l'ensemble de la structure économique de cet immense ensemble - agriculture y compris. La conséquence est qu'il revient inévitablement à la Russie, indiscutable super-puissance de la zone, d'assumer le rôle traditionnel du grand frère, jouant grossièrement de la carotte et du bâton pour faire rentrer dans le rang les petits Etats turbulents et instables. Il est facile d'expliquer dans cette optique la politique américaine qui s'appuie sur le gouvernement russe tout en tentant de le contrôler afin que la «vocation» expansionniste de la Russie, acceptée dans certaines régions au moins de l'ancienne URSS ne vienne à nouveau gêner les intérêts des Etats-Unis dans les autres régions du monde où s'exerçait autrefois l'influence soviétique.

Pour les pays de l'Est (21) la disparition de l'URSS a significé que la barrière à leur rapprochement avec le capitalisme occidental était levée; ils sont tombés à vive allure dans la zone d'influence en particulier des impérialismes allemand et américain. A ce propos la puissance et le dynamisme du capitalisme allemand par rapport à ses concurrents européens et américains se sont une nouvelle fois manifestés, non seulement vis-à-vis de l'Allemagne de l'Est, mais par rapport à tous les pays est-européens de l'ancien bloc de l'Est. Pratiquement partout l'Allemagne est devenue, souvent de loin, le premier partenaire commercial et le premier investisseur.

Mais pour ces pays le rapprochement avec le capitalisme occidental n'est pas synonyme automatiquement d'une reprise de leur croissance économique et de l'amélioration des conditions de vie et de travail des prolétaires. Au contraire, la première conséquence de leur adhésion au «monde libre» a été une profonde aggravation des difficultés économiques, la liquidation des secteurs incapables de supporter la concurrence avec le capitalisme occidental ou qui avaient vu s'évanouir leurs marchés à l'Est, et une détérioration brutale et générale de la situation de la classe ouvrière.

Selon l'ancien partage impérialiste du monde, les pays de l'Est européen étaient dans l'orbite moscovite et c'étaient les forces armées soviétiques qui en dernier ressort étaient en charge du contrôle et de la répression des masses prolétaires de la région. Mais travaillé de longue date par la crise économique, l'impérialisme soviétique a fini par ne plus avoir la force économique et donc politique de garder sous

son contrôle toute cette région. La domination soviétique s'est effondrée, non pas sous les coups des masses prolétaires européennes et de la révolution communiste, mais sous les coups d'une crise économique et politique majeure. Un nouvel ordre impérialiste ne s'est pas encore installé à la place de l'ancien, et il semble peu probable que cette relève puisse prendre moins d'une décennie. La «faim de développement capitaliste» est encore énorme dans cette région - ex-Union Soviétique comprise - mais ce qui fait défaut, c'est un centre capitaliste international capable d'investir des quantités considérables de capital, alors que les possibilités immédiates de profit sont aléatoires.

Pour le capitalisme international seule une guerre mondiale peut donner les conditions d'une **reprise à grande échelle du cycle productif**; en détruisant massivement du capital fixe (installations industrielles, édifices, bâtiments, moyens de transport et de communication, etc.) comme du capital variable (les travailleurs, que ce soit sous la forme de soldats ou de civils), la guerre permet de faire disparaître la surproduction qui engorgeait les marchés et étouffait la production et de faire tourner à plein régime les industries travaillant pour l'économie de guerre, donnant ainsi un véritable coup de jeune à Sa Majesté le Capital. Jusque là, toute possibilité de reprise économique conséquente et durable est impossible, non seulement pour les pays dits «en voie de développement» - c'est-à-dire les pays de la périphérie impérialiste, principalement fournisseurs de matières premières, - mais aussi pour les pays capitalistes relativement «développés» mais occupant un rang subalterne dans la hiérarchie impérialiste et la division internationale du travail, comme les pays de l'ancien bloc soviétique ou les pays d'Amérique Latine, où le processus d'accumulation interne est entravé et en partie manœuvré par les impérialismes les plus puissants.

Dans notre texte de parti *«Struttura economica e sociale della Russia d'oggi»*, qui constitue une véritable boussole théorique et politique, il est rappelé que *«le processus qui, à la fin d'une phase d'extrême impérialisme, en raison de déterminations historiques et non de l'habileté de partis ou de chefs, substitue la guerre générale à la crise révolutionnaire, s'exprime dans ce résultat: à la fin de la guerre les formes impérialistes les plus extrêmes sont adoucies et des formes plus anciennes réapparaissent»* (22). En reprenant ce passage nous avons affirmé que *«les effets de la crise qui ravage l'ex-URSS n'ont pas été provoqués par une guerre mondiale; mais c'est une guerre économique de grande ampleur qui a abattu une machine étatique dont la force reposait sur la production, la recherche, le développement d'une industrie de guerre indispensable à un Etat qui devait conserver sa zone d'influence attribuée lors du partage impérialiste à la fin de la dernière guerre, et qui entendait jouer un rôle de puissance mondiale»* (23). Alors que dans les pays capitalistes les plus

développés, le **bain de jouvence** de la guerre pour le capitalisme aboutissait à ce que les formes extrêmes d'impérialisme (le fascisme, le New Deal, etc.) laissent la place à des formes plus «douces» et «démocratiques», des formes plus **anciennes** du point de vue marxiste parce qu'historiquement elles ont précédé les formes impérialistes, même si elles sont aujourd'hui intégralement impérialistes, en URSS la phase impérialiste la plus extrême a véritablement pris son envol lors de la deuxième guerre mondiale et s'est largement perpétuée ensuite en dépit de la «déstalinisation». Il faudra attendre l'explosion de la crise économique pour que prenne fin cette phase d'industrialisme d'Etat et de centralisation économique et financière et que réapparaissent des formes capitalistes plus «libérales». Dans l'article cité nous écrivions que si notre conception de l'histoire est correcte lorsqu'elle établit une durée de vie à toute forme classique de production, le retour du capitalisme à des phases plus anciennes, c'est-à-dire son **«rajeunissement»**, est indiscutablement un succès anti-révolutionnaire. Nous n'avons donc pas hésité à constater que l'effondrement de l'URSS, en donnant un coup d'envoi à une nouveau partage du marché mondial, donne en même temps une sérieuse bouffée d'oxygène au capitalisme mondial, un délai de vie supplémentaire d'une à deux décennies avant les échéances fatales.

Mais ces formes «douces» laisseront inévitablement la place à des formes «extrêmes», totalitaires, d'**impérialisme exacerbé** débouchant inévitablement vers la guerre. Sous une forme ou sous une autre des formes similaires au fascisme, au stalinisme, réapparaîtront pour pousser à son comble le procès d'accumulation; si le capitalisme peut différer dans le temps son rendez-vous historique avec la révolution prolétarienne, il ne le peut qu'en créant les conditions de crises à chaque fois plus désastreuses.

La nouvelle Russie ne pourra pas davantage que les autres pays capitalistes échapper à la spirale crise-reprise-crise, et elle contribuera, dans la mesure de son intégration plus profonde dans le marché mondial, à faire mûrir les conditions objectives du troisième conflit mondial. Elle s'engagera dans le repartage du monde en pesant de tout son poids en Europe et en Asie d'abord pour autant que possible ramener dans son giron les nouvelles Républiques issues de l'éclatement de l'URSS, ensuite pour contribuer par la puissance de ses armes à «pacifier» non seulement les peuples allogènes de la région, mais aussi tout le prolétariat du continent euro-asiatique.

Si d'un côté le processus en cours de redimensionnement des rapports inter-impérialistes a réduit la Russie essentiellement à un rang de puissance seulement continentale, d'un autre côté il a confirmé le rôle de Moscou dans une sorte de division internationale des tâches de conservation capitaliste: maintenir l'ordre capitaliste dans toute cette vaste aire géographique caractérisée non seulement par l'existence de très nombreuses contradictions et

oppositions nationales et la fragilité des nouveaux Etats, mais aussi par l'existence d'un prolétariat nombreux et qui a déjà historiquement donné la preuve de sa capacité à renverser le pouvoir bourgeois.

TROISIEME GUERRE MONDIALE ET PROLETARIAT

Les mensonges bourgeois sur le progrès continu du bien-être et sur la prospérité croissante dans les Démocraties occidentales, de même que les mensonges tout aussi bourgeois sur le socialisme à l'Est, tous ces mensonges se sont effondrés les uns après les autres sous les coups des crises économiques qui se succèdent régulièrement depuis vingt ans et qui montrent aux yeux des masses du monde entier que le capitalisme mène inévitablement à la crise et à la guerre. La bourgeoisie a complètement échoué dans son objectif de fournir à l'humanité une perspective de développement et d'amélioration régulière de son sort, donnant ainsi raison au marxisme, soi-disant dépassé par l'avènement d'un néo-capitalisme qui devait pouvoir éviter crises et guerres et s'affranchir de ses contradictions internes. Plus s'approfondissent les liens des divers pays avec le marché mondial, plus le capitalisme se développe, et plus les crises gagnent en profondeur, en gravité et en étendue. Mais en dépit de ces crises, en dépit des guerres, le capitalisme reste toujours debout.

Il existe des tendances de signe opposé aux tendances productives frénétiques et hyper-centralistes, typiques du capitalisme le plus développé, le plus mûr, le plus sénile. Et ce sont précisément les crises et les guerres qui peuvent faire renaître ces formes plus «douces» et plus «jeunes». De ce point de vue le capitalisme démontre qu'il possède une capacité de résistance indéniable à sa chute, une force conservatrice importante en dépit de tous les phénomènes de sénescence et de dégénérescence qui se manifestent particulièrement dans sa phase ultime, l'impérialisme. Et cette force de résistance se manifeste avec d'autant plus de vigueur que la lutte révolutionnaire du prolétariat est absente et que le prolétariat lui-même reste prisonnier de la collaboration des classes.

Au cours de sa phase impérialiste, le capitalisme tout en marchant inexorablement vers l'aggravation de ses contradictions, donc vers la guerre mondiale, connaît cependant des périodes plus ou moins longues de paix, tout particulièrement dans les pays les plus développés. Ces périodes de «paix» ne sont en réalité que des périodes d'entre-deux guerres au cours desquelles se succèdent de façon cyclique les crises et où se livrent des guerres commerciales, financières et monétaires entre les grands Etats jusqu'à qu'il n'y ait d'autre issue que la guerre elle-même. A la suite des précédents conflits mondiaux, et tout particulièrement pour contrer le péril révolutionnaire qui a suivi le premier de ceux-ci, la

bourgeoisie des grands Etats a tiré d'importantes leçons pour défendre et renforcer son pouvoir.

Au plan économique la leçon principale a résidé dans l'adoption d'une «nouvelle méthode de conduire l'économie capitaliste de façon planifiée» (24), qui constitue une sorte d'auto-limitation du capitalisme par rapport au libéralisme classique et qui revient à uniformiser l'extorsion de la plus-value autour d'une valeur moyenne. Bien qu'à la longue il soit impossible d'empêcher l'éclatement virulent des crises, cette méthode qui consiste en l'intervention croissante de l'Etat dans l'économie pour la «réguler», a permis pendant toute une période d'amortir grandement les effets perturbateurs des crises économiques.

Au plan politique la leçon a consisté à renforcer encore la mystification démocratique, l'électoratisme, en même temps que se développait la tendance héritée du fascisme au renforcement et au «blindage» de l'appareil d'Etat, à la centralisation politique et à une sorte de présidentialisme. Sur le plan gouvernemental la classe dominante confie la gestion des affaires à ceux en qui elle a le plus confiance non seulement pour assurer la défense de ses profits, mais aussi pour garantir le maintien de la **paix sociale**. Jamais, sauf en cas de situation de crise la plus aiguë, la bourgeoisie ne prendra à la légère le risque de briser la paix sociale et de pousser la classe ouvrière à l'affrontement. C'est pourquoi l'attachement viscéral des partis et des syndicats prétendument «socialistes», «communistes» et «ouvriers» à la paix sociale est la meilleure démonstration qu'ils sont corps et âmes vendus à la conservation sociale bourgeoise.

La bourgeoisie tend à intégrer les syndicats de plus en plus dans les institutions et les rouages de l'Etat, ou au moins dans la gestion commune de cette paix sociale, surtout après la fin de la prétendue période «extrémiste», «rouge», des organisations issues du stalinisme lors de l'époque du condominium russo-américain sur le monde - tout en maintenant leur autonomie formelle et leur caractère non obligatoire. Dans la période actuelle de «désordre mondial» les grandes organisations syndicales officielles apparaissent de façon de plus en plus évidente pour ce qu'elles ont toujours été en réalité: non des organisations au service des ouvriers, animées par le seul souci de défendre leurs intérêts immédiats, mais des organisations fondamentalement au service de la conservation sociale, capables de contrôler les rangs ouvriers en déviant et isolant leurs luttes et de faire passer les besoins patronaux et les exigences du capitalisme avant les besoins et les exigences ouvrières qu'elles prétendent cependant être les seules à pouvoir satisfaire grâce au fait d'être reconnues comme interlocuteurs irremplaçables par l'Etat et les patrons.

Sur le plan de l'Etat, la classe dominante bourgeoise n'a pas perdu de vue la nécessité de moderniser et d'équiper les structures de défense de l'ordre établi

(police, armée, justice, administration) en utilisant en même temps les diverses méthodes de gestion de la chose publique, depuis la répression brutale jusqu'au dialogue avec les citoyens, de l'inertie bureaucratique à l'efficacité et au bon sens dans la lutte contre la criminalité. Les ressources économiques de l'Etat ne permettent plus désormais de maintenir tout l'ensemble des amortisseurs sociaux accumulés au cours des décennies pour soutenir la paix sociale. L'Etat providence laisse alors toujours plus la place à l'Etat-sangsue, en même temps qu'il se prépare matériellement aux prochains conflits, que ce soit sur le plan **interne** pour faire face à la rébellion des masses prolétariennes devant la dégradation de leur situation, et sur le plan **externe** pour mener des guerres de rapine impérialiste et prendre place dans des alliances militaires répondant le mieux à ses intérêts.

Dans la nouvelle situation mondiale où le système antérieur d'alliances est objectivement remis en cause et où la lutte sur le marché mondial se fait plus âpre, toutes les classes dominantes exercent et exerceront une pression plus forte sur leur propre prolétariat comme sur le prolétariat des autres nations afin d'obtenir deux résultats fondamentaux: **plier au maximum la main d'oeuvre aux moindres exigences des entreprises et de l'économie nationale; entretenir la plus grande concurrence entre ouvriers.**

Toutes les forces de la conservation sociale sont et seront appelées en renfort pour ces deux objectifs. La bourgeoisie des grands pays impérialistes sent que se rapprochent des périodes de turbulence sociale, de tensions entre les classes et les Etats; elle se prépare à orienter toutes les forces - et donc en premier lieu le prolétariat - vers l'alliance nationale entre les classes, vers l'«union sacrée» pour la défense de l'économie nationale et la défense de la «patrie». Pour cette opération d'union entre les classes, qui signifie en fait que les prolétaires acceptent volontairement de se faire exploiter au maximum en temps de paix et de verser leur sang en temps de guerre pour défendre le système capitaliste et maintenir leur statut d'esclaves salariés, la bourgeoisie a besoin de tous ses agents, depuis les forces de la collaboration de classes (les partis et syndicats dits «ouvriers») jusqu'aux institutions et aux forces religieuses.

Le marxisme enseigne que le capitalisme et la guerre sont deux choses inséparables (25). Il n'est pas possible de séparer l'impérialisme économique - c'est-à-dire le capitalisme actuel hyper-développé - de l'impérialisme politique et militaire qui en est la conséquence; il n'est pas possible de rêver, comme le faisait autrefois le «renégat» Kautsky fustigé par Lénine, que s'instaure un *super-impérialisme*, pacifique parce qu'il aurait pu surmonter toutes les contradictions inter-Etatiques et instituer une exploitation commune de toute la planète, une espèce de gigantesque entreprise universelle. Le mode de production capitaliste est fondé sur l'appropriation

privée (mais cette appropriation privée peut parfaitement être le fait d'une société par actions ou d'Etat!) d'une production qui est **sociale**, sur la production de marchandises par des entreprises autonomes et concurrentes.

La classe bourgeoise qui représente le mode de production capitaliste et qui réalise l'appropriation privée de la production, agit dans le cadre du marché qui historiquement s'est développé au niveau national puis international. L'aiguillon de la concurrence perpétuelle sur ce marché pousse les entreprises à trouver des innovations techniques, à augmenter leur production et leur productivité, les plus faibles dans cette course étant condamnées à disparaître ou à être absorbées par de plus fortes qu'elles (à un niveau supérieur cette concurrence se retrouve dans la concurrence entre capitaux ainsi qu'entre les Etats dont le rôle est de servir les intérêts du capitalisme national). Mais à ce **volcan** de la production répond le **marais** du marché qui ne peut s'agrandir aussi vite pour absorber tout cette production qui doit obligatoirement trouver des acheteurs pour que ne se grippe pas le mécanisme capitaliste. Tous les efforts pour tenter de «contrôler», «organiser», «encadrer», «discipliner» les marchés sont condamnés à être en définitive vains et la surproduction - surproduction non par rapport aux **besoins réels** de la population, mais par rapport aux **possibilités d'achat** des marchandises - finit par éclater, saturant les marchés de produits qui ne peuvent plus être vendus à des prix suffisants. Le profit des entreprises touchées devient insuffisant ou même disparaît, ce qui les oblige à diminuer ou même à arrêter le cycle productif: c'est la crise économique. Pour sortir de la crise, le capitalisme n'a qu'un remède: la *dévalorisation* du capital surnuméraire, que ce soit simplement par la destruction des marchandises, ou par la liquidation des entreprises ou des branches industrielles en surnombre, afin que le capital restant retrouve la possibilité de rapporter un taux de profit suffisant. Lorsque la surproduction touche toutes les branches industrielles et s'étend à tous les grands pays, le capitalisme entre alors dans une crise générale qui suivant sa gravité peut menacer son existence même. Pour amorcer un redémarrage mondial de l'économie, les destructions du capital doivent être gigantesques: seule la guerre, étendue au monde entier, peut alors sauver le capitalisme de la surproduction qui l'étouffe et permettre un redémarrage vigoureux et durable de l'accumulation capitaliste. La guerre est donc une **phase nécessaire** de ce mode de production démentiel qu'est le capitalisme.

Tout au long du cours historique du capitalisme la classe dominante agit dans le seul but d'assurer la bonne marche de ce mode de production qui lui garantit sa place privilégiée, à tous les niveaux de la structure économique et de la superstructure politico-idéologique; crises, misères, famines, souffrances, guerres, désastres écologiques, rien ne l'arrêtera jamais si les intérêts du capitalisme sont en jeu. Son

intelligence de classe ne peut aller au delà des limites de la valorisation du capital; il serait ridicule de croire qu'elle pourrait objectivement reconnaître que ce mode de production est historiquement transitoire, que la lutte de classe peut y mettre fin et déboucher sur un nouveau mode de production, sur une société sans classes, sur le communisme. Mais cette intelligence de classe qui lui fera lutter jusqu'au bout et par tous les moyens contre l'avènement d'une société nouvelle, lui permet d'utiliser de façon magistrale toutes les armes à sa disposition, les armes de la démocratie, de la religion, de l'idéologie, de la propagande, avant même les armes de la répression et de la terreur. Une des façons d'utiliser ces armes est de séparer le plan économique du plan politique, le plan politique du plan idéologique, du plan militaire, etc. Grâce à cette séparation les théories et les pratiques réformistes, pacifistes, co-existentialistes ont pu se développer en critiquant, voire en combattant tel ou tel aspect de l'ordre établi, mais sans jamais critiquer ni surtout combattre le capitalisme en tant que tel. Au mieux elles peuvent admettre le prolétariat comme une classe «**en soi**», c'est-à-dire selon les termes marxistes, une classe «*pour le capital*», une catégorie sociologique «défavorisée» qui mérite sans doute d'être «aidée», d'être mieux «intégrée», mais non une classe «**pour soi**», c'est-à-dire une classe révolutionnaire historiquement porteuse d'un mode de production nouveau.

Le marxisme, en découvrant le secret du capitalisme (l'extorsion de plus-value au travail salarié) et en étendant la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à ses expressions ultimes (la dictature du prolétariat et l'avènement d'une société sans classes) a pu comprendre les limites historiques du capitalisme et dépasser toutes les limites de l'idéologie bourgeoise. La classe bourgeoise et la société qu'elle représente ne constituent que la limite de la **préhistoire de l'humanité**; la classe ouvrière réalise à travers le cours historique de ses luttes, les premiers pas pour libérer l'humanité de la dernière des sociétés de classe; elle constitue la pointe la plus avancée des antagonismes sociaux qui mènent au bouleversement révolutionnaire de la société, à la rupture de toutes les limites de classe imposés par la société bourgeoise; elle représente la preuve dialectique des limites du capitalisme et de la possibilité réelle aussi bien que de la nécessité historique de la destruction de ce mode de production pour faire enfin entrer l'humanité dans l'**histoire**.

La lutte entre les classes bourgeoise et ouvrière est donc au fond une lutte à la vie et à la mort du capitalisme et du travail salarié, lutte qui dans ses moments décisifs verront tous les aspects de la vie du capitalisme concourir de façon unitaire et coordonnée avec le pouvoir politique, à la conservation sociale. Toutes les forces faussement ouvrières ou révolutionnaires se caractérisent par le maintien de la séparation de ces différents aspects de façon à ce que les critiques les plus dures contre l'un des côtés du

capitalisme ne puissent servir que de diversion à une critique globale. D'autre part elles sont complémentaires entre elles pour que l'usure de l'une d'elles (par exemple l'opportunisme de matrice stalinienne) soit compensée par le regain d'activité d'une autre (par exemple le réformisme de type religieux).

* * *

Nous avons vu plus haut que des experts bourgeois américains évaluent à 25 ans la durée de la «paix impérialiste» qui s'étend devant nous. Cette évaluation est intéressante, non à cause de son caractère prétendument scientifique, mais par ce qu'elle révèle des analyses et des évaluations qui se font dans les cercles dirigeants de la première puissance mondiale: apparemment cela signifie que dans ces milieux on estime qu'aucun Etat ou groupe d'Etats impérialistes ne sera capable avant cette date de mettre en danger la suprématie américaine, tant sur le plan de la prédominance du dollar que sur le plan de la puissance économique et de la puissance militaire, et que l'ouverture des marchés est-européens, russes, chinois, etc., sera suffisante pour alimenter la croissance économique mondiale.

Admettons donc que cette prévision ait une fondement réel, et que pendant 25 ans encore ni les prolétaires des pays industrialisés, ni les prolétaires de Chine, d'Inde et d'ailleurs n'aient la force de retrouver la voie de la lutte de classe; admettons que le rythme de maturation des conditions objectives et subjectives de la révolution soit aussi lent que cela.

Il reste que les 25 ans à venir seront des années de concurrence croissante sur le marché mondial, d'endettement public exceptionnel, des années de préparation de nouvelles alliances en vue d'affrontements et de pillage des pays plus faibles; des années d'austérité interne, de pression croissante sur toutes les couches de la population, de contrôle toujours plus accentué de toutes les ressources nationales, des années d'interventions armées aux quatre coins du monde dans les zones jugées vitales pour les grands impérialismes. La nouvelle répartition du monde ne sera pas le fruit de négociations du G7 ou G8, de réunions de l'ONU, d'accords bi- ou multilatéraux dans le cadre aseptisé d'associations ou d'organisations internationales. Elle sera le résultat en partie du rapport de force entre les puissances économique-financières aussi bien que militaires de chaque grand Etat ou bloc d'Etats, mais elle ne pourra être définitivement établie et sanctionnée que par un conflit mondial.

Mais une nouvelle répartition du monde est-elle vraiment nécessaire? ne serait-elle pas évitable, ce qui permettrait d'éviter aussi une nouvelle guerre mondiale?

A cette question il est possible de répondre à la manière de Lénine (dans son ouvrage sur l'Impérialisme): Est-il possible d'imaginer qu'au cours des 10 à 20 ans qui viennent les rapports de force entre les

impérialismes restent **inchangés**? Absolument pas, répond Lénine; dans la réalité capitaliste les alliances «inter-impérialistes» ou «ultra-impérialistes» ne sont que des **trêves** entre une guerre et une autre, explique-t-il en donnant le plus grand soin à la fois à l'exactitude des termes et à... la censure tsariste, que ces alliances soient une coalition impérialiste contre une autre, ou même une coalition de **toutes** les puissances impérialistes.

Cinquante ans après la fin de la dernière guerre mondiale, cette analyse a gardé toute sa pertinence pour expliquer la période du condominium des deux grands blocs impérialistes - coalition d'alliances opposées entre elles - ou pour expliquer la période actuelle où toutes les puissances impérialistes semblent avoir «dépassé» la situation précédente de deux blocs opposés et s'être rangés dans une espèce de coalition «ultra-impérialiste» sous la houlette américaine. Dans les deux cas, nous dit Lénine (26) les alliances de paix préparent la guerre et naissent à leur tour de la guerre; les unes et les autres se déterminent réciproquement et produisent sur le même terrain des rapports économiques et impérialistes mondiaux, l'alternance des formes pacifiques et non pacifiques de la lutte entre les Etats.

C'est donc la forme impérialiste à laquelle est arrivé le capitalisme, qui pousse objectivement à une remise en cause des zones d'influence, à un repartage des territoires économiques selon les variations des rapports de force entre les Etats. Cette alternance de phases pacifiques et guerrières de la lutte entre puissances capitalistes est en réalité la manifestation de la phase impérialiste et elle n'est pas évitable tant que durera le capitalisme.

Mais cette vérité est connue de la bourgeoisie qui sait par expérience que les cycles d'accumulation et de croissance du capital conduisent à la guerre; et c'est donc à la guerre en définitive qu'elle se prépare et vers quoi elles tendent leurs forces. Seuls les social-chauvins, les professionnels de la duperie démocratique et réformiste, croient vraiment à la possibilité d'éviter à jamais la guerre par des actions diplomatiques ou politiques qui aboutiraient à des accords «égalitaires» entre Etats et à une «démocratisation» des relations internationale. Ce sont ces gens qui sont chargés de répandre ces idées au sein de la classe ouvrière pour mieux l'enchaîner en temps de paix aux mécanismes de la collaboration entre les classes, avant de l'enrôler dans la défense du capitalisme national en temps de guerre. Ces deux moments sont étroitement liés entre eux et font partie de la même politique anti-ouvrière: il peut difficilement y avoir une union sacrée en temps de guerre s'il n'y a pas au préalable collaboration de classe en période de paix. L'opportunisme, le réformisme - quel que soit le nom à donner à ces **agents de la bourgeoisie** au sein de la classe ouvrière - a donc toujours un rôle à jouer dans la société bourgeoise, même quand il n'y a plus possibilité de faire miroiter des réformes et des améliorations, mai seulement des

sacrifices et des privations à faire accepter.

C'est une grave erreur que de croire que le réformisme n'a plus aucun rôle parce que le prolétariat serait tellement «embourgeoisé» que la bourgeoisie pourrait le contrôler directement. La bourgeoisie n'a aucun intérêt à se passer du rôle que jouent la démocratie et les illusions réformistes pour obtenir sans heurt le consensus du prolétariat et à imposer une administration directe, ouvertement dictatoriale de la société à la manière fasciste tant qu'elle n'y est pas obligée par la nécessité impérieuse d'écraser la révolution. Ceux qui nient tout rôle au réformisme ouvrier, qui nient son action défaitiste par rapport à l'organisation et à la défense classistes et qui ne veulent voir la lutte des classes que sous la forme la plus pure de l'affrontement entre prolétaires et bourgeois, ont en fait une vision non matérialiste et non dialectique des classes et de leurs luttes. Leur «révolutionnarisme», leur «ultimatum» ne peut que faire obstacle à la préparation du prolétariat à la lutte, à sa réorganisation classistes, à la reconquête de ses méthodes de lutte et de la confiance en ses propres forces, phase indispensable pour que puisse reprendre, après des décennies d'interclassisme, la lutte de classe révolutionnaire à grande échelle.

L'opportunisme a des bases économiques et sociales bien précises et il est le fils légitime de l'impérialisme. Lénine, encore, en reprenant les analyses de Marx et d'Engels sur l'*aristocratie ouvrière*, a expliqué que l'impérialisme a créé la possibilité économique de corrompre les couches supérieures du prolétariat, donnant ainsi les bases sociales de l'opportunisme, opposé aux masses prolétariennes dont il s'est détaché. Nous avons rappelé ailleurs (27) que pour s'émanciper des chaînes de la collaboration des classes, devra non seulement mener la lutte contre les forces ouvertement ennemies, mais devra aussi s'affronter en son propre sein aux éléments alliés à l'ennemi; les prolétaires ne sont pas seulement abusés par la propagande extérieure de la bourgeoisie, ils sont aussi «corrompus» en pratique par la redistribution de «miettes» et de «garanties sociales», d'«intéressement» à la bonne marche de l'entreprise, etc. Les catégories de travailleurs privilégiées par rapport à la masse, achetées par la bourgeoisie, sont utilisées non seulement pour diviser la classe ouvrière, mais pour répandre en son sein de la façon la plus profonde et la plus capillaire tant l'idéologie que des habitudes et des pratiques bourgeoises. Par l'intermédiaire de ces catégories privilégiées, qui forment la base des organisations et des partis dits «ouvriers», la bourgeoisie domine toute la classe ouvrière tant que la lutte de classe ne s'est pas manifestée dans toute sa force, mettant en mouvement les larges masses et rejetant ouvertement une grande partie au moins des couches «supérieures» (supérieures sur le plan de leur condition, mais arriérée sur le plan politique et classiste) ouvertement dans le camp des adversaires de classe.

Nous avons indiqué à de nombreuses reprises

comment la série de crises économiques ont provoqué une attaque en règle contre les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière, dans le sens surtout que la classe dominante a progressivement repris les concessions et les «garanties sociales» accordées autrefois. Tous les aspects de la vie prolétarienne ont vu se réaliser ces attaques: le salaire, les cadences, les conditions de travail, l'emploi comme les retraites, le logement, etc. De façon générale la condition prolétarienne est devenue - ou redevenue - plus instable, plus caractérisée par l'insécurité permanente, même pour ceux qui «jouissent» encore d'un emploi stable ou qui n'ont pas la malchance d'être des immigrés. La «flexibilité» des travailleurs est devenue dans tous les pays le maître-mot des patrons, et le despotisme d'entreprise n'a cessé de s'accroître. Cependant, même dans le cadre de cette offensive systématique, chacun peut constater que le patronat s'efforce d'épargner les catégories les plus privilégiées, du moins tant que les besoins de la concurrence n'imposent pas de faire disparaître ou de prolétarianiser des secteurs entiers autrefois «aristocratiques». Les grandes organisations syndicales, même quand elles parlent démagogiquement de défendre tous les travailleurs, ne défendent surtout que ces catégories privilégiées. Quant aux chômeurs, aux ouvriers des petites entreprises ou aux ouvriers étrangers, ils n'«intéressent» que vraiment très peu ces syndicats.

C'est un fait que les grandes organisations syndicales tendent chaque fois davantage à se faire le complice ou le porte-parole du patron auprès des ouvriers, qu'elles organisent davantage la défaite ouvrière en divisant les travailleurs par catégories que la défense de ces derniers; et ce fait est la confirmation de la tendance des **syndicats tricolores** à s'intégrer dans les institutions étatiques ou par-étatiques et à pratiquer le «diviser pour régner» afin de contrôler les masses prolétariennes. Par ailleurs ces grandes organisations seront appelées à développer au sein de la classe ouvrière la collaboration de classe de façon toujours plus ouvertes à mesure que se feront sentir les difficultés de la guerre économique et les risques de guerre tout court. Et le moment venu, ces organisations joueront tout naturellement le rôle de sergents recruteurs pour les armées impérialistes et de police militaire pour le «front de la production».

Les partis dits «communistes» ou «socialistes» n'hésiteront pas pour conserver leur influence à revenir à la démagogie ouvriériste si les circonstances l'exigent, ou pour reprendre le terrain perdu au profit des nouveaux réformistes, issus des organisations religieuses ou des mouvements activistes. Et tous ces réformistes, nouveaux ou anciens, crieront d'autant plus fort - avec l'aide complaisante des hauts-parleurs de la bourgeoisie - que s'accumuleront les risques de colère ouvrière et qu'apparaîtront des possibilités pour les révolutionnaires au sein de la classe. En même temps ils ne manqueront pas de

faire valoir qu'il sont capables d'éviter les dérapages, les violences, les troubles, non seulement auprès de la bourgeoisie et de son Etat, mais aussi auprès des masses prolétariennes encore effrayées et désorientées par les premières manifestations de tensions sociales brutales. Le rôle de ces professionnels de la paralysie prolétarienne est précisément de démoraliser le prolétariat, de prévenir ses luttes ou de les saboter, de s'interposer pour servir de médiateur et désamorcer les tensions, en un mot d'empêcher l'organisation du prolétariat sur le terrain de classe et de le détourner vers toutes les impasses de la légalité et de la collaboration entre les classes.

* * *

Mais face à ces perspectives bourgeoises qui n'offrent au prolétariat de tous les pays qu'un avenir de misère, d'oppression et d'exploitation croissantes, la détérioration de toutes ses conditions de vie et de travail, pour finir par les massacres guerriers, il existe cependant une **perspective de classe**, une **alternative prolétarienne** aux désastres du capitalisme: c'est la perspective de la lutte révolutionnaire dont l'objectif principal est le renversement violent du pouvoir d'Etat bourgeois et son remplacement par la dictature du prolétariat, le pouvoir politique aux mains de la classe ouvrière dirigée par son parti de classe.

Cette perspective apparaît sans doute aujourd'hui comme un rêve, comme une pure utopie, quand le prolétariat éprouve encore les plus grandes difficultés à se mobiliser et à s'organiser de façon indépendante pour la lutte de défense immédiate la plus élémentaire.

Pour se **désintoxiquer** des drogues pacifistes, légalistes, démocratiques, etc., que lui injectent en permanence la bourgeoisie et ses agents, le prolétariat n'a d'autre ressource que de reprendre la voie de la lutte classiste, de la rupture de la paix sociale, de la rupture avec le collaborationnisme, avec les mille complicités avec le patronat et les forces bourgeoises. Les coups que reçoit de plus en plus le prolétariat des grands pays capitalistes auront à la longue un résultat positif pour la reprise de la lutte de classe; qu'ils le «veuillent» ou non les prolétaires seront contraints à se mettre en mouvement, à se rendre compte dans les faits qu'ils ont tout à perdre de la collaboration de classe et de la division en leur sein. Alors, dans la lutte, ils pourront retrouver la force de ceux qui ont des intérêts communs à défendre, la force de la solidarité de classe, la force de s'organiser **pour** la lutte et de combattre ceux qui les organisaient **contre** la lutte. Alors il sera de plus facile pour le prolétariat de déterminer quels sont ceux qui sont **de leur côté** et ceux qui sont **contre eux** et **contre leur lutte**. A ce moment là, la lutte de classe aura fait irruption sur la scène sociale.

Le collaborationnisme du temps de paix prépare le collaborationnisme du temps de guerre. C'est pourquoi il n'est pas possible de penser au futur

défaitisme révolutionnaire contre tout camp bourgeois si le défaitisme révolutionnaire ne commence pas à s'enraciner en période de paix. Et le défaitisme révolutionnaire en temps de paix s'identifie exactement dans la **rupture** ouverte avec la défense de tous les intérêts «supérieurs» de l'économie ou de l'entreprise que les bourgeois et leurs agents veulent faire passer pour des intérêts communs à toutes les classes.

Pour le prolétariat des pays capitalistes développés, habitué à un niveau de vie qui fait rêver les prolétaires d'Algérie, d'Inde ou du Rwanda, enfoncé jusqu'à la nausée dans des préjugés nationaux, racistes, démocratiques et pacifistes, habitué à déléguer la défense de ses propres intérêts à des organisations de collaboration des classes, il ne sera pas facile ni rapide de reprendre la voie de la lutte de classe. Plus il est plongé dans l'interclassisme et la complicité avec les agissements de sa bourgeoisie impérialiste, et plus il lui sera difficile de reconquérir le terrain de la lutte de classe. **Mais il n'y a pas d'autre voie**, s'il ne veut pas finir par se faire massacrer lors de l'énième conflit militaire après s'être fait bestialement exploiter auparavant.

Le prolétariat des pays de la périphérie de l'impérialisme, qui a subi lors des dernières décennies la violente transformation de ces pays en pays pleinement capitalistes et qui a souffert en même temps de la faiblesse de ce développement capitaliste, a fait à de nombreuses reprises la démonstration d'une combativité exemplaire. Mais en l'absence de lien avec la lutte de classe dans les pays développés, en l'absence de traditions et d'expériences classistes dans ses pays, ses luttes ont inexorablement débouché sur des impasses nationalistes, démocratiques, réactionnaires qui ne peuvent profiter qu'à la bourgeoisie et à l'impérialisme. Dans un monde où s'entrelacent de façon toujours plus étroite les évolutions économiques et politiques de tous les pays, l'identité fondamentale de la condition prolétarienne devient plus évidente, de même que se font plus évidents les intérêts de classe qui lient les bourgeois de tous les pays; plus une bourgeoisie est économiquement et politiquement faible par rapport à l'impérialisme, et plus son prolétariat est exploité, parce qu'il lui est extorqué une partie de plus-value supplémentaire pour satisfaire à la fois la voracité de «sa» bourgeoisie et de l'impérialisme qui domine celle-ci.

Alors que le prolétariat des pays capitalistes développés a la tâche de redécouvrir et de se relier à sa tradition historique de classe pour affronter les colosses Etats impérialistes, le prolétariat des pays périphériques doit, lui, faire pour la première fois la jonction avec le marxisme et la tradition de lutte de classe du prolétariat européen pour pouvoir affronter des Etats sans doute plus fragiles mais pas moins résolus pour autant à se défendre avec toute la violence et la brutalité dont est capable la bourgeoisie.

La tâche n'est pas facile, ni pour l'un ni pour l'autre de ces prolétariats. En dernière analyse la voie

est **la même**: la voie de l'organisation des forces prolétariennes sur le terrain de classe contre toutes les forces de la conservation sociale.

Outre la reconquête de l'indépendance de classe sur le terrain de la lutte économique immédiate, la perspective prolétarienne comprend aussi l'indépendance de classe sur le terrain politique. Et cette indépendance-là ne peut être obtenue que par le parti de classe, révolutionnaire et communiste. C'est un point cardinal du marxisme qu'en l'absence du parti de classe, fort, organisé et influent sur les masses prolétariennes, la lutte de classe ne peut déboucher sur la lutte révolutionnaire pour la conquête du pouvoir politique et sa victoire. De nombreux exemples historiques l'ont démontré: même les situations objectivement les plus révolutionnaires se soldent par des défaites si le parti fait défaut, même lorsque la bourgeoisie abandonne en quelque sorte le terrain au prolétariat, comme lors de la Commune de Paris. La formation du parti de classe est donc la tâche fondamentale des communistes, l'intérêt vital des prolétaires, la condition *sine qua non* de la révolution. Seule l'action du parti peut orienter méthodiquement et diriger les énergies prolétariennes vers la victoire révolutionnaire, vers la lutte finale contre le capitalisme.

Les forces de parti aujourd'hui extrêmement réduites orientent donc tous leurs efforts vers la constitution du parti compact et puissant de demain qui devra diriger les rangs du prolétariat mondial dans la lutte révolutionnaire; sans jamais oublier que tant que ce prolétariat n'aura pas la force de briser la fatale étreinte interclassiste qui le paralyse, les militants communistes seront condamnés à rester une minorité infinitésimale. Mais les cycles historiques sont plus forts que les illusions, que les utopies, que les apparences. Dans la période qui nous sépare de la troisième guerre mondiale, et au cours de laquelle éclateront d'autres guerres locales tandis que d'autres crises économiques ébranleront les éphémères stabilités monétaires, économiques et politiques, créant les conditions d'une aggravation croissante des antagonismes sociaux, s'ouvriront alors de plus en plus nombreuses les possibilités pour que des minorités prolétariennes d'avant-garde puissent se porter sur le terrain classiste, et pour que les forces du parti de classe puissent développer leur initiative politique révolutionnaire.

L'arriération dans laquelle se trouve encore le prolétariat du point de vue politique et organisationnel, l'instabilité fondamentale des équilibres impérialistes actuels provoqueront des *explosions sociales* dans tel ou tel pays, même les plus développés, avec les conséquences les plus variables: elles pourront donner le coup d'envoi à des luttes de grande ampleur, ou disparaître apparemment sans laisser de traces, ou encore être le point de départ de guerres locales. Au cours des décennies écoulées des phénomènes de ce type ont déjà eu lieu en de maints endroits. La conclusion qu'il est possible d'en tirer à

notre avis est qu'il n'est pas possible de croire que le mouvement ouvrier pourra tranquillement, graduellement, reprendre la chemin de la lutte et se diffuser tout aussi graduellement de pays en pays. Au contraire il ne pourra se développer que par bonds et par reculs au cours desquels se manifesteront toutes les faiblesses héritées de décennies et de décennies de collaborationnisme, mais aussi au cours desquelles apparaîtront les **étincelles de conscience** de classe dont parle Lénine dans son «Que Faire?» et sur lesquelles s'appuiera la reconstitution du parti de classe.

L'histoire poussera à nouveau le prolétariat vers ses tâches révolutionnaires; le parti de classe qui est sa conscience historique, aura la tâche de le diriger et de les réaliser.

(1) cf le compte-rendu de la Réunion Générale du parti d'avril 1973 sur le «*Cours de l'impérialisme mondial*» intitulé: «*Le développement de la production et des échanges entre les nations capitalistes, loin de garantir la paix, conduit lentement mais inexorablement à la guerre entre Etats*», «Il Programma Comunista» n°24/1973, «Programme Communiste» n°61 (décembre 1973)

(2) Ils s'agit de l'article: «*Leur programme: 40 ans de paix froide*», «Il Programma Comunista» n°12/1954. Les citations qui suivent sont tirées du même article.

(3) Cette prévision a été avancée par le «politologue» Joshua Goldstein de l'Université américaine de Yale. Cf «Il Messagero», 15/9/94.

(4) Cité dans le «*Cours de l'impérialisme mondial*», «Programme Communiste» n°61 (décembre 1973).

(5) Ibidem.

(6) cf l'article «*Ils sont tous d'accord contre l'unité de l'Allemagne: pourquoi alors se faire la guerre?*», «Il Programma Comunista» n°16/1961.

(7) Le parti a dédié de nombreux articles à l'insurrection de juin 1953; voir notamment les articles suivants d'«Il P.C.»: «*De Sing à Sing à Berlin. exécution capitale et exécution du Capital*» (n°12/1953); «*Les ouvriers berlinois se sont insurgés contre le bagne du travail salarié*» (n°12/1953); «*De part et d'autre du rideau de fer. Nous n'avons à perdre que nos chaînes. Les mensonges de la Pravda*» (n°13/1953); «*La Commune de Berlin. Longue et dure la route, But grand et lointain*» (n°14/1953); «*Un an après la Commune rouge de Berlin*» (n°13/1954).

(8) cf «*Derrière la coulisse de la détente*», «Il P.C.» n°1/1955.

(9) cf «*L'Allemagne dans l'étau du conflit Est-Ouest*», «Il PC» n°5/1979.

(10) Sur la question de la réunification allemande, voir entre autres travaux du parti: «*Le problème de la réunification allemande*», «Il PC» n°22 et 23/1979.

(11) cf l'article de L. Caracciolo: «*Que cherche l'Allemagne en Yougoslavie?*» dans la revue italienne «Limes» n°3, juillet-septembre 1994.

(12) Le président Bush écrivait au premier ministre yougoslave en mars 1991 qu'il était partisan d'une «*Yougoslavie démocratique et unie*», cf «Limes», op. cit.

(13) Une étude intéressante sur ce thème est fournie par l'auteur polonais Marek Waldenberg dans son livre «*Les questions nationales dans l'Europe centre-orientale*», Ed. Il Saggiatore, Milan 1994. Il écrit p.301 de son ouvrage: «*Les tendances indépendantistes (en URSS et en Yougoslavie) étaient également provoquées, dans une mesure importante par ce que nous pourrions appeler l'esprit d'imitation. Alors qu'au XIXe siècle il était important de devenir une nation, à notre époque l'objectif recherché est la possession d'un Etat. La possibilité réelle de le conquérir ou de le créer pour une nation, réveille chez une autre le désir d'en posséder un. En particulier la désagrégation toujours plus inévitable de l'URSS a contribué à renforcer les tendances séparatistes en Yougoslavie, tandis que la désagrégation de ces deux a à son tour accéléré le séparatisme des slovaques*». Cette observation, faire par un non marxiste, confirme que dans les aires géo-historiques où s'étaient déjà formés des Etats nationaux ou pluri-nationaux, la «question nationale» n'a plus aucun contenu progressif du point de vue du développement historique; elle correspond seulement à des affrontements entre pouvoirs bourgeois dans le cadre de l'aggravation générale des contradictions impérialistes. Le possession de son propre Etat répond au besoin de la classe bourgeoise nationale, ou d'une couche particulière de cette classe, d'obtenir le privilège d'exploiter un certain territoire et une certaine quantité de prolétaires **pour son propre compte**.

(14) cf «*L'Etat du monde. 1995*», Ed. La Découverte.

(15) cf l'article «*Vae Victis, Allemagne!*», «Il PC» n°11/1960, reproduit dans «Le Prolétaire» n°405 (mars-avril 1990).

(16) cf le «*Cours de l'impérialisme mondial*», «P.C.» n° 61 (décembre 1973).

(17) Ibidem.

(18) Ibid.

(19) Pour une étude plus détaillée de l'évolution de la situation de la classe ouvrière japonaise, voir «*Histoire et conditions de la classe ouvrière japonaise dans le second après-guerre*», «P.C.» n°90 (septembre 1988).

(20) Sur l'écroulement de l'URSS, voir sur cette même revue la série «*Le Capitalisme soviétique en crise*» «P.C.» n°92, 93 et 94. ainsi que les différents articles parus sur «Le Prolétaire».

(21) Sur l'Europe de l'Est, voir les articles du «Prolétaire» n°404 («*L'Europe de l'Est se démocratise pour stabiliser la domination du capital*», «*Roumanie: la chute du tyran ne change pas la*

structure de l'Etat»), 405 («*Ce n'est pas encore le coeur prolétarien qui bat à Berlin-Est*»), 406 («*Europe de l'Est: après l'ivresse, la gueule de bois*»), etc.

(22) cf «*Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui*», p. 385-386. «Structure...», ouvrage malheureusement traduit que très partiellement en français, représente un véritable bilan historique et politique non seulement de la Russie en tant que telle, mais de tout le mouvement révolutionnaire qui accomplit les révolutions de février et d'octobre 17, forma l'Internationale et fut écrasé par la contre-révolution la plus bestiale de l'histoire.

(23) cf l'article «*Avec la désagrégation de l'URSS, un nouveau partage du monde est commencé*», «Le Prolétaire» n°415 (mars - avril 1991)

(24) cf «*Force, violence, dictature dans la lutte des classes*», publié en 1946. «Texte du P.C. International» n°6.

(25) cf notre étude «*La guerre impérialiste dans le cycle bourgeois et dans l'analyse marxiste*», «P.C.» n°90, 91 et 92.

(26) cf «*L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*» (volume 22 des Oeuvres Complètes).

(27) cf «*Points sur la question de la lutte immédiate et des organismes prolétariens indépendants*», «P.C.» n°92.

Aux Editons Programme

Notre brochure «Ex-Yougoslavie ...» contient des articles parus dans notre journal «le prolétaire» de 1987 à 1992, ainsi que «Le fil du temps: Le prolétariat et Trieste» paru en 1950. 34 pages 3FF

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

**ex-Yougoslavie:
contre toutes les alternatives
bourgeoises, nationalistes,
fédéralistes, démocratiques**

20

3F

Histoire de la Gauche Communiste

LA NAISSANCE DU PARTI COMMUNISTE D'ITALIE (1)

Nous continuons ici à décrire la formation de quelques sections nationales de l'Internationale Communiste. Voir aussi "Programme Communiste" numéros 86, 87 et 93 pour les chapitres précédents.

DES CONFERENCES DE MILAN ET D'IMOLA AU CONGRES DE BOLOGNE

De la réunion de Milan qui donna naissance au *Manifeste-programme de la Fraction communiste du PSI*, et sur sa base à la Fraction dite ensuite «d'Imola» ou des «communistes purs», on sait seulement qu'elle se déroula vers la mi-octobre 1920, en présence de Bordiga pour la Fraction communiste abstentionniste, de Gramsci et de Terracini pour l'«Ordine Nuovo», ou mieux, pour une grande partie de la section socialiste de Turin, de Luigi Polano pour la majorité de Fédération des Jeunesses socialistes, de Luigi Repossi et Bruno Fortichiari pour la gauche maximaliste milanaise, de Bombacci et Misiano comme représentants non de groupes ou de courants précis, mais d'une tendance diffuse d'opposition à l'orientation de la direction socialiste dont il était possible de prévoir la cristallisation autour du noyau de la nouvelle Fraction.

Nous avons déjà dit - et cela est confirmé même par les sources «euro-communistes» - que le seul groupe doté d'une organisation propre, solide et avec une extension nationale, était la Fraction de gauche réunie autour du «Soviet». Il est vrai que Polano avait déjà apporté à Moscou l'adhésion des Jeunesses aux Thèses et Conditions d'admission, mais sa signature du Manifeste-programme ne signifiait pas que la fédération des Jeunesses était totalement sur ses positions, ni qu'il était possible d'en attendre plus qu'une contribution marginale au travail de la Fraction. Quant à Bombacci et Misiano, ils jouissaient d'un prestige notable dans le parti; mais leur adhésion était plus un symbole de ce

qui pouvait arriver par la suite au Congrès que l'expression d'une orientation effective en acte, sans parler d'un courant organisé. Le cas du groupe milanais autour de Fortichiari et Repossi était différent. Il s'était distingué durant la guerre par une intense activité anti-militariste, il agissait d'accord avec la gauche depuis la conférence du 18/11/17, il avait appuyé au congrès de Bologne la proposition de Bordiga à Serrati que la direction procède à l'expulsion de la droite, la gauche renonçant à l'abstentionnisme, il était doué d'un fort sens de l'organisation et, y compris pour cette raison, il pouvait se vanter d'une bonne influence parmi les ouvriers, même si c'était à un niveau purement local; il travaillait enfin depuis un certain temps en étroit contact avec un envoyé de l'Internationale, «Carlo Niccolini», pseudonyme de N. M. Lioubarsky. Bref, il est possible de dire qu'il incarnait le meilleur de la base prolétarienne d'affiliation maximaliste, mais de vigoureux instinct classiste, destinée à constituer, du point de vue numérique et organisationnel, le gros du PC d'Italie.

LE MANIFESTE-PROGRAMME DE LA FRACTION COMMUNISTE DU PSI

S'il n'est rien resté des débats de cette réunion, le Manifeste-programme est suffisamment explicite en lui-même. A part l'introduction qui contient, outre un rapide tour de la situation de la classe ouvrière en Italie, une violente dénonciation de l'incapacité du PSI à faire face à la bourgeoisie qui «concentre ses ultimes énergies dans une action de défense contre la montée des masses révolutionnaires» en utilisant à la fois l'action des

corps de répression réguliers et irréguliers et une politique «*de concessions apparentes et de fausse bienveillance*», ce document suit dans **tous** les domaines l'orientation des résolutions du IIe Congrès de l'Internationale, non seulement avec une absolue fidélité, mais avec une netteté et une intransigeance qui ne laissent aucun doute sur le fait que l'application intégrale des points énumérés pour caractériser le programme d'action du parti, implique **nécessairement**, quelles que soient les attentes des individus, la séparation d'avec le **centre** comme d'avec la **droite**. C'est pourquoi lorsque ce texte forme le voeu que les objectifs décrits «*peuvent et doivent être communs à tous les camarades qui partagent, en même temps que les principes fondamentaux du communisme, la volonté d'appliquer de la façon la plus énergique à la constitution et à l'activité du parti les résolutions de Moscou*» de façon à constituer «*la plate-forme commune d'action pour les groupes et les courants de gauche qui, bien qu'ils se distinguent sur des conceptions particulières de certains problèmes théoriques et tactiques, se sont rejoints dans les critiques faites du point de vue révolutionnaire de l'insuffisance de l'action du Parti*», il est clair que la Fraction se considère comme le parti déjà en train de se constituer; dès lors son document programme n'est pas une base de discussion, donc y compris de concessions et de compromis «raisonnables» de part et d'autre, mais le cadre **général, complet et obligatoire** de sa façon d'être et d'agir non seulement dans le futur, mais aussi dans le **présent**.

Le travail de la Fraction dans les mois qui suivent, sur le plan de l'élaboration théorique et de la polémique politico-programmatique, comme de la propagande et de l'organisation, fut donc en substance un travail **de parti**, mené par le noyau restreint de ses dirigeants dans un esprit de **discipline sans réserve** envers «*les principes fondamentaux du communisme*» considérés non dans leur acception générique mais dans leur traduction bien précise par les thèses du Komintern. C'est sur cette base que les divers groupes avaient décidé de s'unir malgré la diversité de leurs origines historiques et de leur formation doctrinale, que devaient travailler ceux à qui revenaient les tâches d'orientation politique générale, d'orientation tactique, de propagande et d'organisation, et qu'enfin devait agir toute la Fraction. Il est sûr que diverses tendances subsistaient au sein de cette dernière: il revint essentiellement au noyau compact des «abstentionnistes» (1) de veiller à ce que l'exigence d'une rupture radicale avec le passé ne se dilue pas dans les hésitations, ou le sentimentalisme, ou l'absence de clarté de certains militants (ou groupes de militants).

C'est là - soit dit entre parenthèses - le sens de l'exigence constante de notre courant de mettre à la base de la constitution et du développement des

partis communistes l'adhésion **individuelle**. Cette exigence ne découle pas d'une conception qui verrait le processus de vie organique du parti comme la pure et simple expansion «en tache d'huile» d'un noyau primitif caractérisé par un degré supérieur de cohérence et d'homogénéité; elle découle de l'exigence que la convergence de groupes y compris divers soit basée sur l'acceptation d'une plate-forme **unique** qui se **substitue définitivement** à celles qui les caractérisaient. Par rapport à cette plate-forme les groupes, fractions, courants, etc., cessent d'exister en tant que tels, ne laissant plus comme sujet de l'adhésion que le militant, et peu importe si ce dernier rejoint seul ou avec d'autres le nouveau parti.

Le *Manifeste-programme de la Fraction communiste* publié dans le n°25 (17/10/1920) de «*Il Soviet*» (une traduction en français se trouve dans le n°15, janvier 1921, de «*L'Internationale Communiste*» organe du Comité Exécutif de l'Internationale) peut être utilement comparé pour ce qui regarde l'organisation du parti, aux principales *Conditions d'admission*, et pour ce qui regarde l'action parlementaire et syndicale aux Thèses sur «*Les partis communistes et le parlementarisme*» et sur «*Le mouvement syndical, les conseils d'usine et d'entreprise et la IIIe Internationale*» votées au second Congrès (voir le recueil sur «*Les 4 premiers congrès de l'Internationale Communiste*», reprint PEC, SELIO, 1984) que nous avons commentées dans un chapitre précédent de cette étude paru dans les n°59 et 60 de cette revue. Il sera possible ainsi non seulement de constater la concordance absolue entre les divers textes (2) mais de relever dans le texte italien l'absence de la moindre référence à l'idéologie ordinoviste et la complète concordance avec tout ce qu'avaient soutenu les «abstentionnistes» depuis la fin de la guerre (à part la question de la participation aux élections).

En particulier il sera intéressant de noter que sur le plan politique l'accent est mis avec vigueur sur le **problème du parti** et, sur le plan économique, sur le problème de la **conquête des organismes syndicaux** et avant tout des confédérations nationales, **par le parti révolutionnaire de classe** alors que sur ces deux plans aucun rôle spécial n'est attribué aux conseils d'usine. En même temps la plus grande centralisation à tous les niveaux est demandée au parti lui-même.

AUX CAMARADES ET AUX SECTIONS DU PARTI SOCIALISTE ITALIEN

La crise qui travaille depuis si longtemps notre parti et sur laquelle votre attention a été une fois de plus attirée par les événements qui se sont récemment produits en Italie comme par les résolutions du IIe congrès de la IIIe Internationale, rend nécessaire et urgente à l'appro-

che du Congrès National du Parti l'union de tous les efforts des éléments de gauche dans le but de trouver enfin une issue à cette situation intolérable, gravement contraire aux exigences de la lutte révolutionnaire du prolétariat italien.

Tout ceci nous a déterminé à prendre l'initiative d'un mouvement de préparation du Congrès et d'entente avec tous les camarades qui comprennent véritablement la nécessité que le Congrès donne une solution **définitive** et **énergique** de ce grave problème.

Nous ne nous étendrons pas ici pour rappeler dans quelle situation se trouve notre pays. Les conditions dans laquelle il a participé et dans lesquelles il est sorti de la grande guerre mondiale, et les épisodes de la période troublée de l'après guerre, démontrent même à nos adversaires les symptômes multiples de la désorganisation irrémédiable du régime actuel et son incapacité à lutter contre les conséquences révolutionnaires de sa propre décomposition intérieure.

D'autre part l'effervescence et le sentiment de révolte de toutes les couches du prolétariat croissent de jour en jour et se manifestent dans les agitations continuelles, dans l'ardeur avec laquelle sont conduites les batailles de la lutte de classe, avec l'aspiration, même confuse, qu'elles se concluent par la victoire finale de la révolution prolétarienne.

Bien que la bourgeoisie soit consciente de son impuissance à arrêter la désagrégation de son régime social, elle concentre ses énergies ultimes à se défendre contre cette avancée des masses révolutionnaires. D'un côté elle organise des corps réguliers et irréguliers pour la répression armée des mouvements ouvriers; de l'autre elle mène une politique habile de concessions apparentes et de fausse bienveillance envers les exigences des masses.

Les organisations qui dirigent l'action prolétarienne et à qui revient la tâche de développer une opposition victorieuse à cette politique de conservation bourgeoise, ont démontré à plusieurs reprises de façon indiscutable leurs déficiences.

L'organisation syndicale attire de jour en jour des travailleurs de plus en plus nombreux; mais alors que ces travailleurs prouvent par leurs mouvements et leurs grèves qu'ils ont conscience de la nécessité d'élargir le terrain de la lutte et de s'engager dans la voie des conquêtes révolutionnaires, la bureaucratie dirigeante des syndicats imprime à toute l'action les caractères traditionnels de luttes corporatives et l'enferme dans les limites de la recherche d'améliorations graduelles des conditions de vie du prolétariat.

Pour ce qui est du parti politique de la classe

ouvrière, du Parti Socialiste qui aurait dû avoir pour but de concentrer toute l'énergie révolutionnaire des avant-gardes, d'imprimer un nouveau caractère et une nouvelle orientation aux méthodes de lutte pour la réalisation des buts ultimes du communisme, il s'est, lui aussi, révélé incapable de remplir son rôle.

Il est indiscutable qu'en acceptant à Bologne le nouveau programme maximaliste et en donnant son adhésion à l'Internationale de Moscou, la majorité du Parti croyait avoir répondu aux exigences du problème historique qui, à l'issue de la grande guerre, a mis face à face les deux conceptions opposées de la lutte prolétarienne: la conception social-démocrate, déshonorée par la faillite de la IIe Internationale et la complicité avec la bourgeoisie; et la conception communiste, forte des affirmations marxistes originelles et des expériences glorieuses de la révolution russe, qui, organisée dans la nouvelle Internationale, lançait au prolétariat ses mots d'ordre révolutionnaire: lutte violente pour le renversement du pouvoir bourgeois, pour la dictature du prolétariat, pour le régime des conseils des travailleurs.

Mais en réalité, le Parti, trompé peut-être par la satisfaction légitime de s'être comporté pendant la guerre autrement que les autres partis de la IIe Internationale, ne comprit point la nécessité qu'au changement formel de son programme devait correspondre un renouvellement profond de sa structure et de ses fonctions.

Les événements qui suivirent ont montré, au travers de circonstances qu'il est superflu de rappeler, à quel point le Parti était encore loin d'être à la hauteur des tâches révolutionnaires posées par la situation historique.

Le Parti n'a apporté aucune modification fondamentale à ses critères d'activité politique; son action surtout parlementaire, continuant les méthodes traditionnelles d'avant guerre, a même fait le jeu du gouvernement bourgeois.

Aux moments où des résolutions décisives s'imposaient, des hommes dépassés sont restés les arbitres de la situation; le parti n'a pas su leur enlever la direction de l'action syndicale et parlementaire et l'on est retombé dans les vieilles méthodes d'accommodement et de conciliation. Les masses prolétariennes, déçues, se tournent donc en partie vers d'autres courants révolutionnaires en dehors du parti, comme les syndicalistes et les anarchistes qui unissent à des conceptions du processus révolutionnaire que les communistes ne peuvent partager, des critiques justifiées d'une attitude aussi contraire aux besoins révolutionnaires comme au langage même des chefs du parti.

C'est pour les raisons que nous venons d'indiquer et pour toutes les autres que les

éléments de gauche ont exposées plus largement en de nombreuses occasions, que le Parti Socialiste Italien s'est révélé inadapté à sa tâche; c'est pour ces raisons que le Congrès International de Moscou, approuvant les demandes des camarades italiens de la tendance la plus avancée, a décidé de poser avec clarté et fermeté la question de la rénovation de notre parti, et a fixé les bases sur lesquelles devra travailler notre prochain congrès pour réaliser cet objectif.

Quelles sont donc les tâches du prochain Congrès? Quels sont les objectifs que nous devons nous assigner pour affronter courageusement le mal et y apporter les remèdes les plus radicaux, au lieu de s'épuiser dans de vains débats et des manoeuvres diplomatiques de coulisses? Nous croyons que ces objectifs et ces propositions peuvent et doivent être communs à tous les camarades qui partagent en même temps que les principes fondamentaux du communisme, la volonté d'appliquer de la façon la plus énergique à la constitution et à l'activité du parti les résolutions de Moscou.

Ces résolutions constitueront la **plate-forme commune d'action** de tous les groupes et de tous les courants de gauche qui, bien qu'ils se distinguent sur des conceptions particulières de certains problèmes théoriques et tactiques, se sont rejoints dans les critiques faites d'un point de vue révolutionnaire de l'insuffisance de l'action du Parti.

Le programme d'action commune que nous proposons en vue du Congrès peut, à notre avis, être résumé dans les principales thèses suivantes:

1) Changement du nom du Parti en Parti Communiste d'Italie (section de l'Internationale Communiste).

2) Remaniement du programme de Bologne, dont certaines affirmations particulières doivent être rendues plus conformes aux principes de la IIIe Internationale afin de l'opposer encore une fois au programme social-démocrate soutenu par la droite du parti.

3) **Exclusion formelle en conséquence du Parti de tous les membres et tous les organismes qui se sont opposés ou qui s'opposeront au programme communiste**, que ce soit dans le vote au Congrès ou dans les sections, ou par toute autre manifestation.

4) Modification des statuts internes du parti pour y introduire les critères d'**homogénéité**, de **centralisation** et de **discipline** qui sont la base indispensable de la structure du Parti Communiste; adoption, parmi les autres innovations, du système des candidatures pour les nouveaux adhérents au parti, et de celui des révisions périodiques de tous les membres dont la première devra immédiatement suivre le Congrès.

5) Obligation pour tous les membres du Parti d'une complète discipline dans l'action envers toutes les décisions tactiques du Congrès International et du Congrès National dont l'application sera confiée avec pleins pouvoirs au Comité Central désigné par le Congrès.

Les directives de l'activité du Parti tendront à la réalisation des critères établis par le Congrès de Moscou et seront principalement les suivantes:

a) Préparation de l'insurrection armée du prolétariat en utilisant toutes les possibilités de propagande légale, et en organisant en même temps sur une base large le travail illégal pour réaliser toutes les conditions indispensables à l'action et en assurer les moyens matériels.

b) Organisation dans tous les syndicats, les ligues, les coopératives, les usines, les entreprises, etc. de groupes communistes liés à l'organisation du parti, pour la propagande et la conquête de ces organisations et la préparation révolutionnaire.

c) Action dans les organisations économiques pour en conquérir la direction au Parti Communiste. Appel aux organisations prolétariennes qui sont en dehors de la Confédération Générale du Travail pour qu'elles y adhèrent afin de soutenir la lutte des communistes contre son orientation et ses dirigeants actuels. Dénonciation du pacte d'alliance entre Parti et Confédération inspiré des critères social-démocrates d'égalité des droits entre parti et syndicat, pour le remplacer par le contrôle effectif des organisations économiques par le Parti Communiste au moyen de la discipline des communistes travaillant dans les syndicats envers les organes dirigeants du parti. Séparation de la Confédération, dès sa conquête aux directives du parti communiste, d'avec le secrétariat jaune d'Amsterdam, et adhésion à la section syndicale de l'Internationale Communiste selon les modalités prévues par les statuts de cette dernière.

d) Lutte pour la conquête par le Parti Communiste de la direction du mouvement d'organisation coopératif, afin de le libérer des influences actuelles bourgeoises et petites bourgeoises et le rendre solidaire du mouvement révolutionnaire de classe du prolétariat.

e) Participation aux élections politiques et municipales sur des bases diamétralement opposées à la vieille pratique social-démocrate et avec l'objectif de mener la propagande et l'agitation révolutionnaires, de hâter la désagrégation des organes bourgeois de la démocratie représentative. Révision de la part des organes du parti, sous la direction du Comité Central, de la composition de tous les groupes élus du parti dans les communes, dans les provinces et au parlement avec possibilité de les dissoudre.

Contrôle et direction permanente par le Comité Central de l'activité de ceux qui seront maintenus. Le groupe parlementaire sera considéré comme un organe désigné pour remplir une fonction tactique spécifique sous la direction centrale du parti. Il ne pourra pas se prononcer de son propre chef sur des questions relevant de la politique générale du parti.

f) Contrôle de toute l'activité de propagande par les organes centraux et en particulier soumission à la discipline de toute la presse du parti, dont les comités de direction seront nommés ou confirmés par le comité central qui en contrôlera le travail sur la base des directives politiques des congrès.

g) Contact étroit avec le mouvement de la jeunesse, selon les critères indiqués par les statuts de l'Internationale Communiste; intensification de la propagande et de l'organisation parmi les femmes.

Nous sommes convaincus que ces lignes générales du programme d'action commune rencontreront l'assentiment de tous les communistes, et que ces derniers contribueront activement à en assurer le triomphe aux prochaines assises du parti par le moyen d'une large agitation et l'organisation de toutes les forces qui se porteront sur ce terrain.

Au travail donc, camarades, pour que triomphe contre le faux sentimentalisme unitaire et les misérables intérêts personnels, la cause de la révolution communiste.

Milan, Octobre 1920.

Nicola Bombacci, Amadeo Bordiga, Bruno Fortichiari, Antonio Gramsci, Francesco Misiano, Luigi Polano, Luigi Repossi, Umberto Terracini.

Formellement, le Manifeste devait être «*transformé en résolution [où comme on dira ensuite en **motion**] à porter au Congrès national*» lors des travaux de la future Conférence d'Imola où il était prévu de «*fixer la méthode précise et non équivoque pour réaliser l'épuration du Parti des éléments non communistes*»; il était cependant clair, et l'organe de la Fraction le précisait immédiatement: «*que certains points qui forment le contenu intime des décisions de Moscou et qui sont en même temps des indications catégoriques de la situation italienne doivent rester indiscutés dans la Fraction, sinon celle-ci perdrait trop de cohésion et de vigueur. Nous voulons surtout faire allusion, outre au concept fondamental de l'**élimination des non communistes**, à la **limitation sévère de l'autonomie des partis** dans l'Internationale, au **changement de nom du Parti**, au **renouvellement de la tactique parlementaire**, à la **question syndicale** comme,*

*selon les thèses de Moscou, la perspective de notre Manifeste: lutte contre le réformisme et les réformistes confédéraux, remplacement des rapports actuels équivoques entre Parti et Confédération par la **direction** efficace du mouvement prolétarien italien par le Parti Communiste, au moyen de la discipline des communistes dans les syndicats*» («*La composizione della nostra frazione*» in «*Il Comunista*» n°II, 21/11/1920).

Des questions particulières d'application pratique des thèses pouvaient donner lieu à des discussions ou même des divergences; mais sur ces points qui condensaient non seulement quelques uns des principes fondamentaux de la théorie marxiste, mais aussi les expériences vécues par la classe ouvrière européenne dans le cours au moins d'une décennie, aucune hésitation ne pouvait surgir et être admise. Le numéro d'*Il Soviet* qui reproduisait le Manifeste, le faisait précéder d'un brève commentaire: «*Il y a quelques jours a eu lieu à Milan une réunion de quelques camarades représentant les fractions et les tendances extrémistes du parti socialiste italien. De cette réunion il est sorti le Manifeste-programme que nous publions et qui n'a pas besoin de commentaires.*

Notons seulement que l'adhésion des abstentionnistes à ce mouvement ne peut étonner personne. Dès le Congrès de Bologne une réunion de notre fraction avait résolu de proposer une entente aux communistes électionnistes dans laquelle ces derniers, à part la question électorale, aurait accepté les deux fondements de notre motion: le changement de nom du Parti et l'expulsion de la droite social-démocrate. Cette proposition n'avait pas eu de suite favorable, puisque, comme l'on sait, à l'exception des abstentionnistes, personne ne voulait encore abandonner le préjugé de l'unité du Parti.

Aujourd'hui, après les événements connus et après le congrès communiste international, le développement logique de notre action nous conduit à un accord loyal avec les éléments révolutionnaires du Parti, avec qui a été élaboré sans aucune difficulté et sans le moindre désaccord le projet d'action commune qui est aujourd'hui présenté aux camarades italiens.

C'est une déclaration particulièrement réductrice si l'on pense (selon tous les témoignages, y compris celui de l'ex-abstentionniste Giuseppe Berti devenu ennemi acharné) que l'essentiel du travail politique et de propagande fut l'oeuvre quasi exclusive jusqu'à Imola d'Amadeo Bordiga avec l'appui total de Bruno Fortichiari (2). Mais elle exprime parfaitement l'esprit avec lequel le groupe le plus solide (ou le plus coriace comme on commençait à dire alors) - les abstentionnistes - adhéra à la Fraction et lui donna une incomparable empreinte de rigueur et de fermeté.

La Conférence d'Imola se tint les 28-29 novembre en présence de 130 délégués représentant 420 à 430 groupes ou sections du parti; 14 fédérations et 85 groupes de jeunes avaient adhéré à la Fraction communiste, ainsi que la majorité des sections socialistes dans l'émigration en France et au Luxembourg. Étant donné la présence massive de maximalistes de gauche, les discussions sur certains points et les divergences ne manquèrent pas; le groupe Graziadei-Marabini avait été admis à titre seulement consultatif. Cependant les divergences ne furent pas de principe, et les hésitations, les doutes, les désaccords liés à des traditions de pensée diverses purent être **disciplinés** par la solidité théorique et l'homogénéité politique du noyau dirigeant de la Fraction, capable de réaliser «un parfait accord dans le travail et dans l'action» en dépit de toute dissonance.

C'est pourquoi dans son rapport introductif Bordiga put affirmer que 1) la Fraction se priverait «volontairement des manoeuvres de couloir» en fixant immédiatement les termes des motions à présenter au Congrès national; 2) l'objectif de la Conférence n'était ni la polémique avec les autres courants, ni l'exposition minutieuse de la motion à présenter à Livourne dont il s'agissait au maximum d'«expliquer le mécanisme»; 3) la Conférence était une réunion «de propagande, d'agitation, d'action», on dirait aujourd'hui une réunion essentiellement «de travail». Son discours est ainsi résumé brièvement par «Il Comunista»:

«Notre motion part des préceptes du marxisme, des expériences des combats passés de notre parti, des enseignements de la révolution prolétarienne mondiale aujourd'hui en acte. La discipline aux décisions de Moscou dont nous, les partisans de la centralisation absolue dans l'action, sommes des partisans convaincus débouche sur les mêmes conclusions que celles où nous conduit la meilleure et véritable tradition de la gauche de notre parti.»

Après la fin de la IIe Internationale, après la douloureuse leçon de la guerre, le prolétariat international possède aujourd'hui son nouvel organe de lutte révolutionnaire, l'Internationale communiste de Moscou. Elle s'est constituée sur l'exclusion de deux catégories, de deux types de déserteurs de la lutte prolétarienne: non seulement les sociaux-patriotes, mais en outre les sociaux démocrates, c'est-à-dire ceux qui après les enseignements de la révolution russe n'ont pas saisi que le prolétariat retrouve la voie juste dans les affirmations marxistes originelles: renversement violent du pouvoir bourgeois, dictature du prolétariat.»

C'est pourquoi le parti italien ne correspond pas encore au caractère historique de la IIIe Internationale en conservant dans ses rangs les sociaux démocrates les plus obstinément hostiles à notre conception de la révolution.

*L'expérience des derniers épisodes de la lutte de classe en Italie confirme qu'un Parti ainsi constitué non seulement ne saisira jamais l'occasion favorable dans une situation qui peut devenir révolutionnaire, mais a laissé passer toutes les occasions sans élever le degré de préparation idéologique et matérielle des masses, contribuant même à le désorienter encore plus. **L'expérience des révolutions à l'étranger nous prouve qu'au moment décisif les sociaux-démocrates sont les complices de la réaction bourgeoise»** (3).*

Quant à la thèse typiquement «unitaire» selon laquelle il faudrait «laisser les droitiers accomplir d'abord leur oeuvre anti-révolutionnaire, puis les expulser» pour avoir ainsi une preuve suffisante de leur malfaisance, elle revenait à rendre «superflue l'existence et la fonction du Parti comme véhicule de la conscience historique et théorique de la classe, condition de son action victorieuse». Il s'agissait à l'inverse «d'éliminer du Parti les sociaux démocrates, en supprimant l'équivoque de Bologne qui, sous le prétexte d'une discipline mal définie - et par la suite non respectée - tolérait la présence dans le Parti ce ceux qui n'acceptaient pas le nouveau programme communiste». C'est pourquoi: «nous expulserons ceux qui ne voteront pas le programme. Mais en attendant nous les identifions dans la fraction de concentration déjà existante, dans les participants à la réunion de Reggio Emilia. Voilà le point central de la motion».

Parmi les interventions lors de la réunion il faut signaler au moins celles de Terracini (délégué de Turin avec Gramsci et Parodi, ce dernier étant plus proche des abstentionnistes que de «L'Ordine Nuovo») et de Gennari contre les unitaires et celle de Gramsci, ainsi résumée par «Il Comunista»:

«Gramsci constate que nous sommes venus à cette conférence avec la psychologie de ceux qui prennent part à une réunion constituante d'un parti. C'est là notre état d'esprit. Du reste même les unitaires tendent à être un parti: analogue à celui des socialistes révolutionnaires russes. Ce n'est peut-être pas par hasard que Serrati, au début de la révolution russe, la personnifiait dans Tchernov, l'opportuniste petit bourgeois adversaire de Lénine.»

Gramsci pense, comme l'a dit Bordiga, que la discussion ne doit pas avoir comme objectif une polémique avec d'autres fractions. On doit insister sur la propagande, sur le travail à accomplir pour arriver au parti communiste en Italie. Il ne partage pas l'hypothèse d'une phase social démocrate en Italie; nous sommes beaucoup plus proches de la conquête du pouvoir par le prolétariat. L'orateur est pour l'appellation communiste du parti (...). Lui aussi soutient que nous ne devons pas nous soucier d'attirer à nous des fractions intermédiaires.

Les unitaires sont en réalité des contre-révolutionnaires. Il est plus utile de les pousser à droite pour mieux les démasquer» (4).

Parmi les voix en partie discordantes se détache celle de Graziadei, initiateur avec Anselmo Marabini d'un appel «*pour l'unité du mouvement communiste*» connue aussi sous le nom de «*circulaire passerelle*» qui se fixait l'objectif du «*déblocage*» de la fraction unitaire; dans ce but il demandait que pendant une période temporaire le Parti s'appelle «*socialiste communiste*» et soutenait que «*le programme communiste doit être accepté non par discipline mais par libre consentement*» de façon à ce que les droitiers s'éloignent d'eux-mêmes et que la responsabilité de la scission retombe sur eux (interruption de Bordiga, dans laquelle se résume le sens de toute notre bataille: «*Cette responsabilité, c'est nous qui la voulons!*»).

Un épisode sur laquelle les stalinien firent ensuite grand bruit, en le présentant comme la démonstration de la mentalité «fermée», «sectaire» de Bordiga et de ses partisans, est la réunion à huis clos des délégués de la Fraction communiste abstentionniste. Dans un communiqué le comité central de la Fraction abstentionniste déclara que le moment n'était pas encore venu de se dissoudre. En réalité cette réunion avait été convoquée à la fois pour mieux définir l'attitude de la Fraction sur les points en discussion et pour préciser les raisons et les limites de sa survie **jusqu'au** Congrès (mais pas au delà), en surmontant les résistances encore vives de certains camarades à la voir se dissoudre à cette date.

La motion présentée, la même qui figurera à Livourne et qui reprend de façon légèrement différente les points essentiels du Manifeste-Programme de la Fraction communiste, fut approuvée à l'unanimité. Peu après le 5 décembre, le Conseil National de la Jeunesse Socialiste, votait un ordre du jour d'«*adhésion inconditionnelle*» à la Fraction communiste et appelait les jeunes à une «*lutte implacable contre la social-démocratie et contre l'opportunisme unitaire*».

LE RAPPORT DE LA FRACTION AU CONGRES DE LIVOURNE

Nous avons retracé tout le chemin d'août à décembre 1920 pour réfuter les multiples déformations et mystifications des historiens stalinien et post-stalinien. Le *Rapport présenté par la Fraction Communiste au Congrès de Livourne du PSI (15-21 janvier 1921) sur l'orientation politique du Parti* nous ramène directement sur le terrain des grandes questions de principe. Nous la publions intégralement, avec quelques brèves notes de commentaire.

Le **Rapport** part des fondements théoriques du mouvement communiste, confirmés par l'expérience **internationale** des luttes prolétariennes et

condensées dans les Thèses et Conditions de la IIIe Internationale, pour en tirer les principales conclusions au sujet de la naissance, du programme, de la structure et de la tactique de l'**organe** révolutionnaire en Italie, reconfirmant ainsi les **critères de principe et de méthode** que la Fraction avait adoptée dans toute son activité. Le Rapport commence en rappelant que la Fraction est née «*sur la base d'une entente entre les groupes de gauche du PSI qui se plaçaient sur le terrain des décisions du IIe Congrès de l'Internationale Communiste*» et qu'à Imola a été «*approuvée à l'unanimité la motion à présenter au Congrès national du Parti en confiant à une commission de 5 camarades la rédaction du programme*». Il reproduit ensuite le texte de la **Motion** qui synthétise les caractères, la structure et les tâches fondamentales du parti dans le proche futur et celui du célèbre **Programme** en 10 points qui résument tout le cycle de la lutte d'émancipation prolétarienne en une puissante synthèse, peut-être la plus lucide et la plus efficace que le premier après-guerre ait jamais produit.

Motion (5)

Le XVIIIe Congrès National du Parti Socialiste Italien, après une discussion autour de l'orientation du Parti, basée sur l'examen de la situation politique italienne et internationale et de toutes les résolutions de l'Internationale communiste (et particulièrement les thèses du IIe Congrès sur les conditions d'admission des partis dans l'Internationale et à la 17e de celles-ci sur les tâches de l'Internationale):

*en se référant **aux principes marxistes, à l'expérience historique de toute l'activité passée du parti, et aux enseignements qui découlent des événements de la lutte révolutionnaire** conduite par le prolétariat mondial après la grande guerre impérialiste, adopte les résolutions suivantes:*

1) *Confirme l'adhésion à la Troisième Internationale communiste en s'engageant à toutes les mesures qui sont nécessaires pour rendre la structure et l'activité du Parti conformes aux conditions d'admission avec lesquelles le IIe Congrès de l'Internationale a efficacement répondu aux nécessités de la vie et du développement de l'organe de lutte du prolétariat révolutionnaire.*

2) *Confirme les critères généraux de la révision programmatique décidée au Congrès de Bologne en modifiant dans la forme et dans certains point particuliers le programme du Parti qui restera formulée selon le texte joint à cette motion; et déclare que **le programme lui-même devra constituer la base pour l'adhésion personnelle au Parti** de chacun de ses membres au travers de son **acceptation intégrale de***

principe.

3) Décide de changer le nom du Parti en celui de «Parti Communiste d'Italie (section de la Troisième Internationale Communiste)»

4) Affirme **incompatible** la présence dans le Parti de tous ceux qui sont opposés aux principes et aux conditions de l'Internationale Communiste et déclare que se sont mis ou se mettent dans cette situation d'incompatibilité: a) tous les adhérents à la Fraction dite de concentration et à ses réunions; b) tous les adhérents au Parti qui dans ce Congrès voteront contre le programme communiste du Parti et contre l'engagement à respecter complètement les 21 conditions d'admission de l'Internationale.

5) Adopte comme fondement de l'organisation et de la tactique du Parti les résolutions du IIe Congrès de l'Internationale Communiste en déclarant **obligatoire pour tous les adhérents la plus ferme discipline dans leur action, à travers l'interprétation et des dispositions des organes dirigeants centraux internationaux et nationaux.** L'application de ces critères tactiques en relation avec les exigences de la situation politique italienne fixe au parti les tâches principales suivantes: a) **préparation** sur le terrain spirituel et matériel des moyens indispensables pour assurer le succès de l'action révolutionnaire du prolétariat; b) **constitution au sein de toutes les associations prolétariennes de groupes communistes** pour la propagande, la préparation révolutionnaire et l'encadrement des forces prolétariennes de la part du Parti; c) **annulation immédiate** du pacte d'alliance avec la Confédération Générale du Travail, cette expression inadéquate des rapports entre syndicats et parti: **appel** aux organisations prolétariennes révolutionnaires qui sont en dehors de la Confédération pour qu'elles y entrent pour soutenir la lutte des communistes contre l'orientation actuelle et les dirigeants actuels de celle-ci. **Engagement** de tous les adhérents au Parti qui, organisateurs et organisés, militent dans les organisations du mouvement économique à soutenir en toute circonstance en leur sein les critères et les décisions du Parti et à lutter sur cette base pour assurer aux éléments désignés par le Parti les charges de direction des syndicats. **Rupture** de la Confédération, dès qu'elle sera gagnée aux directives du Parti Communiste, avec les syndicats jaunes d'Amsterdam et adhésion à la section de l'Internationale Communiste selon les modalités prévues par cette dernière; d) **participation aux élections politiques et administratives sur une base complètement opposée à la vieille pratique social-démocrate**, et avec l'objectif de mener la propagande et l'agitation révolutionnaire, de hâter la désagrégation des organes de la démocratie bourgeoise; e) **soumission à la discipline**

avec l'élaboration de nouveaux statuts internes pour le Parti, les Fédérations et les Section, de tous les rapports d'organisation touchant: la presse du Parti; le fonctionnement des représentations élues dans les communes, les provinces et au parlement; le mouvement des jeunes et des femmes; l'institution d'une période de candidature pour les nouvelles adhésions au Parti et de révisions périodiques de tous les membres du Parti, la première de celles-ci ayant lieu immédiatement après le Congrès.

Programme

Le Parti Communiste d'Italie (Section de l'Internationale Communiste) est constitué sur la base des principes suivants:

1) Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle entraînant l'opposition d'intérêts et la lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.

2) Les rapports de production actuels sont protégés par le pouvoir de l'Etat bourgeois qui, fondé sur le système représentatif de la démocratie, constitue l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

3) Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive, sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

4) L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti politique de classe.

Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus consciente, du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses en les dirigeant, de la lutte quotidienne pour des intérêts partiels et des résultats contingents, vers la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le Parti a pour tâche de diffuser la conscience révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens matériels d'action, de diriger le prolétariat dans le développement de la lutte.

5) La guerre mondiale, causée par les contradictions internes incurables du système capitaliste qui ont produit l'impérialisme moderne, a ouvert la crise de désagrégation du capitalisme au cours de laquelle la lutte de classe ne peut que se résoudre en conflit armé entre les masses laborieuses et le pouvoir des Etats bourgeois.

6) Après le renversement du pouvoir bourgeois le prolétariat ne peut s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en basant les organes représentatifs de l'Etat sur la base productive et en

excluant de tout droit politique la classe bourgeoise.

7) *La forme de représentation politique de l'Etat prolétarien est le système des Conseils de travailleurs (ouvriers et paysans) déjà en acte dans la Révolution russe, début de la révolution mondiale et première réalisation stable de la dictature prolétarienne.*

8) *La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toutes les attaques intérieures ou extérieures.*

9) *Seul l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.*

10) *Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité de l'Etat politique dont l'appareil se réduira peu à peu à celui de l'administration rationnelle de l'activité humaine.*

Les deux textes «forment un tout inséparable»: le premier se base, comme toute indication de tâches tactiques, sur les principes et les objectifs indiqués dans les premiers points du second; celui-ci cesse d'être une simple construction théorique pour devenir une arme de bataille en se traduisant et se complétant dans le premier. **Inséparables, mais distincts**, et en tant que tels, à ne pas confondre. La **Motion** contient en effet ce que Lénine appelle «*ce plan systématique, éclairé par des principes fermes et rigoureusement appliqué, qui seul mérite le nom de tactique*» (où est remarquable le lien dialectique en vertu duquel la tactique est vraiment digne de ce nom non seulement si elle est éclairée par des principes **fermes** mais à condition aussi que son application soit **rigoureuse**, et inversement). Ce «plan» ne se déduit pas des principes par une démarche de type logique; il constitue la définition précise et l'application dans la vie du parti de «*critères tactiques*» (comme le dit le Manifeste-Programme) **obligatoires, définis en stricte concordance avec le programme général et en lien direct avec les exigences de la lutte révolutionnaire dans la période historique donnée** (6).

Dans ce cadre les **critères** ne varient pas; mais ce qui est variable, ce sont les **modalités de leur application pratique**, qui sont dépendants des changements de la situation extérieure (par exemple le critère de l'obligation de militer dans les

organisations de défense économique et les modalités différentes selon que les syndicats soient déjà conquis par les communistes ou au contraire dirigés par des contre-révolutionnaires, etc.). Le cadre d'ensemble est global et plus que de «plan» il faudrait parler de «plate-forme d'action» (et en même temps d'organisation) servant de fondement aux directives du parti dans cet «avenir visible» qui en **permet** et en **impose** l'application. Il est significatif à ce propos que le texte formule déjà à son point 5 ce qui sera un des points cardinaux de l'activité du P.C.d'I. à partir du printemps 1921: l'appel à l'union de tous les syndicats et, **sur cette base**, au front unique syndical pour la défense des conditions de vie et de travail des prolétaires.

La *Motion* est la plate-forme d'action sur la base de laquelle les militants adhèrent au parti en même temps qu'elle résume les raisons objectives qui ont conduit l'avant-garde prolétarienne à ressentir l'exigence, pour mener à bonne fin sa lutte historique d'émancipation, de se réunir dans un parti distinct et opposé à tous ceux qui prétendaient traditionnellement la représenter. De son côté le *Programme* est le corps unitaire de ce qu'avec Lénine nous pouvons appeler le but, les principes et le programme; et c'est sur sa base que le parti en tant que tel se constitue, au delà de toute contingence de lieu ou de temps. Les deux sont inséparables mais ne se confondent pas. La **pleine** conscience individuelle des 10 points du programme et de toutes leurs implications - chose distincte de l'**adhésion de principe** à ce programme - ne pouvait être la condition nécessaire pour l'adhésion au parti; elle en est plutôt la conséquence possible et souhaitable. Par contre l'adhésion n'est pas envisageable sans l'acceptation totale de la «plate-forme d'action». Voilà pourquoi les deux documents représentent **ensemble** les deux piliers de l'existence **réelle**, donc de la vie **active**, du parti; celui-ci ne serait pas le parti révolutionnaire de classe sans les 10 points du Programme, mais il ne le serait pas davantage si ces points ne se prolongeaient pas, ne s'incarnaient pas, dans les «critères tactiques» fondamentaux de la Motion. Dialectiquement, ce n'est qu'à la lumière de ce binôme que peut et que doit être considérée la naissance du P.C.d'I., de même, tant qu'il lui resta fidèle, que ses développements.

Les rapporteurs poursuivent:

«Ayant reçu du Comité Central de la Fraction communiste la charge de rédiger l'exposé illustrant les conclusions qu'elle soutient, nous rappellerons, d'une façon nécessairement incomplète, mais cependant systématique et selon un ordre logique, toutes les données et tous les arguments qui fondent l'attitude actuelle des communistes italiens. La critique du parti socialiste italien actuel, et nos propositions de rénovation radicale de sa structure et de sa fonction, exigent le rétablissement des concepts

fondamentaux sur le caractère et les tâches du parti politique prolétarien et le rappel des principes marxistes et donc des expériences internationales et nationales de la lutte prolétarienne qui conduisent à la reconstitution du mouvement révolutionnaire dans la IIIe Internationale, pour pouvoir arriver à l'exposition et à la défense de nos propositions pour la rénovation du parti italien et son action à l'avenir. C'est ce que nous ferons dans un rapide synthèse» [souligné par nous].

C'est ainsi que commence le premier des dix chapitres. Il montre comment le dépassement et la démolition théorique de l'idéologie démocratique par le marxisme conduit logiquement à affirmer la **nécessité** de la révolution et de la dictature du

prolétariat, et conjointement, la nécessité du parti de classe, organe **indispensable** tant de la lutte pour la conquête révolutionnaire du pouvoir, que de son exercice dictatorial; et comme d'un autre côté, le parti politique peut remplir sa fonction de guide des masses prolétariennes sur qui il a conquis une solide influence, **à la seule condition** de maintenir intacts ses caractères spécifiques de conscience critique et théorique et d'action résolue, donc d'homogénéité de vue et de volonté de ses membres, sans jamais sacrifier la **qualité** à la recherche de la quantité, ou le *«résultat révolutionnaire suprême du renversement du pouvoir bourgeois»* à l'obtention de résultats contingents.

(A suivre)

(1) Ici aussi l'influence politique écrasante qui avait été obtenue par les «abstentionnistes» s'accompagnait du refus de toutes manœuvres ou expédients: *«Les abstentionnistes ne réclameront pas une place dans les organes dirigeants disproportionnée par rapport à leurs forces: les camarades qui les dirigeaient n'avaient jamais compris leur fonction politique comme la course aux postes dirigeants. Lors du travail de préparation à la conférence d'Imola les abstentionnistes tinrent même, de façon peut-être un peu exagérée, à se tenir quelque peu à distance des organes officiels de la fraction, en conservant leur organisation jusqu'à Livourne. Tout le réseau de fraction était confié au camarade Fortichiari, avec qui nous étions toujours en accord complet, mais qui n'était pas abstentionniste»*, écrit Bordiga en 1924 dans un article dans une période de pleine campagne à scandale contre une présumée soif de pouvoir de la Gauche (*«Contro le critiche al vecchio CE del PC d'I»* in **Stato Operaio**, 26/6/1924). Que les abstentionnistes n'aient prétendu à aucune place privilégiée en témoigne aussi l'anti-bordiguiste G. Berti dans les *Apunti e ricordi 1919-1926* in les **Annali Feltrinelli 1966**, pp. 64-65.

(2) Répondant à certains camarades qui se demandaient si le programme de la fraction ne devait pas d'abord être soumis à la confrontation et à la discussion avec d'autres éventuelles thèses, un article d' **Il Comunista** (*«La composizione della nostra frazione»*, n°2, 21/11/1920) notait à bon droit que le *«manifeste-programme n'est que la traduction en italien des principes communistes, des résolutions des deux congrès de la Troisième Internationale, des 21 conditions d'admission des partis en son sein; traduction initiée par le Congrès de Moscou et complétée en Italie par des éléments qui en acceptent tous les résultats au delà des quelques divergences de tactique pour laquelle s'applique une discipline valable pour tous»*.

(3) Souligné par nous.

(4) Que l'on ne vienne plus nous dire après cela que Gramsci nourrissait des doutes sur l'opportunité de la scission et qu'il prévoyait, comme il le dira en 1924, qu'elle allait représenter *«le plus grand triomphe de la réaction»*!

(5) Souligné par nous. Pour les Thèses du second congrès de l'Internationale voir «Manifestes, Thèses et Résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale Communiste», PEC - SELIO 1984. La 17e thèse était consacrée à la question italienne: *«En ce qui concerne le PSI, le 2e Congrès de la 3e Internationale, reconnaissant que la révision du programme voté l'année dernière par ce Parti dans son Congrès de Bologne marque une étape très importante dans sa transformation vers le communisme, et que les propositions présentées par la Section de Turin au conseil général publiées dans le journal l'Ordine Nuovo du 8/5/1920 correspondent aux principes fondamentaux de la 3e Internationale, prie le PSI d'examiner, dans le prochain Congrès qui doit être convoqué en vertu des statuts du Parti et des dispositions générales sur l'admission à la 3e Internationale, les susdites propositions et toutes les décisions des deux Congrès de l'Internationale Communiste, particulièrement au sujet de la fraction parlementaire, des Syndicats et des éléments non communistes du Parti.»*

(6) C'est ici que se réalise de façon marxiste ce «passage au concret» qui n'est possible qu'**en partant de l'abstrait**: on arrive ainsi (que ce soit sur le plan de la théorie ou celui de la praxis) à un concret qui n'a rien d'aléatoire à la différence de «l'abstraction» du quotidien, selon la vision éclectique pour qui la tactique s'invente au jour le jour sous la pression des faits bruts, en complète «autonomie» par rapport à tout ensemble fixe de principes - «liberté» de la tactique qui n'est qu'une adaptation servile aux suggestions toujours changeantes de l'actualité contingente.

La question de la reprise de la lutte de classe et les tâches des communistes (1)

(Réunion de San Donà - déc. 1992)

*Tout au long de ses décennies d'activité notre parti n'a jamais cessé de se poser la question de la reprise de la lutte de classe; dans le travail de bilan de la contre-révolution bourgeoise générale et non seulement «russe», nous avons mis en relief comment la reprise de la lutte de classe est une perspective historique, mais aussi un objectif pour lequel il est nécessaire de travailler afin qu'elle se matérialise dans une lutte concrète et vigoureuse non seulement sur le terrain immédiat mais surtout sur le terrain révolutionnaire. Nous avons toujours parlé de **reprise** précisément parce que la lutte de classe internationale a été brisée par les défaites subies à partir de la contre-révolution en Russie et de l'avortement des révolutions dans les pays les plus développés d'Europe dans les années vingt. Après de grandes victoires, après une série grandiose de batailles de classe et la formation du premier parti communiste mondial - l'Internationale Communiste de Lénine - la période révolutionnaire ouverte par la révolution d'Octobre et la formidable lutte du prolétariat allemand au cours même de la guerre mondiale, s'est conclue par une des défaites les plus terribles connues par le prolétariat au cours de son histoire. Cette défaite a rejeté de décennies en arrière les conditions de lutte du prolétariat et donc, y compris ses conditions de vie et de travail, surtout dans les pays les plus pauvres.*

Dans cette défaite le prolétariat a perdu non seulement son parti de classe mais aussi ses organisations de défense immédiate, ses syndicats, tombés totalement aux mains du réformisme et du collaborationnisme le plus répugnant. Même après la défaite de la première grande révolution prolétarienne - la Commune de Paris - le prolétariat n'avait pas connu de recul d'une telle ampleur. Et ce fait a contribué

sans aucun doute à renforcer les thèses réformistes qui se condensèrent dans le stalinisme et ses diverses variantes successives qui conduisent toutes à la collaboration des classes, à la conciliation des poussées subversives et des besoins du marché, de la gestion des capitaux et des pouvoirs bourgeois.

*Reprendre le chemin de la lutte de classe signifiait et signifie encore pour le prolétariat non seulement regagner le terrain de la lutte de classe générale dirigée par son parti international unique vers l'objectif ultime (renversement de l'Etat bourgeois et instauration de la dictature prolétarienne pour toute la période nécessaire à déraciner le mode capitaliste de production et assurer la victoire au niveau mondial du mode de production communiste); cela signifie aussi regagner d'abord le terrain le plus élémentaire de la défense «immédiate» des conditions de vie et de travail. Nous disons bien et nous soulignons: **le terrain le plus élémentaire** de la lutte de défense, de la lutte de résistance au capital comme l'appelait Engels.*

La participation à la seconde guerre mondiale dans les diverses armées de la démocratie, du fascisme ou du faux socialisme, a été une deuxième terrible défaite après celle causée par la dégénérescence de l'Internationale Communiste et de tous ses partis et la victoire contre-révolutionnaire en Russie et dans le monde.

*Sa participation à la guerre sur le front de la **démocratie** a été particulièrement désastreuse car il ne s'est agi de rien d'autre que de la défense de la société bourgeoise derrière la défense de l'une de ses formes, la forme la plus insidieuse, la plus dangereuse pour le prolétariat en raison de sa puissance mystificatrice. Le désastre se mesure dans le recul historique du prolétariat par rapport à ses formes de lutte, à sa capacité organisationnelle y compris pour ses*

intérêts immédiats. Par sa participation à la seconde guerre mondiale le prolétariat dans tous les pays a été lié inexorablement au sort de la bourgeoisie. Et cela parce qu'il est resté prisonnier des orientations de l'opportunisme qui, quelle que soit sa couleur, ne pouvait que l'enchaîner aux impératifs de la bourgeoisie. La perspective ne fut plus alors le renversement de la bourgeoisie et du capitalisme, mais l'amélioration de la société bourgeoise en démocratisant le capital; non plus de vaincre toutes les forces de classe ennemies, bourgeoises ou petites bourgeoises, quel que soit le drapeau sous lequel elles se présentent (fasciste, monarchiste, clérical ou démocratique) pour instaurer contre la dictature de la bourgeoisie la dictature internationale du prolétariat, mais l'appui à certaines contre d'autres jugées plus rétrogrades ou brutales.

La perspective ne fut plus d'en finir une fois pour toute avec l'esclavage salarié, c'est-à-dire l'exploitation de l'homme par l'homme, mais d'humaniser le salariat et l'exploitation par la démocratisation politique et économique du capitalisme.

*En un mot la «perspective» ultime présentée à un prolétariat qui n'avait plus la force de se considérer que comme une «composante sociale» aux côtés d'autres, et pour laquelle on l'appelait à lutter et à mourir, n'était plus que la **démocratie**, démocratie au niveau politique comme au niveau économique et social, démocratie qui ne peut jamais être autre chose que **bourgeoise**.*

Après avoir participé à la guerre mondiale sur les fronts bourgeois, le prolétariat participa ensuite à la reconstruction des divers pays avec l'espoir d'y gagner une amélioration du niveau de vie et des garanties sociales qu'il n'avait jamais connues auparavant ainsi que de vivre «en paix». Il adhéra à l'illusion de pouvoir s'émanciper progressivement de sa condition grâce aux mécanismes de la vie sociale bourgeoise ou au moins de connaître une amélioration continue de ses conditions de vie. Les conceptions social-démocrates, battues à l'époque de Lénine, connurent alors une nouvelle et exubérante période de floraison alors que se diffusaient toujours plus profondément dans la classe ouvrière les principes démocratiques, pacifistes et inter-classistes.

Voilà quelle est la plus grande défaite que pouvait subir le prolétariat par rapport à sa propre lutte classiste: commettre plus ou moins consciemment un suicide de classe, forger ses propres chaînes par la collaboration effective avec les pouvoirs bourgeois par l'intermédiaire des organisations et des partis faussement ouvriers.

L'OPPORTUNISME A REJETE LE PROLETARIAT DES DECENNIES EN ARRIERE DANS LE TEMPS

Pourquoi rappeler tout cela? Parce que cela permet de se rendre compte de quelle abîme le prolétariat doit **remonter**, à partir de quel stade d'**arriération** il doit recommencer à avancer.

Par la suite d'autres illusions se sont successivement diffusées dans les masses prolétariennes: différents groupes de gauche plus ou moins «extrême» se sont présentés sur la scène à travers d'autres mouvements que ceux d'usine: mouvements de divers types, mouvements pour une «démocratie directe», pour l'accession au pouvoir local d'organisations prétendument ouvrières, par l'intermédiaire de luttes civiques pour des «droits» plus étendus, ou des référendums les plus variés; théories qui allaient jusqu'à l'absurde comme celles qui voyaient la reprise révolutionnaire dans les mouvements écologistes ou celles qui décrétaient la fin de la classe ouvrière. Un autre obstacle que le prolétariat a trouvé sur son chemin était les conséquences politiques tirées par certains groupes du cycle des révolutions nationales et anti-coloniales des années soixante: les maoïstes, les guévaristes et leur anti-impérialisme bourgeois.

En l'absence d'un parti international avec une influence réelle sur les couches décisives du prolétariat mondial, comme pouvait l'être l'Internationale Communiste des premières années, en l'absence de cette direction (et de cette capacité à déchiffrer des phénomènes sociaux aussi importants et complexes que les luttes nationales) le prolétariat a pu être facilement attiré par ce côté là dans le même piège de la défense de l'ordre bourgeois: la solidarité et l'identification avec les révolutions nationales telles qu'elles étaient et avec ce qu'elles exprimaient d'anti-impérialisme bourgeois et de besoin historique de «démocratie nationale» pour implanter et développer un capitalisme national. Naturellement à l'époque la mystification a battu son plein pour faire passer des révolutions qui ne pouvaient être que bourgeoises du point de vue économique et social - ce qui ne nous a jamais empêché de saluer positivement, outre la fin de l'oppression coloniale, le fait révolutionnaire de la transformation de paysans et d'artisans en prolétaires - en révolutions «socialistes», de la Chine à l'Algérie, de Cuba au Vietnam, etc.

Ils étaient alors rarissimes les groupes d'extrême gauche qui ne reprenaient pas à leur compte ces mystifications et qui ne voyaient dans ces révolutions et ces guérillas à base paysanne - même si y participait mais de façon subordonnée un prolétariat local minoritaire - avec tous les mythes, les déformations et les impuissances typiques de la petite-bourgeoisie et des classes moyennes, autant d'exemples et de modèles de

révolutions prolétariennes.

La plupart des groupes d'extrême gauche participèrent à cette mystification en la justifiant à l'aide d'arguments et d'analyses fondés sur un mélange de marxisme et d'idéologies typique de la petite bourgeoisie démocratique et barricadière; ils contribuèrent de cette façon à approfondir un peu plus encore la falsification du marxisme et la confusion au sein de la classe ouvrière.

Cela n'empêche pas que la révolution chinoise de 49 et beaucoup d'autres dans les années cinquante et soixante doivent être considérées du point de vue historique comme des sauts qualificatifs, des bonds en avant pour des continents entiers qui subissaient en même temps que l'oppression coloniale, les conséquences d'une arriération pré-capitaliste, voire même dans certains cas, pré-féodales. En Asie et en Afrique les décennies qui ont suivi la deuxième guerre mondiale ont ouvert la voie à la révolution nationale bourgeoise, c'est-à-dire à l'implantation en grand du capitalisme et donc à la formation d'un prolétariat moderne qui allait s'ajouter au prolétariat des pays plus avancés. Pour se développer le capitalisme a besoin de créer un prolétariat et il le fait toujours avec une grande violence. Elles n'ont pas été nombreuses les bourgeoisies qui ont eu la force et le courage de détruire en profondeur les vestiges des modes de production des sociétés antérieures; surtout à l'époque de l'impérialisme les forces bourgeoises ont bien plutôt manipulé des mouvements de masse contre l'ordre établi pour les orienter non seulement vers des objectifs nationaux, anti-colonialistes, mais aussi pour des alliances avec l'un ou l'autre bloc impérialiste afin de se garantir des avantages et des protecteurs après la révolution (ou la «décolonisation» comme préféraient le dire pudiquement les bourgeois)(1).

Nous avons toujours jugé positivement ces grandes évolutions historiques; mais nous avons toujours pris garde de combattre les illusions qui prétendaient, en l'absence de la classe ouvrière et de son parti, pouvoir greffer des révolutions socialistes sur les révolutions bourgeoises, comme les illusions de pouvoir accélérer la reprise de classe dans les pays capitalistes avancés en reprenant ou en s'appuyant sur les méthodes et objectifs des mouvements nationalistes révolutionnaires bourgeois des pays colonisés. Bref, nous n'avons jamais cessé de combattre l'illusion de pouvoir trouver des raccourcis historiques qui permettraient d'avancer vers la révolution socialiste malgré l'absence du rôle déterminant de la classe ouvrière des grands pays capitalistes et sans la présence active du parti de classe international dirigeant le mouvement révolutionnaire prolétarien dans tous les pays.

Nous avons âprement critiqué les mystifications des groupes qui voulaient faire passer pour socialistes ces révolutions bourgeoises et pire encore les Etats

nés de ces révolutions avec tous les traits autoritaires et totalitaires empruntés aux grands Etats impérialistes. Il est possible que dans cette critique des exagérations aient parfois été commises, dans le sens de ne pas toujours avoir correctement évalué les aspects positifs de ces luttes, mais il faut comprendre que ce n'étaient là que des péchés véniels(2) face à la priorité qu'il y avait à combattre l'énorme déviation consistant à faire passer pour socialistes et prolétariens des mouvements anti-colonialistes et anti-impérialistes bourgeois. L'engouement suscité par la victoire de la révolution cubaine dans une chasse gardée du plus puissant impérialiste mondial était peut-être compréhensible, il n'en était pas pour autant justifié. Mais parmi les groupes d'extrême gauche l'enthousiasme d'avoir trouvé un point faible dans la cuirasse du monstre impérialiste américain était tel qu'il rendait aveugle tant aux aspects relevant de la rivalité entre les blocs impérialistes qu'à la nature de la révolution cubaine.

Dans les pays colonisés la classe ouvrière, quoique numériquement inférieure en nombre aux masses paysannes et petites bourgeoisies, fut emportée par l'illusion de participer à une révolution socialiste, donc à sa révolution. Mais les premiers actes des nouveaux pouvoirs post-révolutionnaires furent entièrement orientés vers la répression des revendications et des mouvements ouvriers.

Le prolétariat des pays non directement colonisateurs, comme l'Italie, fut la proie des illusions répandues par les PC selon lesquelles son émancipation serait passée à travers la solidarité avec la bourgeoisie démocratique et révolutionnaire des anciens pays colonisés, mais sur le plan des intérêts immédiats et salariaux il subissait une pression plus forte de sa propre bourgeoisie cherchant à récupérer la partie de plus-value qu'elle ne pouvait plus extorquer au prolétariat et à la paysannerie des colonies. Et le prolétariat qui était appelé à donner un appui - évidemment platonique et bien sûr pacifiste - aux jeunes Etats indépendants et aux bourgeoisies anti-coloniales au nom de la «Justice universelle» et des «droits des peuples» - appels qui ne servaient qu'à alimenter des pratiques et des idéologies démocratiques et inter-classistes à domicile - était ainsi appelé à sacrifier une partie de sa vie quotidienne au nom de la défense contre la concurrence de l'économie nationale d'un pays impérialiste contre la promesse d'améliorations futures de son sort. Les frères de classe n'étaient plus identifiés dans les prolétaires des pays coloniaux, mais dans les nouvelles bourgeoisies dominantes; la solidarité de classe n'était plus identifiée avec la lutte de classe des prolétaires de tous les pays, de jeune ou de vieux capitalisme, contre leur bourgeoisie, mais dans la lutte des bourgeoisies nationalistes révolutionnaires (ou tout simplement nationalistes). Il est évident que cette orientation

n'était que la réaffirmation **dans les faits** de l'interclassisme, de la collaboration entre les classes, malgré tous les grands discours sur le «socialisme» ou la lutte des opprimés.

Dans les pays **directement** colonisateurs les partis de gauche ont assumé d'autres positions: de la défense de l'empire colonial qui favorisait dans les faits sinon toujours en paroles la répression coloniale de leur bourgeoisie, ils sont passés à la défense de leur impérialisme par des campagnes pour la négociation d'accords de paix quand les affrontements ont tourné à l'avantage des colonisés - en restant toujours sur des positions social-impérialistes et anti-prolétariennes. Il est nécessaire de dénoncer le fait que le prolétariat des pays colonisateurs n'a montré aucune solidarité avec la lutte anti-coloniale contre sa propre bourgeoisie même de façon marginale. C'est là le produit de longues années de conciliation des intérêts entre les classes et cela a à son tour facilité des positions réactionnaires et anti-prolétariennes, comme l'hostilité permanente envers les travailleurs immigrés, le racisme, la xénophobie, contribuant ainsi à maintenir le prolétariat paralysé sur des positions, des sentiments et des intérêts petits bourgeois.

C'est grâce à cette complicité de fait du prolétariat que la classe bourgeoise des pays impérialistes a pu continuer malgré la perte des colonies et des surprofits qu'elle y engrangeait, son oeuvre de «colonisation» financière de tout le globe; terminée la colonisation esclavagiste ouverte, ce fut le tour d'une colonisation apparemment moins bestiale mais en réalité encore plus catastrophique pour des peuples soumis à grande échelle à famines, épidémies, désastres écologiques, tueries de guerres soi-disant intestines, ruine généralisée de la petite paysannerie et exploitation brutale de la force de travail prolétarienne.

Dans toute cette période le prolétariat a dû faire face sans parti marxiste ni organisations classistes de défense immédiate, à la seconde guerre mondiale, à la reconstruction des pays détruits, au cycle des révolutions anti-coloniales et à la première véritable crise économique générale des grands pays capitalistes. Toute cette période est passée sur le prolétariat mondial comme un énorme rouleau compresseur et elle a occasionné un gigantesque repli même par rapport à des positions de classe élémentaires; mais il s'agit en fait davantage d'une puissante intoxication transmise de générations en générations dans le corps du prolétariat: une intoxication de démocratisme, de collaborationnisme, d'interclassisme mêlé à l'hécatombe continue dans les mines, les usines et les milles guerres qui n'ont cessé de marquer ce second après-guerre pourtant célébré par tous les idéologues bourgeois comme l'époque du progrès, du bien-être et de la paix!

LE PROLETARIAT NE SE RELEVERA DE LA SITUATION ACTUELLE QU'APRES UNE LUTTE ACHARNEE EN SON PROPRE SEIN

Cette description catastrophique pourrait conduire certains à conclure que le prolétariat mondial ne pourra jamais arriver à remonter la pente et qu'il faudrait alors partir à la recherche de nouveaux «*sujets sociaux*» pour espérer une alternative future.

Et c'est bien à cette conclusion que sont arrivés certains groupes d'extrême gauche avec leurs «nouvelles classes révolutionnaires». Il se suffit de se souvenir des années soixante-dix où la centralité ouvrière laissait la place tantôt aux paysans, tantôt aux techniciens, ou aux anti-nucléaires. Nous avons eu à mener des luttes politiques pour répéter et défendre les conceptions élémentaires de la lutte de classe contre ce genre de conceptions plus ou moins reprises par tous les groupes qui se disaient révolutionnaires. Pendant des décennies nous avons été obligés par la situation à revenir sans cesse sur les conceptions élémentaires de la *formation du prolétariat en classe donc en parti* (selon les mots du «Manifeste»), à revenir sur les concepts de capital et de travail salarié ou plus simplement sur la question syndicale - et nous serons encore longtemps contraints de continuer ce travail étant donné la persistance de l'état d'arriération du prolétariat par rapport aux besoins de sa lutte immédiate et historique.

Le prolétariat devait et doit encore réapprendre à lutter parce qu'il a perdu l'expérience vive, la capacité, la mémoire de la façon dont on lutte contre les patrons et contre l'Etat; et il a surtout oublié que si toute lutte doit inévitablement se terminer, l'organisation pour la lutte, elle, doit subsister. L'abandon de son sort entre les mains d'organisations soi-disant prolétariennes comme les syndicats officiels et les partis dits ouvriers mais en fait ultra-bourgeoises, l'abandon de la vision politique et de l'effort politique pour obtenir des résultats utiles à sa cause, a signifié pour le prolétariat des pays développés et à plus forte raison des pays «en développement», une **renonciation** profonde à la **lutte de classe** au profit de la collaboration entre les classes.

Cela n'empêche pas qu'au cours de ces décennies des détachements prolétariens sont entrés en lutte de par le monde et se sont affrontés à l'ennemi de classe. Cela arrive constamment et inévitablement dans la société capitaliste parce qu'en réalité **la lutte entre les classes ne disparaît jamais**.

Après la fin de la guerre mondiale il y a eu des secousses sociales à caractère nettement prolétarien, très isolées mais très vigoureuses, comme par exemple les émeutes ouvrières de

Berlin en 1953 ou les grèves en Pologne, les luttes de mineurs anglais, etc., tous épisodes importants à ne pas oublier. Mais ce n'ont été justement que des épisodes vaincus par la répression bourgeoise et par la besogne collaborationniste de l'opportunisme, oubliés sous la puissance écrasante des appareils de défense de l'ordre social. Les pouvoirs bourgeois ont toujours eu comme objectif, outre la destruction des organisations classistes (parti politique comme organisations de type syndical), la disparition de la mémoire ouvrière en l'ensevelissant sous une énorme masse de mystifications et de déformations de l'histoire du mouvement prolétarien. Il suffit de se souvenir de ce qu'a fait le stalinisme sur ce plan pour faire la démonstration du besoin de mystification qu'a toujours eu le pouvoir bourgeois pour dominer la classe ouvrière. Après la grande peur de la révolution lors du premier après-guerre les bourgeoisies européennes ont réussi non seulement à organiser la pression économique, politique et militaire sur la prolétariat, mais aussi idéologique en réussissant à lui faire accepter la **démocratie** - c'est-à-dire la coexistence pacifique éternelle avec ses exploités - comme un idéal et un objectif à défendre et à conquérir.

Il serait donc absurde de croire qu'après cette série de défaites le prolétariat pourrait d'un coup, on ne sait trop comment, retrouver mémoire, force, confiance en soi, etc., se remettre en lutte pour ses propres objectifs, avec ses propres méthodes et moyens de classe, se reconstituer en classe qui agit effectivement ne serait-ce que pour ses intérêts immédiats. Il est absurde de penser que le prolétariat aurait la capacité surnaturelle de rejeter en un clin d'oeil tout le vieux fatras d'immondices accumulés par la bourgeoisie et ses valets opportunistes - comme il est tout aussi absurde de penser que le prolétariat a désormais disparu comme classe sociale et qu'il s'est dissous dans le magma indifférencié des *citoyens*, des électeurs ou des contribuables.

Il y aura inévitablement pour le prolétariat et dans le prolétariat de nouveaux désastres précisément pour se hisser au niveau de la praxis classistes, c'est-à-dire anti-démocratique, anti-pacifiste, anti-collaborationniste. Il n'est pas possible en effet que le prolétariat tout entier réussisse à se désintoxiquer d'un coup simplement par un acte de volonté ou à cause d'une *prise de conscience* soudaine et irrésistible.

Il y aura nécessairement des conflits aigus au sein du prolétariat lui-même, des prolétaires arriérés entreront en lutte contre les éléments d'avant-garde, sans doute en croyant de bonne foi combattre pour une juste cause, organisés par des forces soi-disant ouvrières, communistes, etc., mais intégralement bourgeoises et pour le seul bénéfice de l'ordre capitaliste. Cela est déjà arrivé dans l'histoire; cela arrivera de nouveau. Nous devons le savoir, nous devons savoir que la reprise de la lutte

de classe passera par un douloureux accouchement et qu'il y aura des affrontements sanglants entre prolétaires parce que les bourgeois ne laisseront jamais la classe ouvrière, la classe qui a la tâche historique de les faire disparaître avec toute leur société, se réorganiser tranquillement, démocratiquement, pour la révolution. Nous devons en être bien conscients parce que le prochain cycle de lutte de classe et la prochaine vague révolutionnaire seront en théorie **décisifs**.

La bourgeoisie internationale, la bourgeoisie de chaque grand Etat, de chaque pays capitaliste développé le sait, le sent, non grâce à une intelligence supérieure fruit d'un siècle ou deux de domination, mais grâce à son instinct de classe, son instinct de conservation sociale.

Les prolétaires des pays développés capturés par la démocratie, par la société de consommation, par les dites garanties sociales, les droits démocratiques, etc., paieront cher cette «complicité» avec la bourgeoisie; ils l'ont déjà payé avec la guerre mondiale, ils la payent avec les «accidents» du travail, avec les morts et les blessés dans les affrontements de rue, avec la misère et la faim, avec le chômage et l'exclusion sociale, avec les différentes guerres «limitées» qui se sont succédées sans interruption depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Ils la paieront encore plus cher quand des détachements prolétariens se mettront en mouvement vers la lutte de classe; quand ils commenceront à se mettre pratiquement et de façon non épisodique sur le terrain de la lutte de classe avec leurs propres organisations immédiates indépendantes, et quand le parti communiste international reconstitué à l'échelle mondiale réussira à en influencer les secteurs décisifs.

La première chose qui arrivera alors ce sera la répression, les calomnies, les emprisonnements, la torture contre les éléments les plus combattifs, contre ceux qui seront capables d'organiser et de diriger les grèves, contre les chefs prolétariens. Et il y aura des forces faussement prolétariennes comprenant des prolétaires arriérés, des lumpen-prolétaires et des truands pour organiser des actions violentes contre les organisations de classe indépendantes.

La reprise de la lutte de classe, même seulement pour arriver au terrain élémentaire de défense des conditions de vie, de travail et de lutte, sera le résultat d'une lutte au sein du prolétariat. Penser ou espérer que cela n'arrivera pas n'est possible qu'en s'abandonnant à l'illusion qu'un beau jour, on ne sait par quelle magie, le prolétariat se réveillera de son long sommeil réformiste et se lancera comme un seul homme dans la lutte révolutionnaire; ou bien en s'imaginant qu'après un long et humble travail de persuasion pendant des décennies des prolétaires l'un après l'autre, il arrivera un jour où

tous auront enfin «pris conscience» de l'«erreur» qu'ils commettent en suivant la voie réformiste et seront convaincus de faire la révolution. C'est évidemment là une caricature, mais une caricature de positions qui existent parmi tant de groupes qui se prétendent plus ou moins proches de la Gauche communiste, depuis «Lotta Comunista» jusqu'au «Courant Communiste International».

REPARTIR DU POINT LE PLUS BAS, CONTRE LE SPONTANEISME CONSERVATEUR ET REACTIONNAIRE

Nous répétons ce concept fondamental déjà exposé dans des articles et des travaux de parti: après la seconde guerre mondiale la lutte de classe est condamnée à repartir historiquement «à partir du point le plus bas de sa "spontanéité"» en termes de défense immédiate et d'organisation syndicale (2). Cela permet de comprendre toute la trajectoire accidentée du mouvement prolétarien, ses luttes pleinement réformistes et partie prenante à la conservation sociale, ainsi que l'absence de façon générale de la lutte classiste même à un niveau élémentaire, de même que les épisodes de lutte classiste et les explosions sociales, bref de comprendre la réalité des luttes sociales en leur donnant leurs portées historiques et contingentes correctes. Il est alors possible de ne pas tomber, comme cela est arrivé hier plus d'une fois, dans des illusions et des désillusions qui débouchent inévitablement sur des crises de l'organisation. Si forte est l'aspiration des militants communistes à se lier avec un prolétariat en mouvement, prêt à s'émanciper du capitalisme qu'il arrive parfois de tomber dans l'immédiatisme, dans le volontarisme, dans l'activisme, dans la tendance à surestimer les faits et l'action quotidiennes et à oublier les objectifs finaux de la lutte révolutionnaire. Mais si grande est par ailleurs la crainte du mouvementisme qu'apparaît l'erreur opposée, l'immobilisme, la phrase révolutionnaire, l'indifférentisme, dans la tendance à tourner le dos à l'activité quotidienne pour se consacrer à une prétendue défense de la pureté de l'avenir révolutionnaire qui verra l'alignement clair et limpide des forces de la révolution face aux forces de la contre-révolution. Ces deux erreurs s'appuient sur des positions théoriques et politiques et des attitudes pratiques et organisationnelles dépendant de l'état d'esprit des masses; en dernière analyse elles découlent de ce spontanéisme conservateur et réactionnaire qui touche la grande majorité de la population des pays capitalistes depuis la dernière guerre. Lorsqu'on perd la boussole du marxisme intransigeant on tombe inévitablement soit dans l'immédiatisme soit dans la phrase révolutionnaire; et de là au conservatisme réformiste le pas est vite franchi.

LES ERREURS DU PARTI DE CLASSE REFLETENT L'ARRIERATION DU PROLETARIAT INTERNATIONAL ET REVELENT UNE MAUVAISE COMPREHENSION DE LA THEORIE MARXISTE

Le parti reconstitué pendant la guerre sur les bases programmatiques du Parti Communiste d'Italie de Livourne 1921, ne resta pourtant pas totalement indemne de l'influence des positions de la Résistance anti-fasciste et d'un anti-stalinisme rebelle, ni n'échappa à l'illusion que le second après-guerre serait aussi fécond en potentialités révolutionnaires prolétariennes que le premier. Ces faiblesses conduisirent à la scission de 1951-52; mais ce fut une crise bénéfique, de maturation politique et théorique. Notre parti en sortit renforcé et avec la capacité de dresser le bilan complet de la révolution bolchévique et de la contre-révolution stalinienne, la plus terrible et la plus profonde contre-révolution connue par la classe ouvrière. Sans ce **bilan** il n'aurait pas été possible d'avancer d'un millimètre dans la restauration théorique du marxisme révolutionnaire.

Par la suite et surtout vers la fin des années soixante et le début des années soixante-dix, la persistance du cours réformiste démocratique et l'absence de la lutte de classe généralisée, due à l'existence des «amortisseurs sociaux», les premiers mouvements de mécontentement de masse échappant à l'emprise du réformisme traditionnel se firent à l'enseigne d'idéologies non communistes: idéologies du progressisme, de «l'imagination au pouvoir» du «tout, tout de suite», idéologies du démocratisme radical et du réformisme «combatif» qui alimentaient les illusions du «pouvoir dans les usines» et de l'«autogestion». Cette véritable agression idéologique et pratique du démocratisme contre le prolétariat, cette adoration de la spontanéité des masses comme étant la voie de l'émancipation prolétarienne convergeait avec les dernières luttes anti-coloniales et anti-impérialistes bourgeoises que les soixante-huitards faisaient passer pour des luttes anti-capitalistes, parallèles à leur propre combat. Tout ce mouvement exprimait en réalité les revendications sociales des demi-classes, de la petite bourgeoisie, des couches intellectuelles et d'aristocraties ouvrières: la défense de «privilèges» petits mais tangibles accumulés lors de la longue période d'expansion économique au cours de laquelle le prolétariat dans son ensemble avait atteint un niveau de vie sans cesse croissant et s'était laissé persuader que tout retour en arrière était impossible. Aux premiers symptômes de la fragilité de ces «acquis», ce furent les demi-classes et certains secteurs d'aristocratie ouvrière qui réagirent et qui se mirent en mouvement contre le risque d'être précipités dans la condition de

prolétaires, de **sans-réserves**. Et ils cherchèrent et parfois trouvèrent dans la masse prolétarienne la force pour donner du poids à leurs aspirations propres. Pendant des années le mouvement ouvrier fut objet des idéologies et des théorisations les plus hallucinantes et il connut les «pratiques de lutte» les plus stériles - même si elles étaient spectaculaires: des manifestations et «journées d'action» de masse du réformisme traditionnel au terrorisme excitateur, des élucubrations estudiantines aux grèves de la faim. Aux drames individuels et collectifs des ouvriers répondaient les farces des organisations soi-disant révolutionnaires, spontanéistes, maoïstes, trotskystes, jusqu'aux groupes de «guérilla urbaine».

Il n'est pas impossible que des mouvements de ce genre réapparaissent à l'avenir, mais ce sera de toutes façons dans des situations qui ne seront plus marquées par des années de «sécurité sociale», d'«Etat providence», systèmes - que les régimes démocratiques ont hérité du fascisme - tendant à garantir la paix sociale et le consensus entre les classes par tout un réseau ramifié d'amortisseurs sociaux et de «miettes» devenues consistantes que la bourgeoisie pouvait concéder à la classe ouvrière par l'intermédiaire des réformistes et de leurs actions. Les ressources pour la paix sociale ne sont pas infinies et à une situation économique différente correspondent des organisations réformistes aux caractéristiques différentes.

Les effets négatifs de cette période de l'après 68 touchèrent notre parti et affaiblirent ses résistances théoriques, politiques et organisatives jusqu'à le faire éclater. Au moment où, surtout en France et en Italie, se posait le problème d'intervenir de façon non épisodique dans les luttes sociales pour importer dans la classe la théorie révolutionnaire et combattre les pratiques et les objectifs réformistes, le parti subissait l'agression de positions qui étaient un mélange d'ouvriérisme, de guerrillérisme, de volontarisme, d'activisme. Croire que la grève générale de mai-juin 68 et l'automne chaud italien de 69 étaient les prémisses de la lutte révolutionnaire qui devait éclater en même temps que la crise économique mondiale du capitalisme prévue par le parti pour 1975 conduisait à des visions et des théorisations absolument contraires à tout le travail théorico-politique effectué par le parti au cours des années précédentes, et qui ne pouvaient que déboucher sur des incertitudes, des remises en cause et des scissions.

Prévoir la crise économique mondiale et prévoir en même temps la crise politique du pouvoir bourgeois et donc l'ouverture de la période révolutionnaire fait partie du travail des marxistes. Il est possible que les révolutionnaires «voient» la crise révolutionnaire plus proche qu'elle n'est en réalité. C'est arrivé à tous les révolutionnaires, à commencer par Marx et c'est arrivé aussi à Bordiga quand il fit la «prévision» d'une crise révolutionnaire

pour 1975 en même temps que la crise économique. L'erreur du parti n'a pas été de travailler dans cette perspective, ce qui au contraire devait être fait, mais de n'avoir pas envisagé d'autre hypothèse et de s'être reposé dans les faits sur le travail fait auparavant en considérant qu'il n'y avait plus de tâches théoriques fondamentales à accomplir, mais qu'il fallait désormais se consacrer essentiellement à l'activité pratique et ses problèmes. C'est ainsi que commença la dégénérescence: l'illusion se répandit que le parti pouvait à brève échéance sortir de son isolement et acquérir une certaine influence, que le prolétariat pouvait faire des pas en avant si le parti était physiquement présent et capable de faire la démonstration pratique des bonnes méthodes et de la bonne voie à suivre. Mais cela ne se passera jamais ainsi. Croire que les prolétaires sont en quelque sorte des êtres **neutres** qui ne peuvent retrouver le chemin de la lutte que grâce à l'intervention illuminatrice du parti signifie tomber en pleine métaphysique et renoncer à travailler **comme parti**, c'est-à-dire comme force politique consciente du prolétariat tout entier, renoncer donc à préparer le parti aux tâches de **direction** du mouvement ouvrier de demain.

Il est vital de revenir à un critère d'évaluation marxiste correct du processus de la reprise de la lutte de classe. Il est possible que des erreurs soient faites à nouveau parce qu'il n'existe pas de recettes ou de formules mathématiques qui permettraient de les éliminer automatiquement; notre effort doit être conduit dans le sens de nous approprier la théorie marxiste et de réapprendre patiemment les critères d'évaluation des situations et des forces sociales; sans ce travail et cette étude il ne sera jamais possible de devenir le parti communiste qui devra demain diriger la lutte de classe, la révolution et la dictature du prolétariat.

L'AGGRAVATION DE L'ESCLAVAGE SALARIE CONDUIT DANS L'IMMEDIAT AU RENONCEMENT A LA LUTTE DE CLASSE

Le fait que la lutte de classe soit condamnée à repartir du point le plus bas impose objectivement au prolétariat de reconquérir le terrain élémentaire de la lutte de résistance quotidienne pour la défense des conditions de vie et de travail et pour la reconstitution d'organisations de lutte. Jusqu'au milieu des années soixante-dix les prolétaires des grands pays capitalistes ont pu obtenir de la bourgeoisie une série de concessions; et ces concessions ils les ont obtenues sans aucun doute parce qu'ils se sont mis en mouvement et sont entrés en lutte: les bourgeois n'accordent jamais rien gratuitement. Mais ces luttes se sont déroulées dans un cadre pleinement réformiste et les concessions qui ont été obtenues ont servi à

maintenir le consensus social et à renforcer l'emprise du réformisme sur la classe. Les bourgeoisies des grands pays capitalistes ont pu faire ces concessions parce qu'à la différence des pays dits «sous-développés» dominés par les premiers, elles avaient des **miettes à redistribuer**. En puisant dans leurs réserves elles pouvaient acheter le consensus et la paix sociale. Aujourd'hui ces réserves ont sans aucun doute été entamées par les crises économiques récurrentes, mais elles ne sont pas encore épuisées. Sans aucun doute la répartition de ces réserves se fait maintenant au détriment de certaines couches de petits bourgeois ou d'aristocrates ouvriers au profit d'autres; elle se fait au détriment des populations des anciens pays colonisés, au détriment des travailleurs immigrés, au détriment des travailleurs précaires, des jeunes, des chômeurs, pour maintenir en gros le niveau de vie des secteurs majoritaires de la classe afin de ne pas détruire les fondements de la paix sociale.

Ces miettes ne sont pas uniquement ni essentiellement d'ordre salariales; il s'agit de façon plus générale de **conditions sociales** plus ou moins «protégées» contre toute détérioration importante, de services sociaux retraites, services de santé, etc.) qui ont été maintenus pendant un certain temps, mais qui apparaissent de plus en plus comme des avantages par rapport aux couches prolétariennes de plus en plus importantes qui en sont privées.

Pour restaurer ses taux de profit après la crise économique de 1974-75 la bourgeoisie commença à reprendre ces concessions et à modifier le rapport entre les classes, avec l'aide du collaborationnisme politique et syndical.

Depuis 1975 la vie est devenue plus difficile pour les prolétaires des grands pays capitalistes; de plus en plus ils sont rejetés vers des conditions de vie et de travail des années soixante et cinquante, de plus en plus ils doivent remercier le patron qui leur donne la possibilité de se faire exploiter pour gagner leur vie et nourrir leur famille. L'**esclavage salarié** se fait de plus en plus pesant pour des masses de plus en plus larges de travailleurs. Et la conséquence première en est non pas la lutte, mais la prostration: mieux vaut renoncer à lutter pour des hausses de salaire que de risquer une diminution: mieux vaut une diminution de salaire qu'un licenciement, etc. La situation actuelle se caractérise par une grande crise de l'état d'esprit de la classe ouvrière, par une résignation aux exigences du capitalisme et des forces de la conservation sociale. C'est une classe ouvrière qui continue à tourner le dos à la seule façon efficace de se défendre - la lutte de classe. Telle a été l'oeuvre de sape de l'opportunisme politique et syndical, si profonde a été l'illusion répandue par lui que le niveau de vie ouvrier ne pouvait qu'augmenter indéfiniment, que les prolétaires se trouvent complètement désarmés

et impuissants face aux moindres manifestations du despotisme patronal - sans parler du despotisme étatique. Isolés, désorganisés - du point de vue de classe s'entend, parce que du point de vue de la conservation sociale et de l'enchaînement au capitalisme il y a une pléthore de forces qui «les organisent» - les prolétaires se retrouvent seuls contre tous. Et cette réalité objective - que seule la lutte classiste peut surmonter par la solidarité dans la lutte et l'unification des intérêts immédiats - pousse inexorablement vers les conditions les plus arriérées de survie sociale, dans les bras de la petite bourgeoisie qui se nourrit à pleines mains d'individualisme et d'égoïsme social. La situation est contradictoire: les prolétaires ne croient plus guère que les syndicats tricolores les défendent, mais ils n'ont pas la force de constituer des organisations classistes durables en dehors de ces syndicats. Les plus combattifs cherchent alors à utiliser les syndicats en les poussant en avant, en faisant pression sur eux, parfois en menaçant de rendre les cartes, etc. Mais ceci ne peut être la solution au problème de la lutte de défense efficace pour les intérêts immédiats, car toute l'organisation des syndicats tricolores sabotera toujours les luttes plutôt que de se heurter aux intérêts de l'économie nationale ou locale, de l'entreprise, etc.

LE REFORMISME PAR EN HAUT, C'EST-A-DIRE LE REFORMISME BOURGEOIS EST INDISPENSABLE AU CONTROLE SOCIAL DE LA CLASSE DOMINANTE

Nous sommes donc encore à un stade très arriéré de ce point de vue, bien que s'accroisse le phénomène de la perte de crédibilité du réformisme. Mais que signifie vraiment cette perte de crédibilité du réformisme par rapport à la classe ouvrière?

Pour asseoir son emprise sur la classe ouvrière le réformisme politique comme syndical s'est appuyé sur ces «miettes», ces concessions que les bourgeoisies des grands pays pouvaient accorder sans mettre en danger leurs profits: toutes les organisations réformistes, leurs objectifs, leur idéologie, leur implantation, leur action, leurs relations avec la classe dominante et l'Etat bourgeois ont été modelées par la recherche de ces concessions et par leur gestion de la façon qui soit la mieux compatible avec les impératifs de défense de l'ordre social.

Dans une période où la bourgeoisie n'a plus de nouvelles concessions à faire, mais où il lui faut reprendre les anciennes, les réformistes de la période précédente ne lui servent plus à rien; il lui faut maintenant des réformistes qui fassent admettre aux travailleurs la baisse de leur niveau de vie, la précarisation de leur emploi, la détérioration de leurs conditions de travail. Les organisations et le

personnel politique et syndical du réformisme doivent s'adapter à ces nouvelles tâches, changer de méthodes et d'attitudes ou débarrasser le plancher: il ne s'agit plus de gérer la répartition des concessions salariales et sociales, il s'agit de **gérer le retrait des concessions**, et cela ne peut se faire de la même façon ni avec le même personnel. Il faut des gens nouveaux formés d'une nouvelle façon; voilà pourquoi de plus en plus le syndicaliste type n'est plus l'ouvrier mais une sorte de **manager d'entreprise** formé pour faire passer les intérêts de l'entreprise et de la productivité avant les intérêts des prolétaires et rompu à toutes les techniques de «communication» et de manipulation des masses.

D'autre part les références traditionnelles du réformisme de matrice stalinienne ont disparu avec la disparition de l'URSS et de son prétendu «camp socialiste», ce qui a accéléré les mutations et les processus de «recompositions» de l'opportunisme politique et syndical, y compris social-démocrate au moins dans certains pays. De nombreux PC ont disparu ou ont profondément changé de visage, y compris parmi les plus importants. Le PC italien, le plus important en dehors des pays soi-disant socialistes s'est transformé en Parti Démocratique de la Gauche, a adhéré à l'Internationale Socialiste et a abandonné officiellement toute prétention à être le parti de la classe ouvrière et des travailleurs, pour se présenter comme le parti de tous les «citoyens». Les réformistes ont dû et doivent changer pour pouvoir **continuer à jouer le même rôle fondamental** vis-à-vis du prolétariat: le rôle de détournement des protestations et de toutes les poussées qui menacent la paix sociale tend à être laissé en partie aux courants de la gauche «extrême» et du démocratisme radical, tandis que le rôle principal de médiateur des intérêts bourgeois dans le prolétariat revient au nouveau réformisme, à un réformisme qui naît d'en haut directement des exigences du capital et du gouvernement bourgeois.

En ce sens le réformisme traditionnel, issu de la Résistance anti-fasciste et de la Reconstruction d'après-guerre, continue à influencer en partie la classe ouvrière, tirant sa force de la classe dominante. Si pendant plusieurs décennies le réformisme de matrice stalinienne a pu camoufler son âme tricolore derrière un voile rouge, aujourd'hui le rouge a disparu et seul le tricolore est apparent.

LE REFORMISME «PAR EN BAS», AVEC OU SANS REVOLVER, A LUI AUSSI UN ROLE D'AMORTISSEUR DES TENSIONS SOCIALES

Des secteurs parfois non négligeables de la classe ouvrière ont appris au cours des 15 dernières années qu'il n'était pas possible de faire confiance aux syndicats collaborationnistes. Mais l'aggravation de la situation prolétarienne alimente cependant un

certain espoir envers les syndicats et leur capacité malgré tout de venir en aide aux travailleurs ne serait-ce qu'en faisant respecter leurs «droits» et en utilisant les ressources de la loi. Cet espoir de type **démocratique**, encore vif parmi les ouvriers, alimente dans le prolétariat la vieille habitude de **déléguer** à des intermédiaires la défense de ses propres intérêts. Le fait que les syndicats détiennent le monopole des négociations avec le patronat joue un rôle important pour expliquer que 99 fois sur cent les poussées les plus combattives se limitent à faire pression sur les syndicats pour les «convaincre» ou les forcer d'être du côté prolétarien et non du côté patronal. Les syndicats tendant toujours plus à être de simples intermédiaires entre patrons et prolétaires plutôt que les représentants de ceux-ci, la confiance envers eux tend parallèlement à disparaître. Mais cela ne produit pas automatiquement et mécaniquement une rupture avec leurs appareils et toute leur praxis et le début d'une organisation indépendante de classe.

Les tentatives d'auto-organisation qui existent maintenant depuis des années (avec une importance particulière en Italie) et qui prennent de l'ampleur à l'occasion d'une lutte particulière, restent encore trop prisonnières de la politique inter-classiste et de méthodes de lutte legalistes et pacifistes pour constituer une rupture effective avec le réformisme traditionnel. Elles ne sont pas les **embryons de nouvelles organisations classistes**, mais bien davantage des organisations réformistes de gauche destinées à récupérer les couches prolétariennes qui tendent à vouloir échapper aux impasses du collaborationnisme officiel. Cela ne signifie pas que la renaissance d'un réformisme par en bas radical qui entre en concurrence avec le réformisme par en haut soit exclu. Bien au contraire il faut s'attendre à ce qu'il renaisse lorsque le prolétariat se mettra en mouvement et commencera à s'organiser en dehors de l'emprise des appareils de la collaboration de classe.

Le prolétariat des grands pays capitalistes n'a pas connu de détérioration brutale et massive de ses conditions de vie; il a réussi à maintenir malgré tout des acquis et n'est pas tombé dans une situation de misère totale. La majorité des prolétaires a continué donc à répéter les litanies sur la paix sociale que lui susurrent les réformistes traditionnels comme les réformistes les plus «combattifs»: refus de la violence, méthodes démocratiques, négociations, pas d'action sans unité syndicale, etc. Les «révolutionnaires» post-soixante huitards ont fait tout leur possible pour pacifier une classe ouvrière turbulente quand elle risquait d'échapper aux organisations de la collaboration des classes et de se détourner du cadre politique bourgeois: en s'appuyant sur des théories et des pratiques immédiatistes les différents mouvements d'extrême gauche ont ramené les franges combattives de la

classe dans les impasses du «débat démocratique», de la «démocratie directe» ou d'un prétendu «contre-pouvoir» débouchant inévitablement sur l'électoratisme et la politique politicienne. Le réformisme «par en bas» a donné la main au réformisme «par en haut» chaque fois qu'il était nécessaire d'emprisonner encore plus fort la classe ouvrière dans les mailles de l'interclassisme et de la politique bourgeoise.

Dans son profond repli sur soi le prolétariat est encore plus sujet au corporatisme, à l'individualisme, à la complicité avec ceux qui promettent de donner une certaine défense contre la précarité, que ce soient les organisations syndicales collaborationnistes, religieuses, criminelles, les nouveaux partis national-populaires ou tout simplement les structures hiérarchiques dans l'entreprise. Il pourrait sembler alors que le cycle des partis de gauche et d'extrême gauche touche à sa fin. Mais en réalité ce ne sont que des **formes** particulières qui disparaissent, des **appareils** qui entrent en crise, un personnel politique qui change d'affectation. Les exigences fondamentales de la société bourgeoise restent identiques en ce qui concerne en particulier le contrôle social. Le changement, la «recomposition» du réformisme, tendent à reconstituer des remparts capables de résister aux tensions qui naîtront nécessairement à l'avenir, tendent à remettre sur pied des forces qui puissent calmer les réactions de colère, faire converger les poussées revendicatives dans un solidarisme populaire et se présenter comme une «alternative» électorale et gouvernementale. Des forces de ce genre ne s'inventent pas du jour au lendemain; c'est la société bourgeoise qui les produit et les maintient sur pied, alimentant le mécanisme pervers de la démocratie selon lequel toutes les revendications peuvent s'exprimer devant la prétendue «souveraineté populaire».

Mais les représentations idéologiques que la société bourgeoise produit continuellement ne sont que des mystifications, simples ou complexes, d'une réalité où s'aiguisent inexorablement les éléments de crise, où augmentent les facteurs de conflit, et où inévitablement se produisent les affrontements entre les classes. Pour faire face à cette future explosion des contradictions sociales et des contradictions inter-bourgeoises, pour éviter qu'elles débouchent sur une nouvelle période révolutionnaire, la classe dominante se prépare à utiliser de nouvelles formes de réformisme social; d'autant plus que tant que son pouvoir politique n'est pas menacé, elle contrôle le prolétariat de façon **démocratique** et consensuelle par l'intermédiaire de forces qui parlent en son nom.

Et parmi ces forces il y aura toujours une place - plus ou moins grande selon les besoins - pour les «extrémistes», les révolutionnaires en paroles ou les *réformistes armés* (comme nous avons appelé les

mouvements de lutte armée du type des «Brigades Rouges»). Voilà pourquoi il est indispensable de ne pas oublier les leçons des expériences de la fausse «extrême gauche», mouvementiste ou guérillériste, qu'ont connu le prolétariat de nombreux pays européens et extra-européens.

(A suivre)

Aux Editions Programme

«Dialogue avec Staline»
64 pages, 30 FF
«Bilan d'une Révolution»
192 pages, 60 FF

SUR LE FIL DU TEMPS

DIALOGUE AVEC STALINE

QUESTIONS ESSENTIELLES
DE THEORIE MARXISTE
SUR L'ECONOMIE SOVIETIQUE
ET SUR LE PRETENDU
SOCIALISME EN URSS

8

EDITIONS PROGRAMME
TEXTES DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SUR LA QUESTION RUSSE

BILAN D'UNE REVOLUTION

LES GRANDES LECONS D'OCTOBRE 1917
LES FAUSSES LECONS DE LA CONTRE-
REVOLUTION DE RUSSIE
L'ECONOMIE RUSSE DE LA REVOLUTION
A NOS JOURS

9

EDITIONS PROGRAMME
TEXTES DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

LE CAPITALISME SOVIETIQUE EN CRISE (Fin)

Il nous faut parler maintenant des difficultés financières de l'agriculture soviétique. Un des traits marquants de cette dernière était son endettement: en 1989 le tiers des exploitations agricoles soviétiques, kolkhozes et sovkhoses confondus, était incapable d'honorer ses dettes à court terme et près des deux tiers avaient des difficultés à assurer le financement de leur endettement à long terme. Dans certains cas les dettes à court terme ont été converties en dettes à long terme; ces dernières furent d'abord ré-échelonnées, puis annulées pour les exploitations qui s'engageaient à suivre la voie des réformes gorbatchéviennes (restructuration, transformation en exploitations privées, etc.). Enfin, en été 1990 les dettes à long terme furent annulées pour l'ensemble des exploitations agricoles (1). Les aides de l'Etat au secteur agricole n'ont cessé de s'accroître, tout particulièrement depuis le début des années 80 et le lancement du «Programme alimentaire» entré en vigueur en 1983.

En 1980 l'ensemble des exploitations agricoles soviétiques était virtuellement au bord de la faillite avec un déficit global de 0,7 milliard de roubles. De plus des pénuries avaient commencé à apparaître depuis 1979 y compris pour des produits de base comme la viande (rationnée dans certaines villes), le lait ou le beurre. Le Programme alimentaire - dont la réalisation était attribuée à un certain Gorbatchev qui avait ouvertement reconnu en 1982 que «*la situation alimentaire est devenue, malgré tout, plus critique*» - était censé apporter en une décennie un remède aux divers maux de l'agriculture - notamment à son sous-équipement général - afin qu'elle puisse améliorer sensiblement ses performances et satisfaire aux besoins de la population et, last but not least, réduire la dépendance vis-à-vis des fournisseurs étrangers de blé à une époque de regain des tensions internationales (2). Il n'est pas utile de s'étendre sur les mesures préconisées par ce Programme qui comprenaient à la fois de nouveaux investissements, des augmentations de prix d'achat des productions agricoles pour améliorer le bilan des exploitations, des modifications structurelles de l'organisation du secteur (la fusion des kolkhozes et des sovkhoses avait même été un temps envisagée), l'apparition de nouvelles formes d'organisation du travail, des encouragements envers les lopins individuels, etc. Nous avons vu précédemment les résultats décevants de ce programme ambitieux au niveau de la consommation des masses comme au niveau de la situation générale de l'agriculture. Dès 1984, à l'occasion d'une «Conférence économique fédérale sur l'agriculture», les responsables soviétiques faisaient état des difficultés persistantes de l'agriculture et critiquaient l'insuffisance ou l'inefficacité des réorganisations administratives (3). Ce n'est certainement pas par hasard qu'un Gorbatchev et

son équipe, avant et plus profondément que d'autres responsables, tirèrent de leur expérience dans la question agricole la conviction qu'une réforme générale du système économique soviétique était non seulement nécessaire mais urgente. Ils se tournèrent vers la poignée d'économistes réformistes autour de Tatiana Zaslavskaya - qui en 1983 avait appelé à mettre fin aux «*méthodes administratives*» de gestion au profit des «*méthodes purement économiques*» en s'appuyant sur les «*dirigeants des entreprises, les ouvriers, les cadres, la maîtrise*» contre les groupes sociaux qui ont tout intérêt à bloquer les réformes - pour leur faire jouer ensuite un rôle de premier plan dans les premiers temps de la perestroïka.

Cependant des résultats positifs du Programme alimentaire se firent rapidement sentir au niveau des comptes d'exploitation des kolkhozes et sovkhoses qui affichaient dès 1983 un bénéfice de 24,2 milliards de roubles. L'essentiel de cette amélioration était due au relèvement en 1983 de 24,5% des prix d'achat par l'Etat des produits agricoles, soit un surcoût de 21,5 milliards de roubles. Par la suite l'augmentation des prix d'achat de l'Etat continuera de suivre une pente ascendante (1986: +2,4%; 1987: +3,3%; 1988: +5,8%) en contraste avec la stabilité relative des années antérieures. En 1987 un décret institua à partir de l'année suivante la règle de l'«auto-financement» pour les exploitations agricoles; mais pour que cet auto-financement ne débouche pas sur une faillite des exploitations les moins rentables, les «*primes différenciées*» (près de 60% des exploitations les touchent chaque année) que l'Etat verse depuis 1983 ont dû être fortement augmentées: 11 milliards de roubles en 1987, 25 milliards en 1988, 32 milliards en 1989. Grâce à ces transferts - et aux hausses des prix d'achat - le nombre d'exploitations non rentables

était retombé à 4% en 1988, première année de l'auto-financement, contre 19% en 1987.

Il est possible d'effectuer un calcul des subventions accordées par l'Etat à l'agriculture. En 1989 on avait ainsi pour l'ensemble du «complexe agro-industriel» des subventions de 5.710 roubles par personne; si on y ajoute l'annulation des dettes à long terme on arrive à un total de 8.636 roubles de subventions par travailleur du secteur. Pour se faire une idée de ce que représentent ces chiffres, il est intéressant de se reporter aux estimations des subventions de l'agriculture occidentale qui ont été publiées à l'occasion des négociations sur le volet agricole du GATT. Ces subventions se seraient fortement accrues au cours des dernières années et, selon une estimation, en 1990 elles auraient été aux Etats-Unis de 22.000 dollars par personne, au Japon de 15.000 dollars et dans la CEE de 12.000 dollars (4). D'autres estimations ont été avancées qui montrent au contraire que ce sont les agriculteurs européens qui touchent plus de subventions; mais peu nous importe ici ces querelles de chiffres: même si on accepte le taux de conversion officiel de 1 rouble = 1 dollar en 1989, on se rend compte que les subventions soviétiques n'ont rien d'extraordinaire. Si l'on rapporte maintenant le chiffre du total des subventions au secteur agricole à la production totale de ce secteur, on a pour 1988 (derniers chiffres dont nous disposons), subventions: 108,6 milliards de roubles; production: 220,1 milliards de roubles (5). Cela nous donne un ratio subventions / production de 49%!

Ce chiffre est particulièrement impressionnant; mais avant de crier à la faillite de l'agriculture «socialiste» il n'est pas mauvais de jeter les yeux sur un rapport de l'OCDE, selon lequel pour l'ensemble des pays qui en font partie (soit les pays développés définis autrefois comme membres du camp occidental) les subventions versées aux paysans atteindraient 44% de la valeur des productions agricoles: C'est en fait de faillite de l'agriculture capitaliste toute entière dont il faut alors parler (6)...

Mais il n'en reste pas moins que si dans l'absolu les subventions soviétiques par personne employée dans l'agriculture étaient dans la norme, rapportées à une économie essoufflée et à une main d'oeuvre pléthorique dans un secteur agricole étendu et peu développé, elles étaient à la fois **trop faibles** pour combler les déficiences criantes de ce dernier et **trop lourdes** pour l'économie générale du pays, c'est-à-dire pour le développement de l'accumulation capitaliste. A partir de 1983, début du Programme alimentaire, le secteur agro-industriel a commencé à recevoir davantage du budget de l'Etat en subventions diverses que ce qu'il lui verse en impôts et taxes: en 1982 il versait dans les caisses de l'Etat 60,7 milliards de roubles alors qu'il n'en recevait que 56,9. En 1983 on avait 64 milliards versés à l'Etat et 77 milliards reçus de celui-ci.

Les derniers chiffres dont nous disposons sont ceux de 1989 (7); ils indiquent 63,7 milliards versés et 108,5 milliards reçus de l'Etat. Depuis 1983 le bilan est donc positif pour le complexe agro-industriel, mais c'est au prix d'une charge intolérable pour le budget de l'Etat; le montant net de ces sommes représentait en 1985 153% du déficit de ce budget, 87% en 1986 et encore près de 50% en 1989; la décroissance de cette proportion tient à ce que en 5 ans le déficit du budget a quintuplé (jusqu'à atteindre près de 10% du PNB) - ce qui s'explique en partie par l'apparition dans les statistiques de toute une masse de dépenses militaires autrefois dissimulées, mais aussi par la **chute des recettes** de l'Etat due à la crise économique - alors que les versements nets au complexe agro-industriels doublaient (seulement, si l'on peut dire!).

Nous nous sommes efforcés jusqu'ici de montrer que l'agriculture soviétique, loin de représenter une quelconque forme de socialisme, c'est-à-dire une forme sociale plus avancée que ce qui existe dans le reste du monde, était en fait arriérée par rapport aux agricultures des pays capitalistes développés. Il nous faut nous attarder davantage sur la question, car l'échec agricole soviétique reste l'un des arguments les plus couramment utilisés par la bourgeoisie pour réfuter le socialisme et la révolution d'Octobre en particulier (8). Marx a étudié l'agriculture capitaliste en particulier dans «*Le Capital*» (Livre III, sixième et septième sections) où il écrit: «*Si le mode capitaliste de production, en général dépossède les ouvriers de leurs moyens de travail, dans l'agriculture il suppose que les ouvriers agricoles sont expropriés du sol et assujettis à un capitaliste qui pratique l'agriculture pour en retirer un profit*». «*La condition préalable du mode capitaliste de production est donc la suivante: les véritables agriculteurs sont des salariés employés par un capitaliste, le fermier qui ne considère l'agriculture que comme un champ d'action particulier du capital, comme un investissement de son capital dans une sphère de production particulière. Ce capitaliste fermier paie au propriétaire foncier, qui possède la terre que le fermier exploite (...) une somme d'argent fixée par contrat (tout comme l'emprunteur de capital monétaire paie un intérêt déterminé)* [cette somme est appelée la rente foncière] (...). *De plus les trois classes qui constituent le cadre de la société moderne sont ici rassemblées et se font face: ouvrier salarié, capitaliste industriel et propriétaire foncier*» (9).

Par rapport à ce schéma capitaliste pur, l'agriculture soviétique présente des différences notables: outre le remplacement du capitaliste industriel par l'Etat-patron dans les sovkhozes, exploitations où sont employés des purs salariés ce qui saute d'abord aux yeux, c'est la disparition du propriétaire foncier. Mais cette disparition du propriétaire

foncier est en elle-même si peu un trait du socialisme qu'elle était réclamée par des économistes bourgeois, comme le rappelle Marx: «*Nous concevons que des économistes, tels que Mill, Cherbuliez, Hilditch et autres, aient demandé que la rente soit attribuée à l'Etat pour servir à l'acquiescement des impôts. C'est là la franche expression de la haine que le capitaliste industriel voue au propriétaire foncier, qui lui paraît une inutilité, une superfétation dans l'ensemble de la production bourgeoise*» (10). Marx explique que la rente (qu'elle soit empochée par le propriétaire foncier, l'Etat ou l'association de producteurs agricoles) se divise en rente absolue (la somme versée au propriétaire foncier y compris pour les terrains les moins productifs), et en rente différentielle (que rapportent les terrains plus productifs). Cette rente différentielle découle de ce que dans l'agriculture la productivité des terrains est plus ou moins grande (en raison de conditions aussi diverses que la fertilité naturelle du terrain, sa localisation, l'utilisation de moyens techniques, etc., les coûts de production - y compris le transport jusqu'aux marchés, etc. - seront plus ou moins élevés). Or, si pour satisfaire les besoins de la consommation les terrains à la productivité la moins grande sont tout de même cultivés, ce n'est qu'à la condition que le prix de vente de leurs produits leur permette d'être quand même rentables, de rapporter le taux de profit moyen: sinon le capitaliste agricole se dépêchera de placer son argent dans toute autre sphère d'activité qui lui rapportera ce taux de profit moyen. Marx dit que c'est le coût de production du plus mauvais terrain qui détermine le prix des produits. Par rapport à ce terrain peu productif, les terrains aux coûts de production plus faibles, mais dont les produits se vendent évidemment au même prix, rapporteront donc un profit supplémentaire, un surprofit: c'est ce surprofit qui constitue la rente différentielle. Cette rente différentielle ne dépend donc pas de la propriété juridique du sol; mais elle n'est pas davantage une caractéristique naturelle du sol. Comme Marx le montre de façon détaillée en retraçant sa genèse, puis en prenant des exemples concrets, la rente est un fait social, une caractéristique de la société divisée en classes et fondée sur la production de marchandises, bref de la société capitaliste. Une conséquence particulièrement importante de la rente est que la société paye trop cher les produits agricoles dont la «*valeur de marché est toujours supérieure au prix global de production*» puisque c'est le terrain le plus mauvais qui détermine cette valeur. De plus la rente augmente en même temps que s'accroît le développement capitaliste: «*Plus est considérable le capital investi dans le sol, plus l'agriculture d'un pays, et plus généralement sa civilisation sont développées, plus les rentes par acre et le total des rentes s'accroissent et plus le tribut que la société paie aux*

grands propriétaires fonciers, sous forme de surprofits, devient gigantesque» (11): en effet le capital ne s'investit pas uniformément sur tous les terrains (et encore moins sur les terrains les plus mauvais); dans l'agriculture comme partout, il s'investit là où il peut rapporter davantage et plus facilement du profit. Donc en général et toutes choses égales par ailleurs, les investissements de capitaux auront tendance à accroître les différences de rentabilité entre les terrains et par conséquent la rente différentielle, le surprofit, des terrains les plus productifs.

Marx fait la démonstration de ces surprofits en prenant le cas concret de 4 terrains produisant du blé.

Pour le terrain le plus mauvais, le coût de production (qui inclut le taux de profit moyen) est égal au prix du marché, soit 60 shillings le quarter de blé. Quant aux autres terrains plus productifs, pour une même dépense de capital et de travail de 60 shillings, ils ne produisent plus 1 mais respectivement 2, 3 et 4 *quarters* de blé (et leurs coûts de production sont donc respectivement de 30, 20 et 15 shillings par quarter). Ce qui nous fait pour les 10 *quarters* produits par les 4 terrains un coût de production total de 240 shillings (et un coût de production moyen de 24 shillings par quarter). Mais comme le prix du blé est toujours de 60 shillings le quarter, ces 10 *quarters* sont vendus 600 shillings et non 240: ils sont vendus 250 % trop chers par rapport à ce qu'ils ont réellement coûté.

Et Marx écrit: «*Il s'agit là de la détermination par le prix de marché, tel qu'il s'impose sur la base du mode capitaliste de production, grâce à la concurrence, laquelle engendre une fausse valeur sociale. Ce phénomène résulte de la loi de la valeur de marché à laquelle les produits du sol sont assujettis. La détermination de la valeur de marché des produits, donc des produits du sol aussi, est un acte social, même si son accomplissement social n'est ni conscient ni intentionnel; cet acte repose nécessairement sur la valeur d'échange du produit, il n'est pas fondé sur la terre et ses différences de fertilité*» (12).

Dans le cadre de l'étude de la question agraire notre parti avait repris ce calcul sur la base de données de l'agriculture italienne contemporaine (avec des écarts de fertilité moins importants que chez Marx): le résultat est que la valeur du marché était plus chère de 131 % par rapport au prix de production. Nous avons appelé cela la loi de la faim: «*ce qui est fondamental, c'est l'illustration que Marx donne de cette loi inexorable: capitalisme = pain cher. Elle ne dérive pas du fait que les capitalistes sont des individus, une société ou une collectivité ou l'Etat: elle dérive de la nature mercantile de l'échange, de la fameuse loi de la valeur*» (13).

Qu'en est-il en Union Soviétique?

Les soviétiques de l'époque contemporaine niaient si peu l'existence de la rente (qui n'est que la conséquence, comme nous venons de le voir, du mode de production capitaliste) en URSS, contrairement à Staline (14), que, nous dit un agronome, des «zones de prix ont été mises en place pour tirer parti des différences de rente foncière» et que les «primes différenciées» en faveur des exploitations les moins rentables dont nous avons parlé plus haut «se justifient pour ces mêmes motifs» (15).

Les spécialistes soviétiques, qui ne sont plus motivés par le désir de prouver la nature non-capitaliste de l'URSS, mais par le désir de trouver des moyens de réduire le fardeau agricole, se sont livrés à des calculs intéressants. Après les augmentations du prix d'achat par l'Etat des produits agricoles fin 1990 afin de restaurer la rentabilité à nouveau chancelante des exploitations agricoles (hausses de 32% en moyenne et de 50% environ pour les céréales destinées à l'alimentation humaine), ils ont trouvé que pour les céréales, le coût de revient (prix de production) moyen était de 135 roubles alors que le prix d'achat était de 301 roubles (16): on a ici un taux de renchérissement très voisin de l'exemple anglais pris par Marx puisqu'il est égal à 222 %!

Comme sa loi se révèle prouvée une fois de plus, laissons donc à Marx le soin d'en tirer les conclusions les plus importantes:

« Si l'on imagine abolie la forme capitaliste de la société, et celle-ci organisée en association consciente pourvue d'un plan, les 10 quarters représenteraient une quantité de travail indépendant, égale à celle contenue dans les 10 shillings. La société ne paierait donc pas pour le produit du sol 2 fois et demie le temps de travail effectif qu'il contient; la base d'une classe de propriétaires fonciers s'en trouverait ainsi supprimée. Et cela produirait exactement le même effet qu'une baisse équivalente des prix de production par importation de l'étranger.

S'il est juste d'affirmer - avec le mode actuel de production, mais en supposant que la rente différentielle revienne à l'Etat - que les prix des produits resteraient constants, toutes choses égales par ailleurs [revendication réformiste de la nationalisation du sol alors que subsiste le capitalisme], il est faux par contre de dire que la valeur des produits resterait constante si l'on remplaçait la production capitaliste par un système d'association [communisme].

L'identité du prix de marché pour les marchandises de même espèce est la manière dont s'impose le caractère social de la valeur en régime capitaliste de production et de façon générale d'une production reposant sur l'échange de marchandises entre individus. Ce que la société, considérée comme un consommateur,

paie en trop pour les produits du sol, ce qui représente une perte pour la réalisation de son temps de travail dans la production agricole, constitue actuellement un gain pour une partie de la société: les propriétaires fonciers» (17).

Et nous commentions:

«Dans ce passage Marx dit que le mal n'est pas que les propriétaires fonciers mangent cette conquête différentielle, les mains sur le ventre; le mal réside dans le fait qu'en déterminant toutes les valeurs d'après le marché et par la loi du marché, il n'est pas possible de dépasser l'inconscience, l'anarchie et l'impuissance de l'organisation sociale. Et tant que la comparaison mercantile sera la mesure de tous les actes économiques, il ne sera pas possible de passer du capitalisme à l'association communiste» (18).

QUI PAYE LA RENTE?

L'Union Soviétique et son agriculture n'avaient donc rien de communiste mais obéissaient aux lois capitalistes, en dépit de leurs formes juridiques de propriété particulières. Il reste à éclaircir cependant une question politiquement très importante puisqu'elle est au cœur des réformes en matière agraire de la perestroïka et de l'après perestroïka: qui va payer la rente? L'Etat est le propriétaire du sol, mais il a remis celui-ci gratuitement «en jouissance perpétuelle» aux exploitations agricoles, renonçant ainsi en théorie à percevoir la rente absolue. Au contraire c'est lui qui paye la rente différentielle puisqu'il est le principal acheteur et qu'il met en vente à bas prix ces produits (exception faite de la fraction non négligeable qui se vend directement sur les marchés kolkhoziens libres). On nous dira peut-être qu'étant pratiquement en situation de monopole, l'Etat peut rouler les paysans en achetant leurs produits moins cher que ce qu'ils pourraient être vendus sur les marchés libres; et les livraisons obligatoires à l'Etat étaient même parfois payées au-dessous du prix de production à l'époque pré-krouchtchévienne.

Mais si effectivement pendant toute une période l'Etat ne s'est pas privé d'user de cette situation, se faisant payer sur le marché mondial la rente dont il privait les exploitations paysannes, les choses ne pouvaient que changer à mesure que s'est développé depuis Kroutchev dans l'agriculture comme dans l'industrie le principe du «khozratchet», l'autonomie comptable des entreprises. Les augmentations de prix d'achat auxquelles il est contraint comme nous l'avons vu plus haut, démontrent que la toute-puissance apparente de l'Etat commence alors à s'évanouir devant la rente c'est-à-dire devant la loi de la valeur, bref devant les lois du capital: nouvelle

démonstration de la nature bourgeoise et capitaliste de cet Etat et de la société dont il est issu.

VICTOIRE FINALE DU LOPIN?

Une des conséquences des bouleversements politiques à Moscou (victoire des «démocrates» partisans de Eltsine sur les «conservateurs» et les gorbatchéviens) causés par les premiers effets de la grave crise économique du capitalisme soviétique, a été l'affirmation proclamée par les autorités d'en finir avec les hésitations dans la question agraire en instaurant enfin la propriété privée de la terre et en supprimant les institutions et les formes d'organisation héritées de la période soviétique. Une des raisons fondamentales, sinon la raison fondamentale était d'ordre politique: pour être stable une démocratie a besoin de s'appuyer sur la propriété privée: elle redoute plus que tout la perspective de masses de population qui ne possèdent rien et n'ont donc rien à perdre que leurs chaînes.

Nous ne pouvons pas décrire ici toutes les difficultés et tous les obstacles qui sont apparus avant que cette proclamation commence à se réaliser. Contrairement à ce que s'imaginaient naïvement les démocrates, les paysans n'ont manifesté aucun enthousiasme devant l'idée de pouvoir devenir propriétaire du sol et de pouvoir constituer leur exploitation privée. Tout simplement parce que établir la propriété privée du sol signifie légaliser l'achat et la vente des terres (les tentatives d'imposer un moratoire de 10 ans sur l'achat et la vente ont été rejetées par le gouvernement): le sol va de nouveau avoir un prix (la fameuse rente), que les paysans devront payer lorsqu'ils voudront étendre leur exploitation au delà de la limite de la parcelle qui leur a été attribuée. Pour être propriétaire du sol, il faut l'acheter et ceux qui pourront acheter les meilleures terres risquent d'être davantage des sociétés capitalistes ou des nouveaux riches des villes que des paysans ex-kolkhoziens; de manière générale, pour pouvoir monter son exploitation indépendante, il faut d'abord avoir des capitaux, ou pouvoir en emprunter suffisamment et à des taux raisonnables... Or le désordre économique a fait que les crédits à faible taux ont disparu au moment où le prix de tous les intrants agricoles (depuis les engrais, jusqu'à tous les outillages) flambaient.

La crise économique a frappé toute l'agriculture ou presque. Selon un texte gouvernemental: *«Des tendances à la détérioration du potentiel productif du complexe agro-industriel, qui ont une influence déterminante sur son développement à long terme, ont surgi et se sont renforcées. En raison de la diminution des investissements dans l'agriculture et la sphère de la transformation des productions agricoles, les fonds productifs ont vieilli. En 1993 la diminution des moyens productifs a excédé de 2 fois l'entrée en service de nouvelles capacités. L'in-*

capacité de paiements des exploitations agricoles a provoqué une crise dans les secteurs qui produisent pour l'agriculture: machines agricoles, engrais, etc. Les livraisons de tracteurs sont passées de 181 mille unités en 1985 à 70 mille en 1993, celles des camions, de 170.00 à 39.000, celles des semeuses ont diminué de 20 fois, des motoculteurs de 4 fois, des moissonneuses-batteuses de 7 fois. En résultat sur les 3 dernières années la quantité de moyens techniques de tout type a diminué de 20% dans les exploitations agricoles.

La fertilité des sols a diminué. Les épandages d'engrais organique ont diminué en volume de 2,1 fois en 1993 par rapport à la moyenne 1986-90, ceux des engrais minéraux de 3,4 fois (...). Les travaux de cultures industrielles ont diminué de 5 fois, le volume des drainages a diminué de 5,3 fois, le volume d'irrigation a diminué de 12,5 fois, l'entretien des systèmes de bonification a diminué de 6 fois (...)» (19). Les statistiques ne permettent pas de connaître les effets de la crise selon les différents types d'exploitations, mais les nouvelles exploitations privées, fragiles et ne disposant pas de groupe de pression au niveau du gouvernement, ont sans aucun doute été particulièrement touchées. En témoigne le fait que les paysans qui s'étaient risqués dans l'aventure parce qu'ils disposaient de conditions favorables, ont fait faillite en nombre de plus en plus grand: le pourcentage de faillites des nouvelles exploitations agricoles privées est passé de 4% en 1992 à 52% fin 1993 au moment où pourtant le nombre - en diminution constante - de nouvelles exploitations privées était 5 fois plus faible (20)!

Pour pallier à un échec possible de sa réforme, le gouvernement russe décidait alors une sorte de décollectivisation administrative de l'agriculture. Tous les kolkhozes et les sovkhoses devaient avoir adopté un nouveau statut avant la fin 1993: soit se dissoudre et disparaître, soit se vendre à une entreprise industrielle, soit constituer une association d'exploitations individuelles ou des coopératives de type nouveau, soit se transformer en sociétés par actions; par la suite les autorités admirent qu'il était possible de conserver l'ancienne structure.

A la suite de cette mesure, 35% des terres demeuraient exploitées par des exploitations qui avaient choisi de conserver leur statut antérieur (kolkhoze ou sovkhose), 49% étaient exploitées par des exploitations coopératives par actions ou autres, 11% par des exploitations individuelles privées et 5% relevaient de fonds spéciaux destinés en théorie à l'implantation de nouveaux exploitants (21). Beaucoup des nouvelles coopératives ne sont que la continuité sous une forme juridique différente des anciens kolkhozes. Pour avoir une idée plus exacte de l'importance du secteur privé, il faut savoir qu'en 1993 il a produit 38% de la production agricole totale. Mais à eux seuls les lopins indivi-

duels classiques en ont produit 36%, contre 24% en 1990 (22)!. Il saute aux yeux que les nouvelles exploitations privées n'ont encore qu'une importance tout à fait marginale, alors que les lopins ont vu la leur augmenter fortement au détriment de celles des kolkhozes, sovkhoses et autres coopératives qui leur ont servi de bouclier et de vache-à-lait. Toutes choses égales par ailleurs, les lopins individuels, cette forme archaïque et parasitaire de l'agriculture russe, sont les premiers bénéficiaires des réformes et les vrais vainqueurs dans les changements de la structure agraire.

Selon un journaliste russe plutôt réactionnaire mais perspicace: *«Peu de choses ont changé dans les campagnes de Russie au cours de ces dernières années. Certes, il ne reste quasiment plus de kolkhozes et de sovkhoses, mais ceux-ci ne se sont pas scindés en une multitude d'exploitations agricoles comme le rêvaient nos démocrates radicaux, pas plus qu'ils n'ont réformé leur organisation; seul leur statut juridique a changé. (...) Aussi voyons-nous, non sans étonnement, certaines régions rurales compter davantage de paysans individuels anciens ingénieurs dans les industries de la défense, anciens fonctionnaires du parti, voire capitaines au long cours que d'ex-kolkhoziens»*. Comment cela s'explique-t-il?

*«L'explication de cet état de fait ne réside pas tant dans les obstacles dressés par les présidents de kolkhoze que leurs fonctions pousseraient à préserver l'intégralité de leur exploitation [argument ressassé jusqu'à la nausée par les démocrates et leurs conseillers libéraux occidentaux] que dans le fait que l'actuelle génération de paysans dispose depuis longtemps de la terre nécessaire en **propriété privée** [souligné par nous]. Qu'est-ce qui peut bien pousser un kolkhozien à devenir paysan privé quand il l'est depuis longtemps déjà à ses heures de loisir sur son lopin individuel où il décide lui-même de ce qu'il doit cultiver ainsi que de l'usage de ses produits? Les données relatives à ces mini-fermes parallèles, ou plus exactement, auxiliaires aux kolkhozes, montrent, maintenant qu'elles sont rendues publiques, que ces exploitations minuscules continuent de nourrir le pays et de fournir plus de la moitié de la production agricole marchande. Ce n'est pas pour acquérir les champs des kolkhozes, ni de vagues droits qu'on leur fait miroiter, que les paysans verseront leur sang jusqu'à la dernière goutte, mais pour défendre cette mini-exploitation qui, elle, est bien réelle. Or si auparavant l'économie auxiliaire était sans cesse victime des brimades du pouvoir, si sa capacité productive était rigoureusement limitée par de multiples interdits, aujourd'hui elle a tous les droits.» (23): c'est la victoire finale du lopin sur les prétentions de l'Etat!*

«En matière d'économie auxiliaire - continue le texte -, le droit de propriété privée a récemment été consacré par la loi, même s'il l'était déjà par le droit coutumier. (...) La véritable nature des relations entre le paysan et le kolkhoze (relations autrefois soigneusement dissimulées tant par la paysan que par le pouvoir) est aujourd'hui parfaitement évidente: le kolkhoze a besoin des bras du kolkhoziens et celui-ci a besoin des champs, du matériel du kolkhoze pour faire marcher sa mini-exploitation agricole»

Sans attendre la publication des données récentes les marxistes avaient percé à jour depuis longtemps ce que découvre notre auteur (et que tant d'autres sont aujourd'hui encore incapables de voir) et expliqué la véritable nature du kolkhoze. Et nous disions aussi que ces mini-exploitations privées représentaient une entrave à l'évolution économique et sociale future de la Russie, ainsi qu'un obstacle pour la révolution prolétarienne, sachant bien que la petite bourgeoisie paysanne kolkhozienne serait prête à «verser son sang» pour défendre son lopin et est décidée en tout cas à s'opposer aux réformes les plus libérales.

C'est ce que confirme sans le savoir notre journaliste: *«Bien que beaucoup estiment que cette osmose [que représente le kolkhoze] est une monstruosité économique et morale qui ne durera plus longtemps, les paysans et les présidents de kolkhozes se battront pour qu'elle perdure plutôt que d'accepter les réformes radicales qu'on leur propose et qui, pour le moment, ne sont pas accompagnées de garanties économiques et juridiques»*. Mais les autorités sont bien incapables de donner ces garanties, parce que la logique économique des réformes est précisément de favoriser la création de grandes exploitations capitalistes ce qui implique nécessairement la concentration des terres et la disparition des petites exploitations, en un mot l'attaque du capital contre la petite propriété parcellaire: la victoire du lopin ne peut être que temporaire; l'inévitable concentration des terres, maintenant que sont levés les obstacles juridiques à son achat et à sa vente, entraînera nécessairement son déclin devant une grande agriculture capitaliste moderne: le grand capital ruine la petite bourgeoisie.

C'est là un processus qui ne pourra être que long comme le démontre l'exemple de l'agriculture en Occident, non seulement en raison de la lenteur particulière des processus économiques dans l'agriculture, mais aussi parce que les autorités bourgeoises s'efforcent toujours de maintenir en vie le plus longtemps possible la petite propriété pour des raisons politiques de conservation sociale et de protection contre la classe ouvrière. La petite propriété privée n'est donc pas condamnée à une disparition très rapide et son poids anti-prolétarien se fera encore longtemps sentir.

Cependant dans les années qui viennent la Russie verra se développer les phénomènes d'exode rural et de concentration de ces masses prolétariées dans les villes - phénomènes que jusqu'ici elle avait réussi à empêcher en maintenant en vie les structures archaïques de l'agriculture et en les complétant par des mesures administratives d'un autre âge (passeport intérieur, autorisation obligatoire pour résider dans les villes, etc) - avec tout ce que cela implique de menaces sur la paix sociale.

L'étude de l'agriculture en Russie confirme parfaitement tous les travaux antérieurs du parti; et notre conclusion ne peut donc aujourd'hui qu'être en ligne avec celle que nous avons tirée il y a juste trente ans, après les réformes krouchtévienne, même si les délais en général de l'évolution économique et sociale et donc ceux de la future reprise de la lutte révolutionnaire, se sont révélés beaucoup plus longs que ce que nous espérions. Comme hier pour l'Occident, demain en Russie le parti prolétarien devra prendre garde à ne pas se laisser prendre au piège de la défense de la petite exploitation agricole privée:

Le retour à des pratiques pré-capitalistes comme l'attribution d'un morceau de terre au paysan non prolétarien mais non encore propriétaire, comme le kolkhozien, est l'aveu explicite que la Russie est plongée non pas tant dans le capitalisme d'Etat, toujours plus limité au seul secteur de l'industrie de transformation, que dans un capitalisme encore immobile à 40%, bloqué qu'il est par des formes de capitalisme primitif. Le cours révolutionnaire pouvait aussi passer par des formes de propriété privée, que les conditions historiques d'arriération économique imposaient à la Russie soviétique, mais pour les dépasser dialectiquement en allant au delà des kolkhozes, sovkhoses et de ces sacrées terres personnelles.

Il est sûr désormais que le chemin vers des formes pleinement capitalistes en Russie est ardu et difficile, et que le grand capital devra engager la lutte contre la petite propriété qu'il n'a pu s'empêcher de susciter, d'élever et de fortifier. Est enterré ainsi l'effort héroïque et gigantesque de l'avant-garde bolchévique qui, dans le sillon de la révolution mondiale du prolétariat entrevoyait l'unique possibilité de résistance, en tant que forteresse assiégée, dans le refuge du capitalisme d'Etat sous le contrôle de la dictature du prolétariat, s'en remettant pour ce qui concerne le saut vers le socialisme économique aux armes de l'inévitable vague révolutionnaire future dans les pays industrialisés de l'Ouest.

Le proche avenir reproposera une nouvelle vague révolutionnaire qui recouvrira surtout les pays de la vieille Europe pourrie, où les masses petites-paysannes ne joueront pas, comme dans la vieille et sainte Russie, un rôle

prééminent, mais où, existant encore en vastes couches, elles frapperont toutefois aux portes de la révolution prolétarienne.

Celui qui encore aujourd'hui, à l'exemple de l'ancien et du nouveau populisme russe, crie et criera ici dans l'Occident prolétarien «Terre et Liberté» sera le porte-drapeau de la contre-révolution et de la terreur blanche.

Les dernières masses paysannes ne trouveront leur salut qu'en marchant sous la bannière de la dictature prolétarienne, car ce n'est que sous ce drapeau victorieux qu'elles pourront racheter la liberté et la terre dont elles ont été privées (ou chargées) dans les siècles pour la plus grande gloire de l'exploitation du travail (24).

EPILOGUE: L'AVEU

Il y a plus de quarante ans notre parti avait annoncé que les dirigeants russes seraient un jour **contraints** à annoncer eux-mêmes que le socialisme n'existe pas chez eux et que l'économie du pays obéit en tout aux règles capitalistes (25). L'aveu est finalement venu, non d'un congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique, car ce parti tout-puissant fut dissous d'un trait de plume par son chef avant le congrès qui devait déclarer son abandon officiel du communisme, mais de la bouche des dirigeants du pays - Gorbatchev et Eltsine - interviewés en direct par les télévisions américaines. Cet aveu, venant après des décennies et des décennies de diffusion du grand mensonge du caractère non-capitaliste des pays de l'Est, constitue une **victoire théorique** éclatante du marxisme dont il est difficile de surestimer l'importance; et cette victoire non seulement sur les organisations et les courants issus de la contre-révolution dite stalinienne, mais aussi sur les courants anti-staliniens pseudo-marxistes, est la promesse de la victoire politique et pratique future du marxisme révolutionnaire.

Sur le chemin suivi par la société russe, qui ne va pas du socialisme au capitalisme ainsi que se l'imaginent tous ceux qui crient maintenant à la «restauration du capitalisme» en Russie, mais qui, comme le répètent tous nos travaux de parti, s'éloignait toujours davantage **du capitalisme d'Etat** pour aller **vers le capitalisme privé**, les pas ultimes n'ont pu cependant être entrepris que sous l'aiguillon de la crise économique la plus aiguë. Les délais ont été beaucoup plus grands que nous le pensions, y compris d'ailleurs pour cette crise économique dont nous avons, à vingt ans de distance, estimé la date à 1975: La crise économique mondiale du capitalisme de 1975 a bien «*mordu au coeur la jeune industrie russe*», mais il a fallu encore plus d'une décennie pour qu'elle finisse par éclater en crise de désagrégation capitaliste dans tout l'ancien empire soviétique.

L'omniprésence en Union Soviétique de l'Etat, propriétaire de toutes les entreprises et disposant à sa guise de tous les leviers économiques a pu faire croire que, comme le prétendait la propagande officielle, les crises économiques étaient impossibles dans le pays. En réalité les crises économiques n'étaient que contenues, amorties, à un degré sans aucun doute beaucoup plus grand que chez les pays capitalistes classiques où l'utilisation des ressources étatiques (les fameuses mesures «anti-cycliques») ne peut avoir qu'une influence beaucoup plus limitée sur l'économie. Mais, dialectiquement, l'URSS et ses pays satellites se privaient ainsi du caractère bénéfique (pour le capitalisme!) que peuvent avoir les crises qui éliminent les entreprises et les branches les moins rentables, qui mettent au chômage les travailleurs «surnuméraires» et font baisser les salaires, ce qui permet ainsi la restauration et l'augmentation du taux moyen de profit et donne le coup d'envoi à un redémarrage plus vigoureux du cycle d'accumulation. Amortie, contenue, repoussée au maximum, la crise a fini malgré tout par éclater avec une virulence d'autant plus grande dès que l'Etat n'a plus eu les moyens de stimuler artificiellement l'économie et qu'il n'a plus été possible de reculer la mise en oeuvre des premières mesures de libération des mécanismes économiques fondamentaux à l'oeuvre en URSS comme dans tout pays capitaliste. De **chronique** la crise est alors devenue **aiguë**, comme c'était historiquement prévisible et prévu, mais avec une acuité que pressentait Gorbatchev lorsqu'il se lamentait que ses réformes de libéralisation économique auraient dû être entreprises vingt ans plus tôt...

L'imbrication de l'Etat et de l'économie était si poussée en URSS que la crise économique ne pouvait pas ne pas avoir des effets dévastateurs sur cet éléphantesque appareil d'Etat lui-même qui prétendait régenter toute la société. Elle a fait éclater au grand jour toutes les contradictions et toutes les fissures qui le minaient depuis longtemps, révélant les réseaux complexes de liens économiques, de rapports politiques et de rivalités d'intérêts qui s'étaient peu à peu mis en place - ou qui s'étaient maintenus - derrière sa façade imposante jusqu'à provoquer sa dislocation.

L'U.R.S.S., le prétendu Etat des soviets et du socialisme, s'est effondré un beau jour, comme s'effondrent sous un choc minime ces grands arbres creusés en tous sens par des insectes qu'ils ont hébergé en leur sein et qui ont prospéré à leur abri. Ce qui s'est effondré c'est l'enveloppe creuse d'un pseudo-Etat «socialiste» et «multi-national»; ce qui est démantelé ce sont toutes les structures d'un «Etat-providence» incapable de procurer à la population un niveau de vie équivalent à celui des grands Etats capitalistes, mais capable cependant d'assurer un certain minimum vital et une stabilité de revenus à peu près garantie; capable donc d'écarter pour le plus grand nombre la menace de la chute dans la pauvreté extrême. Plus que la répression généralisée et le terrorisme d'Etat caractéristiques de la période stalinienne et des premiers plans quinquennaux réalisés par l'exploitation bestiale de la classe ouvrière, c'est cette lente mais indéniable amélioration de la situation des masses prolétariennes qui a été le principal pilier de la stabilité sociale et politique en Union Soviétique dans ce second après-guerre.

La crise économique a fait non seulement s'évanouir le mensonge contre-révolutionnaire de l'existence du socialisme et de la disparition de classes sociales antagonistes en Russie, mais elle a fait aussi disparaître les **fondements économiques et sociaux** du consensus entre les classes. La reprise de la lutte des classes est donc inévitable en Russie, et d'éclatants exemples en ont déjà été donnés. La renaissance du parti de classe révolutionnaire n'en sera pas la conséquence mécanique car elle exige et exigera des éléments d'avant garde prolétariens qui apparaîtront un effort considérable de compréhension des événements historiques russes pour qu'ils se persuadent de la validité du marxisme authentique et du programme communiste véritable. Le travail fait par notre parti sur la Russie, qui n'a jamais été traité comme un thème à part, mais qui a servi au travail de **restauration** du marxisme, aura un rôle irremplaçable à jouer à ce sujet.

C'est alors que nous pourrions vraiment dire que l'unification du monstre capitaliste par la crise qui a fait disparaître ce rideau de fer, unifie aussi la révolution (26).

(1) cf «*Le système agro-alimentaire soviétique et les échanges agricoles*», OCDE 1991.

(2) cf «*Le Courrier des pays de l'Est*» n°235 (juillet-août 1981).

(3) cf «*La difficile mutation de l'agriculture soviétique*» in «*Le Courrier des pays de l'Est*» n°285 (juin 1984). Signalons en passant

que Gorbatchev s'attaquait aussi aux projets économiques pharaoniques de détournement des fleuves sibériens dans le but d'apporter de l'eau aux régions désertiques de l'Asie soviétique. Ces projets réapparaissent de façon récurrente dans l'histoire soviétique, démonstration qu'ils sont propulsés par de puissants lobbys qui y trouvent

leur intérêt. Ce n'est qu'avec la victoire définitive de Gorbatchev qu'ils furent officiellement abandonnés. Dans la «Pravda» du 27/3/84 Gorbatchev accusait le «Ministère de la bonification des eaux» qui avait réussi à faire inscrire ces projets dans le «Programme Alimentaire» de «s'intéresser beaucoup plus aux grands projets coûteux qu'à l'amélioration et à la modernisation de systèmes existants».

Notre parti avait pour sa part déjà stigmatisé ces projets dans un article de 1952 («*Politica e costruzione*»), aujourd'hui dans le recueil «Espèce humaine et croûte terrestre», Petite Bibliothèque Payot) qui, après avoir prévu les conséquences inévitablement désastreuses des travaux déjà réalisés, concluait:

«Nous sommes frappés d'une coïncidence avec un procédé «classique» de la programmation en climat capitaliste. Lorsque surgit une difficulté imprévue qui rend le premier projet sinon irréalisable, du moins énormément plus coûteux, la recette n'est pas de renoncer au projet ou d'abandonner le travail à mi-chemin: cela peut se produire, mais du fait d'autres causes économiques, lorsque les crédits ont tous été dévorés et que les exécutants n'ont plus ni gloire ni or à en retirer. La recette, donc, est des plus simples: on fait un projet plus vaste, beaucoup plus vaste, qui inclut le premier dans un nouvel ensemble plus large, et qui calcule et prévoit les ouvrages bien plus grands qui contiendront la réponse à l'impossibilité matérielle constatée dans le premier schéma (...).

Dans le macrocosme spectaculaire du haut capitalisme contemporain, techniciens, économistes et leaders de la politique nous clouent à tous le bec avec le «de plus en plus grandiose» et tirent des traites formidables sur l'humanité de l'avenir. Mais un liquidateur s'avance. Et son nom est: révolution». Toute l'entreprise de Gorbatchev peut être vue d'un point de vue historique comme la tentative d'éviter ce liquidateur là, d'accomplir un «changement révolutionnaire» (pour reprendre sa définition de la perestroïka) afin d'éviter qu'une faillite générale ne débouche sur une véritable révolution.

(4) cf «*Sur les ruines du GATT, d'impitoyables conflits d'intérêts*» in «*Le Monde Diplomatique*» février. 92.

(5) Calcul d'après «*L'URSS en chiffres pour 1988*» et «*Le système...*» op. cit. Les subventions comprennent: les subventions aux prix de détail (principale subvention), les primes, les aides à l'investissement, les aides aux facteurs de production.

(6) «*Agricultural Policies, Markets and Trade*» OCDE 1991, in «*Le Monde Diplo.*», op. cit. Parallèle frappant: dans la riche province de l'Ontario au Canada, un des premiers produc-

teurs et exportateurs mondiaux de blé, le tiers des exploitations agricoles, tout comme en Russie, ne peuvent payer leur dette...

(7) D'après «*Le système...*», op. cit., p. 55. Des chiffres légèrement différents sont donnés pour 1988 dans «*A study of the soviet economy*», IMF, OECD, EBRD, WB 1991, vol. 1, P.280-281..

(8) On peut par exemple lire dans une revue qui se veut spécialisée sur les pays de l'Est, à l'occasion d'un dossier sur le monde paysan («*La Nouvelle Alternative*» n°26, juin 92): «*Ces quelques soixante-dix ans d'«expérimentation» ont abouti à la quasi-disparition de la paysannerie en tant que telle - systématiquement déportée ou exterminée - et à son remplacement par une armée de travailleurs ayant perdu tout lien privilégié avec la terre*». Si l'on se souvient qu'au moment de la révolution la paysannerie représentait près de 70% de la population, on se demande où les bolchéviques ont pu trouver l'armée de travailleurs pour la remplacer après son extermination ou déportation systématique. Mais la clé de l'énigme réside dans ce «lien privilégié avec la terre», façon poétique de dire propriété privée du sol. «Pas de terre sans seigneur!» dit le vieux dicton français: pour les bourgeois la véritable paysannerie ne peut être que cette mince couche de propriétaires fonciers expropriés par la révolution et de paysans riches - les koulaks - «liquidés» au moment de la collectivisation stalinienne. La masse énorme des autres paysans ne peut être qu'une «armée» stupide et inefficace, puisque sans propriété privée du sol certifiée devant notaire, il ne peut y avoir d'agriculture. Pour réfuter ce raisonnement qui n'est motivé que par le souci de défendre la propriété bourgeoise des moyens de production, il suffit de se demander si les salariés agricoles qui font tourner les grandes et riches exploitations agricoles occidentales jouissent de ce «lien privilégié»?

(9) cf «*Le Capital*», Livre III, 6e section, ch. XXXVIII (Ed. Sociales, p.565-567).

(10) cf «*Misère de la Philosophie*», II, 4 (Ed. Sociales, P.167).

(11) cf «*Le Capital*», Livre III, ch. XLIII (Ed. Sociales, p.662).

(12) cf «*Le Capital*», Livre III, ch. XXXIX (Ed. Sociales p.604).

(13) cf «*Terra matrigna, mercato lenone*» (1954), aujourd'hui dans le recueil «*Mai la merce sfamerà l'uomo*», Ed Iskra p. 182.

(14) Trotsky répliqua en 1930 à Staline qui prétendait que la rente était abolie en URSS: «*Il est impossible dans le cadre national, non seulement de construire le socialisme, mais même d'abolir la rente absolue... Sur le marché mondial, la rente foncière trouve son expression dans le prix des produits agrico-*

les. (...) L'Etat soviétique, armé du monopole du commerce extérieur, se présente sur le marché mondial en tant que propriétaire de la terre (...). Il réalise dans le prix de ces produits la rente foncière qu'il détient». cf «Problèmes économiques de l'URSS», cité dans «Bilan d'une révolution», Textes du PCI n°9, p.151.

Depuis les années soixante-dix, la situation s'est de ce point de vue inversée, et l'«Etat ouvrier» est contraint de payer la rente des propriétaires fonciers occidentaux (américains surtout, mais aussi européens, canadiens, etc.) qui lui vendent le blé nécessaire pour nourrir sa population. Il est vrai que parfois ce blé est «subventionné», c'est-à-dire vendu à un prix inférieur à celui du marché mondial, les Etats occidentaux payant à leurs propriétaires fonciers la différence, donc une partie de cette fameuse rente. Ce fait ne contredit en rien l'analyse marxiste de la rente et en dernière analyse c'est sur le prolétariat que retombent les frais de cette «largesse» due à la nécessité d'écouler des surplus ou des stocks afin d'éviter une baisse des cours mondiaux.

Mais dès 1954 notre parti avait prévu: «Le propriétaire à la manière bourgeoise de toute l'immense terre de Russie, les steppes où pleut désormais le capital, le seigneur de la rente différentielle globale avec 200 millions de producteurs-consommateurs, existe. C'est l'Etat sur-armé et capitaliste du Kremlin. Encore 10 ans de progrès technique, et il cherchera où acheter son blé. Le dénouement de tout ceci ne peut être que la révolution internationale, la destruction de tout mécanisme d'achat et de vente individuelles, d'entreprises ou d'Etat. Mais le coup de bélier sera vain si sa tête ne vise Washington» («Mai la merce...» ibid., p.205). C'est effectivement à partir de la récolte catastrophique de 1963, après 10 ans de négligence supplémentaire de l'agriculture au profit de l'industrie, que l'Etat soviétique devra commencer à acheter du blé à l'étranger. Et, d'ancien exportateur de blé, l'URSS deviendra à partir des années soixante-dix l'un des premiers importateurs mondiaux.

(15) cf. «Le système agro-alimentaire soviétique et les échanges agricoles», op. cit., p.14.

(16) cf «Planovoye Khozïstvo» 11/1990, citée dans «Le système...» op. cit., p.59.

(17) cf «Le Capital», ibid., p. 604. Lénine écrivait en 1920 que tant que règne la liberté de commerce, la propriété privée de l'outillage agricole et du cheptel, le paysan qui cultive sa parcelle, même si la terre est nationalisée et si les capitalistes ont été chassés (cas de la Russie au moment où il écrit) peut «vendre ses excédents de blé à un prix de spéculation, c'est-à-dire exploiter l'ouvrier» [souligné dans le texte]: et,

ajoute-t-il, la dictature du prolétariat est «l'unique moyen pour lutter victorieusement» contre cette «base économique du capitalisme» et aller «vers l'abolition des classes» (cf. «Boniments sur la liberté», O.C., tome 31, p.408). Mais après le triomphe du stalinisme, loin d'être combattue, cette situation fut officialisée par l'attribution de parcelles aux kolkhoziens et la reconnaissance de leur droit à en vendre librement les produits: le feu vert à l'exploitation ouvrière et au capitalisme était là aussi allumé. Enfin dans la période récente ce ne fut plus seulement la production de la parcelle individuelle, mais toute la production des exploitations agricoles qui était vendue à l'Etat selon les lois du marché capitaliste, avant que, stade ultime, ne soient supprimées les livraisons obligatoires à l'Etat et donc toutes les ultimes limites ou les dernières tentatives de «correctif» de la loi de la valeur.

(18) cf «Mai la merce...», ibid, p.185.

(19) cf le «Programme de la réforme agraire dans la fédération de Russie pour 1994-1995» (en russe) in «Ekonomika i Jizn» n°32, août 94.

(20) cf «Finansovye Izvestia», 14-20/4/1994, traduit dans «Problèmes Politiques et Sociaux. Série Russie.» n°735, 23/9/94.

(21) cf «APK: ekonomika, upravlenie» n°4/1994, traduit dans «Problèmes politiques...», op. cit.

(22) ibid. Les nouvelles exploitations privées n'ont un poids notable que dans la culture de graines de tournesol (10% de la production), les céréales (5%) et les betteraves sucrières (3,9%).

(23) Lev Timofeev, «Oktiabr» n°4, 1994, traduit dans «Problèmes politiques...», op. cit. L'auteur sait analyser la situation actuelle avec beaucoup plus de justesse que la plupart des démocrates, mais, démocrate anti-communiste lui-même, il comprend sa genèse tout de travers: «L'actuelle imbrication des intérêts, l'osmose entre les 2 économies est le résultat historique de la lutte pour la vie, de la lutte contre la doctrine et l'Etat communistes, menés par les paysans russes (mais aussi ukrainiens, kazakhs ou géorgiens) pendant soixante ans; le paysan a survécu; les communistes ne sont pas parvenus à étouffer son esprit d'initiative»: il s'agissait en réalité de la lutte entre le pouvoir stalinien, expression politique du capitalisme d'Etat, et la petite bourgeoisie agricole, cet «océan de la petite production marchande» dont parlait Lénine: le communisme (et à plus forte raison l'Etat communiste, car le communisme est une société sans Etat) n'avait pas grand chose à voir dans cette affaire.

(24) cf «Involutions russes: "Terre et Liberté"» in «Il Programma Comunista» n°22, 30/11/1964 (souligné par nous). Une traduction fran-

çaise de cet article existe dans «*Invariance*», supplément au n°9, série IV, juin 1994 (il s'agit d'un recueil de textes présentés selon l'habitude de cette revue comme l'oeuvre personnelle du grand homme Bordiga, et affublés de notes invraisemblables dans lesquelles la «pensée de Bordiga» est gravement comparée à celles d'Aristote, de Saint Augustin, d'auteurs fascistes ou d'écrivains de science-fiction!).

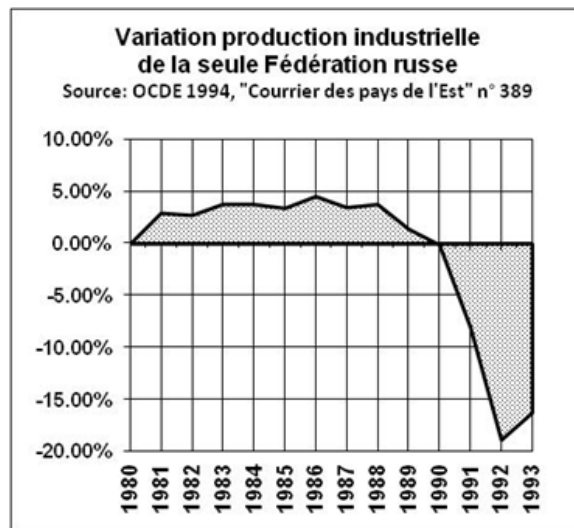
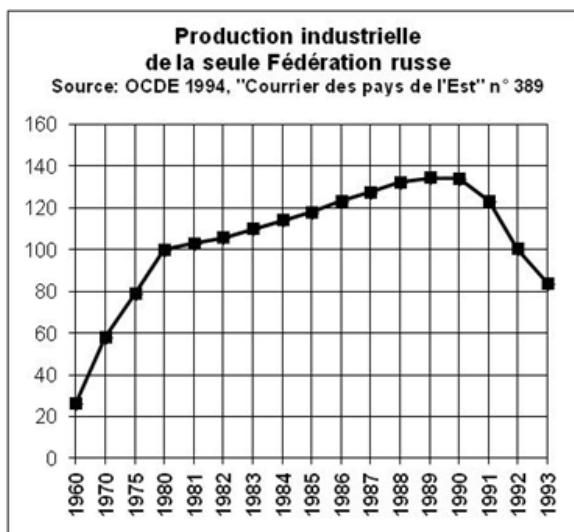
(25) cf «*Dialogue avec Staline*», Textes du PCInt. n°8. Dans l'introduction de «*Dialogue avec les morts*» écrit après le vingtième Congrès du P.C. russe, nous disions: «*La Confession définitive sortira un jour du Kremlin, mais nous ne savons pas si cela sera au bout de trois ans seulement (...). C'est en vain qu'ils ont mis tant d'espoir dans les confessions qu'ils arrachaient par la torture aux révolutionnaires. Les Confesseurs eux-mêmes devront se confesser*». Le lecteur peut se reporter aussi à «*Capitalisme classique, socialisme romantique*» in «*Programme Communiste*» n°91.

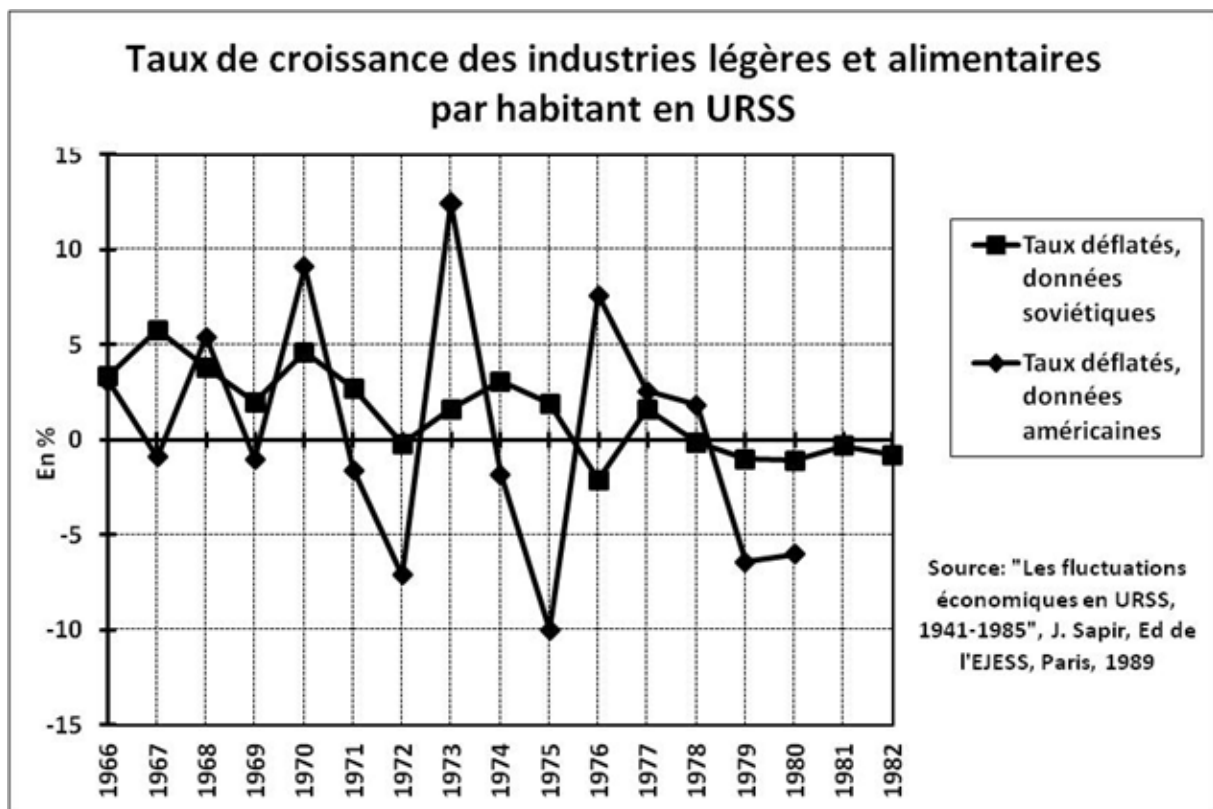
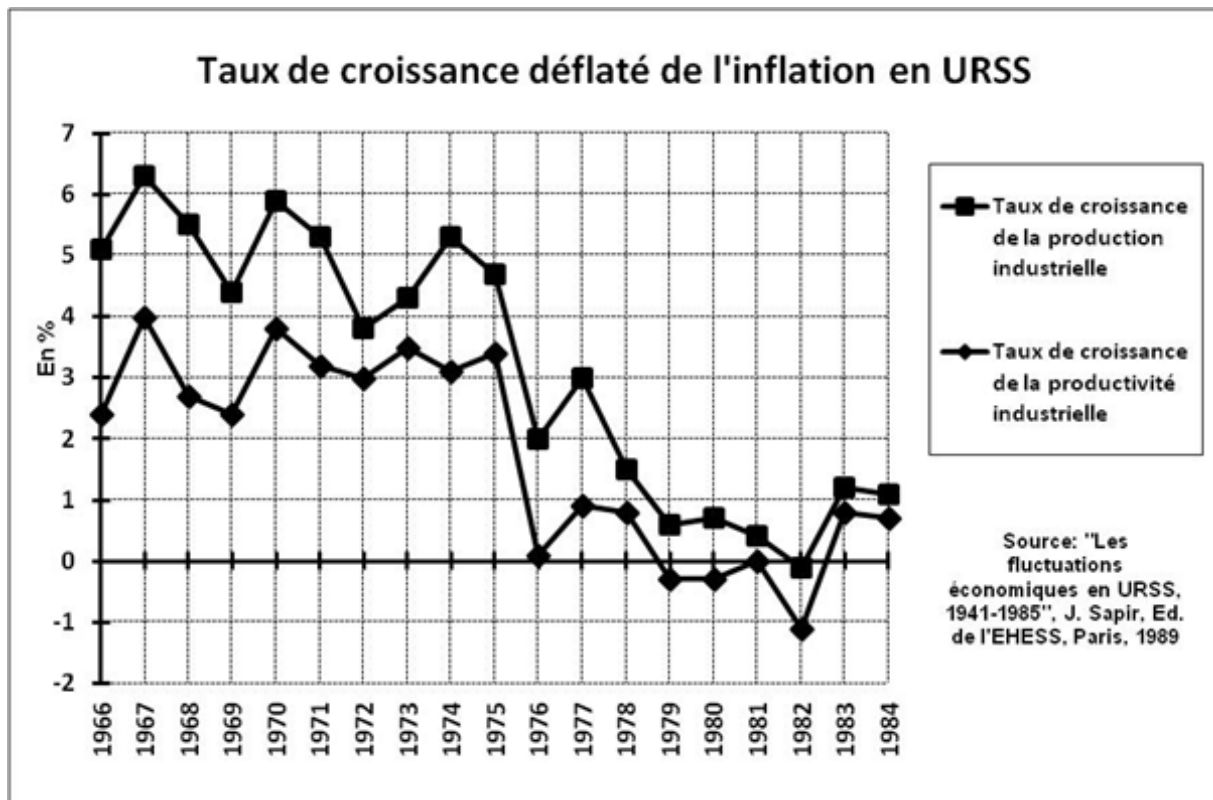
(26) cf «*La mensongère opposition entre les formes sociales de Russie et d'Occident*», complément à «*Dialogue avec les morts*»: «*Si la*

crise devait ne jamais éclater, eux [les kroutchéviens défenseurs de la coexistence pacifique], *bras dessus bras dessous avec Keynes et Spengler et la science démente de l'Amérique, nous aurions battu, Marx, Lénine et nous, lointaine couvée du rouge Chanteclerc. Et nous n'aurions plus qu'à baisser la tête.*

Mais si la crise éclate, et elle éclatera, ce n'est pas seulement le marxisme qui aura vaincu. On n'entendra plus le rire féroce de Staline retentir au milieu du fracas des premiers coups de canon, et les Kroutchev et cie pourront bien se battre la coule selon leur méthode honteuse, cela ne servira à rien! A travers le rideau de fer transformé en toile d'araignée de l'émulation économique, la crise mercantile universelle mordra au coeur la jeune industrie russe. Ce sera le résultat d'avoir unifié les marchés et rendu unique la circulation vitale du monstre capitaliste! Mais celui qui en unifie le coeur bestial, unifie aussi la Révolution, qui pourrait bien trouver son heure mondiale après la crise du second entre-deux guerres, et avant une troisième guerre mondiale.

URSS/CEI: Quelques données graphiques





C'est ainsi qu'est codifié le marxisme agraire

Nous publions ci-dessous la conclusion d'un «Fil du Temps» du même nom dans lequel les positions cardinales du marxisme sont définies sous forme de thèses par opposition à des «contre-thèses» qui résument les positions bourgeoises. Ce «Fil du Temps» terminait la série d'articles dédiés à la question agraire en 1953-54 sur l'organe italien du parti «Il Programma Comunista» et qui ont été rassemblés sous le titre «Mai la merce sfamerà l'uomo (la questione agraria e la teoria della rendita fondiaria secondo Marx)» dans un volume des Editions Iskra (disponible à notre adresse).

1. NATURE ET TRAVAIL

Contre-thèse 1. La **nature** met périodiquement à disposition de la société humaine une masse de **richesses**. Celui qui contrôle une zone de terrain jouit de l'usage d'une partie correspondante de ces richesses.

Thèse 1. L'ensemble des biens d'usage dont dispose la société provient du **travail** humain. Tout groupe social qui contrôle a) la **personne** des producteurs: donc les produits; b) le droit d'accéder à la **terre** des producteurs: donc aux produits; c) les **instruments** de travail indispensables aux producteurs: donc les produits, dispose des biens sans avoir à fournir de quantité de travail correspondante.

2. RICHESSE ET SURTRAVAIL

Contre-thèse 2. Terre, outils de travail et argent sont des accumulations de richesse, que cette dernière vienne de la nature ou du travail, qui engendrent périodiquement sans s'épuiser une quote-part profitable (**rente, profit, intérêt**).

Thèse 2. Tout revenu des classes non productives dérive du **surtravail** d'autres classes contraintes par les institutions politiques à ne prélever sur le produit que la partie minimale nécessaire à la conservation et à la reproduction de la classe active.

Rente, intérêt et profit ne sont que des parties de l'excédent ou **surproduit** attribuées à diverses couches sociales en vertu des pouvoirs de l'ordre établi.

3. REPARTITION DU PRODUIT

Contre-thèse 3 (formule trinitaire). Le produit est formé par les trois facteurs de production: le **travail**, la **propriété** et le **capital**; il doit donc être réparti en trois parts: le **salaire** rémunère le travail, le **rente** rémunère la propriété et le **profit**

(et l'**intérêt**) rémunèrent le capital.

Thèse 3. D'abord, le produit contient un quatrième élément, que les marxistes nomment **capital constant**: le quantum de matières premières, d'outillages et d'installations consommées qui doivent être fournies à nouveau une fois le cycle terminé. L'équation de l'économie bourgeoise classique: produit égale salaire plus profit plus rente, est donc fautive. Ce qu'il faut donc répartir, c'est la «valeur ajoutée au produit» au cours du cycle productif. Cette valeur dérive **entièrement** du **travail** employé.

Dans la forme capitaliste moderne il existe trois classes. Toute la valeur formée dans la production naît du travail du prolétariat et sur cette valeur se font trois prélèvements: le **salaire** pour les **ouvriers** (coupés des outils et de la terre); le **profit** pour les **entrepreneurs capitalistes** (qui disposent du capital mais pas de la terre); la **rente** pour les **propriétaires fonciers**.

4. PATRIMOINE ET CAPITAL

Contre-thèse 4. La rente foncière équivaut au fruit que retire celui qui possède un capital argent investi dans l'achat d'un terrain, semblable à ce qu'il aurait retiré en l'investissant dans des installations productives ou en le prêtant contre intérêt. Dans les trois cas la valeur patrimoniale se déduit du revenu en capitalisant celui-ci selon le même taux d'intérêt annuel.

Thèse 4. Le **profit** des différentes entreprises capitalistes tend à se niveler à un taux moyen, tant que n'intervient pas la **rente**. Dans ce cas le **produit** revêt sur le marché la valeur d'échange qui correspond à ce que le marxisme appelle **prix de production**: capital constant, plus capital salaires, plus profit.

L'économie bourgeoise appelle **coût** ou **prix de production** la somme avancée pour le capital constant et le capital salaires.

L'économie marxiste appelle **taux de profit** le rapport entre le profit et cette somme; elle appelle **taux de plus-value** le rapport entre le profit et le seul capital salaires (capital variable).

Ni l'une ni l'autre de ces grandeurs ne correspond au **taux de bénéfice** ou de **dividende**, en général beaucoup plus bas, que l'économie habituelle met en rapport avec l'**actif patrimonial** de l'entreprise, donné par la valeur des installations, plus le capital monétaire d'exploitation, plus les biens immobiliers s'il y en a.

La **Terre**, le **capital monétaire** et même la valeur estimée des **moyens de travail**, considérés comme des biens de marché et non comme des facteurs liés à la production, et qui y restent intacts après le cycle réalisé par le **produit net**, ne sont pas des investissements de **capital productif**, mais seulement des **titres sociaux** permettant de faire des prélèvements sur le profit (et donc sur le surtravail) et sur le surprofit quand il existe. Ils n'entrent pas dans le calcul de la répartition du produit total vendu («chiffre d'affaires» pour les bourgeois) qui pour les marxistes se décompose en capital total avancé et profit.

5. RENTE DIFFERENTIELLE

Contre-thèse 5. La rente de la terre est d'autant plus élevée qu'est plus élevée la valeur marchande de cette dernière, et ceci en raison du droit de l'époque moderne qui assure la liberté d'acheter la terre ou de la vendre à volonté pour investir ailleurs.

Thèse 5. Alors que l'intérêt est une partie du profit normal, le reste étant le **bénéfice d'entreprise** que l'entrepreneur, lorsqu'il ne dispose pas avant de la récupérer dans le produit final de la somme nécessaire pour acquérir les matières premières et payer les salaires, cède à celui qui avance cet argent, la **rente**, elle, ne surgit que lorsqu'existe un surprofit par rapport au taux de profit moyen dans la société.

Une exploitation agricole donne un **surprofit** par rapport à une autre quand la fertilité de la terre est telle qu'avec **la même quantité de travail** et **le même investissement de capital** on y récolte une **plus grande** quantité de denrées, denrées vendues sur le marché **au même prix** que toutes les autres. Une fois remboursées les dépenses et payé le profit normal du capitaliste fermier, cette différence est versée au propriétaire et forme la **rente différentielle**.

6. LA LOI DU TERRAIN LE PLUS MAUVAIS

Contre-thèse 6. Comme pour les produits manufacturés, le prix dépend de l'**offre** et de la **demande**; il est élevé quand la demande de consommation est plus grande que l'offre, et bas quand les capacités de production excèdent la demande.

Thèse 6. Les fameuses variations dues à la concurrence ne sont rien d'autre que de **petites oscillations** sur une **onde porteuse** à la fréquence stable: elles se compensent les unes les autres et ne produisent pas de transferts de richesse d'une classe à l'autre, mais seulement des gains et des pertes épisodiques pour des entreprises particulières. Le prix des produits manufacturés de l'industrie moderne tend à se stabiliser autour de leur **valeur d'échange**, identique dans ce cas au **prix de production** incluant le taux de profit moyen.

Le prix de marché des produits de l'agriculture se base sur le **prix de production individuel** du terrain le moins fertile qui assure, outre la couverture des dépenses, le seul taux de profit moyen. Etant donné le rapport entre population croissante et superficie agricole limitée, tout le produit est écoulé au même prix et là où, à **dépenses égales**, il a été produit **en plus grande quantité** - donc à un **prix de production individuel inférieur** - apparaît un surprofit qui constitue la **rente**.

7. RENTE ABSOLUE

Contre-thèse 7. Etant donné qu'il n'y a de rente pour le **propriétaire** que lorsque la vente du produit sur le marché rapporte quelque chose en plus que le taux de profit normal, il n'y a pas de rente sur le plus mauvais terrain qui règle le marché: celui-ci ne serait cultivé que par le propriétaire lui-même en tant qu'entrepreneur capitaliste (Ricardo).

Thèse 7. En plus des variations successives de la rente selon la qualité du terrain, il existe à la base une **rente absolue** propre au cas le plus défavorable. Et ceci du fait que pour les denrées alimentaires (blé = aliment de base) le **prix de marché** est supérieur à la valeur, c'est à-dire au **prix de production** dans les plus mauvaises conditions, à partir du moment où toute la terre est **occupée** et gérée à la façon d'une **entreprise capitaliste** (c'est-à-dire à partir du moment où les denrées ne sont plus consommées directement par le cultivateur mais entrent toutes comme marchandises dans le circuit mercantile).

A mesure qu'il se diffuse le mode historique capitaliste de production fait baisser le prix des produits manufacturés et monter le prix des aliments.

8. INDUSTRIE ET AGRICULTURE.

Contre-thèse 8. Avec le progrès de la technique et l'investissement croissant de capitaux dans l'agriculture, la masse des produits alimentaires pourra augmenter jusqu'à en faire baisser les coûts...; **sous contre-thèse a)**: à condition de libéraliser les échanges et les investissements de capitaux...; **sous contre-thèse b)**: à condition qu'une direction économique centrale calcule correctement les masses de capitaux à destiner aux

différents secteurs et règle les cours du marché.

Thèse 8. Dans l'économie capitaliste il est impossible de réaliser un équilibre entre les prix industriels et les prix de l'agriculture comme en général entre les besoins selon l'utilité sociale, de même que c'est impossible dans la distribution de la richesse, des capitaux et des revenus.

La tendance de cette économie à s'éloigner toujours plus de l'équilibre est liée non simplement à l'appropriation de surtravail, mais au fait que la répartition du produit entre les différentes classes dépend de l'existence d'un **prix courant** de marché identique pour toutes les marchandises produites dans des conditions, des rapports et avec des résultats les plus différents; à la **loi de la valeur** ou de **l'échange entre équivalents**; à la distribution mercantile.

La **composition organique** toujours plus grande du capital industriel (**haut degré technologique**: beaucoup de matériaux transformés par un nombre toujours moindre d'ouvriers et d'heures de travail) détermine la baisse historique générale du taux de profit (alors que sa masse croît énormément en même temps que la croissance du capital global), même si le taux de plus-value reste le même (prélèvement identique de surtravail).

Ce processus rendu inéluctable par la naissance de la production capitaliste est bloqué dans l'agriculture non seulement par le monopole privé de la terre, mais principalement par le **nivellement mercantile** de toute la masse des produits soumis à l'échange et par le rapport défavorable population-terre.

L'attribution à l'**Etat** de toutes les rentes foncières, proposée dès les débuts de l'industrialisme, n'éliminerait pas les causes de ce fait essentiel, en redistribuant le surprofit des propriétaires fonciers aux capitalistes bourgeois auxquels, selon la vieille thèse de Ricardo, l'Etat ne demanderait plus d'impôts sur les bénéfices.

9. LE COMMUNISME EST ANTI-MERCANTILISME

Contre-thèse 9. Il est possible d'arriver à un équilibre général et à la baisse du temps de travail social moyen, tout en assurant un niveau général élevé de la consommation, en étatisant la rente et en outre a) en attribuant à l'*Etat* tout le profit des entreprises et des exploitations agricoles; ou b) en laissant ce profit entre les mains d'*associations autonomes* de tous les travailleurs de chaque entreprise.

Thèse 9. Ces mesures ne sortent pas du cadre *mercantile* et donc capitaliste, étant donné que l'échange mercantile continuerait à régler les rapports entre les entreprises, entre les entreprises et l'Etat, entre les entreprises et les consommateurs, les consommateurs et l'Etat, ainsi qu'entre l'entreprise et les travailleurs. Il continuerait à y avoir un

énorme travail social global avec une faible consommation sociale globale; il n'y aurait toujours pas de rapport équilibré entre les apports de travail et les possibilités de consommation.

Le dépassement du *despotisme d'entreprise* ou de l'emprisonnement dans les entreprises pendant un temps de travail exagéré (qui technologiquement devrait être réduit aujourd'hui à une **petite** fraction du temps de travail de l'époque pré-capitaliste ou du maximum physiologique) et de l'*anarchie de la production* (ou le gaspillage d'une grande partie du produit social sans qu'il soit transformé en biens de consommation utiles), constitue le programme communiste de la révolution prolétarienne, qui comporte les caractères suivants:

A. Abolition de l'administration de la production selon la gestion par *entreprises*.

B. Abolition de la *distribution* selon les moyens de l'échange *mercantile* et *monétaire*, aussi bien pour ce qui est des produits-marchandises que de la force de travail humaine.

C. Plan social unitaire, mesuré en quantités physiques et non selon des équivalents économiques, réglant la répartition des forces de travail, des matières premières et des équipements entre les divers secteurs productifs, et l'assignation des produits aux différents secteurs de la consommation.

Les formules qui définissent le socialisme par la suppression de la plus-value et la restitution de tout le produit à chaque producteur sont grossièrement erronées.

Le socialisme est l'*abolition de toute valeur marchande* et de tout travail *forcé* et *payé*, avec l'attribution du surtravail de chaque individu, non à soi-même ou à d'autres personnes, mais à la société toute entière.

10. PARCELLISATION ET MISERE

Contre-thèse 10. Le remède aux graves disparités, reconnues par tous, dans la distribution de la richesse réside dans le partage de la terre entre petites parcelles familiales dirigées par des fermiers, des colons, des paysans propriétaires libres.

Thèse 10. Toutes les couches de la population laborieuse agricole autres que les salariés sont des survivances des formes sociales du passé, dont la société capitaliste ne sera jamais épurée. Le produit d'une telle agriculture fragmentée ne se maintient à un prix plus bas que celui engendré par l'agriculture pleinement capitaliste que parce que ces *travailleurs-entrepreneurs* et *propriétaires fonciers* de minuscules lopins abandonnent, en raison des difficultés naturelles et sociales et de moyens techniques insuffisants, une partie de la **rente** et du **profit**, et même du **salaire** correspondant à celui d'un journalier, en partie à la classe capitaliste et à l'Etat, et en partie aux consommateurs (dans le cas où le prix est *au dessous* et non *au dessus* de la

valeur).

Ces couches forment une classe - presque une caste d'opprimés - arriérée par rapport au monde moderne, incapable de représenter de nouvelles formes sociales révolutionnaires, même si leurs révoltes de la faim peuvent troubler le pouvoir bourgeois.

La révolution est la tâche de la classe des prolétaires salariés de l'industrie et de la terre; et la dictature révolutionnaire est la fonction historique de cette classe seule.

11. MONOPOLE ET CONCURRENCE

Contre-thèse 11. La théorie marxiste de l'économie moderne, basée sur des lois de la production telles que la détermination de la valeur du produit et de la plus-value n'a pu rendre exactement compte des phénomènes récents que sont le monopole et l'impérialisme, car elle se basait sur l'hypothèse de l'existence de la pleine concurrence.

Thèse 11. La théorie basée sur le calcul de la grandeur de la valeur et de sa composition dans la production capitaliste s'oppose dès sa naissance à la théorie bourgeoise de la concurrence; elle nie cette dernière et la réfute en dévoilant dès le début le caractère de monopole de classe de l'économie capitaliste. Les phénomènes récents ont confirmé la doctrine et toutes ses prévisions. Ils peuvent être analysés sans aucune difficulté sur le plan théorique et mathématique, y compris dans les secteurs industriels, grâce aux théorèmes rigoureux de la rente: dès leur énonciation ces derniers furent appliqués, non à la seule agriculture, mais à toutes les forces naturelles; ils valent donc aussi pour l'économie de la machine à charbon ou à essence; de celle basée sur l'hydro-électricité à celle de demain utilisant l'énergie atomique, toutes sources, actuelles ou futures, de surprofits, de monopoles et de revenus parasitaires qui aggravent le *déséquilibre* de la société capitaliste.

12. LA SCIENCE ENNEMIE

Contre-thèse 12. Les doctrines fondées sur l'introduction de grandeurs mesurables dans la production, sur des transferts de valeurs d'une classe à l'autre, avec leurs prévisions sur les tendances de l'évolution historique, sont des idéologies arbitraires, car il n'est pas possible de faire des prévisions scientifiques dans le domaine économique; la seule science possible est celle qui se base sur l'enregistrement des prix réels et en suit les oscillations extrêmement complexes. Les économistes modernes, assez postérieurs à Marx, les auteurs les plus connus, les professeurs les plus distingués et les plus illustres s'en tiennent désormais aux théorisations sur les prix.

Thèse 12. Les professeurs à la lanterne!

Sommaires du «Prolétaire» (Journal bimestriel - Un exemplaire 5 FF)

n° 430 (Fév.-Mars-Avril 1995):

- 820 millions de sans emploi. - Décider périodiquement quel représentant de la classe dominante foulera aux pieds les classes opprimées, telle est l'essence de la démocratie bourgeoise. - La Turquie sur un volcan. - La consécration d'Arlette. - Comment les bourgeois voient le syndicalisme français. - Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat (adoptées par le premier Congrès de l'Internationale Communiste - Extraits). - Face aux réactions de luttes ouvrières, les syndicats tremblent pour la paix sociale. - Thèses fantaisistes sur le fascisme et le parlementarisme («Il Patito Comunista» bouleverse le marxisme). - Démocratie et fascisme: Quelle lutte pour le prolétariat? (Réunion générale du parti). - Correspondance: Les marxistes et la lutte actuelle des défenseurs des animaux. - Le séisme de Kobé, ou une catastrophe naturelle aggravée par le capitalisme.

n° 429 (Nov.-Déc. 94 - Janv. 95):

-Devant les événements d'Algérie, l'exigence de l'unité prolétarienne. - Le cirque électoral contre la lutte prolétarienne. - Lénine sur le chemin de la révolution (3). - Après la Géorgie, intervention militaire en Tchétchénie: Impérialisme russe, hors du Caucase! - «L'aide aux pays sous-développés», une bonne affaire pour l'impérialisme. - A Amiens, une «bavure»? - L'embargo contre l'Irak. - Algérie: les accords de Rome ne sont pas une solution pour les prolétaires. - Suisse: antiracisme par référendum. - Sommaires du «prolétaires». - Rwanda: l'impérialisme français sévit encore. - Répression en Corée du Sud. - Correspondance: Répression syndicale à la Poste de Paris XVI Passy.

n°428 (Sept.-Oct. 1994):

- La bourgeoisie a célébré la «Libération» et la fin de la guerre mondiale: La libération du prolétariat viendra de la reprise de la guerre des classes. - Les anarchistes aussi revendiquent leur participation à la boucherie impérialiste. - *Lénine sur le chemin de la révolution* (2). - La conférence du Caire sur la démographie. - Charité et impérialisme au Rwanda. - «Lutte ouvrière» et la défense des nationalisations. - Mitterrand et les hypocrites. - Démocratie blindée. - Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde (Inde, Indonésie).

n°427 (Juin-juillet-Août 1994):

- Impérialisme français, hors d'Afrique et du Rwanda! - Enième représentation du cirque électoral. - Lénine sur le chemin de la révolution (Bordiga) (1). - Derrière le «Secours ouvrier à la Bosnie», le parti-pris en faveur d'un camp bourgeois. - Un soutien ouvert aux forces serbes. - Afrique du Sud: de l'apartheid à l'union nationale. - Où en est la crise capitaliste mondiale? (2). - Correspondance: la Santé gangrénée par le capitalisme. - Le congrès de la LCR, ou le résultat de la dégénérescence du trotskysme.

A la mémoire d'un camarade de la vieille garde: Riccardo Salvador

Le camarade Riccardo Salvador est décédé le 31 octobre 1993 à l'âge de 93 ans, dans sa ville natale de Schio, dans le nord de l'Italie. Nous voulons rappeler sa mémoire d'abord parce qu'il a dédié sa vie d'ouvrier à la lutte prolétarienne de classe. Ensuite parce que Riccardo a apporté une contribution, sans doute contradictoire, mais qui mérite de ne pas être perdue, à l'effort de réorganisation des forces communistes en parti après la seconde guerre mondiale, à l'effort de prosélytisme pour le parti, dans les différents moments de la vie du Parti Communiste Internationaliste, puis International. Riccardo n'était pas un écrivain, un orateur, un journaliste ou un érudit: c'était un organisateur, un militant qui savait utiliser son instinct de classe pour prendre position et faire prendre position à ses camarades de travail, un militant qui donnait son apport surtout sur le plan de l'activité pratique sans pour autant négliger la lecture et l'étude des textes marxistes, un militant qui comptait - peut-être un peu trop - sur sa propre expérience personnelle et sa propre capacité d'entraîneur d'hommes.

LE MILITANTISME CLASSISTE

Son activité a été avant tout un **militantisme classiste**, alimenté et influencé par l'activité politique de la gauche socialiste puis communiste, dans le parti communiste d'Italie dès sa constitution; subissant comme tant d'autres militants de l'époque la répression, il fut arrêté en 1927 et condamné à 12 ans et demie de prison. Son militantisme classiste qui l'a vu toujours prêt à défendre en paroles et dans les actes les intérêts immédiats et généraux du prolétariat, le conduisit à refuser avec dédain en prison l'habituelle demande de grâce et à participer au contraire à toutes les luttes qui se menaient derrière les barreaux.

La lutte entre les staliniens et les différentes tendances de gauche, à partir de la moitié des années vingt jusqu'à la seconde guerre mondiale, le désorienta comme elle désorienta des milliers d'autres prolétaires, déchirés entre le besoin d'être organisés en parti et le fait de ne plus pouvoir compter sur l'inflexible cohérence du parti et de l'Internationale des premières années. Après avoir abandonné tout lien avec le faux parti communiste de Togliatti, Riccardo reprend à Schio, entre 1943 et 1945 «son poste» parmi les ouvriers les plus combattifs; il trouvera là les confirmations pratiques de l'activité anti-ouvrière et anti-communiste de ce parti dégénéré en parti collaborationniste et contre-révolutionnaire.

Son indomptable combattivité et son sûr instinct de classe ne pouvaient pas ne pas conduire Riccardo à se heurter toujours plus aux bureaucrates du parti togliattien et aux bonzes syndicaux de la CGIL. D'autre part sur lui agissait à nouveau l'influence de la Gauche communiste qui se réorganisait sur le territoire italien à partir de 1943 et plus largement

après la fin de la guerre. Il y avait une telle contradiction **dans les faits** entre son activité de prolétaire combattif et communiste sur le terrain de la lutte immédiate et au niveau de la critique politique, et tout ce que représentait le parti de Togliatti (toujours plus infesté d'ex-fascistes en reconversion rapide à mesure que la fin de la guerre se rapprochait) que les staliniens n'hésitèrent pas à l'accuser mensongèrement sur une pleine page de leur quotidien national «*l'Unità*» d'être le responsable du massacre de Schio (massacre de détenus fascistes le 6 juin 1944 par des partisans proches des staliniens) (1).

Les mois qui suivirent la fin de la guerre virent la réorganisation des forces qui se reconnaissaient dans le vieux programme de la naissance du parti communiste et qui entendaient en sortant de la clandestinité ou en revenant de l'exil forcé, reprendre en main le fil rouge de la lutte communiste et de l'opposition au réformisme social-démocrate traditionnel et au nouveau réformisme stalinien beaucoup plus dangereux encore. Les affrontements pas seulement verbaux mais aussi au vif des luttes ouvrières et de la lutte politique, entre les camarades de la Gauche communiste et les staliniens poussèrent ces derniers à dénoncer avec fureur nos camarades comme des «provocateurs trotskystes», des «fascistes rouges», des «agents du patronat payés pour diviser les ouvriers», etc. Les staliniens en vinrent aussi aux actes: à Casale Monferrato ils firent assassiner en juillet 1945 notre camarade Mario Acquaviva, à la façon des mafiosi, par un voyou armé d'un revolver (2), et notre camarade Fausto Atti à Bologne. Des épisodes de ce genre n'étaient pas isolés; au cours des premières années de l'après guerre nos camarades et notre organisation étaient constamment la cible d'intimidations, de menaces, d'attaques au revolver par les staliniens et leurs hommes

de main. Rappelons l'affaire de l'assassinat du marquis Viviani della Robia dans la région de Florence en septembre 1946 par un tout jeune partisan qui venait à peine d'adhérer au Parti Communiste Internationaliste: sous l'influence pressante des staliniens la magistrature monta de toute pièce une accusation contre l'organisation florentine du parti et condamna en même temps que le jeune partisan 4 camarades de la section locale à de lourdes peines de prison bien qu'ils n'aient rien eu à voir avec le meurtre. Telle était chez eux la soif de servir la bourgeoisie et d'assurer l'ordre capitaliste, que les staliniens ne reculaient devant rien, n'avaient aucun scrupule à utiliser les moyens de la répression fasciste ou les méthodes de l'embuscade pour réduire à l'impuissance ceux qui osaient revendiquer le programme et l'action du communisme véritable. Voilà quel était le climat de ces années-là.

Le travail politique pour la clarification théorique et programmatique, pour le bilan de la révolution russe et de la contre-révolution conduisit en 1951-52 les différents groupes qui se reconnaissaient dans les positions générales de la Gauche communiste au cours des années vingt et qui s'étaient organisés dans le *Partito Comunista Internazionale* à se diviser: d'un côté ceux qui estimaient nécessaire de continuer ce travail de bilan et de restauration théorique du marxisme et qui n'envisageaient l'activité d'intervention qu'en dehors de tout activisme et volontarisme à la recherche de succès faciles et immédiats; de l'autre ceux qui croyaient possible de brûler les étapes dans l'illusion que la lutte décisive contre le pouvoir bourgeois était une possibilité à brève échéance.

Si nous voulons citer pour simplifier des noms qui personnifient ces divergences - mais en précisant qu'il ne s'agissait en aucune façon de problèmes personnels - nous dirons qu'en 1952 une partie des militants avec Bordiga s'organisa autour d'un nouveau journal, *«Il Programma Comunista»*, tandis que l'autre partie avec Damen continua à se réclamer de *«Battaglia Comunista»* dont les tribunaux bourgeois leur avaient reconnu la propriété (4).

Riccardo adhéra à *«Programma»* à partir de la Suisse où il avait entre-temps émigré et où il organisa, à Winterthur, une section du parti (5). Les tâches à remplir dans sa nouvelle fonction de responsable de section, de plus à l'étranger et dans une ambiance sociale assez peu habituée au marxisme et à la lutte politique d'un parti totalement à contre-courant comme le nôtre, le poussèrent à poser aux responsables de l'organisation, et tout particulièrement à Amadeo Bordiga, une demande qui n'a jamais cessé de revenir: la demande de rendre *«plus compréhensible»* la dure et difficile théorie marxiste. Comme c'est là un problème qui ne peut pas ne pas continuer à se reposer, il nous paraît utile de reprendre l'échan-

ge de lettres entre Bordiga et Salvador pour en tirer d'utiles leçons tant pour ce qui est de l'expression d'une exigence parfaitement compréhensible que pour la nette et toujours valable réponse à lui apporter

Amadeo à Riccardo

Naples, le 29/10/52

Cher Salvador,

On vient de me communiquer ta demande que les Fils (6) deviennent plus compréhensibles! Ce n'est pas la première fois qu'une telle demande est soulevée, je dirais que cela fait une quarantaine d'année et depuis au moins 35 ans j'ai abandonné toute préoccupation et tout remords de ne pas l'écouter. Je t'explique tout de suite pourquoi ma réponse ferme ne doit déplaire ni à toi ni à d'autres. Le texte doit être difficile. La voie de l'opportunisme est bien aplanie et agréable à parcourir: le style des Mussolini, des Nenni, etc., a toujours été limpide: on voyait de façon limpide que c'étaient des traîtres. Notre voie est difficile et celui qui se fatigue ne peut pas la parcourir: c'est bien là dessus que la contre-révolution fonde ses succès répétés contre nous. Le marxisme est une science prolétarienne, ce n'est pas une science populaire. Parmi les graves obstacles qui s'ouvrent devant nous il y a le fait que la classe inculte doit posséder et savoir utiliser la théorie la plus ardue, alors que les bourgeois instruits se repaissent de balivernes «à la portée de tous».

On peut accomplir peu de choses dans la situation actuelle qui nous est contraire; je me suis chargé de ce côté du travail: exactitude et rigueur absolues. Je laisse de côté, et il n'est pas possible de faire autrement, la réduction en pilules de véritables rocs.

Tu parles de la difficulté de la propagande; tu as raison. Mais tiens compte du fait que ce qui paralyse l'ouvrier ce n'est pas l'ignorance mais la quantité de culture de la classe ennemie qu'on lui a inculquée. Notre hebdomadaire (7) n'a pas le tirage de centaines de milliers d'exemplaires des feuilles opportunistes qui sont sur la ligne de l'agitprop: nous travaillons pour le long terme.

Bien que j'ai renoncé depuis longtemps à essayer d'être clair (et la chose est parallèle au fait que je n'ai pas fini par tomber dans la politicaillerie), il existe de bonnes méthodes pour aider les camarades qui se fatiguent. Dans la ville de Torre chaque Fil est lu et commenté dans la section. S'il a bien présent à l'esprit les Fils précédents et nos autres textes, le lecteur peut se reporter à des passages qui expliquent de façon détaillée le concept qui est parfois abrégé: il y a volontairement des répétitions continues, mais si on en faisait davantage le Fil serait encore plus long et fatiguant.

Cordiales salutations, Amadeo.

Riccardo à Amadeo

Winterthur, 11/11/52

Cher Amadeo,

Ta réponse ne pouvait être que celle que tu as donnée. Nous comprenons nous aussi qu'il n'y a pas de raccourcis pour arriver à la connaissance de la doctrine marxiste. Cependant nous conservons encore la conviction que si tu le voulais tu pourrais nous faciliter le chemin, tout en nous maintenant bien entendu toujours sur la voie correcte. D'accord que ce n'est pas l'ignorance qui paralyse l'ouvrier, mais la quantité de culture que lui a inculquée la classe ennemie; et c'est précisément pourquoi notre travail doit amener la clarification, clarification sous la forme de démolition de cette culture bourgeoise. Malheureusement les moyens inadéquats dont nous disposons et la phase actuelle d'indifférence de la masse prolétarienne ne donnent pas à notre travail les résultats que trop de camarades et particulièrement les jeunes attendent. C'est pour cela que tu dis avec raison que « nous travaillons pour le long terme ».

Donc scrupuleuse rigueur scientifique dans les analyses et dans le dégagement des principes. Parfaitement d'accord. Mais pourquoi ajoutes-tu ensuite que « j'ai renoncé depuis longtemps à essayer d'être **clair** » ?

Si tu avais dit **facile**, nous aurions compris; mais clair quand tous nos efforts tendent précisément à faire la lumière, à porter la clarté pour tire au moins la meilleure partie du prolétariat du marais pestilentiel de la confusion où l'a jeté l'opportunisme. Nous les ouvriers qui vivons jour après jour au contact de ces éléments nous savons par expérience directe que cette oeuvre de clarification est le travail le plus difficile en plus d'être le plus délicat, et qu'il réclame en plus d'une bonne préparation, une clarté tout aussi bonne, dans l'explication de nos principes comme dans l'examen analytique que nous nous efforçons de faire avec ces principes. Tu as la meilleure possibilité de faciliter ce travail, et c'est de te rendre accessible en t'efforçant d'être clair au moins avec nous.

Parce que, cher Amadeo, tu ne dois pas te faire trop d'illusions sur la faculté d'apprendre de la part de la classe ouvrière si tu ne veux pas toi aussi commettre l'erreur de Marx qui croyait que de celle-ci pouvait naître des éléments capables de s'approprier la philosophie et la science prolétarienne, alors qu'au contraire nous avons toujours eu à la tête jusqu'ici, en commençant par Marx lui-même, des éléments venus de la classe bourgeoise devenus révolutionnaires et par contre les quelques rares ouvriers doués d'une intelligence supérieure à la moyenne et acharnés à étudier qui ont réussi à s'élever ont presque tous fini dans le marais de la politique bourgeoise. Donc, pour conclure: l'in-

transigeance que tu défends si âprement nous trouve sans hésitation de ton côté. La légèreté de la vulgarisation où se nichent si bien les opportunistes tourne en faveur de tes thèses et c'est pourquoi nous reconnaissons la justesse de ta rigidité. Mais que tu renonces à essayer d'être clair dans tes explications, cela, mon cher Amadeo, nous n'arrivons pas à le comprendre.

Nous te demandons des excuses si nous t'importunons encore avec une autre demande. Pourquoi n'écrirais-tu pas l'histoire de l'opportunisme italien depuis sa naissance dans le mouvement socialiste jusqu'à nos jours? Nous sommes convaincus que ce serait d'une grande utilité pour aider les ouvriers à sortir du confusionnisme où ils se débattent actuellement. Et puis, en raison de ta connaissance des hommes et des faits dans les événements du mouvement ouvrier, cela devrait donner un travail intéressant actuellement (8).

Nous te saluons fraternellement,

Salvador et les camarades de Winterthur.

Amadeo à Riccardo

Naples, le 23/11/52

Cher Salvador et chers autres camarades,

Je réponds maintenant où je trouve un peu de temps (et la question en nécessiterait beaucoup, mais c'est la trame pour quelque futur Fil) à votre lettre du 11.

Je relève d'abord un passage de votre lettre: je **répète** avec une totale conviction ce que vous appelez l'« erreur » de Marx qui croyait que la classe ouvrière devait donner les éléments capables de s'approprier la philosophie et la science prolétarienne. Marx dit exactement: le prolétariat est l'héritier de la philosophie classique allemande (lisez: critique moderne). C'est un fait historique et non scolaire ou culturel: c'est un aspect inséparable de l'alternance des classes à la tête de la société et de la lutte révolutionnaire. Je pourrais plaisanter sur votre thèse et vous coincer dans ce qu'on appelle un cercle vicieux: ou Marx a raison et alors vous avez tort. Ou vous avez réussi à rectifier une erreur philosophique de Marx et vous êtes plus philosophe que lui, donc... il a encore raison. Mais il ne s'agit pas de plaisanter. Une autre bonne idée de votre lettre, que j'ai eue souvent, est la chronique de l'opportunisme italien et pourquoi pas international. La partie « Hier » des Fils du temps, que certains camarades voulaient abolir, répond un peu à cela. Et bien, parmi tant d'anecdotes je pourrais vous raconter une polémique lors du congrès de la Jeunesse socialiste de Bologne en 1912 entre les « culturistes » qui voulaient avec Tasca réduire le mouvement des jeunes à une petite école, et les « anti-culturistes »

qui par mon intermédiaire revendiquaient pour lui une pleine fonction politique et, en premier lieu, la lutte contre la droite réformiste de l'époque. J'ai toujours été opposé aux partisans de l'éducation et de la culture et on m'a toujours défini, dès cette époque, comme un maniaque de la rigidité doctrinaire et des bases théoriques. Contradiction? Non, complexité dialectique du problème, et impossibilité de le réduire en pilules.

Donc les prolétaires ne doivent pas prendre des cours de philosophie ou autre, mais doivent combattre uniquement pour leur propre classe. Je me rappelle qu'alors, l'utilisation de mots exacts tournant comme d'habitude à la recherche de subtilités, on disait que j'opposais à la culture de Tasca la «foi» et le «sentiment» socialiste. Et en un certain sens c'est vrai: ce serait une grave erreur de voir là un dérapage hors du matérialisme. Ce que je tourne en dérision, c'est l'idée que chaque combattant individuel de la classe devrait posséder la «conscience»: voir la réunion de Rome et les schémas relatifs à la praxis marxiste (9). Que veut dire alors Marx? Mieux vaut le rendre plus difficile et moins comestible qu'en altérer la portée.

La bourgeoisie révolutionnaire «reçut en héritage» des classes dominantes féodales la culture et la philosophie, monopole surtout de l'Eglise; et elle mit en ligne le matériel révolutionnaire de la critique anti-autoritaire, avec laquelle elle s'avança audacieusement dans le domaine des sciences naturelles et de la critique du dogme tant que la flamme révolutionnaire anti-féodale était encore vive. Mais alors qui étaient ces «bourgeois»? La classe féodale les traitait de «vils mécaniciens»; il s'agissait de marchands, des boutiquiers, des petits chefs de manufactures, parfois d'habiles techniciens, mais toujours étrangers à la philosophie théorique. Les Galilée, les Diderot, les d'Alembert, etc., venaient en général de la noblesse, voire du clergé: fait secondaire ou plutôt même symptôme de l'approche de temps révolutionnaires; ils forgèrent des armes puissantes alors que les sans culottes analphabètes rasaient la Bastille. Il est juste de dire que la bourgeoisie hérita la direction intellectuelle de la société et fonda la philosophie critique. Mais, si en Angleterre et en France les conséquences révolutionnaires furent poussées à l'extrême sur le terrain social, en Allemagne on eut un travail théorique formidable et un travail politique nul, ou presque: déjà à l'époque de Marx la bourgeoisie allemande était tombée dans l'impuissance et il revenait au prolétariat d'hériter de la tâche de la critique, restée sur le terrain philosophique, et de la réaliser dans l'histoire en abattant les institutions féodales et les institutions bourgeoises.

Cette tâche appartient historiquement à toute la classe et à son parti qui conduit la lutte dans la

théorie et dans l'action (critique des armes). Celui qui est dans ce camp est «héritier» de cette tâche de classe, que ce soit philosopher ou tirer des coups de feu. Dans le sens historique, ce qui définit le prolétariat, c'est de se trouver dans ce camp: un ouvrier qui se trouve dans un parti opportuniste remplit un rôle bourgeois; ce que je fais moi, je le fais en tant que prolétaire. Et le reste n'a pas d'importance.

Ne répétons pas la sottise que les ouvriers n'arrivent pas à comprendre. Peu importe. Vous n'avez pas l'habitude de fréquenter des intellectuels et vous ne savez pas à quel point ce sont des crétins complets qu'il est très difficile d'éloigner d'un millimètre des préjugés ambiants. En quarante ans j'ai appris à quel point un auditoire ouvrier pourra saisir plus facilement des thèses audacieuses, radicales et opposées aux idées traditionnelles, là où des bien-pensants chargés de diplômes réagiront en énonçant des imbécillités gigantesques et pitoyables. Je me suis donc débarrassé à jamais de la préoccupation que les ouvriers ne comprendraient pas. C'est précisément parce qu'ils échappent à la voie scolaire et qu'ils sont doués d'une méthode qui tient plus de l'instinct que du raisonnement qu'ils arrivent à leur doctrine de classe, et qu'ils agissent en conséquence.

Je trouve juste la distinction entre clair et facile: la simplification conduit inévitablement à négliger certains aspects du problème; donc simplifier signifie toujours déformer, alors qu'un exposé clair qui évite de déformer est meilleur qu'un exposé confus. A cela je ne vois d'autre solution que de frapper toujours le même clou comme je le dis souvent, c'est-à-dire de répéter de nombreuses fois l'exposé d'une thèse, d'essayer différentes méthodes de présentation jusqu'à parler au figuré ou à plaisanter; mais je ne vois pas trop ce que je pourrais faire de plus, en tenant aussi compte de la fameuse recommandation semi-séculaire: si tu es trop long, tout le monde va s'endormir!...

Il m'est arrivé parfois de donner un de mes articles à des jeunes camarades pour qu'ils le traduisent dans une langue plus accessible: le résultat a toujours été désastreux, même s'agissant de rédacteurs intelligents et cultivés; il leur arrivait de me faire dire le contraire de ce que j'écrivais.

Quoi qu'il en soit, il peut y avoir une division du travail, comme vous l'écrivez. Je me suis chargé de m'en tenir, du mieux que je peux, à la rigueur.

Par exemple ce que j'ai écrit ici est très synthétique et touche un peu à toutes les notions du matérialisme marxiste. Même parmi les partisans les plus savants et non opportunistes de notre théorie, combien y a-t-il de graves équivoques! Prenez par exemple les longs développements que j'ai dû écrire pour bien mettre en ligne notre formule: abolir la propriété privée! J'ai montré que Marx a écrit en toutes lettres que **le capitalisme** a aboli la propriété

privée et des produits et des moyens de production! Marx n'était pas clair? Heureusement qu'il ne s'en soit pas trop soucié!

Recevez toutes mes affectueuses salutations, Amadeo.

Si quelques uns des camarades de Winterthur avaient eu la tentation de rester avec Battaglia Comunista, la réponse de Bordiga et son explication que les «rocs» du marxisme ne pouvait être «réduits en pilules» les en dissuadèrent: la section fit bloc autour de la nouvelle organisation.

Ayant atteint l'âge de la retraite, Riccardo revint à Schio à 1966 où il fonda une section entièrement ouvrière du parti. Il sut résister aux difficultés et aux crises internes du parti, dont la plus profonde fut la crise dite «florentine» au début des années soixante-dix, centrée sur la «question syndicale», mais qui en réalité touchait tous les aspects déterminants et caractéristiques de l'activité du parti. Dans les années qui suivirent la section de Schio, comme d'ailleurs d'autres sections ouvrières, allait de plus en plus devoir à faire face à des divergences non plus seulement à propos de l'interprétation des grandes lignes politiques, mais à propos de l'orientation et des directives de l'activité pratique **dans les usines et sur le terrain social plus ample**. Il ne s'agissait plus d'«assister» à des diatribes entre théoriciens, de prendre parti «pour ou contre Amadeo» (mort entretemps en 1970 après deux années de maladie), de faire face à des scissions d'«intellectuels» envers qui les militants ouvriers nourrissent une méfiance naturelle (quoique souvent aussi un respect spontané). D'autre part les sections du parti n'avaient plus seulement à se confronter à l'opportunisme stalinien traditionnel, mais aux mille variantes d'une nouvelle extrême gauche qui mettait à l'épreuve des faits leur assimilation de la ligne politique, programmatique et théorique du marxisme. Si sur le terrain spécifiquement «syndical» les sections ouvrières pouvaient compter sur leur expérience directe - même limitée - sur le terrain social plus large de la lutte politique **immédiate** (pour la distinguer de la lutte politique sur les grands principes et les grands objectifs théoriques), même des camarades de la vieille garde comme Riccardo ne pouvaient plus représenter pour les jeunes militants un point d'appui politique suffisamment solide.

LES NOUVEAUX PROBLEMES POLITIQUES

Plus le parti se trouvait face à des problèmes politiques et pratiques différents par leur nature, leur dimension ou leur urgence (comme la question féminine, du logement, des chômeurs, l'apparition de nouvelles organisations en dehors des grands

syndicats traditionnels ou les problèmes soulevés par le poids de questions de type national dans certains pays), et plus se révélaient des tendances à se retrancher dans un cadre connu, dans des déclarations de principe, dans un raidissement idéologique - ce qui est bien différent de la rigueur théorique; plus apparaissaient des tendances à faire bloc sur des positions «de section» ou autour de camarades qui prenaient la responsabilité de contester telle ou telle orientation, et plus se développait un esprit de clocher centré sur l'activité de la section locale ou sur un passé d'expériences personnelles. Comme les autres camarades ouvriers, Riccardo subit au cours de ces années l'usure provoquée par tous les problèmes et tentatives que le parti **devait et voulait** affronter, en dépit du fait qu'il s'agissait pour l'organisation d'un terrain totalement nouveau et malgré la disparition à sa tête d'un militant du calibre et des capacités d'Amadeo Bordiga. Il subit comme tant d'autres camarades les désillusions causées par l'absence de reprise de la lutte de classe après la crise capitaliste de 1974-75 prévue et annoncée par le parti dans les années cinquante.

Si la direction d'un parti hésite, si ses décisions tactiques et organisationnelles sont incertaines ou criticables, il est inévitable que les militants de la «base» se tournent vers les camarades les plus expérimentés, au passé le plus riche, pour leur demander de donner les réponses et de prendre les décisions qui tardent à venir. Il ne faut pas se dissimuler que la direction du parti ne se rendit compte qu'avec retard et de manière insuffisante de ce qui se passait dans l'organisation et qu'elle ne sut y répondre que par ce que nous avons appelé une «centralisation fictive».

LE LOCALISME

Le camarade Riccardo versa dans une défense mal comprise du parti envahi selon lui, au centre comme à la périphérie, par toutes sortes de gens uniquement intéressés par des manoeuvres douteuses. Le climat politique devient tendu et malsain quand le **localisme** tend à se substituer au centralisme; alors le fantasme du complot peut surgir dans la tête de camarades et à la lutte politique ouverte mais fraternelle se substitue l'affrontement entre clans, entre factions, entre fractions: la catastrophe est assurée lorsqu'on perd de vue l'intérêt collectif de clarification politique.

Dans la section de Schio monta peu à peu la contestation contre tous les efforts pour pousser les militants à sortir du localisme et des pratiques anti-centralistes pour s'atteler aux nouvelles tâches, nationales et internationales, que la situation de la fin des années soixante-dix posait indubitablement au parti. Comme d'autres la section de Schio se refusa

dans les faits - avant de le reconnaître en paroles - à affronter le changement de situation sociale ouvert par la crise économique capitaliste de 1974-75. Une telle attitude est en un certain sens à la fois conservateur et réactionnaire. C'est-à-dire qu'elle tend à conserver inchangée le même type d'activité et dans les mêmes formes que celles connues depuis toujours, comme si la situation interne du parti n'avait pas, elle aussi, changé. Et elle tend à réagir aux difficultés des nouvelles tâches en s'imaginant pouvoir faire abstraction de la situation concrète au point de refuser de s'intéresser à ces tâches et à ces problèmes.

DEUX FAÇONS DE FAIRE FACE AUX PROBLÈMES DE L'ACTIVITÉ DU PARTI

Il est utile d'approfondir ces aspects puisque des camarades de la trempe de Riccardo, longtemps exemple de cohésion politique, n'ont pu éviter de tomber dans le piège du localisme conservateur et de la politique personnelle. Une circulaire de la direction italienne du parti, mise en circulation peu avant l'éclatement de la crise du parti (9), mettait en relief les deux façons opposées de répondre aux problèmes de l'activité qui émergeaient désormais clairement de toutes les divergences apparues au cours des dernières années. La circulaire expliquait que les difficultés internes de cette période pouvaient s'expliquer *«par le phénomène parallèle d'une aggravation des contradictions sociales, qui nous poussent à une activité accrue, et d'une croissance des forces du parti au niveau international, bien que modeste»* qui nous faisait entrer dans une nouvelle **phase**: *«la phase où il devient nécessaire pour l'organisation de se doter d'une orientation fixe qui définisse l'action à entreprendre en appliquant les principes théoriques et tactiques, dans le cadre d'une série d'évaluations de la situation, pour arriver à la définition d'objectifs précis»*.

La question qui se posait donc était celle-ci: *«Dans quelle mesure la situation actuelle est-elle plus favorable à la reprise de la lutte de classe et à l'activité générale du parti et de quelle façon se manifeste - si elle se manifeste - l'aggravation de l'opposition entre bourgeoisie et prolétariat et l'aggravation de toutes les contradictions sociales? En d'autres termes: quelles sont les conditions objectives dans lesquelles se situe l'activité de notre parti et quelles tâches nous imposent-elles?»*.

Il était immédiatement précisé que *«la modification de la situation - nous sommes tous d'accord - n'est pas grande au point de comporter un changement de l'activité du parti en fonction d'une influence appréciable sur un mouvement prolétarien qui, s'il ne suit plus d'une manière aussi compacte les organisations collaborationnistes, n'est pas en-*

core l'auteur de luttes à l'échelle générale échappant à leur contrôle. Mais de nombreuses manifestations sociales, surtout après 1974-75, ont changé de caractère, au point de nous avoir fait dire qu'une manifestation de lutte prolétarienne même à échelle réduite a aujourd'hui pour nous comme pour le prolétariat plus d'importance qu'en avaient les grandes grèves (et même les affrontements) dirigés par le PCI et la CGIL dans les années 50-60. A l'époque notre rôle dans le mouvement prolétarien - indépendamment de nos forces et de nos possibilités d'intervention - était destiné à rester étouffé; aujourd'hui - là où c'est possible - il est un élément de rupture d'un front qui montre des fractures considérables».

Dans cette période des brèches autrefois inexistantes s'ouvraient à l'action du parti, non plus seulement pour la propagande et le prosélytisme, mais aussi sur le plan de l'orientation et de l'organisation de groupes de prolétaires cherchant à échapper aux structures de la collaboration de classes: c'était la période des comités de base et des luttes extra-syndicales chez les cheminots, les agents hospitaliers, etc., l'époque des coordinations ouvrières chez les métallos, dans la chimie, etc. Il était possible d'affirmer que les luttes n'étaient plus monopolisées par le PC et que ces nouvelles organisations constituaient des tentatives de certaines couches ouvrières de se défendre d'une façon plus efficace qu'en se contentant de suivre les hiérarchies syndicales tricolores, et que ces tentatives ne pouvaient laisser indifférent un parti qui se disait révolutionnaire.

En même temps la circulaire affirmait que *«la fluidité de la situation, comme l'absence d'éléments de référence précis sur le plan de l'organisation immédiate, ne favorise pas la précision de nos indications et de nos directives tactiques. Comment favoriser cette fracture entre mouvement prolétarien et bourgeoisie, entre mouvement prolétarien et collaborationnisme? Quels sont les pas à accomplir?»*. Sauf à réduire le parti à un cercle culturel engagé dans un simple travail d'enregistrement des faits - donc à renier le concept même de parti politique - il n'était pas possible d'échapper à ces questions. Et le problème qui se posait était d'ordre théorique: *«Comment intervient le parti dans un mouvement qui en soi n'est pas révolutionnaire et qui est sans aucun doute destiné à être encadré pour longtemps encore par des organisations collaborationnistes, opportunistes, et en partie "infantiles", pour des raisons matérielles et pas seulement en raison des moyens que disposent certaines idéologies? Dans quelle mesure est-il possible de fournir aujourd'hui au mouvement prolétarien, en plus de l'indication de la nécessité de se réappropriier le programme communiste et de lutter pour des objectifs de classe, une agitation pour des objectifs plus*

larges que ceux qui naissent dans les luttes partielles et une contribution organisationnelle? Que se propose d'obtenir aujourd'hui le parti de sa participation aux mouvements sociaux?».

Face à ces questions les deux façons de répondre étaient les suivantes:

«D'un côté certains estiment que c'est le mûrissement de la situation -la manifestation d'une contradiction aiguë entre les intérêts bourgeois et prolétariens - qui donnera au parti les conditions réelles de son influence sur la classe et de sa contribution au rétablissement d'organisations classistes ouverts à tous les travailleurs. Jusque là - c'est-à-dire jusqu'à ce que la situation cesse d'être contre-révolutionnaire - le travail du parti consiste à appuyer les luttes prolétariennes, mais pas encore à promouvoir des formes d'organisation indépendante, qui ne pourraient être que des coquilles vides servant de tribune aux diverses "avant-gardes". Mieux: la possibilité d'une véritable influence sur des éléments ouvriers implique de se tenir à distance de ces manifestations de la politique dégénérée des formations politiques soi-disant révolutionnaires». Ce qui est décrit là de façon synthétique c'est la conception soutenue avec d'autres par la section de Schio.

*«De l'autre côté on souligne au contraire que la reprise de la lutte de classe s'exprime dès aujourd'hui dans des manifestations qui touchent soit le prolétariat, soit des couches semi-prolétariennes, soit des éléments qui sont à l'avant-garde du **mouvement réel** parce qu'ils lui fournissent les contributions nécessaires à son développement et à son organisation. Mais il faut déterminer aussi, même approximativement, les **limites** du mouvement au delà de son caractère, outre son caractère distinct et séparé du parti.*

Dans ce travail le parti se rend capable de diriger les mouvements plus larges qui apparaîtront dans le futur. La formation d'un réseau de liens, puis d'une organisation et d'une direction du mouvement immédiat n'est pas le reflet d'une situation brusquement radicalisée, mais le résultat d'un ensemble d'exigences que le mouvement prolétarien ressent plus ou moins confusément, avec l'élément "externe" plus ou moins "conscient" qui n'est pas seulement le parti révolutionnaire, mais qui est constitué par toutes les autres idéologies et organisations qui se proposent d'influencer le mouvement prolétarien en utilisant les reflets idéologiques spontanés et le degré de maturité présents dans le mouvement et les luttes prolétariennes.

De même, l'influence du parti sur des couches plus ou moins grandes du prolétariat présuppose un travail qui démontre dans la pratique comment le parti répond (en paroles et dans les faits) à la succession des situations dans lesquelles se trouvent ces prolétaires».

Cette opposition entre les deux façons de concevoir les tâches du parti et d'y répondre ne pouvait que déboucher sur une rupture entre militants qui tendaient à agir de façon différente. Lors d'une réunion régionale du parti à Schio en septembre 82 dont le thème était la discussion de cette circulaire, le camarade Riccardo attaqua avec une véhémence sans précédent les représentants du centre du parti parce qu'ils soutenaient la possibilité d'actions communes sur le terrain **immédiat** même avec des prolétaires appartenant à d'autres organisations d'extrême gauche - à la différence du terrain **politique** sur lequel il est nécessaire d'agir en toute autonomie. Pour lui cela revenait à conduire le parti dans le marais de mouvements sociaux mal définis, à fricoter avec des groupuscules en tout genre, à abandonner la voie correcte du travail dans les usines, etc. Un autre moment significatif de cette réunion fut l'opposition toute aussi résolue de Riccardo à la décision de constituer une section dans le gros centre industriel de Mestre-Marghera, sous le prétexte que la plupart des jeunes militants travaillant dans ce centre venaient de petites localités environnantes: ils auraient dû développer leur activité dans ces localités d'où ils étaient originaires et où ils avaient leurs racines... Bien entendu, le fond de l'opposition était que ces jeunes militants ouvriers ne partageaient pas la façon de mener l'activité du parti défendue par Riccardo, qui décida, suivi par toute la section de Schio, de rompre avec le parti à l'issue de cette réunion. Démonstration que le centralisme organique était devenu une phrase vide, qu'en fait **la section** était le véritable centre du parti, qu'elle était même **le parti**. Inutile de dire que les accusations lancées par ces camarades n'étaient que des prétextes pour faire retomber au centre la responsabilité de la rupture: le poison localiste et démocratique avait fini par avoir raison même du «roc» que Riccardo avait été pendant tant d'années dans l'activité politique, dans l'activité de militant de la classe prolétarienne comme dans sa vie personnelle.

Dans les années qui suivirent Riccardo et ses camarades continuèrent leur activité politique de façon autonome en tant que «section de Schio» (sans jamais expliquer de quelle organisation concrète ils étaient une «section») en vitupérant contre la dégénérescence des «programmistes» (10). En 1988 Riccardo se rattacha avec ses camarades au groupe qui a repris en 1984 la publication d'«*Il Programma Comunista*» et se prétend l'authentique continuateur du parti, parce qu'il «*le retrouva en pleine concordance avec la ligne suivie avec constance par lui et la section*» selon l'article publié par ce journal après sa disparition («*Il P.C.*» n°6/1993). Cela veut-il dire que les militants d'Il P.C. estiment que les positions défendues par le centre du parti en septembre 82 étaient fausses et qu'il était donc juste de scission-

ner? Incohérence de l'ancien «*Il Programma Comunista*» enfin rectifiée grâce à l'inflexible cohérence de la «section de Schio»? Ou incohérence du nouveau «*Il Programma Comunista*» allié, après diverses tentatives, à l'incohérence du groupe de Schio qui ne renie rien de ses positions passées?

La circulaire citée expliquait encore que la longue bataille menée dans la parti «est devenue crise, et a connu des moments âpres et douloureux chaque fois que de sérieuses différences d'analyse politique ont débouché sur cette terrible impasse où l'on diverge non seulement dans la réponse à donner aux problèmes politiques rencontrés par le parti, mais où on ne reconnaît même pas les mêmes problèmes. Alors naissent des affrontements et des oppositions qui ne permettent plus la résolution des divergences (...) rendant impossible le travail en commun».

Voilà ce qui était arrivé avec Riccardo et la section de Schio: on ne reconnaissait plus l'existence des mêmes problèmes, comme si on était en présence de deux partis différents; voilà ce qui arrive avec le nouveau «*Il Programma Comunista*» qui dès sa naissance se caractérisa par le refus d'affronter les problèmes de la crise du parti, et qui aujourd'hui encore feint d'ignorer l'existence même de ces problèmes et de cette bataille...

Nous avons voulu rappeler Riccardo Salvador comme militant de la classe ouvrière et comme militant du parti d'hier et d'avant hier dans ses élans courageux et en ligne avec la praxis révolutionnaire comme dans ses erreurs et ses faiblesses, parce qu'il y a des enseignements précieux à en tirer dans les deux cas, au-delà des glorifications hypocrites et des commémorations sentimentales. Ce qui sert au travail de reconstitution du parti de classe et à la lutte de classe ce sont les bilans et les leçons qui se tirent de la vie, de l'activité, des positions, des batailles théoriques et politiques, de la praxis du parti révolutionnaire, parti fait d'individus de chair et de sang qui agissent et se trompent, mais qui, dans la mesure où ils luttent comme partie intégrante du travail collectif du parti de classe, laissent effectivement un «héritage» indispensable aux nouvelles générations révolutionnaires.

(1) cf «l'Unità» du 6/7/45. Voir: «Lettre de Riccardo Salvador» à Battaglia Comunista» (B.C., 28/7/45), «Lettre ouverte au communiste Vito Pandolfi» de Riccardo Salvador collée comme affiche à Schio et ses environs (B.C., 28/7/45), article «De Schio à Casale» (B.C., 6/8/45).

(2) Sur l'assassinat de Mario Acquaviva, voir par ex. «Le centrisme a tué Mario Acquaviva, comme la social-démocratie allemande a tué Karl Liebknecht, le champion de la lutte contre la guerre» (B.C., 28/7/45) et dans le même numéro du journal le texte de la «Lettre du Comité Central du Parti Communiste Internationaliste» à la CGIL, aux partis qui y adhèrent, aux Bourses du Travail, aux Ligues

de métier, aux Fédérations des partis ci-dessus, intitulée «Acte d'accusation» (B.C., 6/8/45), «De Schio à Casale», op. cit., et «En mémoire de Mario Acquaviva» (B.C., 14/8/45).

(3) Sur la liquidation du marquis et sur les absurdes accusations contre le Parti Communiste Internationaliste, voir «Solidarité prolétarienne pour les arrêtés de S. Polo» (B.C., 28/9/46). Et sur d'autres attaques contre des camarades par les staliniens, voir «Pourquoi subissons nous la violence centriste?» (B.C., 1/1/47) et «La défaite de classe a voulu ses victimes» (B.C., 27/3/48).

(4) A propos du nom que devait prendre la nouvelle organisation, Amadeo Bordiga écrivait le 25/11/52, avec son style habituel sec et ironique, à Ottorino Perrone (qui sous le pseudonyme de Vercesi avait été le principal responsable de l'organisation dans l'émigration des militants de la Gauche communiste):

«Cher Otto, (...) On a adopté la critère: changer le moins possible et sinon avec la variante la plus insignifiante. Pour le nom du parti: les attendus judiciaires n'imposaient pas de changement et je me suis fait le défenseur de la thèse: le nom du parti se change à un grand tournant historique; qu'il vienne et nous donnons court à l'idée de faire disparaître l'adjectif international; puisque l'adjectif mondial sera exagéré, nous dirons parti communiste, section d'Ottolande. Judiciairement le nom «Battaglia Comunista» devait tomber; Naples dit alors: «Lotta Comunista». Milan réfléchit et écrivit: «Programma Comunista». «Il Bolscevico» ne plaisait à personne. Ce que tu dis sur le titre **Programma** ne tient pas. Ce ne sera pas un titre sensationnel ni épatant ou super-brillant, mais il est très exact. J'avais prévu que les daménistes allaient y voir un nouveau recul vers le travail intellectuel. Mais en fait le programme ne sert pas comme tu dis à la discipline interne, cela ce sont les statuts. Le programme, lien entre la théorie et l'action du parti, est inséparable de ceux-ci et donc de l'agitation et de la propagande. Le titre actuel a donc tous ses papiers en règle. Pour *Prometeo* [la revue théorique restée elle aussi aux mains des daménistes-NdlR], si c'est toléré légalement nous nous arrêterons à *Prometeos*. Ce n'est pas encore sûr. Pour l'instant aucun *Prometeo* n'est sorti».

En fait la décision de publier une revue théorique ne fut jamais prise; il revint au journal «Programma Comunista» de mener un travail théorique considéré désormais comme fondamental.

A propos de la scission qui donna naissance à la nouvelle organisation, voir: «La portée de la scission de 1952 dans le Partito Comunista Internazionalista», Programme Communiste n° 93.

(5) Les «Fils» sont les articles à caractère théorique et de bilan historique écrits par Bordiga sous le titre «Sur le fil du temps».

(6) Ils'agit de «Programma Comunista» qui eut en fait une périodicité bi-mensuelle.

(7) Il n'y eut jamais de travail spécifique consacré à l'histoire de l'opportunisme. Le lecteur peut se rapporter au travail sur «l'Histoire de la Gauche communiste».

(8) Ils'agit de la réunion tenue à Rome le 1er avril 1951 et du schéma du renversement de la praxis dans la théorie marxiste, publié en français dans «Programme Communiste» n° 56.

(9) «Le parti face aux questions surgies dans le passé récent», 5/9/82.

(10) Voir «Gare aux faussaires!», «Le Prolétaire» n° 397, article répondant à la publication par ce groupe d'une brochure au titre de «Pour la défense du programme communiste».

Sur le fil du temps

LA

BATRACHOMYOMACHIE

Dans le cadre de notre longue bataille théorique et politique contre l'immédiatisme en général et l'anti-stalinisme de marque démocratique en particulier, la série des trois «Fil du Temps» (dont nous ne publions que le premier dans ce numéro) - *La Batrachomyomachie, Parodie de la praxis, Danse des fantoches* - parus dans notre organe du parti en italien «*Il Programma comunista*» n°10, 11 et 12 de 1953, spécifiquement dirigés contre les élucubrations anti-marxistes, quoique avec des prétentions... néo-marxistes, du groupe «Socialisme ou Barbarie», est particulièrement digne d'intérêt.

«S. ou B.» était un courant dissident du trotskysme, qui avait scissionné de l'organisation officielle en 1948 et qui disparut en 1967, peu de temps avant l'éclatement de la contestation étudiante qui vit fleurir bon nombre de ses thèmes de prédilection. «S. ou B.» prétendait non pas seulement «enrichir» le marxisme orthodoxe, mais même le dépasser en fournissant la clé de l'évolution récente du capitalisme par la domination totale en Russie, tendancielle ailleurs, d'une *nouvelle classe* (ou caste, ou ordre: il n'y a que l'embarras du choix), la *bureaucratie*, sur les moyens de production. Le pouvoir de cette nouvelle classe dominante ne s'appuyait plus sur l'antagonisme entre caractère social de la production et caractère privé de l'appropriation, donc entre classe bourgeoise et classe prolétarienne - comme dans l'analyse marxiste de la société actuelle - mais entre *autorité*, exprimée par les fonctionnaires dirigeants et *liberté*, incarnée par les producteurs dirigés; donc entre une minorité de despotes commandant par la seule volonté aux lois économiques et une immense majorité d'opprimés dont la lutte émancipatrice dépendrait d'abord d'une simple *prise de conscience*, puis de la prise de *contrôle* de l'économie et enfin de l'instauration de la «*démocratie directe*» pour gérer la société.

Il est peut-être inutile d'ajouter que dans cette conception la classe révolutionnaire se confond avec l'humanité entière, que le parti se réduit à un organe d'information, d'illumination et de... soutien moral et matériel des masses et que l'alternative historique pour le «genre humain» est entre un socialisme vainqueur de «*l'aliénation*» et le triomphe d'une nouvelle «*barbarie*», le «*totalitarisme bureaucratique*».

Cette théorie apocalyptique, appartient à un filon idéaliste déjà connu et combattu par le marxisme dès ses origines; bien loin d'avoir disparu avec «S. ou B.», il est au contraire destiné à se réincarner périodiquement sous une forme ou sous une autre: il est possible d'en retrouver aujourd'hui des échos chez certains théoriciens du dépassement par le capitalisme de ses contradictions comme chez certains prophètes du chaos et de la barbarie. La republication de ces «Fils du temps» s'inscrit dans le cadre de la longue bataille contre l'ennemi mortel de la révolution prolétarienne que sont les classes moyennes avec leurs nostalgies individualistes, libertaires, ultra-démocratiques et leur incurable gradualisme «*éducationniste*». Cette republication a pour but de rappeler les enseignements de la contre-révolution stalinienne contre toutes les orientations qui, même lorsqu'elles ont la prétention de revenir au «vrai» Marx, n'arrivent pas à dépasser la critique démocratique, anti-autoritaire, anti-dictatoriale, en somme **réformiste**, de la société bourgeoise comme le démontre la trajectoire de «S. ou B.».

SYNTHESE

Après avoir rappelé, les textes à la main, que des cas d'étatisation capitaliste ont existé avant le marxisme, qui en prévoit la diffusion comme résultat de la concentration du capital, et que la complète étatisation de l'industrie n'est pas socialiste (§1), nous en venons à l'énigme tentative de réduire en pièces le marxisme, dans ce cas par les anti-marxistes de «*Socialisme ou Barbarie*», que nous appellerons désormais les «*radoubeurs*». Leur thèse centrale est que, par suite d'un tournant imprévu du capitalisme, la bourgeoisie disparaît et à sa place apparaît la

bureaucratie (§2), élevée au rang de classe (l'URSS en serait la démonstration). L'erreur de cette doctrine est qu'elle repose totalement sur des thèses non seulement anti-marxistes, mais en fait *pré-marxistes*, que le marxisme a connues, prévues et réfutées en son temps (§3). Un document des radoubeurs, imprudente parodie du *Manifeste* de 1848, manque absolument de toute explication, justification et «apologie» de la bureaucratie-classe, qui prendrait le pouvoir pour son seul plaisir et non pour la défense d'un des *modes de production de classe*, en tant

qu'appareil de pouvoir de classe, c'est-à-dire en tant qu'Etat: la bureaucratie n'étant pas autre chose pour le marxisme (§4). Ils essayent de contredire Trotsky sur le terrain de l'économie russe, mais ils n'arrivent qu'à une folle confusion des termes et des concepts de base de l'économie marxiste, démontrant leur cécité historique et leur impuissance dialectique (§5). En donnant une nouvelle définition des rapports de production, ils tombent en plein dans un idéalisme anti-déterministe crassement bourgeois, avec la *conscience* et la *volonté* comme point d'arrivée, réduisant la lutte entre les classes à un conflit «éternel» entre le dirigeant et le dirigé (§6). Ils citent, en la mutilant partout où est affirmé la primauté des conditions *matérielles* sur la *conscience*, l'introduction de 1859 de Marx à la *Critique de l'Economie Politique* pour affirmer que rapports de production et formes de propriété ne sont pas deux aspects d'un même phénomène, contrairement à ce qu'affirme le marxis-

me (§7).

Après avoir rappelé les définitions marxistes contenues dans cette célèbre introduction (§8), nous précisons que le sur-travail, la plus-value (pour les radoubeurs: l'exploitation), fut une forme évolutive utile lors de la naissance du capitalisme (§9). Passant au cours politique, nous martelons le sens donné par le marxisme à l'Etat, par rapport auquel les radoubeurs manifestent des tendances anarchoïdes (§10); et nous insistons sur la nécessité de la dictature du prolétariat, Etat qui s'éteint au bout d'un certain temps, sans qu'il y ait jamais une place pour la bureaucratie-classe des radoubeurs (§11), dont la «solution», et la tentative de description de la société russe, est à celle donnée par le marxisme, ce qu'est la comique lutte des rats et des grenouilles chantée par Homère par rapport à l'affrontement de deux formes historiques décrites dans le mythe de l'Iliade (§12).

LA BATRACHOMYOMACHIE

POUR RETROUVER LE «LA»

Relisons dans le chapitre crucial de l'Anti-Dühring d'Engels ce qu'est la phase D du cycle capitaliste (que les crétins ont «découverte» en 1950):

«D.- Reconnaissance partielle du caractère social des forces productives s'imposant aux capitalistes eux-mêmes. Appropriation des grands organismes de production et de communication, d'abord par des sociétés par action, puis par des trusts, ensuite par l'Etat. La bourgeoisie s'avère comme une classe superflue; toutes ses fonctions sociales sont désormais remplies par des employés rémunérés».

Pour situer la décadence des fonctions individuelles dans l'histoire, tant pour ce qui est de l'activité mentale que de l'activité économique, nous avons reporté le passage où Engels définit la quatrième et dernière phase du capitalisme par la disparition des bourgeois qui, en confiant à l'Etat les organes de production et d'échange se révèlent être devenus une «classe superflue» dont les fonctions sociales sont maintenant assumées par des employés.

Engels revient sur ce fait dans divers passages qui se relient à ceux, non moins expressifs, que Marx consacre à l'impersonnalité du capital et au caractère purement figuratif du capitaliste.

Ces passages permettent d'établir que le contrôle et la gestion étatiques des entreprises productives, et même l'étatisation de toute l'industrie ne suffisent pas pour que l'on puisse parler de socialisme. Il faut encore en tirer deux conclusions. La première est qu'à l'époque où la doctrine marxiste se forma, il existait déjà - et l'on connaissait - des cas d'étatisation capitaliste, si bien qu'il ne s'agissait pas pour

Marx et Engels de faits historiques nouveaux; la seconde est que, s'ils prévirent la diffusion de telles formes comme conséquence inévitable de la concentration du capital, c'est sur la base de leur définition du capital comme forme et force sociales de la production, opposée à la définition bourgeoise qui le présente comme une nouvelle forme historique de la propriété privée et personnelle.

C'est justement au cas où l'on ne serait pas arrivé à l'étatisation et où l'Etat moderne serait resté étranger à l'économie, que la théorie anti-marxiste de la production aurait fait mordre la poussière à la nôtre (car cela n'aurait pas infirmé seulement une prévision particulière du capitalisme). En d'autres termes, l'assignation du capital productif à des possesseurs individuels n'a jamais été, même à ses débuts, un caractère essentiel et distinctif du mode capitaliste de production. Les caractéristiques essentielles sont tout autres, comme nous l'avons tant de fois rappelé, et nous y reviendrons aussi souvent qu'il le faudra.

NOUS OPTONS POUR LES IGNORANTS

On s'étonne que, connaissant ces textes, dont ils citent les mêmes passages que nous, certains intellectuels dirigeant de groupuscules ou de mouvements politiques - dont le tort n'est pas, du reste, d'avoir des effectifs réduits - puissent encore prétendre qu'il faille mettre en cale sèche des théories qui ont navigué pendant des siècles, entraînant des millions d'adhérents. Un nouveau programme historique ne peut apparaître dans la tête d'un auteur individuel et encore moins dans un cénacle ou une «boutique» de type existentialiste: c'est là une des thèses du marxisme à laquelle il faudrait renoncer si l'on admettait la conception précédente.

Nous avons ici en vue la revue «Socialisme ou Barbarie» et son rédacteur Chaulieu, qui ne nous semble pas être à proprement parler le plus âne parmi les non marxistes. Dommage!

Qui radoubera les radoubeurs? Ici, il s'agit seulement de débarrasser le terrain de leurs rafistolages. Nous ne réussissons pas à verser de larmes sur certains qui les admirent, collaborent avec eux et les singent dans leurs prétentions; pourtant il est pénible qu'autrefois ceux-ci se soient vantés, à tort ou à raison, d'être des orthodoxes (1). Le grand navire traverse mieux que jamais les tempêtes de l'océan, et s'il avait dépendu de ces gens qu'il se maintienne à flot, il aurait coulé à pic depuis longtemps.

Pour enlever tout caractère personnel et local à la question, nous ne parlerons plus que de rafistoleurs ou de «radoubeurs». En effet la tentative de prouver que des voies d'eau existent apparaît clairement dans des phrases comme celle-ci: «aussi bien l'évolution du capitalisme que le développement du mouvement ouvrier ont fait surgir de nouveaux problèmes, des facteurs imprévus et imprévisibles, des tâches insoupçonnées auparavant, sous le poids desquels le mouvement organisé a plié, pour en arriver à sa disparition actuelle» (2). Et d'envoyer le navire en cale sèche pour une petite opération du genre «prendre conscience de ces tâches» (3)! En voilà qui ne se mouchent pas avec les doigts!

Ils citent le Manifeste Communiste, ils lui reconnaissent vaguement le mérite d'avoir formulé quelques unes des premières intuitions révolutionnaires, en particulier l'existence de cette lutte des classes... dont Marx tint justement à dire qu'on l'avait découverte avant lui! Mais c'est pour tourner ensuite autour du pot avant de conclure que la théorie d'aujourd'hui doit être tout autre chose que celle de 1848. Il ne s'agit pas seulement pour eux d'ajouter quelques chapitres, ou de couper quelques branches mortes pour en greffer de nouvelles: ils visent à remplacer le tronc tout entier de la doctrine. C'est ce que révèle la puérilité des titres d'un «document» initial: Bourgeoisie et Bureaucratie - Bureaucratie et Prolétariat- Prolétariat et Révolution, mis à la place des titres fameux du Manifeste: Bourgeois et Prolétaires - Prolétaires et Communistes (4).

Ce que nous voulons démontrer ici, c'est que si l'on admet la thèse centrale: la bourgeoisie abandonne la scène historique à la bureaucratie, on ne se contente pas de modifier une partie de l'ensemble de la doctrine; on ne se borne pas à rafistoler l'ancienne carène de bois, mais on émet la prétention de la remplacer par une carène d'acier. En réalité nos caréneurs ne font que lancer des petits bateaux en papier!

UN PROTAGONISTE NOUVEAU

Voulez-vous savoir ce qui était «imprévisible et insoupçonné» pour Marx en 1848 et ses disciples en 1914? C'est ce que nous déduisons tout de suite d'une autre phrase importante (5): «En gros on peut dire que la différence profonde entre la

situation actuelle et celle de 1848 est donnée par l'apparition de la bureaucratie en tant que couche sociale tendant à assurer la relève de la bourgeoisie traditionnelle dans la période de déclin du capitalisme». Ce personnage qui serait apparu nouvellement sur la scène historique est une vedette, et non un de ces acteurs qui jouent les utilités; en effet si l'on présente d'abord la bureaucratie comme une couche sociale, c'est pour l'élever aussitôt au rang de classe: autrement comment serait-il possible de définir la nature de classe de l'économie et de la société russes, où la bourgeoisie a disparu? Une des deux classes, c'est le prolétariat. Mais l'autre? La bureaucratie, c'est clair.

Définir la bureaucratie comme une classe sociale est un non-sens complet: si on le fait, c'est toute la doctrine qui existait du temps du Manifeste jusqu'à l'époque de Lénine et jusqu'à aujourd'hui encore heureusement, qui tombe en poussière; il ne peut en subsister un seul chapitre, un seul paragraphe! Mais ce serait là encore peu de chose: une réfutation de plus du marxisme, sur lequel ces gens se casseraient les dents. Mais il y a plus: l'erreur présente dans cette doctrine réside dans des thèses non seulement anti-marxistes, mais pré-marxistes que Marx n'a pas seulement prévues et devinées, mais qu'il a constamment dénoncées comme déjà surannées à son époque et qu'il a soumises à des «passages à tabac» désormais classiques. Nous allons donc nous efforcer de prouver que ceux qui veulent devenir les adeptes des radoubeurs «rive gauche» doivent être prêts à mettre en pièces, page après page, tant *Le Capital* que *l'Etat et la Révolution*.

On ne saurait en effet mieux définir la position exactement opposée à celle de la gauche marxiste internationale d'avant et d'après Lénine, qu'en citant les paroles suivantes de nos radoubeurs: «Le programme de la révolution prolétarienne ne peut rester ce qu'il était avant l'expérience de la révolution russe et des transformations qui ont eu lieu après la seconde guerre mondiale dans tous les pays de la zone d'influence russe» (6).

Ce sont justement ceux qui montrent clairement n'avoir jamais appris ce qu'a été, est et sera le programme de la révolution prolétarienne, qui se mettent à vouloir le refaire! Notre mouvement a un but exactement opposé et nous croyons avoir une contribution non négligeable pour le rejoindre: «Le programme de la révolution prolétarienne doit rester ce qu'il était avant la révolution russe, la première guerre mondiale et la corruption de la seconde Internationale». Marx retrouva dans la Commune de 1871 le programme du Manifeste de 1848; Lénine le retrouva en 1917 et dans le premier après-guerre. Le fait important est qu'un tel programme n'est nullement mis en exécution en Russie, et ceci est bien clair, mais pas pour les raisons qu'en donnent les radoubeurs. En effet, il n'en serait pas autrement si c'étaient leurs revendications qui avaient triomphé, c'est-à-dire la démocratie, le contrôle ouvrier, la réduction des avantages de la classe bureaucratique, puisqu'ils ne savent pas demander autre chose.

HIER

UNE CLASSE QUI NAIT VIEILLE

Ainsi ces gens ont découvert une nouvelle planète dans le système solaire des grandes classes sociales de l'histoire: la bureaucratie-classe. Une seule remarque suffit à démontrer que cette découverte se situe en dehors de la plus minime compréhension de la dialectique marxiste, et qu'elle sort des limbes d'une pensée effectivement bourgeoise: c'est que l'imprudente parodie du Manifeste tentée par nos radoubeurs ne présente aucune explication, aucune justification, ni «apologie» de cette classe nouvelle et originale qui se substitue aux anciennes. Si comme ils le prétendent, nous avons été témoins de son avènement, nous avons alors été témoins de la formation et du triomphe d'une classe «inutile», et à peine est-elle apparue que nous avons su qu'elle ne méritait que des insultes. Combien cela diffère de la façon dont le Manifeste présente la révolution bourgeoise, la conquête du monde par la bourgeoisie! Il s'agirait donc d'une erreur, d'un moment de distraction, d'un avortement de l'histoire? Est-ce là du marxisme, ou du sale idéalisme de bourgeoisie décadente?

Quoi? Cet avorton à l'horrible face de vieille décrépite, avant qu'on le jette dans un bocal d'alcool, inquiète au point qu'il faille changer tout le «programme de la révolution», et renvoyer «l'accoucheuse de l'histoire» à l'école de ces pâles chirurgiens?

Cette idée que l'appareil du pouvoir de classe (dans la terminologie marxiste, bureaucratie et Etat n'ont pas d'autre sens) détient le pouvoir, non pour défendre un des grands modes de production de classe, mais pour lui-même, pour son propre avantage, pour en tirer l'argent du cinéma ou du bordel, n'est rien d'autre que la version la plus vulgaire d'une objection que l'on fait couramment au socialisme prolétarien: vous aurez beau mettre à la tête de la société des forces nouvelles, vous ne ferez que recommencer la même histoire, puisque quiconque gouverne et dirige ne le fait que pour ses propres intérêts. Et tout philistin saura vous dire: contre ceci la seule recette est une recette morale: il faut que les gouvernants et les gouvernés soient honnêtes. C'est aussi une recette libérale (le contrôle, fi-donc!...), tout consiste à trouver le truc: faire de l'écu le serviteur de l'électeur comme par exemple dans la vieille Angleterre ou la jeune Amérique! Et avec un pareil style de pensée, vous prétendez enseigner à Karl Marx quelque chose que, le pauvre, il n'aurait pas soupçonné! Mais allez donc plutôt faire le métier de révéler la vérité aux maris cocus, ce qui serait plus sérieux.

Nos radoubeurs se lancent dans une polémique bizarre et superficielle avec Trotsky, où ils lui donnent tort dans tout ce qu'il écrit de correct, et vice-versa; Trotsky avait écrit fort justement que la bureaucratie n'avait certainement aucun avenir historique. Ils s'emparent de la phrase suivante,

malheureuse dans sa tournure littéraire, disant que si la révolution échouait, permettant à la bourgeoisie de s'installer solidement au pouvoir à l'échelle mondiale, «ce serait un régime de déclin, signifiant une éclipse de la civilisation». Dans ce cas, le prolétariat et le marxisme révolutionnaire seraient donc prêts à se débarrasser de leur programme de classe, si la preuve est faite que le progrès se change en déclin, et qu'une civilisation commune à toutes les classes et au dessus des luttes de classes menace de s'éteindre? Progrès et lumière de la civilisation historique: il n'en faut pas plus pour tomber en plein dans ce que Marx et Engels fustigèrent mille fois comme l'idéologie du socialisme bourgeois et petit bourgeois.

Les radoubeurs voudraient dépasser notre pauvre marxisme; qu'ils se réjouissent de cet aveu précieux: nous ne gaspillerions aucun mot, nous ne brûlerions aucun cierge, pour éviter que des régimes de déclin succèdent au capitalisme, et que la civilisation actuelle (selon nous la plus obscure possible) ne s'éclipse: pourvu que le régime bourgeois nous débarrasse le terrain, nous sommes prêts à le laisser aller se coucher dans le noir.

Mais pour montrer que la prétention de rafistoler la doctrine est en réalité une tentative - absolument vaine - de la démanteler morceaux par morceaux, procédons par ordre et voyons comment nos radoubeurs s'y prennent dans les questions de l'évolution économique, puis du pouvoir politique.

ATROPHIE DIALECTIQUE

La polémique a pour point de départ le désir de réfuter la thèse de Trotsky selon laquelle l'Etat ouvrier existe toujours en Russie en dépit de la victoire de la bureaucratie. Trotsky aurait dit que l'économie était socialiste dans la production, en vertu de l'étatisation de l'industrie, mais non dans la distribution (ou mieux: répartition) des revenus (ou mieux: des produits). En vérité, il faudrait examiner dans un ordre logique plus rigoureux ces jugements critiques de Trotsky; d'autant plus que, tout en réfutant cette position par l'argument évident que toute forme historique de production possède de façon inséparable ses propres caractères de distribution, une folle confusion est créée dans les termes et les concepts fondamentaux de l'économie marxiste.

Pour notre part, nous divergeons d'avec Trotsky quand il s'agit de reconnaître et de caractériser les différents stades du développement social en Russie depuis février 17; nous pensons qu'il s'est toujours trouvé «en retard d'une phase» dans sa dénonciation des abandons des positions révolutionnaires: d'abord sur le plan tactique, puis sur le plan politique, enfin sur le plan économique. Il est certain qu'aujourd'hui Trotsky ne parlerait plus (comme l'aurait d'ailleurs affirmé, paraît-il, sa compagne Sédova) ni de manœuvre, ni de pouvoir, ni d'économie prolétariennes en Russie.

Mais l'indiscutable supériorité de Trotsky sur ses détracteurs (qui, en fait de marxisme, ne lui arrivent pas à la cheville), réside en ce qu'il replace

les événements historiques dans leur succession réelle et qu'il établit le rapport entre la stratégie et la politique économique en tenant compte du jeu de tous les facteurs sociaux intérieurs et extérieurs. Il sait en outre distinguer les voies extrêmement diverses que peuvent prendre la victoire, l'arrêt ou la défaite des révolutions dont le sort est en jeu, et ceci même quand il applique de façon erronée les solutions au cas envisagé.

Ses détracteurs, eux, ne voient rien sous l'angle historique et dialectique. Quand ils essaient de retracer les faits dans leur succession internationale, ils le font à la façon des écrevisses, à reculons, voyant tout d'une façon désespérément statique et statistique. Il leur suffit d'appliquer des phrases lues chez Marx et ils s'imaginent déjà avoir découvert des solutions nouvelles et heureuses... En réalité ils ne s'élèvent pas au dessus de cette sottise «analyse»: si vous me donnez la photographie aérienne d'un pays, je vous expliquerai quels étaient dès le début les rapports de production et de répartition et après je pourrai donner mon appréciation sur la «couleur» du régime.

Leur impuissance à penser dialectiquement les empêche de comprendre qu'il est des moments où économie et politique, production et répartition, et jusqu'aux intérêts respectifs de la classe dominante et de la classe dominée nous apparaissent dans une marche complètement renversée: pourtant c'est ce que l'histoire des révolutions et des contre-révolutions d'avant 1848 avait appris à Marx et qu'un examen des événements postérieurs confirme à tel point qu'on ne saurait - dans notre image du «radoubage» de la théorie - changer un seul clou de place dans la coque de notre «navire», sans le faire couler à pic.

LES RAPPORTS DE PRODUCTION

Nos radoubeurs ont beau recourir à des formulations classiques, ils n'ont pas digéré ce concept marxiste de base. Tout au contraire, ils l'ont renversé. Leur but était de lier les rapports de production aux rapports de distribution. Ceci est juste, et nous l'avons fait correctement à propos des caractères mercantiles de l'économie russe qui, étant données les conditions historiques et politiques générales d'aujourd'hui, démontrent son caractère capitaliste. Mais au moment, par exemple, de l'introduction de la N.E.P., la conclusion pouvait être différente.

Le fait grave est que, définissant à nouveau la notion de rapport de production, ils déforment à tel point le critère marxiste qu'ils retombent en plein dans un idéalisme anti-déterministe crassement bourgeois. En effet, avec un point de départ juste, ils aboutissent à une thèse de l'acabit suivant: *«nous savons (!) que tout rapport de production est en premier lieu et immédiatement (!) l'organisation des forces productives en vue du résultat productif»* (7) qu'ils répètent d'ailleurs plusieurs fois.

Dans cet énoncé d'une douzaine de mots dont aucun n'est à sa place, on reconnaît toute la pensée

bourgeoise en économie et en philosophie. Le point d'arrivée auquel tend toute la tortueuse exposition, c'est-à-dire la conscience et la volonté, était déjà contenue sous des apparences trompeuses dans le point de départ. Attention: le théorème veut définir ce qu'ont de commun tous les rapports de production de l'histoire, même les plus anciens. La formule relève donc en plein des thèses idéalistes et volontaristes: à l'origine était la conscience, à l'origine était la volonté. Puisque quelqu'un organisait la production et l'économie, il le faisait selon son plan, c'est-à-dire selon sa volonté; de plus, puisque ce quelqu'un avait déjà clairement en vue le résultat, il portait déjà clairement en lui la science des lois économiques.

Mais qui est ce quelqu'un? Celui qui répondrait «l'homme moyen», serait un libéral anti-marxiste loyal. Celui qui répondrait au contraire «l'homme exceptionnel», serait un adepte honnête d'une des nombreuses écoles idéalistes. Celui qui viendrait nous parler de «l'envoyé de Dieu» serait un partisan conséquent de la Révélation. Mais disons tout de suite que le «quelqu'un» des radoubeurs, c'est la classe dominante; en Russie donc, la bureaucratie, souveraine des lois économiques et des résultats de la production. Toute la trame du raisonnement est là.

On prétend être marxiste parce qu'on a introduit la classe, même quand ce n'en n'est pas une (et peut-être seulement alors d'ailleurs!). On a lu et compulsé Marx à fond, on le cite encore plus que nous peut-être, et même quand il démontre le contraire de «l'organisation de la production en vue du résultat productif». Il serait encore mieux de ne pas le lire, car il est une façon de feuilleter les livres qui ressemble à celle dont le cambrioleur feuillette les paquets de mille. Un camarade de la première heure s'amusait souvent à rappeler les noms de tant de connaisseurs à fond de Marx et de son oeuvre qui sont devenus les pires ennemis du marxisme.

Rappelons que la formule de ces Messieurs est générale pour tous les rapports de production historiques: comme si le maharajah indien, dont les tributs représentent l'équivalent de son poids en or, ou le seigneur féodal qui a passé dix ans aux croisades, avaient jamais organisé même des lambeaux de production. Appliquée au capitalisme cette formule de la chasse au résultat productif nous apparaît comme une rechute dans la science économique bourgeoise et dans une philosophie du même type. L'impulsion irrésistible à produire sans limites et sans raison (et donc sans conscience des résultats et sans organisation) n'est plus chez nos radoubeurs, cette manifestation contradictoire et instable que nous présente le déterminisme économique: elle devient une recherche consciente et voulue de la part de la classe dominante, laquelle «construit» dans ce but le «rapport matériel et personnel» adéquat. Nous voici arrivés au point voulu: tout est un rapport entre deux personnes: patron d'une part, ouvrier de l'autre. A partir de là, de façon générale toutes les classes historiques se définissent de cette manière fossile: un groupe de personnes qui savent, veulent et dirigent

un autre groupe de personnes qui subissent et suivent passivement. La lutte entre les classes, et surtout entre les forces qui découlent respectivement des vieux et nouveaux modes de production, se rapetisse, dans ce mesquin bavardage, aux dimensions d'un même conflit éternel opposant sous des aspects divers, le dirigeant et l'exécutant. Voilà l'autre formule-clé de ce système boiteux.

La formule examinée plus haut «*organisation des forces productives en vue du résultat*», ne peut être appliquée correctement qu'au seul mode socialiste de production. Encore doit-on lui enlever l'adjectif «productif», qui pue à cent lieues son affairisme et son économisme capitaliste. Il faudrait dire au contraire: **organisation des forces productives en vue de la consommation, de l'usage**. C'est ce qui existera beaucoup plus tard, dans la société sans classes, et quand le problème philistin d'éviter que le dirigeant ne dupe l'exécutant aura cessé de se poser. Mais tant qu'existeront des classes, il sera impossible aussi bien aux classes qu'aux individus d'obtenir consciemment un résultat. Seul le parti le peut! Mais c'est justement ce que les radoubeurs reprochent à Lénine d'avoir proclamé.

HORS DU SUJET

On veut prouver que la propriété d'Etat, la nationalisation, ne sont pas du socialisme. Ceci est juste, mais la voie suivie pour le démontrer ne l'est pas, puisqu'on prétend que les rapports de production sont une paire de manches, et les formes de propriété une autre. Au contraire, chez Marx, ce sont deux manches de la même paire. Que l'entreprise appartienne en propre à un bourgeois ou qu'elle appartienne à l'Etat, la forme de propriété est la même. Pour le comprendre, il suffit de se souvenir qu'il faut penser non à l'usine ou aux machines, mais au rapport du travail salarié avec le produit. La forme bourgeoise de propriété est celle qui enlève au travailleur tout droit de propriété sur le produit de l'entreprise. Naturellement ce droit n'existe pas davantage en ce qui concerne les instruments de production; mais cela dérive du fait matériel qu'il s'agit de travail associé: il ferait beau voir les travailleurs emporter, qui une pierre du mur, qui une roue de la machine, même si c'était par décision du conseil autonome d'usine...

Nos radoubeurs ont pourtant pris pour point de départ l'introduction de 1859 à la Critique de l'Economie Politique, un des exposés les plus parfaits de Marx, sans doute écrit un jour que ses maudits anthrax qui lui firent plus tard appeler la mort ne le dérangent pas et où le cigare qu'il fumait s'était trouvé parmi les moins atroces. Nous citons à notre tour ce passage, en mettant entre parenthèses les mots qu'ils ont sauté:

«Dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, (rapports de production qui correspondent à un degré de

développement déterminé de leurs forces productives matérielles). L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base concrète sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique (et à laquelle correspondent des formes de conscience sociale déterminées. Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie sociale, politique et intellectuelle en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience). A un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en n'est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. (De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale. Le changement dans la base économique bouleverse plus ou moins rapidement toute l'énorme superstructure. Lorsqu'on considère de tels bouleversements), il faut toujours distinguer entre le bouleversement matériel (- qu'on peut constater d'une manière scientifiquement rigoureuse -) des conditions de production économiques et les formes juridiques, politiques, (religieuses, artistiques ou philosophiques), bref, les formes idéologiques (sous lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit et le mènent jusqu'au bout. Pas plus qu'on ne juge un individu sur l'idée qu'il se fait de lui-même, on ne saurait juger une telle époque de bouleversement sur sa conscience de soi; il faut au contraire expliquer cette conscience de soi par les contradictions de la vie matérielle, par le conflit qui existe entre les forces productives sociales et les rapports de production)» (8).

La leçon de ce texte est claire. Ce n'est pas nous qui le disons, mais ceux-là même qui l'ont mutilé de tous les passages entre parenthèses. Si claire qu'après avoir lu ce texte une fois et en possession de toutes ses facultés, on peut d'un cœur léger mettre le feu à la bibliothèque et s'arracher du cerveau la circonvolution de l'alphabet. Mais il n'est pas permis d'en omettre par hasard des passages, et encore moins de retrancher intentionnellement justement ceux qui mettent en avant les conditions matérielles et en queue la conscience, décrite comme un effet lointain de toute révolution; voilà l'aboutissement de tout le gâchis théorique qui situe nos radoubeurs à cent ans en arrière de ce magnifique faisceau de lumière. Si après cela quelqu'un, fort d'avoir compulsé ce qui a été publié depuis 1859, prétend vouloir changer le moindre mot de ce texte, il ne reste plus qu'à lui appliquer le célèbre coup de pied dans l'infrastructure de la conscience.

TERMINOLOGIE MARXISTE

Relisons avec calme. **Production sociale de la**

vie. C'est un rapport qui dépasse totalement l'individu et le fameux «doit et avoir» dans lequel les prétendues mises à jours théoriques sont condamnées à tourner sans espoir. Production des aliments par les associations humaines et reproduction biologique de l'espèce, c'est-à-dire des producteurs de demain. Celles-ci ne sont jamais régies selon un plan conçu par un ou plusieurs cerveaux, mais déterminées par l'état des forces productives matérielles. Les hommes sont eux mêmes une force productive matérielle, qui se développe et évolue, certes, mais ne peut forcer les conditions déterminées par les possibilités techniques: pioche ou charrue, rame ou voile, traîneau ou roue, faune, flore, nature géologique du terrain. Ce qu'il faut entendre par «conditions matérielles», c'est tout cela et non point la quantité d'argent qui se trouve dans le portefeuille. Derrière les légendes - par exemple celle de Jason courant les mers et fendant le sein de Thétis; celle du géant Encelade qui, prisonnier de l'Etna, ébranle la montagne, provoquant l'éruption du volcan; ou encore celle d'Italus, inventeur de la roue et du tour, tué par son maître Dédale, fou de rage d'avoir inventé l'aéroplane au lieu de la charrette - il est possible de trouver la «conscience» de cette évolution de la force de travail humaine dans le cadre de conditions matérielles données... Par contre derrière les bavardages de «Socialisme ou Barbarie» on ne trouve que la conscience de zéro.

Les **rapports de production** sont la même chose que les **rapports** ou **formes de propriété**; avec cette différence que les premiers s'expriment en termes économiques, tandis que les seconds s'expriment en termes juridiques. Il est inutile d'essayer d'en faire deux choses différentes et de taire dans ce but les passages établissant que le droit dérive des rapports économiques.

Dans le système de l'esclavage le rapport de production est tel que le produit du travail de l'esclave, sans aucune contre-partie que d'infimes quantités de produits de consommation, est à la disposition du patron, et que l'esclave ne peut s'éloigner, produire pour d'autres ou pour lui-même. Le rapport de propriété concerne la personne et la vie de l'esclave, et exprime, sur le plan du droit, la même chose.

Les **forces productives**, ce sont les ustensiles, les machines, les véhicules de tout genre; les matières premières et les denrées offertes par la nature; et bien entendu, à toutes les époques, la classe travailleuse.

Le **mode de production** (*Produktionsweise*), ou **forme de production** est un des grands types historiques de relations productives: ressources techniques et formes de propriété. A la culture de la terre s'adaptent successivement le communisme primitif, l'esclavage, le servage et le salariat. Le communisme primitif, l'esclavage, le libre artisanat s'avèrent peu à peu inadéquats à la production manufacturière et, à un certain stade, il en est de même du salariat.

Le capitalisme est un des grands modes de production historiques et une des formes de propriété

les plus importantes. Cette forme a des caractéristiques bien définies qui interdisent les substitutions du genre capitalisme privé - capitalisme d'Etat ou bourgeoisie - bureaucratie.

Mais il y a un autre équivoque: les rapports de droit sont des formes de propriété. On les explique en montrant comment ils sont déterminés par le fait économique: mais les expliquer est une chose, et avancer dans la compréhension des idéologies religieuses, philosophiques, etc., en est une autre. Le rapport de propriété est un rapport matériel. L'Etat qui fonctionne selon une norme juridique établie est un mécanisme matériel bien plus palpable qu'un système philosophique. Si l'esclave s'enfuit, les agents de l'Etat le capturent; si le salarié vole un objet qu'il a produit, ou si l'industriel ou le directeur le séquestrent dans l'usine, les gendarmes arrivent pour l'arrêter ou le libérer, selon le cas. Les formes de propriété sont des agents économiques matériels et non des facteurs qui n'agissent que par «mystification». Moi, par exemple, j'ai beau m'être débarrassé, dans ma conscience, de la mystification mercantile, je n'en obéis pas moins spontanément et rigoureusement à la loi de la valeur quand j'achète ce que je consomme.

Vraiment, pour ces gens, il n'existe aucune idée qui ne soit à sa place!

METAPHYSIQUE DE L'EXPLOITATION

Pour rester encore sur le terrain économique, toute la conception de la lutte de classe se trouve réduite, chez nos radoubeurs, à une bataille ininterrompue contre un ennemi unique: l'exploitation. Le monstre est toujours le même; seules les victimes qui se révoltent successivement contre lui changent: esclaves, serfs, salariés, etc... Nous voilà en pleine *Philosophie de la misère* à la Proudhon. Loin d'être «imprévisible» en 1848, cette conception avait été enterrée dès 1847.

Ils ont lu sans le comprendre le passage suivant:

«De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports [de production] en deviennent des entraves».

Aujourd'hui, époque de capitalisme avancé, l'exploitation des salariés, le sur-travail et la plus-value sont devenus des entraves. A la naissance du capitalisme c'étaient des formes évolutives utiles des forces de production. La devise «Liberté, Egalité, Fraternité» était une mystification sans aucun doute (comme le rappellent tout à fait en passant nos radoubeurs); et elle l'est encore quand ils l'appliquent hypocritement à l'intérieur de la classe ouvrière, oubliant de nous donner la recette *consciente* pour quand finalement il n'y aura plus ni classe, ni prolétariat. Par contre le fait que le remplacement du travail du libre artisan par le travail salarié permettait au «pauvre» de posséder des objets qu'il n'avait pas chez lui auparavant, ou d'en posséder plusieurs, n'était pas, lui, une mystification. L'artisan féroce-ment exproprié justement parce que victime

inconsciente des formes traditionnelles du travail, il résiste à son **intérêt subjectif**, gagnera du point de vue du niveau de vie en devenant salarié.

L'artisan ne fournissait pas - du moins pas directement - du sur-travail. Or la seule méthode possible pour accumuler du capital, puissance **sociale** dès son origine, et pour arriver à l'actuel patrimoine d'équipement productif, était d'extorquer du sur-travail en masse aux salariés groupés dans de nouvelles fabriques. Le fait que ce soit là de l'exploitation est une objection étrangère au marxisme et bêtement morale.

L'erreur économique de base est de tout réduire à une **dispute pour la plus-value**, qui se confond avec l'inéluctable **faim de sur-travail** du capital. A son apparition le mode bourgeois de production rend possible une plus grande mise en réserve sociale pour un moindre effort humain; si les prolétaires prêtèrent main forte à la révolution qui brisa les entraves de la servitude de la glèbe et de la petite production, ce n'est pas pour le plaisir d'être roulés, mais parce qu'ils y étaient poussés par l'influence matérielle déterministe de la force productive moderne et future la plus ardente. Peu à peu la loi de la chasse au sur-travail - qui interdit au capital «*l'organisation en vue d'un but*» - conduit la nouvelle forme à devenir **défavorable**. Il n'y a donc pas de **valeur** éthique absolue, mais un changement quantitatif de rendement social. Naturellement, ceux qui rafistolent Marx en descendant au-dessous de Lassalle ne voient dans la lutte qui oppose deux modes historiques de production que le conflit ouvrier-patron ou ouvrier-bureaucratie; et ils circonscrivent cette lutte dans les limites de la marge de profit qui, par un effet mécanique, est aujourd'hui faible à taux de plus-value élevé (9).

Aveuglés par la question de la **répartition des revenus**, ils lisent à l'envers les phrases d'un autre texte formidable qu'ils citent, la Critique du Programme de Gotha, sur la **répartition de la misère**. Ils ne voient pas qu'en principe la thèse à défendre est la suivante: les dépenses affectées à la bureaucratie d'entreprise ou d'Etat ne représentent qu'une des nombreuses fractions du profit. Aux fins d'un passage rapide de l'économie parcellaire semi-asiatique au marché national et à une industrie florissante, la somme **extorquée** par la bureaucratie russe actuelle pour sa consommation pourrait constituer le moindre des maux parmi tous ceux qui jalonnent la marche complexe du monde vers l'amélioration des «*conditions du travail vivant*» revendiquée par le marxisme. Leur *analyse* précise et supérieure qui consiste en une discussion sur la base des chiffres de Trotsky et des apologistes du stalinisme, démontre seulement qu'ils ont encore bien du chemin à faire pour arriver au niveau atteint par la science économique lorsqu'apparut la théorie propre au prolétariat moderne. Ils cherchent querelle pour un rabais de quelques centimes comme la servante au marché, et ils ne voient pas le **monde** qu'il s'agit de conquérir.

AUJOURD'HUI

ETAT ET REVOLUTION

La manie d'améliorer et de rénover, le malheureux snobisme qui leur fait constamment craindre d'être en retard sur les tout derniers apports de la science conformiste les a conduit à démolir paragraphe par paragraphe tous nos textes économiques. Voyons maintenant ce qu'il en est du **cours** politique.

Qu'est ce donc pour nous que l'Etat? C'est un appareil composé d'hommes ayant des tâches définies, et surtout d'hommes armés. Un tel appareil n'est absolument pas nécessaire pour toute communauté humaine (et ici, disait Lénine, les anarchistes ont raison), étant donné qu'il y a eu et qu'il y aura (pour les raisons exactes qu'en donne Engels) des sociétés sans Etat.

Mais il ne peut pas ne pas y avoir d'Etat tant que la société est divisée en classes qui luttent entre elles. Jusqu'ici même l'anarchiste pourrait nous suivre.

L'Etat d'une époque donnée est, plus exactement encore, une **forme de propriété** correspondant à des rapports économiques donnés qui sont apparus en même temps qu'elle et qu'elle tend, ensuite, à conserver et à défendre par la force, même quand ils sont devenus «*des entraves pour les nouvelles forces productives*» qui pourraient faire progresser le bien-être général.

L'Etat, ensemble de **corps** armés et non-armés, c'est-à-dire de bureaucraties (police, armée, magistrature, administration et jusqu'au clergé) n'est donc pas toujours le **mal absolu**. Après la révolution anti-féodale, l'Etat français avec ses phalanges de fonctionnaires, son armée permanente, sa garde nationale, ses gendarmes, etc., a pour fonction de lutter contre la réaction. Nous disons qu'il exprime la lutte des nouveaux capitalistes contre les anciens seigneurs aristocratiques de la terre. Ce n'est pas tout. L'Etat s'explique par la présence de ces deux classes et c'est un moyen, pour le moment, de briser des entraves et non d'en forger de nouvelles. Plus exactement il nous faut dire qu'il exprime la lutte entre un **mode de production futur** (le mode capitaliste) et un mode de production dépassé et en ruines (le féodalisme), lutte historique et universelle. Un tel Etat dans un tel moment historique n'exprime donc pas seulement la répartition de la population française entre les diverses classes, mais la **pression** de toutes les classes bourgeoises et prolétariennes en lutte contre l'ancien régime. Il est possible de dire qu'en plus d'un réseau mondial d'intérêts, il représente le potentiel de quelque chose de plus vaste encore: l'irrésistible force générative des forces productives matérielles **futures**.

C'est selon ce critère que nous devons juger les formes d'un tel appareil et les luttes qu'il a menées, dont Marx a donné un tableau impressionnant dans trois textes classiques (10). Si sa fonction, d'«anti-conformiste» qu'elle était au début, devient conformiste dès que se dresse contre lui une classe visant à

l'abattre, cette transformation se produit selon un processus très complexe et non pas selon une évolution continue.

L'Etat est donc un appareil qui s'appuie sur la classe qui défend et revendique un mode donné de production et qui, après la victoire de sa révolution, résiste à la restauration des anciennes forces et du vieux mode de production.

Par conséquent il est clair que toute révolution à cheval sur deux grands types de production - et en particulier la révolution prolétarienne à venir - doit mettre en pièces le vieil Etat et en disperser les hiérarchies et le personnel. Mais il est également clair - ici les anarchistes cessent de nous suivre et les groupes plus ou moins anarchoïdes plissent le nez - que pendant tout le temps où l'ancien mode de production continue à disposer de forces et de défenseurs tant à l'extérieur qu'à l'intérieur des frontières, l'Etat, les corps armés et la bureaucratie restent, sous une nouvelle forme, nécessaires.

C'est une tendance anarchoïde qui se révèle dans cette curieuse phrase: *«le pouvoir des masses armées n'est déjà plus un Etat dans le sens habituel du terme»*. Ici, libéralisme et libertarisme se donnent romantiquement la main par dessus la tête du marxisme.

EXTINCTION DE LA BUREAUCRATIE

Pour Marx et Lénine, la nécessité pour le prolétariat d'instaurer sa dictature, c'est-à-dire de former un nouvel Etat révolutionnaire, découle du fait que, si la conquête révolutionnaire du pouvoir est un saut brusque, la substitution du nouveau mode de production à l'ancien se prolonge au contraire dans le temps. Il en va de même pour la disparition totale de la classe qui détenait autrefois le pouvoir et reflétait l'ancien mode de production, pour l'influence des forces qui, à l'extérieur, défendent ce dernier et combattent le nouveau, et surtout pour les influences idéologiques de toutes sortes qui continuent pendant longtemps encore à dominer la psychologie sociale. Ainsi l'Etat ne s'abolit pas, mais il s'en fonde un nouveau en renversant l'ancien. Ce nouvel Etat dépérit au cours d'un long processus dont la durée dépend du degré de développement interne des forces sociales et des rapports internationaux de forces entre les classes. Tout ceci est bien connu et nos radoubeurs feignent de n'y apporter aucune retouche.

Ils citent même des passages d'Engels qui prouvent très clairement que le problème ne change pas dans le cas où la concentration capitaliste a atteint le stade de l'industrialisme d'Etat: *«Les moyens de production, en devenant propriété d'Etat, ne perdent pas leur caractère de capital. L'Etat est le capitaliste collectif en idée»*.

Voilà le point crucial. Si les moyens de production, de propriété éparpillée et individuelle des travailleurs autonomes deviennent capital - et que ce soit par la grâce d'un financier privé ou par celle de l'Etat - c'est qu'il y a un mouvement vers le mode de

production capitaliste. Si de capital, ils deviennent moyens de production sociale, c'est-à-dire sont utilisés sans forme de travail salarié dans la production et sans forme mercantile dans la distribution, alors il y a passage du mode de production capitaliste vers le mode socialiste. Ni des individus privés, ni l'Etat politique de la classe bourgeoise ne peuvent évidemment être les agents d'une telle transformation: seul le nouvel Etat révolutionnaire, la dictature du prolétariat, peut la réaliser.

C'est là que se trouve la solution que nos radoubeurs cherchent vainement dans l'analyse de la «pyramide des revenus» et dans le scandale de l'inégalité des salaires en Russie, inégalité contre laquelle pourra seule se dresser une révolution purement socialiste marchant sur les traces glorieuses de la Commune, dans un milieu capitaliste avancé.

L'Etat ouvrier est le seul à pouvoir assumer la tâche de transformer la forme de production; mais il faut reconnaître qu'en période non seulement d'évolution et de développement technique interne, mais aussi de lutte politique internationale, cet Etat peut être contraint de gérer des formes de capitalisme d'Etat à base de salariat et de mercantilisme. En d'autres termes, à certains stades (dont l'Etat stalinien est sorti depuis des années et des années), il peut demeurer Etat politique du prolétariat et du futur mode socialiste mondial de production, tout en s'occupant encore de la transformation préliminaire des «moyens de production en capital».

L'Etat russe, avec son inévitable bureaucratie, est aujourd'hui «préposé» uniquement à la transformation des moyens de production en capital, comme une jeune Etat capitaliste. Il est devenu un appareil qui ne combat plus pour le mode de production prolétarien, mais qui est prêt comme tous les autres Etats à défendre le mode de production capitaliste.

Vous voulez voir s'évanouir cette bureaucratie théorisante, sans besoin de guerres ni de révolutions? Supposez alors vraiment possible le passage au mode de production socialiste; apprenez que ses caractéristiques seront la disparition du marché et des prix; la disparition de la division par entreprises et des salaires; la fin de la division professionnelle du travail et de la différence entre ville et campagne. Vous comprendrez donc que sur la scène de l'histoire cette rampe de pâles lumignons que sont les fonctionnaires de tout genre s'éteindra d'elle-même, les ronds-de-cuir déclinant l'honneur, bien trop grand pour leur fainéantise, de donner leur nom à une période de l'histoire.

ILIADE ET BATRACHOMYOMACHIE

Voilà «l'autre solution», toute faite de siècles, qui peut clarifier les problèmes des radoubeurs et de leurs prétendues données inconnues du marxisme.

Ils remplacent ces puissantes armes critiques par la statistique mesquine des revenus; ils cherchent, sans savoir s'y prendre, les chiffres du revenu et de la plus-value, et surtout ils ne savent pas indiquer dans quel sens ces chiffres varient, en plus

ou en moins, de façon à pouvoir constater le progrès de la diffusion du capitalisme; au lieu de cela ils se livrent aux habituelles palinodies sur l'exploitation croissante, la diminution du niveau de vie et autres bobards.

Leur solution consiste à classer les citoyens soviétiques en «ouvriers» et «bureaucrates», les bourgeois étant absents, le schéma classique d'au moins deux classes dont une seule détient l'Etat étant détruit, et les textes de Marx et de Lénine sur la Commune et l'Etat réduits en miettes. Mais si le rapport de production s'établissait entre ouvrier et Etat, ce serait un rapport unique: il n'y aurait plus ni différence, ni lutte de classes. Une classification aussi arbitraire et irréaliste est la pire parodie du marxisme. Elle vaut le remplacement du choc de deux formes historiques, décrit mythiquement dans l'*Illiade*, par une lutte d'espèces entre rats et grenouilles qu'Homère aurait chanté humoristiquement dans la *Batrachomyomachie*.

Dans l'*Illiade* ce sont deux civilisations qui se heurtent dans un choc terrible, déterminant l'histoire des siècles suivants. D'un côté il y a une société asiatique figée d'agriculteurs et de satrapes, de monarchies éternelles et de seigneureries théocratiques dont sont tributaires des peuples encore nomades et des tribus encore communistes. (Ces dernières sont bien pauvres en bureaucratie, comme le prouve Marx: une douzaine d'individus par tribus, astrologue y compris. Car nos gens de plume n'ont rien inventé, même sur le plan de la rhétorique: ils devraient savoir que **bureaucratie** dominante et **barbarie** ne peuvent être des phénomènes parallèles mais sont au contraire directement antithétiques!). A ces peuples asiatiques s'oppose la race éolienne et ionienne qui a fondé une société de navigateurs et de commerçants qui, pour l'époque, est déjà industrielle et dont les structures juridiques et philosophiques, le génial individualisme, se rapprochent de la bourgeoisie romantique de la meilleure ère moderne européenne. Lorsque les chars d'Hector et d'Achille se heurtent dans un choc terrible, ce sont deux mondes qui s'affrontent; deux mondes dont la diversité géographique (immensité du continent asiatique et de ses déserts qui s'oppose aux péninsules et archipels capricieusement découpés de la Grèce; climat continental aux étés torrides et aux hivers glaciaux de la première, doux et tempéré du riant littoral méditerranéen) a déterminé la diversité de l'organisation humaine.

Mais avec la statistique des appointements mensuels, il n'y a plus qu'un cadre vide, tout comme dans la parodie classique, lorsque rats et grenouilles bien discernables à première vue, en viennent aux prises, répétant les invectives des héros avant le duel, reproduisant les vicissitudes changeantes d'une guerre décennale entre continents, singeant troyens et argiens par leurs sobriquets burlesques.

Il y a le même rapport entre l'affrontement entre le mode de production capitaliste et le mode socialiste, et la description tentée par nos radoubes (impuissante à citer un seul épisode historique ou un

seul fait d'actualité qui puisse remplir ne disons pas un livre homérique, mais un simple télégramme Reuter), qu'entre le grand poème épique et cette farce plaisante.

(1) Allusion à quelques éléments qui, en 1950-51, quittèrent le courant de la Gauche communiste pour se rallier aux «barbaristes».

(2) «Socialisme ou Barbarie», n°1, p.10.

(3) *ibid.*

(4) *id.*, p. 12 et suivantes.

(5) *id.*, p.10.

(6) *id.*, p.42.

(7) «S. ou B.» n°2: «Les rapports de production en Russie».

(8) *id.*

(9) Pour le marxisme l'équation du procès productif s'écrit:

$c + v + pl = V$ où c représente le capital constant (matières premières, usure des installations productives), v , le capital variable (masse des salaires), pl la masse de plus-value et V la valeur du produit total.

Le taux de plus-value est le rapport: pl / v et le taux de profit est le rapport: $pl / c+v$. Or il est de fait que la productivité croît énormément tout au long de l'histoire du capitalisme, en raison de l'augmentation du capital constant (mécanisation, automatisation, etc.) par rapport au capital variable: la «composition organique» du capital se modifie à l'échelle historique; un nombre donné d'ouvriers produit davantage de marchandises.

Mais si dans l'équation ci-dessus, c croît beaucoup plus vite que v - qui a tendance à diminuer -, le taux de profit baissera même si le taux de plus-value reste constant ou même augmente. C'est la loi de la baisse du taux de profit, formulée par Marx dans le Troisième Livre du Capital.

Il faut noter également que si le **taux** de profit baisse historiquement, la **masse** du profit ou de la plus-value, elle continue à augmenter dans des proportions vertigineuses.

(10) Il s'agit de: «Les luttes de classes en France», «Le 18 Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte» et «La guerre civile en France».

EDITIONS PROGRAMME

PAIEMENT: Par mandat ou chèque à l'ordre de: DESSUS (sans autre mention), envoyé à notre adresse de Lyon, ci-dessous.

Commandes à notre adresse: **Editions Programme**
3 Rue Basse Combalot 69007 Lyon (France)

FRAIS DE PORT NON COMPRIS (tarif économique: 10% en sus; par avion: nous consulter)

AVERTISSEMENT: LES TEXTES EPUISÉS OU EN VOIE D'ÉPUISEMENT NE PEUVENT ÊTRE FOURNIS QU'EN PHOTOCOPIES.

AUX EDITIONS PROGRAMME

EN FRANCAIS

Série «Les textes du Parti Communiste International»

1. Communisme et fascisme épuisé
2. Parti et classe 20F
3. Les Fondements du communisme révolutionnaire épuisé
4. Eléments d'orientation marxiste épuisé
5. «La Maladie infantile», condamnation des futurs renégats (sur la brochure de Lénine «La maladie infantile du communisme») 15 F
6. Force, violence, dictature dans la lutte de classe épuisé
7. Défense de la continuité du programme communiste (224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours) 50F
8. Dialogue avec Staline (réfutation des théories staliniennes sur le socialisme en URSS) 30F
9. Bilan d'une Révolution (192 pages sur la question russe) 60F

Brochures « le prolétaire »

5. Question féminine et lutte de classe 6F
6. Socialisme prolétarien contre socialisme petit-bourgeois 6F
7. La grève des nettoyeurs du métro (leçons et bilan) 6F
8. Violence, terrorisme et lutte de classe 6F
10. Postiers en lutte (grève de 78 à Créteil et dans les centres de tri) 6F
11. Auschwitz ou le grand alibi 6F
12. Solidarité prolétarienne contre le contrôle de l'immigration 6F
13. Le marxisme et l'Iran 6F
14. Foyers de travailleurs immigrés: enseignements de 6 ans de lutte 6F
16. Pour des revendications et des méthodes de classe (Orientation pratique d'action syndicale) 6F
17. De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale (Manifeste du P.C. International - 1981) 10F
18. Vive la lutte des ouvriers polonais! 6F
19. La question parlementaire dans l'Internationale Communiste 6F
20. Ex-Yougoslavie: Contre toutes les alternatives bourgeoises, nationalistes, fédéralistes, démocratiques 3F
21. Lénine sur le chemin de la révolution 10F

Suppléments au « prolétaire »

- Mouvements revendicatifs et socialisme 6F
- Nouvelle-Calédonie: indépendance immédiate et sans condition ! 6F
- Pour un anti-racisme prolétarien 6F
- Révolution et contre-révolution en Russie 6F
- L'antifascisme démocratique un mot d'ordre anti-prolétarien 3F

Série «Les cahiers d'el-Oumami»

1. Le syndicalisme en Algérie 6F
2. La situation politique en Algérie et les tâches des révolutionnaires 6F
3. Critique de la théorie de la «Révolution nationale-démocratique de type nouveau» 6F

Revue théorique « Programme communiste »

- Numéros 1 à 50 (disponibles uniquement en photocopies) 15 à 20F le numéro
- Numéros 51 à 57 15F
- Numéro 58 (112 pages) 25F
- Numéros 59 à 88 15F
- Numéro 89 20F
- Numéros 90 à 94 25F

Série des éditions Prométhée

- Terrorisme et communisme, Léon Trotsky 50F

EN ITALIEN

- Storia della Sinistra Comunista: vol. I (1912-1919) 100F
- vol. I bis (racolta di scritti 1912-1919) 30F
- vol. II (1919-1920) 120F
- vol. III (1920-1921) épuisé
- Struttura economica e sociale della Russia d'oggi 150F
- Classe Partito Stato nella teoria marxista 10F
- O preparazione rivoluzionaria o preparazione elettorale épuisé

I testi del partito comunista internazionale

1. Tracciato d'impostazione. I fondamenti del comunismo rivoluzionario 15F
2. In difesa della continuità

- del programma comunista épuisé

3. Elementi dell'economia marxista épuisé

- Sul metodo dialettico épuisé

4. Partito e classe 15F

5. «L'estremismo, malattia infantile del comunismo», condanna dei futuri rinnegati 15F

6. Per l'organica sistemazione dei principi comunisti épuisé

7. Lezioni delle controrivoluzioni 15F

Quaderni del Programma Comunista

- Il mito della pianificazione socialista in Russia 10F

- Il «rilancio dei consumi sociali» ovvero l'elisir di lunga vita dei dottori dell'opportunismo. 10F

- Armamenti: un settore che non andrà mai in crisi 10F

- Il proletariato e la guerra 10F

- La crisi del 1926 nel partito russo 10F

- e nell'Internazionale 10F

Reprint « il comunista »

- Marxismo e scienza borghese 15F

- La lotta di classe dei popoli non bianchi 10F

- La successione delle forme di produzione nella teoria marxista 40F

- Trotsky: Insegnamenti dell'Ottobre. Insegnamenti della Comune 30F

- La funzione storica delle classi medie e dell'intelligenza (1925) 15F

- Abaco della economia marxista 15F

- Lotta di classe e questione femminile 15F

- La teoria marxista della moneta 15F

- Il proletariato e la seconda guerra mondiale 10F

- Antimilitarismo di classe e guerra 25F

Altri opuscoli

- Il terrorismo e il tormentato cammino della ripresa generale della lotta di classe 10F

- La lotta di classe ridivampa in Europa col poderoso moto proletario polacco (1980) 10F

- Il marxismo e l'Iran (1980) 10F

- Dalla crisi della società borghese alla rivoluzione comunista mondiale (Il manifesto del P.C. Internazionale, 1981) 15F

- Punti di orientamento e direttive pratiche di azione sindacale 10F

- Avanti verso la rivoluzione comunista mondiale (1981) 10F

- Non pacifismo, antimilitarismo di classe! 10F

EN ANGLAIS

- The fundamentals of Revolutionary Communism 30F

- Party and Class 30F

- Communist Program Ns 1 to 7 20F

- The Party's Programme 10F

EN ESPAGNOL

- 1. Los fundamentos del comunismo revolucionario 25F

- 2. Fuerza, violencia, dictadura en la lucha de clase 25F

- 3. Partido y clase épuisé

El Programa Comunista

- n°1 à 38, n°40 15F

- n°39 (Manifesto del P.C.I.: De la crisis de la sociedad burguesa a la revolución comunista mundial) 25F

- n° 41, 42 20F

- La epopeya del proletariado boliviano (la lucha de clase en Bolivia hasta 1981) 10F

EN ALLEMAND

- 1. Die Frage der revolutionären Partei 20F

- 2. Revolution und Konterrevolution in Russland 20F

- 3. Der Kampf gegen den alten und heutigen Revisionismus 15F

- 4. Die Grundlagen des revolutionären Kommunismus 20F

- 5. Was heisst, den Marxismus zu verteidigen? 25F

- 6. Gewalt und Diktatur im Klassenkampf 20F

Kommunistisches Programm (Theoretische Zeitschrift der IKP, bis Nummer 28)

- 20F

EN ARABE

- Pour le parti ouvrier indépendant 5F

- Thèses caractéristiques du parti 10F

- Les communistes et la question de la liberté politique 10F

- Manifeste du P.C. International 15F

- Ce qui distingue notre parti 5F

EN PORTUGUAIS

- 1. Teses características do partido 10F

- 2. Lições das contra-revoluções 10F

- 3. Os fundamentos do comunismo revolucionario 10F

- As lutas de classe em Portugal de 25 de Abril a 25 de Novembro 10F

EN TURC

- Komünist partisi manifestosu (Karl Marx Friedrich Engels) 10F

- Rusya'da devrim ve karsi-devrim 5F

- Bulletin **Internationalist Proleter** (3 nos parus) 5F

EN HOLLANDAIS		
- Het democratisch principe	5F	
EN POLONAIS		
- W Polsce tak samo walka klasy robotniczej	10F	
EN PERSE-		
- Retour au programme communiste révolutionnaire. Ce qu'est et ce que veut le PCInt.	10F	
- Les fedayins et la question de l'Etat	5F	
EN GREC		
- Parti et classe	20F	
EN DANOIS / SUEDOIS		
1. Marxismens grundtraek-Partiets karakteristiske teser	20F	
2. Vad är och vad vill det Internationella Kommunistiska Partiet	20F	
AUX EDITIONS «ISKRA»		
Amadeo Bordiga:		
- Economia marxista ed economia controrivoluzionaria (263 p.)	60F	
- I fattori di razza e nazione nella teoria marxista (175 p.)	40F	
		- Imprese economiche di pantalone (153 p.) 40F
		- Proprietà e capitale (202 p.) 40F
		- Mai la merce sfamerà l'uomo (306 p.) 60F
		- Lettere di Engels sul materialismo storico (1889/95) (130 p.) 40F
		- Plechanov: Contributi alla storia del materialismo (198 p.) 40F
		- Scritti e discorsi sulla rivoluzione in Cina 1927 (Trotsky, Vujovic, Zinoviev) (299 p.) 60F
		- Relazione del P.C. d'Italia al IV congresso dell'Internazionale comunista, nov. 1922 (124 p.) 40F
		- La storia di Big Bill (L'autobiografia del principale rappresentante degli IWW) (376 p.) 60F
		AUX «EDIZIONI SOCIALI»
		- Dialogato con Stalin - A. Bordiga 30F
		- Dialogato coi Morti - A. Bordiga épuisé
		- La tattica del Comintern 1926 - 1940 (O. Perrone) épuisé
		- La sinistra comunista nel camino della Rivoluzione 50F

PROGRAMME COMMUNISTE (Revue théorique du parti communiste international) Sommaire des numéros parus

No 1 (octobre-décembre 1957)
Présentation de la revue / Les fondements du communisme révolutionnaire / Les grands tournants du capitalisme russe / En mémoire d'Ottorino Perrone.
No 2 (janvier-mars 1958)
La paix des spoutnicks / Le marxisme devant la Russie / Physionomie sociale des révolutions coloniales / Triviale résurrection de l'illuminisme / L'Est européen dans la perspective révolutionnaire / Eléments de l'économie marxiste.
No 3 (avril-juin 1958)
En marge de notre appel / Appel pour la réorganisation internationale du mouvement révolutionnaire marxiste / A propos de Marcel Cachin / Eléments de l'économie marxiste (2) / Le principe démocratique.
No 4 (juillet-sept. 1958)
L'enfant légitime de la démocratie / Les causes historiques du séparatisme arabe / La question nationale: un premier bilan / La tactique du Komintern de 1926 à 1940 (1) / Chronique syndicale: réponses à certains confusionnistes / «L'expérience polonaise» des conseils ouvriers / La récession américaine annonce-t-elle un nouveau 1929? / Eléments de l'économie marxiste (3).
No 5 (octobre-décembre 1958)
Le capitalisme français au tournant / La question algérienne / Le rôle du parti dans la révolution russe (1) / Eléments de l'économie marxiste (4) / Notes d'actualité.
No 6 (janvier-mars 1959)
Editorial / La déchéance du parlementarisme / A propos de la polémique russo-yougoslave / Le rôle du parti dans la révolution russe (2) / Notes d'actualités.
No 7 (avril-juin 1959)
Edito / Droit au travail? pouvoir sur le capital! / Particularités de l'évolution historique chinoise / Le rôle du parti dans la révolution russe (3) / Eléments de l'économie marxiste (5) / Notes d'actualités (Aspects de la révolution africaine / Sidérurgie, pétrole et sous-développement / etc) / Notes de lecture
No 8 (juillet-septembre 1959)
Dialogue avec Staline
No 9 (octobre-décembre 1959)
Edito / Qui fait les frais de la grandeur nationale? / Remarques sur la question nationale / Le rôle du parti dans la révolution russe (4) / Sur la méthode dialectique / Notes d'actualités.
No 10 (janvier-mars 1960)
Edito / Antagonisme dans les rapports de classe en Russie (1) / Formulaire économique / La longue impasse algérienne / Notes d'actualités
No 11 (avril-juin 1960)
Edito / Paix sociale et guerre impérialiste / Le communisme et les partis algériens (1) / Antagonismes dans les rapports de classe en Russie (2) / Les 3 phases du capitalisme / Notes d'actualités
No 12 (juillet-septembre 1960)
Edito / Lénine sur le chemin de la révolution / Les stalinien et la religion / Le communisme et les partis algériens (2) / Notes d'actualité / Notes de lecture.
No 13 (octobre-décembre 1960)
L'Afrique devant l'ONU / La vocation politique du pacifisme anticolonialiste / Le communisme et les partis algériens (3) / La

dissolution de la morale bourgeoise est l'oeuvre du capitalisme / Cours historique du mouvement prolétarien / Notes d'actualité / Notes de lecture.
No 14 (janvier-mars 1961)
L'équivoque / Bien creusé, vieille taupe! Désarmement de l'impérialisme ou désarmement du prolétariat? Le parti prolétarien et communiste et les mouvements nationaux et démocratiques / Notes d'actualité / Notes de lectures.
No 15 (avril-juin 1961)
Retour à la légalité, victoire du capital (Belgique) / Mouvements revendicatifs et socialisme / Le marxisme contre l'utopie / L'économie soviétique d'octobre à nos jours (1) / Bases et perspectives économique-sociales du conflit algérien / Notes d'actualité.
No 16 (juin-septembre 1961)
Victoire et misère de l'opportunisme / A bas le programme de l'opportunisme / L'économie soviétique d'octobre à nos jours (2) / Notes d'actualité.
No 17 (octobre-décembre 1961)
Tous fils: de la Sainte Eglise, de la Propriété et du Capital / Quand nos «communistes» défendent la petite propriété / La société communiste / La tactique du parti communiste (Thèses de Rome) / L'économie soviétique d'octobre à nos jours (3) / Notes d'actualité
No 18 (janvier-mars 1962)
«C'est généreux la France» / Au XXII ^e congrès les fossoyeurs du communisme avouent / Tous contre les monopoles / L'économie soviétique d'octobre à nos jours (4) / Notes d'actualité.
No 19 (avril-juin 1962)
La Paix? / La galère / Marché commun et «Europe unie» / Le néo-capitalisme n'a rien de neuf / L'économie soviétique d'octobre à nos jours (5) / Notes d'actualité.
No 20 (juillet-septembre 1962)
Prolétariat et expansion / L'économie soviétique d'octobre à nos jours (6) / La révolution algérienne est-elle une révolution? / Révolution et contre-révolution en Chine / A propos de l'Europe unie / Notes d'actualité.
No 21 (octobre-décembre 1962)
Il n'y aura pas de désarmement / La révolution algérienne est-elle une révolution? (2) / Le développement historique de la production capitaliste / Notes d'actualité.
No 22 (janvier-mars 1963)
Kennedy est grand et Kroutchev est son prophète / Petits contre gros / Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français (1) / L'économie soviétique d'octobre à nos jours (7) / Notes d'actualité.
No 23 (avril-juin 1963)
La grève des mineurs / Le principe démocratique / Dictature prolétarienne et parti de classe / L'économie soviétique d'octobre à nos jours (8) / Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français (2) / Syndicalisme révolutionnaire ou vulgaires réformistes?
No 24 (juillet-septembre 1963)
La grande idylle Kremlin-Vatican / Thorez invoque Lénine et imite Kautsky / La planification démocratique / «Compétition pacifique» et pays sous-développés / Gaspillage capitaliste et communisme / Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français (3) / Notes d'actualité / Nos tracts.
No 25 (octobre-décembre 1963)
Communistes des temps meilleurs / Bases pour l'adhésion au Parti communiste internationaliste (programme communiste) / Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français (4) / Notes de lecture / Notes d'actualité.
No 26 (janvier-mars 1964)

Mort au service du capital / «La Chine fara' da se» / **La légende du Piave** / Invariance de l'opportunisme / Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français (5) / Notes d'actualité.

No 27 (avril-juin 1964)
Le marxisme n'est pas à vendre / **Le mouvement social en Chine (1)** / Textes du marxisme révolutionnaire: **Eléments d'orientation marxiste** / Invariance de l'opportunisme (2).

No 28 (juillet-septembre)
La croissance économique, pourquoi faire? / **Le mouvement social en Chine (2)** / Les leçons de la polémique russo-chinoise / Textes du marxisme révolutionnaire: **Parti et classe** / **Histoire de la gauche communiste** / Alfred Rosmer.

No 29 (octobre-décembre 1964)
Un siècle après / **Les leçons de la polémique russo-chinoise (2)** / Textes du marxisme révolutionnaire: **Nature, fonction et tactique du parti révolutionnaire de la classe ouvrière** / **Histoire de la gauche communiste (2)** / A propos d'une brochure sur la «naissance du parti communiste français».

No 30 (janvier-mars 1965)
L'inde bourgeois, poudrière de l'Asie / **Le mouvement social en Chine (3)** / **Les leçons de la polémique russo-chinoise (3)**.

No 31 (avril-juin 1965)
Bilan de faillite du «socialisme au détail» / **Le mouvement social en Chine (4)** / Hegel, Staline et ... les machines à coudre / **Organisation et discipline communiste** / **Histoire de la gauche communiste (3)** / Enseignements de la scission de Tours.

No 32 (juillet-septembre 1965)
Textes du marxisme révolutionnaire: **Force, violence et dictature dans la lutte de classe** / A bas l'anti-impérialisme bourgeois! (**Thèses sur la question chinoise**) / **Histoire de la gauche communiste (4)** / Le 35^e congrès de la CGT: les dernières coquetteries de la «vielle dame».

No 33 (octobre-décembre 1965)
La question parlementaire dans l'Internationale communiste / **Le mouvement social en Chine (5)** / **Histoire de la gauche communiste (5)**.

No 34 (janvier-mars 1966)
Le parti, sa nature, sa fonction, son organisation.

No 35 (avril-juin 1966)
La philosophie du «dialogue» / Le nouveau statut des entreprises d'Etat en Russie (copie de la «Charte du travail» fasciste) / **Le mouvement social en Chine (6)** / **Sur un autre chapitre inédit du «Capital»** / Le XXII^e congrès du PC russe.

No 36 (juillet-septembre 1966)
L'Europe, aujourd'hui citadelle du capital, demain base de la Révolution mondiale et de la guerre / **Questions de l'impérialisme** / Matérialisme ou idéalisme? (A propos de la «Critique de la raison dialectique» de J.-P. Sartre).

No 37 (octobre-décembre 1966)
Wall Street-Moscou, via Turin / Socialisme ou proudhonneries? / **L'impérialisme dans la critique marxiste** / **Le mouvement social en Chine (fin)**.

No 38 (avril-juin 1967)
L'impérialisme et le Vietnam / Impérialisme et militarisme / Comment ils fêteront le 50^e anniversaire d'Octobre 17 / **Thèses de la Gauche au III^e congrès du PC d'Italie (Lyon, 1926)** / Vie du parti.

No 39 (juillet-septembre 1967)
Mensonges progressistes et réalité capitaliste / **Révolution culturelle: révolution bourgeoise** / Les thèses d'avril 1917, programme de la révolution prolétarienne en Russie / Vie du parti / A une lectrice algérienne, partisan de la stratégie anti-impérialiste de «Che» Guevarra / Qu'est-ce que l'internationalisme prolétarien? / Du droit démocratique à l'inconséquence.

No 40-41-42 (octobre 1967-juin 1968)
En marge du cinquantenaire d'Octobre 1917, **BILAN D'UNE REVOLUTION.**

No 43-44 (janvier-juin 1969)
Le «parti de la peur» / Le «gauchisme» n'est que l'autre face de l'opportunisme réformiste (A propos du livre de MM. Cohn-Bendit frères: «le gauchisme, remède à la maladie sénile du communisme») / **Théorie marxiste de la monnaie** / Marxisme et science bourgeoise / **Les conditions d'adhésion à l'Internationale Communiste.**

No 45 (juillet-septembre 1969)
Luttes partielles et lutte générale / **Le parti communiste d'Italie face à l'offensive fasciste 1921-1924 (1)** / **Théorie marxiste de la monnaie.**

No 46 (octobre-décembre 1969)
Parti et organisation de classe dans la tradition de la gauche communiste / **Le parti communiste d'Italie face à l'offensive fasciste 1921-1924 (2)** / La méthode du «Capital».

No 47 (juillet-septembre 1969)
Garaudy ou la révolution pacifique de Don Quichotte / Les derniers exploits du marxisme universitaire (A propos des ouvrages de MM Baran et Sweezy) / **Le parti communiste d'Italie face à l'offensive fasciste 1921-1924 (3)** / Bilan de l'automne chaud en Italie.

No 48-49 (avril-septembre 1970)

A bas la démocratie salariale et hiérarchique! / L'opportunisme à l'épreuve des luttes / Bilan politique du gauchisme / Impérialisme et sous-développement / **Economie marxiste: principaux résultats du Livre I du «Capital»** / **Le parti communiste d'Italie face à l'offensive fasciste 1921-1924 (4)** / Le stalinisme, cet anti-communisme / Amadeo Bordiga: une vie exemplaire au service de la révolution.

No 50 (octobre 1970-mars 1971)

Guerre impérialiste ou révolution mondiale / **Le parti communiste d'Italie face à l'offensive fasciste 1921-1924 (5)** / **En mémoire d'Amadeo Bordiga: la Gauche communiste sur le chemin de la révolution (1).**

No 51-52 (avril-septembre 1971)

La Commune a été grande par ce qu'elle a été contrainte d'être, non par ce que ses partisans ont voulu qu'elle soit / Le premier éveil du prolétariat polonais et ses causes / En Angleterre aussi, le capital veut faire porter au prolétariat le poids de la crise / Trotsky et la Gauche italienne / **En mémoire d'Amadeo Bordiga: la Gauche communiste sur le chemin de la révolution (2)**.

No 53-54 (octobre 1971-mars 1972)

Textes de la gauche: **Invariance historique du marxisme** / **Fausse ressource de l'activisme** / **Le parti devant la question syndicale** / Marxisme et sous-développement / **En mémoire d'Amadeo Bordiga: la Gauche communiste sur le chemin de la révolution (3)** / Gorter, Lénine et la Gauche.

No 55 (avril 1972)

Textes de la gauche: **Pour mettre les points sur les i** / Marxisme et classes moyennes / M. Althusser ou les limites de l'entendement petit-bourgeois / **En mémoire d'Amadeo Bordiga: la Gauche sur le chemin de la révolution (4)** / A propos du cinquantenaire des scissions de Tours et de Livourne

No 56 (juillet 1972)

L'antifascisme démocratique: un mot d'ordre antiprolétarien qui a déjà fait ses preuves / Sur Anton Pannekoek: Marxisme contre idéalisme ou le parti contre les sectes / **En mémoire d'Amadeo Bordiga: la gauche sur le chemin de la révolution (5).**

No 58 (avril 1973)

La tragédie vietnamienne confirme les positions classiques du communisme / Sur «Le hasard et la nécessité»: comment M. Monod terrasse la dialectique / **Histoire de la Gauche communiste: la Gauche marxiste d'Italie et le mouvement communiste international (6)**.

No 59 (juin 1973)

Paix universelle ou antagonismes croissants entre Etats / **Histoire de la Gauche communiste: le II^e congrès de l'International communiste: un sommet et une croisée des chemins (7).**

No 60 (septembre 1973)

Histoire de la Gauche communiste: le II^e congrès de l'International communiste: un sommet et une croisée des chemins (8) / Sur Paul Mattick: l'idéalisme révolutionnaire du socialisme d'entreprise.

No 61 (décembre 1973)

La question de l'autodétermination dans les classiques du marxisme (1) / **Cours de l'impérialisme mondial (1)** / Note de lecture: les lauriers de la social-démocratie autrichienne.

No 62 (mars 1974)

Crise et révolution / La question de l'autodétermination dans les classiques du marxisme (2) / La «pensée de Mao», expression de la révolution démocratique bourgeoise en Chine et de la contre-révolution anti-prolétarienne mondiale (1) / **La Gauche communiste d'Italie et la résolution de Bâle (1912) sur la riposte prolétarienne à la guerre.**

No 63 (juin 1974)

Trajectoire du travaillisme / **Leçons des contre-révolutions** / La «pensée de Mao», expression de la révolution démocratique bourgeoise en Chine et de la contre-révolution anti-prolétarienne mondiale (2) / Les «réformes agraires» des jeunes bourgeoisies ex-coloniales dans le miroir de la «révolution» tunisienne / Inflation, profits et salaires.

No 64 (octobre 1974)

L'heure des petits-fils de Staline / The historical path of british Labourism / Cours de l'impérialisme mondial (1) / **Marx - british Commerce** / **Marx - Le commerce britannique** / **Sur le fil du temps: Réformisme et socialisme - Capitalisme et réformes** / Les lauriers de la social-démocratie autrichienne: Otto Bauer ou la révolution chez les autres / The International Communist Party. Some publications of the I.C.P.

No 65 (décembre 1974)

A bas l'ancien et le nouveau contrat social. / Party and Class / **Frédéric Engels. La question paysanne en France et en Allemagne** / Le long du fil de l'histoire: sur les rapports entre le parti communiste et les autres organisations / Stratégie et tactique révolutionnaires dans les polémiques Lénine - Rosa Luxembourg: 1. La question de l'autodétermination / The conditions of admission to the Communist International Party / **Cours de l'impérialisme mondial: les développements**

de la concentration capitaliste (2).

No 66 (avril 1975)

Encore sur crise et révolution / «Proletarian Dictatorship» and «Socialist Society» in the new chinese Constitution / Stratégie et tactique dans les polémiques Lénine - Rosa Luxembourg: 2. Guerres impérialistes et guerres nationales / Parlamentarism at the second Congress of the Comintern / Inde: la révolution verte annonce la couleur / Note de lecture: Gramsci, Bordiga et ... «Lotta Continua»

No 67 (juillet 1975)

Cours de l'impérialisme mondial (3) / Projet de programme d'action du P.C. d'Italie, 1922 / Portugal: du 25 avril à l'austérité / Mise au point à propos de certains «dépassés du marxisme».

No 68 (octobre 1975)

Le mythe portugais du double pouvoir / Le marxisme et la Russie / **La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (1): Introduction; lettre de A. Bordiga à K. Korsch (oct. 1926), etc.** / La «relance de la consommation populaire» ou l'élixir du Dct. Marchais.

No 69-70 (mai 1976)

1926-1976: du socialisme dans un seul pays à la démocratie dans tous / La question agraire. Rapports du prolétariat et de la paysannerie dans la révolution communiste / **La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (2); Le VI exécutif élargi de l'IC: Introduction; intervention de A. Bordiga (février-mars 1926)** / En marge du Xè plan quinquenal. Le mythe de la «planification socialiste» en Russie.

No 71 (septembre 1976)

Après les élections italiennes: polarisation ou convergence? / La fonction contre-révolutionnaire de la démocratie en Espagne / **Gramsci, «l'Ordine nuovo» et «Il soviet» (1)** / Vérité et mensonges dans la constitution cubaine

No 72 (décembre 1976)

Chine: la révolution bourgeoise a été faite, la révolution prolétarienne reste à faire / Le tournant des Fronts populaires ou la capitulation du stalinisme devant l'ordre établi (1934-1938) / **Gramsci, «l'Ordine nuovo» et «Il soviet» (2)** / **Cours de l'impérialisme mondial (4).**

No 73 (avril 1977)

Shangai, avril 1927: le bain de sang du prolétariat chinois arrose la victoire du stalinisme / Le tournant des Fronts populaires ou la capitulation du stalinisme devant l'ordre établi (1934-1938) / **La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (3)** / Idole de la «compétitivité», religion du taux de profit.

No 74 (septembre 1977)

La nouvelle constitution soviétique: un nouveau pas dans l'aveu de la nature capitaliste de l'URSS / **La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (4)** / **Gramsci, «L'Ordine nuovo» et «Il Soviet» (3)** / Parti révolutionnaire, ou cénacle de «marxologues»?

No 75 (décembre 1977)

L'internationale des flics au travail / **Sur le fil du temps: Espace contre ciment** / Facteurs économiques et sociaux de la révolution en Amérique latine / En mémoire de «Che» Guevarra / Note de lecture: L'Internationale Communiste et la révolution chinoise de 1927.

No 76 (mars 1978)

Sur la voie du parti compact et puissant de demain / L'Afrique, proie des impérialismes (1) / La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (5) / Fastes de la domination impérialiste: la Mauritanie- l'Irlande / Notes de lecture: Jiri Pelikan ou le stalinisme à visage humain - Les contorsionnistes du PCF circus.

No 77 (juillet 1978)

L'agression française en Afrique aura son retour de flamme / Le terrorisme et le difficile chemin de la reprise générale de la lutte de classe (1) / **L'Afrique, proie des impérialismes (2)** / **La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (6)** / Sur la révolution en Amérique latine

No 78 (décembre 1978)

Pathologie de la société bourgeoise - nécessité de la révolution communiste / Le terrorisme et le difficile chemin de la reprise de la lutte de classe (2) / **La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (7)** / **Cours de l'impérialisme mondial (5)** / Parabole du trotskisme dégénéré: la IVè Internationale et la dictature du prolétariat. Les trotskistes et la social-démocratie: de l'entrisme à l'adhésion.

No 79 (avril 1978)

Défendre le marxisme, c'est défendre l'arme de la lutte d'émancipation du prolétariat / **Sur le fil du temps; Le prolétariat et la guerre: Socialisme et nation - Guerre impérialiste et guerre révolutionnaire** / **La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (8)** / **L'Afrique, proie des impérialismes (3)** / Nouvelles des faux socialismes: A l'Est comme à l'Ouest, la course à la productivité accroît l'exploitation - Socialisme ou production individuelle?

No 80 (juillet 1979)

L'Europe dans la perspective révolutionnaire communiste / Il y

a 60 ans naissait la Troisième Internationale / **Le long calvaire de la transformation des paysans palestiniens en prolétaires** / La paix israélo-égyptienne et la nouvel ordre impérialiste au Moyen-Orient / Les «revendications transitoires» dans la tactique communiste (1) / **Sur le fil du temps; Le prolétariat et la guerre: La guerre révolutionnaire prolétarienne- Le roman de la guerre sainte. Etat prolétarien et guerre.**

No 81 (décembre 1979)

Souviens-toi des deux guerres impérialistes! / Les revendications transitoires dans la tactique communiste (2) / **L'Afrique, proie des impérialismes (4)** / Le programme des «Fedayin» iraniens, ou les limites du démocratism / Marcuse, prophète du bon vieux temps

No 82 (avril 1980)

L'Ere des guerres et des révolutions / Le rôle de la nation dans l'histoire / **L'Afrique, proie des impérialismes (5)** / L'Ulster, dernière colonie anglaise.

No 83 (juillet 1980)

La lutte de classe est plus vivante que jamais! / **La Gauche italienne et la tactique de l'Internationale (projet de Thèses présenté au Vè congrès de l'IC)** / Le rôle contre-révolutionnaire de la démocratie en Espagne et en Amérique latine / **La fin de la phase révolutionnaire bourgeoise dans le «Tiers-Monde»** / Note de lecture; Léon Trotsky: terrorisme et communisme - P. Frank manipule l'histoire.

No 84-85 (mars 1981)

La Pologne confirme: besoin de l'organisation - besoin du parti / **Les perspectives de l'après-guerre** / Les communistes et les luttes ouvrières («Que faire?» hier et aujourd'hui) / Trotsky, la fraction de gauche du PC d'Italie et les «mots d'ordre démocratiques» / L'extrême-gauche «anti-sioniste» et la question palestinienne / Un mythe usé: le socialisme à l'Est.

No 86 (août 1981)

Mitterrand président / La Pologne, point névralgique de l'impérialisme mondial / **Cours de l'impérialisme mondial (6)** / Les bases du militantisme communiste / **Histoire de la Gauche communiste: le processus de formation des sections nationales de l'I.C. (1. le PCA)** / Les «trotskistes» contre Trotsky.

No 87 (décembre 1981)

La guerre impérialiste et la lutte de classe frappent à la porte de l'Europe / Les populations immigrées en Grande-Bretagne / **Le processus de formation des sections nationales de l'I.C. (2. le PCF)** / Après l'assassinat de Sadate / A propos de la révolution sandiniste / Dernière minute: l'état de siège en Pologne.

No 88 (mai 1982)

Après la Pologne, où en est la reprise de classe internationale? / La signification de la tentative avortée d'ouverture démocratique en Pologne / Cronstadt: une tragique nécessité / Le mouvement syndical en France de 1900 à 1908 / Aperçus de la situation au Brésil.

No 89 (mai 1987)

«Programme communiste» reprend sa publication / Nous aurons les lendemains que nous aurons su préparer / **Rapport du centre international à la Réunion Générale de juillet 1982** / La religion: appui ou obstacle à la lutte de classe? (Considérations à propos de la théologie de la libération - prêtres et marxisme - Théologie de la libération - En marge du synode des évêques)

No 90 (septembre 1988)

Impérialisme, chauvinisme et anti-impérialisme de classe / **La guerre impérialiste dans le cycle bourgeois et dans l'analyse marxiste (1)** / La reconquête du patrimoine théorique et politique de la Gauche communiste passe aussi par la réappropriation de la praxis de parti correcte / Histoire et conditions de la classe ouvrière japonaise dans le second après-guerre.

No 91 (juin 1990)

A l'Est: derrière l'omniprésente revendication de la démocratie, mûrit malgré tout la reprise de la lutte prolétarienne de classe / **Cours de l'impérialisme mondial (7) / La guerre impérialiste dans le cycle bourgeois et dans l'analyse marxiste (2)** / **Sur le fil du temps; Capitalisme classique et socialisme romantique - L'Ours et son grand roman.**

No 92 (novembre 1991)

La guerre du Golfe démontre que les Etats bourgeois sont de plus en plus poussés à résoudre leurs contradictions par la guerre / Le capitalisme soviétique en crise / **Points sur la question de la lutte immédiate et des organismes prolétariens indépendants (1) / La guerre impérialiste dans le cycle bourgeois et dans l'analyse marxiste (3).**

No 93 (mars 1993)

Marxisme et écolo-socialisme: deux conceptions antagoniques de classes aux intérêts opposés / Histoire de la Gauche Communiste. Vers le Parti Communiste d'Italie, section de l'Internationale Communiste / Vers le parti communiste / **Le capitalisme soviétique en crise (2) / Points sur la questions de la lutte immédiates et des organismes indépendants (2)** / La portée de la scission de 1952 dans le Partito Comunista Internazionalista

Programme du Parti Communiste International

Le Parti Communiste International est constitué sur la base des principes suivants, établis à Livourne en 1921 à la fondation du Parti Communiste d'Italie (section de l'Internationale Communiste):

1. Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.

2. Les rapports de production actuels sont protégés par le pouvoir de l'Etat bourgeois. Quels que soient la forme du système représentatif et l'usage fait de la démocratie électorale, l'Etat bourgeois constitue toujours l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

3. Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

4. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti de classe. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus résolue du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses en les dirigeant, de la lutte quotidienne pour des intérêts partiels et des résultats contingents, vers la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens d'action, de diriger la classe laborieuse dans le développement de la lutte en assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement.

5. Après le renversement du pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en privant de tout droit et de toute fonction politique la bourgeoisie et les membres de la classe bourgeoise tant qu'ils survivront socialement, et en fondant les organes du nouveau régime sur la seule classe productive. Le parti communiste, dont la caractéristique consiste dans la réalisation de ce but fondamental, représente, organise et dirige sans partage la dictature prolétarienne. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.

6. Seule la force de l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.

7. Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité de l'Etat politique dont l'appareil se réduira peu à peu à celui de l'administration rationnelle des activités humaines.

* * * * *

La position du parti devant la situation du monde capitaliste et du mouvement ouvrier après la seconde guerre mondiale se base sur les points suivants:

8. Dans la première moitié du XXème siècle, le développement du capitalisme a vu, dans le domaine économique, l'apparition de syndicats patronaux regroupant les employeurs dans un but de monopole, et des tentatives de contrôler et de diriger la production et les échanges selon des plans centraux, allant jusqu'à la gestion de secteurs entiers

de la production par l'Etat; dans le domaine politique, le renforcement du potentiel policier et militaire de l'Etat et les formes totalitaires de gouvernement. Il ne s'agit pas là de types nouveaux d'organisation sociale constituant une transition du capitalisme au socialisme, encore moins d'un retour à des régimes politiques pré-bourgeois; il s'agit au contraire de formes précises de gestion encore plus directe et plus exclusive du pouvoir et de l'Etat par les forces les plus développées du capital.

Ce processus exclut des interprétations pacifistes, évolutionnistes et progressistes du développement du régime bourgeois et confirme les prévisions marxistes sur la concentration et l'alignement antagonique des forces de classe. Pour que ses énergies révolutionnaires puissent se renforcer et se concentrer avec un potentiel correspondant, le prolétariat doit repousser la revendication d'un retour illusoire au libéralisme démocratique ainsi que la demande de garanties légales, et ne pas les admettre comme moyen d'agitation; et il doit liquider historiquement la méthode des alliances du parti révolutionnaire de classe pour des buts transitoires, que ce soit avec des partis bourgeois ou petits-bourgeois, ou avec des partis pseudo-ouvriers à programme réformiste.

9. Les guerres impérialistes mondiales démontrent que la crise de désagrégation du capitalisme est inévitable du fait que celui-ci est entré définitivement dans la période où son expansion n'exalte plus historiquement l'accroissement des forces productives, mais lie leur accumulation à des destructions répétées et croissantes. Ces guerres ont provoqué des crises multiples et profondes au sein de l'organisation mondiale des travailleurs, car les classes dominantes sont parvenues à leur imposer la solidarité nationale et militaire dans l'un ou l'autre des deux camps. La seule alternative historique à opposer à cette situation est la reprise de la lutte de classe à l'intérieur de chaque pays jusqu'à la guerre civile des masses laborieuses pour renverser le pouvoir de tous les Etats bourgeois et des coalitions mondiales, avec la reconstitution du parti communiste international comme force autonome face à tous les pouvoirs politiques et militaires organisés.

10. L'Etat prolétarien, dans la mesure même où son appareil est un instrument et une arme de lutte dans une époque historique de transition, ne tire pas sa force organisationnelle de règles constitutionnelles ni de schémas représentatifs quelconques. L'expression historique la plus haute d'une telle organisation a été jusqu'à présent celle des conseils de travailleurs née au cours de la révolution russe d'octobre 1917 dans la période où la classe ouvrière s'organisait militairement sous la direction exclusive du parti bolchévique, et où étaient à l'ordre du jour la conquête totalitaire du pouvoir, la dissolution de l'Assemblée constituante, la lutte pour repousser les attaques extérieures des gouvernements bourgeois et pour écraser la rébellion intérieure des classes vaincues, des couches moyennes et petites-bourgeoises et des partis opportunistes qui, dans les phases décisives, sont les alliés inévitables de la contre-révolution.

11. La défense du régime prolétarien contre les dangers de la dégénérescence contenus dans les insuccès et les reculs possibles de l'oeuvre de transformation économique et sociale - dont la réalisation intégrale est inconcevable dans les limites d'un seul pays - ne peut être assurée que par une coordination constante entre la politique de l'Etat ouvrier et la lutte unitaire internationale, incessante en temps de paix comme en temps de guerre, du prolétariat de chaque pays contre sa bourgeoisie et son appareil étatique et militaire. Cette coordination ne peut être assurée qu'au moyen du contrôle politique et programmatique du parti communiste mondial sur l'appareil de l'Etat où la classe ouvrière a conquis le pouvoir.

